

La rencontre Bush-Gorbatchev avant l'ouverture de la conférence de Madrid

Un interlocuteur soviétique parmi d'autres

«Tous les racontars sur un déclin de notre rôle dans la politique mondiale sont démentis par les faits. On ne saurait reprocher à M. Gorbatchev, qui connaît cette remarque à un journal arabe à la veille de la conférence de Madrid, de s'engager dans le « casse-pipe » que lui fait le président Bush en l'associant à la présidence de cette rencontre. «Beau reste» de l'ancien rôle de Moscou dans les affaires internationales, cette participation du leader soviétique donne plus de lustre à un événement qui se serait sans doute produit de toute manière, mais qui a indirectement encouragé en rétablissant ses relations avec Israël et en aidant à la venue de la Syrie, son dernier allié dans la région.

Cela dit, la méthode Coué a ses limites, et la rencontre de mardi entre les présidents américain et soviétique ne ressemble guère aux précédentes. Depuis la dernière visite de M. Bush à Moscou à la fin juillet, M. Gorbatchev a perdu beaucoup plus que sa casquette de secrétaire général d'un Parti communiste quasiment liquidé.

C'est en effet tout l'Etat soviétique, cette «aïeule République» dont le président fédéral reste le plus éminent représentant, qui imploie aujourd'hui M. Eltsine ne vient-il pas de lui porter le coup de grâce en coupant les vivres à soixante-dix ministères du «centre» et, au premier jour, en demandant de diviser par dix le personnel du ministère fédéral des affaires étrangères, dernier rempart de la diplomatie gorbatchévienne ?

Or les Occidentaux eux-mêmes commencent, timidement il est vrai, à tirer les leçons de cette situation. M. Bush s'inquiète moins désormais des litiges de plus en plus rares qui pourraient l'opposer à son ami de Moscou que des possibilités qu'a ce dernier d'honorer ses promesses. A commencer par ses déclarations «unilatérales» en matière de désarmement, qu'il s'agit maintenant de faire exécuter par des Républiques de plus en plus rétives.

Sur le plan économique, douze de ces républiques viennent de s'engager en principe à honorer l'imposante dette soviétique. Mais la question se pose de savoir à quel moment verser les crédits à venir. Tout indique que les prêteurs y regarderont à deux fois avant d'aider un «centre» en perdition. En outre, il devient de plus en plus évident que la réforme économique attendue, si elle a lieu, ne se fera plus par le haut dans le trop dispersé «ensemble» soviétique, mais dans telle ou telle République prise isolément, dont l'exemple, du moins on l'espère, entraînera les autres.

M. Eltsine l'a compris, qui, prenant un pari risqué, vient d'annoncer une réforme aussi radicale que douteuse, celle-ci même que M. Gorbatchev n'a pas su ou voulu mener à bien, mais dont il n'a plus aujourd'hui les moyens. Signe des temps : le premier homme d'Etat mis dans la confidence a été... M. Bush, à qui le président russe a téléphoné dès vendredi dernier. Pour la Maison Blanche, et malgré les fastes de Madrid, M. Gorbatchev n'est plus qu'un interlocuteur soviétique parmi d'autres.

M0147 - 1030 0 - 6.00 F



Les Palestiniens hostiles à la négociation relancent les attentats contre Israël

Le président américain George Bush est arrivé mardi 29 octobre à Madrid à la veille de la conférence de paix sur le Proche-Orient, qu'il devait ouvrir mercredi matin en compagnie de M. Mikhail Gorbatchev. La président soviétique sera reçu mercredi en fin d'après-midi par M. François Mitterrand à Latcho, où il passera la nuit avant de regagner Moscou.

Les Palestiniens hostiles à la négociation relancent les attentats contre Israël : au lendemain de l'attaque d'un autobus israélien en Cisjordanie, qui avait fait deux morts, deux soldats israéliens ont été tués mardi matin dans une embuscade à l'intérieur de la «zone de sécurité» créée par Israël dans le sud du Liban.



Les dossiers de la paix

A la veille du grand rendez-vous de Madrid, Israéliens et Arabes ignorent encore dans quelles conditions précises ils commenceront à négocier. La seule chose est sûre : ils trouveront, sur le tapis vert, quatre grands dossiers.

1. La Cisjordanie et Gaza. Le destin de ces deux territoires occupés est au cœur du conflit israélo-palestinien.

Selon le plan de partage de 1947, la rive occidentale du Jourdain (5 450 km², soit l'équivalent d'un département français moyen) et la bande de Gaza (362 km²) auraient dû constituer

un nouvel Etat arabe, qui n'a jamais vu le jour. Conquis en 1948 par le royaume hachémite en même temps que Jérusalem-Est, annexée le 24 avril 1950, la Cisjordanie est occupée en 1967 par Israël. Conquis et administrée par l'Egypte de 1948 à 1967 - sauf pendant quelques mois de présence israélienne après la crise de Suez d'octobre 1956 - la bande de Gaza connaît un sort identique pendant la guerre de six jours.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 6 et ses informations page 6 à 8

Renault-Cléon : la direction hausse le ton

Le PDG de la Régie accuse la CGT de «prendre Renault en otage»

page 21

La Grande Loge de France contre le racisme

Dans un entretien au «Monde», le grand maître, M. Michel Barrat, préconise «une effluence des autorités spirituelles contre la pénétration des idées xénophobes et racistes»

page 11

La réforme électorale en Algérie

Selon le Conseil constitutionnel, les hommes ne pourront pas déposer dans l'urne le bulletin de vote de leur épouse

page 28

La mutation des Caisses d'épargne

Le réseau de l'Eureuil veut devenir un groupe financier moderne et puissant

page 21

«Sur le fil» et le sommaire complet se trouvent page 28

Le sacrifice de Boris Eltsine

Le président russe a annoncé des réformes draconiennes

MOSCOU

de notre correspondant

Aux grands maux, les grands remèdes : la Russie vit «l'un des moments les plus critiques de son Histoire», et son président Boris Eltsine a donc décidé d'engager tout ce qui lui reste d'autorité et de popularité pour tenter de la mettre sur le droit chemin. M. Eltsine a ainsi annoncé lundi

28 octobre son intention de prendre lui-même la tête du gouvernement de Russie, ce qui est une manière de se sacrifier sur l'autel d'une douloureuse réforme d'économie et de mesures fortement impopulaires. «Je salue son courage aujourd'hui comme j'ai salué son courage quand il est monté sur un char au mois d'août», commentait peu après l'économiste Victor Iassine, auteur, avec quel-

ques autres, de l'un de ces projets de réformes radicales qui n'ont jamais reçu un commencement d'application, celui dit des «cinq cents jours», bloqué en son temps par M. Gorbatchev. Ce coup de chapeau n'exclut pas une ombre d'étonnement, sinon de réserve, car Boris Eltsine prend tous les risques en se privant d'un homme tampon, d'un fusible.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Van Gogh, la vérité

Un film magnifique de Maurice Pialat superbement interprété par Jacques Dutronc

Un pinceau a été, sur la toile de l'écran, une couleur. Du bleu. Bleu de jour, bleu de nuit mêlés, bleu réinventé peut-être : on dirait que le pinceau cherche.

Puis, dans une petite gare de campagne, à la fin du dix-neuvième siècle, un homme descend d'un wagon de chemin de fer, un compartiment de troisième classe. Seul. Il est grand, maigre, il a le visage émacié, il semble relever de maladie. Du fourgon à bagages, un employé bavard descend de vieilles valises et tout un attirail de peintre. Au printemps 1890, Vincent Van Gogh vient d'arriver à Auvers-sur-Oise. Il lui reste quelques semaines à vivre. Ce n'est pas dit. Mais on le sait par la couleur, la lumière, le réalisme simple et juste qui porte la signature d'un très grand cinéaste français nommé Maurice Pialat.

Un cinéaste qui fut peintre avant de réaliser des films et qui, pour nous montrer le fil du voyage d'un artiste d'origine hollandaise nommé Vincent Van Gogh, recrée dans un film sublime de beauté et de vérité humaine le parcours d'un être qui mange, boit, est gai et triste comme tout le monde et ne sait, pas plus que les gens de son entourage, qu'il est destiné à passer à la postérité.

Il existe un prototype de biographie des artistes maudits auquel se plient volontiers les cinéastes parce qu'il est bien accepté par le public : reconstitution d'époque minutieuse, accomplissement de l'œuvre dans l'effort et la souffrance, acte de la création artistique représenté sur l'écran par l'émotion d'un interprète torturé. On prendra pour meilleurs exemples *Montparnasse 19* (Modigliani) de Jacques Becker avec Gérard Philipe, *Camille Claudel* de Bruno Nuytten avec Isabelle Adjani... et la *Vie passionnée de Vincent Van Gogh* de Vincente Minnelli, avec Kirk Douglas.

JACQUES SICLIER

Lire la suite et l'article de DANIELE HEYMANN page 18

SCIENCES ♦ MÉDECINE

«Le sang impur : l'utilisation thérapeutique du sang humain ne peut être dénuée de risque»
«Dangers au microscope»
«Le démantèlement exceptionnel d'un site paléolithique suisse»
«Le premier rapport de l'Observatoire des sciences et des techniques sur la recherche»

pages 15 à 17

DÉBATS

TRAIT LIBRE



BIBLIOGRAPHIE

Moscou
l'Histoire retrouvée

AU KREMLIN
COMME SI VOUS Y ÉTIEZ
de Bernard Féron
et Michel Tatu,
la Monde Éditions,
288 p., 120 F.

Nos collaborateurs Bernard Féron et Michel Tatu viennent de publier *Au Kremlin, comme si vous y étiez*. Nous avons demandé à Georges Bortoli d'en rendre compte.

Un emi soviétique m'apporte un jour en grand mystère, dissimulé dans une poche intérieure de son manteau, trois documents introuvables pour un Soviétique moyen : trois numéros de la Pravda datés de 1936. Nous étions sous Brejnev. Tous les journaux de l'époque stalinienne étaient censurés dans le fond spécial des bibliothèques où ils ne pouvaient être consultés que sur autorisation, par des chercheurs considérés comme politiquement sûrs. De la même façon, les actualités cinématographiques dormaient dans une cinémathèque bien close, sous la garde d'archivistes très sérieux chargés de décoder l'ingénu qui aurait voulu échapper, fût-ce à prix d'or, quelques mètres de pellicule concernant, par exemple, Khroutchev. Tout un peuple était privé de son histoire.

Aujourd'hui, les archives soviétiques sont encore lentes à s'ouvrir, mais les muets ont retrouvé leur voix. Les journaux sont inondés de récits, d'interviews, de confidences émanant de témoins privilégiés, voire d'acteurs directs des grands événements de ces trente ou quarante dernières années. Sais par les ordinateurs du Monde, conservés dans la banque de données de son système SOVT, ces articles sont la base du livre passionnant publié par Bernard Féron et Michel Tatu.

Il s'ouvre sur un épisode sinistre : l'arrestation de Béria en juin 1953. Une centaine de jours après la mort de Staline, Khroutchev décide de se débarrasser du très puissant chef de la police dont le marche au pouvoir inquiète ses collègues. Six officiers réussissent à entrer au Kremlin avec leurs armes, ce qui est strictement interdit, font irruption en pleine séance du présidium (le Politburo de l'époque) en brandissant leurs revolvers, arrêtent Béria, réussissent à l'évacuer à l'insu de la garde du Kremlin, qui lui est toute dévouée, et l'enferment dans un bunker souterrain de la garnison de Moscou, où il attendra une parade de jugement et l'exécution.

Deux des confidents donnent ici les précisions qui nous manquent depuis tant d'années sur cette conspiration dont la réussite ne fut qu'un fil. L'un est le maréchal Moskalenko, interviewé juste avant sa mort par un journaliste de l'Étoile rouge ; l'autre, le général Zoub, dont les propos sont rapportés par son fils. Leurs récits, s'ils

diffèrent sur certains détails, se recoupent pour l'essentiel. Nous y voyons Leonid Brejnev, pourtant réputé prudent jusqu'à la courtoisie, participer au complot, un pistolet dissimulé sous son veston sombre d'opérateur-chef.

Brejnev
le pense-petit

On retrouve longuement le même Brejnev, parvenu au pouvoir suprême en 1964 en profitant des vacances de Khroutchev sur la mer Noire pour l'éliminer politiquement. Tous les témoignages réunis ici sont accablants. Brejnev y est dépeint comme un pense-petit, un persécuté, un ignare, un corrompu, qui se flattait d'avoir vu dans sa jeunesse, quand il déchargeait ses revolvers d'étudiant et qu'il en détournait une partie à son profit. Pareille unanimité dans le condamnement est un peu trop belle.

Il est clair que, parmi les témoins à charge, certains cherchent à se faire pardonner leurs complaisances de l'époque, et que d'autres ont des revanches à prendre, comme Chelépine, un temps l'étoile montante du parti, et tant d'autres concurrents, que Brejnev, peu porté sur les lourds dossiers mais fort expert à manier les hommes, réussit à éliminer pendant ses dix-huit années de pouvoir.

Ces témoignages ont donc leurs limites, qui sont celles de la mémoire humaine, vacillante, facilement impressionnée par les puissants du jour, qui n'ont rien tant que noircir leurs prédécesseurs. Mais l'ouvrage de Féron et Tatu, précis et dense, empli à la fois de données essentielles et d'incroyables anecdotes, est une riche contribution à l'Histoire de demain. Nous y voyons clairement, de chapitre en chapitre, un régime d'usur et de défile, depuis les improvisations khroutchevienne jusqu'aux balbutiements de Tchernomko agonisant.

Le livre s'achève le 11 mars 1985. Dans les couloirs du comité central, les hauts fonctionnaires du parti, nerveux, tendus, grillant cigarette sur cigarette, attendent la fin des délibérations du Politburo, qui doit désigner le nouveau secrétaire général. Sera-ce Gorbatchev ? Ou Gribine, qui a la faveur des éléments les plus conservateurs ? Un émissaire arrive : c'est Gorbatchev. « La moitié des fonctionnaires, se souvient un apparatchik, sautèrent presque de joie : l'autre moitié était à peine capable de simuler sa déception. » Le trait n'aurait sans doute pas déplié à Saint-Simon.

GEORGES BORTOLI

■ Précision « Trait Libre ». — Le dessin publié dans le Monde du 24 octobre et qui avait paru dans The Guardian du 11 octobre était signé de Royce du Sur de Bruxelles.

Ecologie

Pourquoi les Verts ?

par Isabelle Morin Cabut

POURQUOI j'adhère aux Verts ? C'est peut-être la question que se pose tout le monde. Pour être précis, j'ai détesté que tout cela se fit au mépris d'une base militante qui cherchait encore des réponses. J'ai détesté qu'on fermât hâtivement une porte (celle-ci est Malville) que je ne saurais voir pour en ouvrir précipitamment une autre toute propétiée par laquelle, on le savait, ne s'enfonçaient que les porteurs d'une certaine image (alors très environnementaliste et électorale) de l'écologie politique.

Qu'était donc ce que l'on appelait « la nébuleuse écologique », ou encore la « mouvance », dans les années 70 ? Elle était, on gros, ce qu'était la *Guéule ouverte* : une mixture informelle mélangeant (je schématise à plaisir) tous les fidèles de Fournier, les concepteurs-fondateurs de cette discipline scientifique relativement nouvelle, l'écologie : des non-violents convaincus, militants anti-nucléaires actifs et audacieux ; des adhérents ou sympathisants des Amis de la Terre ; des soixante-huitards pseudo-libertaires, type Arthur ; et d'autres soixante-huitards proches des thèses d'un certain Rocard, du PSU, type votant serré.

Enfin, existait une base indéfinissable parce que disparate : du babacool « élève de chèvre » à l'insoumis au fond de sa colline, de l'ouvrier de chez Lip à la « salope » signataire du manifeste du même nom, du *gentleman farmer* au pionnier urbain cherchant le bonheur de Verdun au cascar de Malville, du mystique au passionné d'informatic, du végétarien au pédagogue. Tous voulaient « juste des jours heureux », comme l'a chanté depuis Maxime Lefebvre, chacun à sa manière, chacun avec ses méthodes et ses priorités.

Vous dites immaturité ? Mais comment donc, mon cher Mathusalem. L'urgence historique rendait-elle nécessaire un parti moins que la maturité ? Beaucoup en étaient persuadés, qui, dès les Assises de 1979 à Dijon, souhaitaient voir se dessiner une structure charpentant cette évanescence familiale de pensée. Je porte la responsabilité d'avoir en *extremis* retardé de quelques mois la création d'une officieuse ossature. Celle-ci ne vit le jour qu'au printemps 1980, à Lyon, sous la forme d'un Mouvement d'écologie politique (MEP). Naissance à mes yeux encore prématurée.

Plus des années 70 dans ce qu'étaient ou ont de plus inventif. La grâce n'est jamais revenue depuis. Quant à moi, elle se portait sur mes compagnons des Amis de la Terre, intelligents — trop, et jusqu'à l'habileté — organisés et manipulateurs, qui furent de ces Assises la pléiade de Brice Lalonde comme homme de l'écologie. Je n'ai rien, le sait, contre la personne Lalonde. Mais j'ai détesté, ces jours-là, les compromissions avec le MEP en construction (pour ne citer qu'un exemple, on connaissait très bien

alors les louvoiements douteux du par ailleurs sympathique Brice. Sa présence ne gênait pourtant apparemment personne. J'ai détesté que tout cela se fit au mépris d'une base militante qui cherchait encore des réponses. J'ai détesté qu'on fermât hâtivement une porte (celle-ci est Malville) que je ne saurais voir pour en ouvrir précipitamment une autre toute propétiée par laquelle, on le savait, ne s'enfonçaient que les porteurs d'une certaine image (alors très environnementaliste et électorale) de l'écologie politique.

J'ai donc chargé la mienne, de porte et tourné résolument le dos à tout ce qui venait d'empêcher et d'agiter dix ans de ma vie.

Une certaine
condescendance

Plus tard vinrent les « Verts ». Fichtre, combien l'appellation elle-même me déplut, dès son apparition, avec sa connotation de bonne Deme Nature opposée à la méchante société humaine... Elle réduisait l'écologie, celle de Fournier, à un simple jeu de mots, à une stricte défense d'un environnement simulé comme extérieur — vert — alors que nous avions rêvé à une organisation sociale rendant l'homme responsable de sa « maison », de l'intérieur, avec lui comme acteur principal, gestionnaire de son environnement total avec elle, je ne mens pas en cause, ici, les décisions gouvernementales. C'est devant la réaction de Mauroy, lorsque l'honnête Fournier et une poignée d'autres venaient non à la guerre, que j'ai pris la décision ferme et définitive de quitter le PS. Je n'y étais pas venue comme on entre en religion, je croyais à la liberté d'objection.

Alors que devint ? Regardez, modeste et m'y taise pour toujours ? Impossible. Le Pen est là, forme visible d'un iceberg en dangereuse expansion. Nul n'a le droit de s'endormir. Rejoindre Génération Écologie ? Chât déshonoré. Durant le temps de préparation du dernier congrès du PS, j'avais pris la peine de lire attentivement toutes les motions proposées. Celle rédigée par Marie-Noëlle Lienemann était la seule à présenter l'« écologie » en tant que réelle préoccupation de société au lieu de parler, comme toutes les autres, « des écologistes » en tant que voix à récupérer. Je voyais donc Lienemann dans ma section. Quelle ne fut pas ma surprise post-congrès, la dite motion d'ayant pas recueilli suffisamment d'approbations comptabilisables pour former ce que l'on appelle un « courant », de me retrouver... fabuleusement. M^{me} Lienemann et son élan-major en avaient décidé ainsi, le militant de base verdoyant n'avait qu'à s'enfermer et fermer son clapet. Depuis, dans les productions de Lienemann et de son entourage, il est très souvent question de « réforme du

faut pas confondre « la gauche » (terme générique, comme on dit « frigidaire » pour « réfrigérateur ») ni avec un gouvernement, ni avec le PS, ni, encore moins, avec son électorat.

Et alors là, oui, je suis déçue, à la fois du PS et de l'électorat de gauche. Combien en leur sein se sont effondrés, depuis 1981, de mettre concrètement leurs pratiques quotidiennes en accord avec les idées qu'ils défendent dans les salons ou les meetings ? Combien actualisent leur militance plus loin et plus fort que sur un bulletin de vote, forme de démission devant des responsabilités morales, sociales, solidaires, déléguées en toute bonne conscience ? Il en existe, bien sûr, mais si peu et tellement isolés.

Le parti pense, le parti décide. L'adhérent de village, de quartier, de quel pays que ce soit, se réveille pour décider la date de la prochaine réunion et le choix de la gerbe à déposer au monument aux morts le 11 novembre, distribuer quelques tracts et coller quelques affiches imposées (même s'il les trouve stupides, comme le redoutable semis de pétales de roses du printemps dernier). L'information, l'impulsion descendante, elles ne remontent pas. Aux ordres, citoyens !

J'aurais peut-être encore tenu bon longtemps si n'était advenue la guerre du Golfe. Bien qu'en dépit d'un total avec elle, je ne mens pas en cause, ici, les décisions gouvernementales. C'est devant la réaction de Mauroy, lorsque l'honnête Fournier et une poignée d'autres venaient non à la guerre, que j'ai pris la décision ferme et définitive de quitter le PS. Je n'y étais pas venue comme on entre en religion, je croyais à la liberté d'objection.

Alors que devint ? Regardez, modeste et m'y taise pour toujours ? Impossible. Le Pen est là, forme visible d'un iceberg en dangereuse expansion. Nul n'a le droit de s'endormir. Rejoindre Génération Écologie ? Chât déshonoré. Durant le temps de préparation du dernier congrès du PS, j'avais pris la peine de lire attentivement toutes les motions proposées. Celle rédigée par Marie-Noëlle Lienemann était la seule à présenter l'« écologie » en tant que réelle préoccupation de société au lieu de parler, comme toutes les autres, « des écologistes » en tant que voix à récupérer. Je voyais donc Lienemann dans ma section. Quelle ne fut pas ma surprise post-congrès, la dite motion d'ayant pas recueilli suffisamment d'approbations comptabilisables pour former ce que l'on appelle un « courant », de me retrouver... fabuleusement. M^{me} Lienemann et son élan-major en avaient décidé ainsi, le militant de base verdoyant n'avait qu'à s'enfermer et fermer son clapet. Depuis, dans les productions de Lienemann et de son entourage, il est très souvent question de « réforme du

la gauche » (terme générique, comme on dit « frigidaire » pour « réfrigérateur ») ni avec un gouvernement, ni avec le PS, ni, encore moins, avec son électorat.

Et alors là, oui, je suis déçue, à la fois du PS et de l'électorat de gauche. Combien en leur sein se sont effondrés, depuis 1981, de mettre concrètement leurs pratiques quotidiennes en accord avec les idées qu'ils défendent dans les salons ou les meetings ? Combien actualisent leur militance plus loin et plus fort que sur un bulletin de vote, forme de démission devant des responsabilités morales, sociales, solidaires, déléguées en toute bonne conscience ? Il en existe, bien sûr, mais si peu et tellement isolés.

Le parti pense, le parti décide. L'adhérent de village, de quartier, de quel pays que ce soit, se réveille pour décider la date de la prochaine réunion et le choix de la gerbe à déposer au monument aux morts le 11 novembre, distribuer quelques tracts et coller quelques affiches imposées (même s'il les trouve stupides, comme le redoutable semis de pétales de roses du printemps dernier). L'information, l'impulsion descendante, elles ne remontent pas. Aux ordres, citoyens !

J'aurais peut-être encore tenu bon longtemps si n'était advenue la guerre du Golfe. Bien qu'en dépit d'un total avec elle, je ne mens pas en cause, ici, les décisions gouvernementales. C'est devant la réaction de Mauroy, lorsque l'honnête Fournier et une poignée d'autres venaient non à la guerre, que j'ai pris la décision ferme et définitive de quitter le PS. Je n'y étais pas venue comme on entre en religion, je croyais à la liberté d'objection.

Alors que devint ? Regardez, modeste et m'y taise pour toujours ? Impossible. Le Pen est là, forme visible d'un iceberg en dangereuse expansion. Nul n'a le droit de s'endormir. Rejoindre Génération Écologie ? Chât déshonoré. Durant le temps de préparation du dernier congrès du PS, j'avais pris la peine de lire attentivement toutes les motions proposées. Celle rédigée par Marie-Noëlle Lienemann était la seule à présenter l'« écologie » en tant que réelle préoccupation de société au lieu de parler, comme toutes les autres, « des écologistes » en tant que voix à récupérer. Je voyais donc Lienemann dans ma section. Quelle ne fut pas ma surprise post-congrès, la dite motion d'ayant pas recueilli suffisamment d'approbations comptabilisables pour former ce que l'on appelle un « courant », de me retrouver... fabuleusement. M^{me} Lienemann et son élan-major en avaient décidé ainsi, le militant de base verdoyant n'avait qu'à s'enfermer et fermer son clapet. Depuis, dans les productions de Lienemann et de son entourage, il est très souvent question de « réforme du

la gauche » (terme générique, comme on dit « frigidaire » pour « réfrigérateur ») ni avec un gouvernement, ni avec le PS, ni, encore moins, avec son électorat.

PS, mais de défense de l'environnement, point. Cette anecdote pour renforcer l'expression de ma conviction : le pauvre Lalonde lui-même (ou du moins ses sbires, car lui est de ceux qui savent dire leur éponge de tous les jeux) publia les conséquences de la misérable petite manip' politicienne cousue de gros fil à laquelle il s'est prêt en fondant Génération Écologie. Le jour où cette formation ne sera plus stratégiquement utile, à la trappe !

Le temps
presse

Restent les Verts. J'ai l'humilité de dire, dix ans après : « Heureusement, restent les Verts. » La position machéenne, « ni droite ni gauche », qui tant nous égaya à l'époque, prend aujourd'hui tout son sens, les vieux partis traditionnels se révélant vides, discrédités, rien moins qu'enthousiasmants. Mais l'expression en était trop concise pour être adroite. Nous la complétons (nous voulons la comprendre ?) mal. Il faut l'espérer, aujourd'hui les jeunes et moins jeunes pêcheurs à la ligne des dimanches de votes se montrent peut-être plus clairvoyants. Pour tous ceux qui se réveillent au bruit de boîtes de l'insolence montante, du racisme, du frileux égoïsme nautique, il n'existe pas d'alternative acceptable, pas l'adhésion intellectuelle et affective possible ailleurs que, peut-être, avec les Verts.

Cette formation, encore jeune, présente le mérite de demeurer plurielle, de ne pas étouffer ses tares sous quelques consensus silencieux, ni de régler ses conflits internes à coups de dictats.

On peut lire, dans une contribution proposée à l'Assemblée générale des Verts de France : « Le nouvel adhérent n'est pas un enfant qui rentre à l'école, c'est un adulte qui arrive avec expérience et culture. » Espoir d'ouverture. D'un ton tout à fait nouveau pour une formation politique. Et puis, semble-t-il, le militant, y envisage la tâche à accomplir avec autant, sinon plus, d'intérêt que les voix à gagner. Ainsi, sont d'autres signatures : « Les Verts ne sont pas un parti politique à sensibilité de pouvoir, ils importent des conditions, mais une association d'individus responsables agissant pour l'écologie, y compris en faisant de la politique. » Voilà qui rassure et qui stimule, pas vrai ?

En juin, la Vieille Taupe de la vieille *Guéule ouverte*, vieille amie, encochée, a proposé son adhésion aux Verts de Seine-et-Marne, son quartier. L'accueil fut chaleureux, en plus, ces gens-là ne sont pas rancuniers.

Alors en avant pour de nouvelles aventures. Le temps presse.

Isabelle Morin Cabut fut rédactrice en chef de la *Guéule ouverte*, hebdomadaire d'écologie politique des années 70.

Le chaînon manquant

par Noël Mamère

TOUT s'use. Même ce que l'on croyait intangible. Cette époque est sans pitié. Avec la violence glacée des esprits forts et sûrs d'eux-mêmes, elle balance perdus deux idéologies, dogmes et croyances, et se désagrége en science.

Elle donne un coup de vieux à tout ce qu'elle touche, elle fait trembler sur leur piedestal nos confortables valeurs bourgeoises, elle plonge nos hommes politiques dans un désarroi quasi éternel.

Cette époque est ingrate. Elle ne respecte plus rien ni personne. Tout cela à cause d'une poignée de pot-schistes nostalgiques ? De fait, en échouant à imposer l'ordre ancien à un peuple qui le vomissait, ils ont provoqué un puissant appel d'air frais qui fait aujourd'hui éternuer nos vieilles démocraties.

Par une ironie dont seule l'histoire est capable, ils ont précipité une nécessaire cure de jeunesse sur une classe politique repoussée au lendemain comme l'autruche enfonce sa tête dans le sable pour ne pas voir la réalité.

Cette fois, ça y est, impossible de l'éviter. Elle est là, qui nous interroge, inquiète pour son avenir. Elle veut savoir ce que nous avons dans le ventre parce qu'elle attend du courage, et rien d'autre, de tous ceux qui prétendent changer la société. Et nous voilà confrontés à un autre paradoxe de l'histoire. Alors qu'il y a Berlin il est tombé, nous sommes au pied du mur. Et comme le dit si bien le proverbe : « C'est au pied du mur qu'on juge le maçon. »

Comme certains mots du vocabulaire politique classique, forgés par

des décennies de système d'extrême droite, la mode des discours incantatoires est usée. La caricature la plus aboutie reste le discours de Georges Marchais à la Fête de l'Humanité !

Élection après élection, à force d'obscurements alternatifs, les Français n'arrivent pas de nous ériger qu'il y a urgence à reconstruire les fondations de la démocratie, mais nous ne les entendons pas.

Tandis que les millions qui constituent la « chaîne démocratique » passent les uns après les autres, faute d'un entretien attentif des partenaires de la cité, le septennat campe tranquillement sur cet espace en forme de terrain vague et y dilate son ventre qui empoisonne la vie politique de notre pays.

Partout où subsistent et se développent des réseaux de solidarité, partout où le tissu associatif est encore solide, partout où les citoyens se mobilisent pour se mêler de ce qui les regarde, partout où les citoyens considèrent les citoyens comme des partenaires et non comme un fonds de commerce électoral, le Front national est inexistant.

Pour s'être trop longtemps comportés comme des petits épicier de la politique, pour avoir donné la priorité à l'étiquette plutôt qu'à la valeur des hommes, nos grands partis traditionnels et « républicains » ont fini par banaliser l'intolérance qui provoque aujourd'hui les ravages que l'on sait dans notre société.

A cette « chaîne démocratique », il manque aujourd'hui un maillon essentiel : le respect du citoyen considéré comme une personne responsable et capable d'échanger.

Aussi longtemps que les Français, là où ils vivent, là où l'horizon s'arrête au clocher de leur paroisse, souffrent de ce « déficit » de responsabilité, notre démocratie restera boiteuse et le pays deviendra un peu plus vieux.

Contre la démocratie
du discours

Où, les Français en ont assez de ces choix, souvent douteux, qu'ils et « experts » font en leur nom sans même prendre la peine de les consulter ; où, ils ne supportent plus de ne pouvoir dire leur mot dans la définition de leur cadre de vie ; où, ils finissent par mépriser ceux qui les font passer pour « agitateurs » ou « conservateurs » dès qu'ils élèvent la voix pour protester ou proposer des solutions alternatives. Oui, les Français en ont ras le bol de cette démocratie du discours qui n'en a pas la méthode.

Ils attendent de nous, des faits, des preuves concrètes de notre volonté de les associer à la gestion de leur présent et à la préparation de l'avenir de nos enfants. Elus, technocrates, scientifiques et citoyens, nous sommes tous sur le même bateau, et il n'est plus acceptable que chacun rame à son profit sur l'océan des pourjadismes.

« Changer la vie ! » disait le gauchiste à l'époque de sa splendeur. Oui, nous la changerons la vie, à la condition de réhabiliter le respect de la personne et de la nature. Et c'est en ce sens que les plus aptes à le faire aujourd'hui sont les écologistes humanistes. Ceux qui, comme nous à Génération Écologie, considèrent

que droits de l'homme et protection de l'environnement sont indissociables. L'action écologiste, parce qu'elle réécrit l'implication des citoyens, est consubstantielle à la démocratie.

A contrario, la catastrophe de l'Est en a apporté la preuve terrible.

Mahieu disait : « Entre les communistes et nous, il n'y a rien. » Aujourd'hui, que reste-t-il, comme vraie force de proposition dans ce pays, sinon les écologistes ? Nous sommes devenus l'outil privilégié du renouveau de la politique dans l'esprit des Français. Nous ne devons pas manquer ce rendez-vous avec l'histoire.

Voilà pourquoi, face à tant de responsabilités, nous devons savoir, nous aussi, dépasser nos querelles et en finir avec ces batailles qui ne sont pas à la hauteur des idées que nous prétendons défendre. Voilà pourquoi, l'union des écologistes est plus que jamais nécessaire.

C'est par notre union, par la force de nos propositions, par notre action sur le terrain, que nous transformerons le vote écologiste de protestataire en vote d'adhésion.

Plus que jamais nous avons notre place dans le paysage politique français et nous savons que les Français comptent sur nous pour le redessiner avec eux. A nous de nous montrer dignes de cette confiance toute neuve.

► Noël Mamère est porte-parole de Génération Écologie et maire de Bagères (Gironde).

ÉTRANGER

• Le Monde • Mercredi 30 octobre 1991 3

POLOGNE : après les élections du 27 octobre

Les partis politiques tentent de former une nouvelle coalition

Les résultats encore partiels des élections polonaises ont confirmé, lundi 28 octobre, après décompte de 87 % des bulletins de vote, la très légère avance de l'Union démocratique de M. Mazowiecki (12,08 %) sur les anciens communistes (11,85 %).

VARSOVIE

de notre envoyé spécial
Incontestablement, le début de la III^e République polonaise, marqué par les élections du dimanche 27 octobre, a un goût de fin de IV^e République française et les Polonais qui économièrent leur histoire de France ne manquent pas de le faire remarquer. « Nous sommes dans la même situation que les gaullistes en France après 1955 et avant 1958 », n'hésite pas à dire le responsable d'un parti.

Dès les premiers résultats du scrutin, les dirigeants des différents for-

mations, comme de vieux routiers de la politique parlementaire, se sont attelés à une tâche apparemment impossible : tenter de jeter les bases d'une future coalition. Coups de téléphone, rencontres, envois d'intermédiaires, discussions « informelles » les ont occupés toute la journée de lundi.

Dimanche, sur le plateau de la télévision polonaise, les responsables des « grands partis » commençaient à dévoiler leur jeu. M. Tadeusz Mazowiecki, le numéro un de l'Union démocratique - qui arrive très légèrement en tête du scrutin - se dant prêt à diriger une coalition formée de tous les partis issus de Solidarité, M. Jacek Kuron, du même parti, affirmait que le futur gouvernement devrait être en mesure de coopérer aussi avec le président. Les ex-communistes, qui talonnent l'Union démocratique, se disent, eux, ouverts à une « coalition de gauche », mais celle-ci n'a aucune chance de voir le jour puisque le seul point réel de consensus entre tous les autres partis est justement

de refuser toute alliance avec les anciens communistes. Pour leur part, les responsables de l'Alliance du centre - considérée comme la droite de Solidarité - veulent aller plus loin et font de la « décommunisation » une condition de leur participation à tout gouvernement. Selon eux, ce gouvernement pourrait aussi comprendre tous les groupes post-Solidarité.

Quant aux responsables de l'Action catholique, soutenus directement par l'Eglise, qui ont réussi un joli score, ils accepteraient de faire partie de la coalition si son programme reflète « les valeurs catholiques et nationales ». D'accord pour les préoccupations nationales, mais ne mélangons pas l'Eglise et l'Etat, semble leur répondre M. Leszek Moczulski, le président de la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN), qui insiste, lui, sur la nécessité d'un programme économique clair donnant un plus grand rôle à l'Etat.

Cette volonté de faire une pause dans la politique de réformes éco-

nomiques, de se consacrer davantage des conséquences de la libéralisation en cours sur la vie de tous les jours des Polonais, semble partagée par la plupart des responsables politiques. Sans qu'ils expliquent pour autant avec quelles ressources l'Etat pourra intervenir. Le ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz, considéré comme le père de la réforme économique polonaise, pourrait servir de « fusible ».

L'actuel premier ministre, le libéral Jan Krzysztof Bielecki, partisan lui aussi d'un passage rapide à l'économie de marché, pourrait faire également les frais de l'opération, d'autant plus que son parti a réalisé un score médiocre aux élections. A moins que M. Lech Walesa, dont le rôle sera renforcé par l'effacement des forces politiques présentes au Parlement, ne veuille le garder à son poste, justement pour marquer sa volonté de poursuivre la réforme. Le président de la République n'a-t-il pas déclaré : « Nous n'avons pas le choix ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'avenir de la fédération

Le président Havel hué à Bratislava

BRATISLAVA

correspondance

Deux minutes de silence. Rien de plus. Le président Havel prie la foule, réunie sur la place de l'insurrection de Bratislava, de se recueillir afin de célébrer, ce lundi 28 octobre, le 73^e anniversaire de l'Etat tchécoslovaque. Il le demande doucement, avec solennité. Ses partisans se taisent. Les autres, essentiellement les membres du Parti national slovaque et du mouvement indépendantiste culturel Matice Slovenska, n'arrivent pas de se taire : « Pour une Slovaquie indépendante, Havel, ça suffit ! ».

Deux minutes de trop. Sans rien dire, le chef de l'Etat tourne les talons. Dans l'assistance, c'est la consternation : « Vive Havel, vive la fédération ! ». Les petits drapeaux aux couleurs de la Tchécoslovaquie s'agitent, mais le président ne revient pas. La tribune vide est recouverte de jaune d'œuf. La fête est finie et peut-être pour de bon car, d'ores et déjà, les choses sont allées trop loin. La 12 mars dernier, le président, à qui l'on reproche d'être plus à Prague qu'à Bratislava - même s'il y vient au moins une fois par mois pour des réunions de travail - avait décidé spontanément de s'adresser aux habitants de la capitale slovaque, L'attitude de son cortège par un groupe d'extrémistes d'extrême droite a contraint à y renoncer.

Depuis, il ne s'était plus risqué à ce genre d'exercice. Au moment où les assemblées fédérales et nationales (tchéques et slovaques), après huit rencontres stériles, doivent impérativement parvenir à un accord définissant les compétences de la fédération, cette visite était sans doute celle de la dernière chance. La tentative de conciliation avait le divorce à tourné au fiasco.

La présence de politiciens fédéralistes slovaques tels que M. Martin Porubjak et M. Jozef Kuserec a aussi déclenché huées et sifflets. L'apparition, par la suite, des plus hautes personnalités du pays (M. Alexandre Dubcek, président du Parlement fédéral tchécoslovaque, M. Václav Klaus, ministre fédéral des finances, M. Vladimír Dlouhý, ministre fédéral de l'économie, M. Buravský, président du Parlement tchécoslovaque, M. František Mikloško, président du Parlement slovaque) n'a rien pu y faire ; ils sont tous repartis avec le président au bout de deux minutes fatiguées.

Seule note conciliante, les paroles de Michel Kocáb, chanteur de rock tchèque, proche de M. Václav Havel et ancien député : « Je voulais vous dire que j'aime les Slovaques et que j'aimerais qu'on reste ensemble. C'est juste une idée à moi. Si vous n'êtes pas d'accord, j'aimerais, au moins, qu'on se sépare en amis ».

CATHERINE MONROY

GRÈCE : en désaccord avec le premier ministre

M. Miltiadis Evert quitte le gouvernement

ATHÈNES

de notre correspondant

Le départ du gouvernement grec de M. Miltiadis Evert, l'un des hommes politiques les plus en vue (le Monde du 29 octobre), est l'expression d'un profond malaise au sein du parti conservateur (Nouvelle Démocratie) au pouvoir, qui est le plus grand mal à sortir le pays de la crise. Il s'agit de la troisième démission en trois mois d'un membre du gouvernement de M. Constantinos Mitsotakis, premier ministre depuis avril 1990.

Ministre de la présidence, responsable de l'énorme administra-

tion publique qu'il tenait d'alléger et de moderniser, M. Evert avait la présidence dans l'ordre des ministres. Premier également dans la liste des défunts candidats à la tête du parti, M. Evert est un « poids lourd » incontournable de la Nouvelle Démocratie. Agé de cinquante-deux ans, il est un fidèle du fondateur du parti au pouvoir et actuel chef de l'Etat, M. Constantinos Karamanlis.

Député d'Athènes, plusieurs fois ministre, il avait réussi en 1986, à arracher la mairie d'Athènes aux socialistes. Il a développé, à cette occasion, une image de libéral modéré qui lui a attiré un fort capital de sympathie.

Son départ porte un sérieux coup à l'image d'unité et d'efficacité du gouvernement. M. Evert a critiqué, ces derniers mois, la politique, intérieure et extérieure, menée par le premier ministre, avec qui il ne s'entend pas. Il attaquait également certains aspects essentiels de la politique économique et sociale et s'opposait aux membres de son parti à propos de la modernisation de l'administration publique. Enfin, il était gêné par le procès du chef de l'opposition socialiste, M. Andreas Papandréou, impliqué dans le vaste scandale politico-financier provoqué par le banquier-escroq Georges Koskotas, qui continue à empoisonner le climat politique en Grèce.

Toutes ces critiques sont, justement, celles qu'exprime, en privé, M. Karamanlis, qui se sentent spécialement avec M. Mitsotakis. Dimanche à Salonique, au lendemain du départ de son « poule », le chef de l'Etat n'a pas manqué de mots : « La vie politique est dangereusement malade », a-t-il dit, la crise s'étend sur tous les fronts « prenant les dimensions d'une crise nationale », l'économie est en bord de l'effondrement, l'Etat est « paralysé » et le régime politique ne fonctionne plus normalement.

Pour le moment, M. Evert a choisi de situer son action « au Parlement » et « au service du parti ». Cela lui permettrait de défendre ses idées et d'afficher ses prétentions à la tête du pays.

DIDIER KUNZ

Le sacrifice de Boris Eltsine

Suite de la première page

Mais la démission est telle parmi les responsables russes que M. Eltsine, après avoir longtemps balancé entre diverses candidatures pour le poste de premier ministre, y compris celle du célèbre chirurgien des yeux Svyatoslav Fedorov, a jugé que lui seul pouvait avoir l'autorité requise pour diriger une équipe qu'il veut « compacte » et constituée de « professionnels » plutôt que de politiciens. Reste à indiquer la voie à suivre, même si, à l'examen de près, le long discours de Boris Eltsine devant le Congrès des députés de Russie est plus un exposé d'intentions qu'un véritable programme économique.

Très classiquement, le président russe commence par un état des lieux effrayant : « Catastrophique : 35 % des familles vivent dans la pauvreté ». Le pouvoir est « paralysé » et la vie est devenue encore plus « désorganisée » qu'avant la victoire de la démocratie. Au passage, M. Eltsine dénonce ce qu'il appelle « la faiblesse de l'Etat russe », évoque les « erreurs commises par des responsables habitués à lutter pour le pouvoir, plutôt qu'à l'exercer, et que leur victoire sur le « centre » a laissé désemparés ; il dénonce la corruption de l'administration, la pratique des pots-de-vin, la « criminalité organisée » qui rogne comme un cancer l'appareil d'Etat.

Le grand saut

Bref, tout va mal, mais il n'y a pas de raison de céder pour autant à la « panique ». Il faut « agir fermement et sans hésiter ». Comment ? C'est là que les choses se compliquent un peu. Il convient d'abord, explique M. Eltsine, de « stabiliser l'économie », ce qui passe par une « politique sévère en matière monétaire, financière et de crédit » et une « consolidation du rouble ». Mais dans la même souffle, le président russe évoque « la mesure la plus douloureuse », une libération des prix sans laquelle tout le reste d'est que « vains bavardages », et qui doit intervenir d'ici à la fin de l'année. C'est tout le nœud du problème, car, si à peu près tous les spécialistes conviennent qu'il est indispensable de libérer les prix, beaucoup estiment excessif, voire dangereux, de se lancer dans une telle aventure, alors que l'essentiel de la production reste assuré par des entreprises d'Etat en situation de quasi-monopole et qui seront irrésistiblement tentées de gagner plus en produisant moins, tout en déchaînant une inflation ravagante. Nombre de députés au Congrès, et pas seulement parmi les adversaires déclarés de M. Eltsine, estiment que le remède risque d'être pire que le mal. De son côté, le président de la Banque d'Etat de l'URSS, M. Gerasimov, s'est engagé de faire connaître son scepticisme. D'autres économistes, comme M. Iassine, conviennent que le « choc » risque d'être très dur à supporter mais qu'on ne gagnerait rien à attendre que l'état de santé du « malade » se soit encore dégradé pour risquer une opération. Telle est en fait l'opinion qui paraissait dominer dans les couloirs du Congrès : « On ne pouvait plus attendre sans rien faire au bord du précipice ».

M. Eltsine prend donc son destin pour le grand saut. En espérant retomber assez vite sur ses pieds, il a la conviction que « la maladie économique » est « guérissable » et

prend même le risque d'annoncer à l'avance la date du début de la convalescence : « Ce sera pire pendant six mois après quoi les prix baisseront et le marché sera approvisionné ». Mais, entre-temps, il ne sera pas possible, « de défendre le niveau de vie de tous », une priorité sera donc donnée aux catégories les plus pauvres, aux enfants aussi, tandis que seront augmentés les salaires des professions « nécessaires sous-jacentes », comme les enseignants et les médecins.

Pendant ce temps, on s'emploie à mener à bien la privatisation en commençant par les petites et moyennes entreprises et à aider les paysans qui voudront cultiver leurs terres, y compris en important pour 100 millions de dollars de tracteurs et « machines agricoles ». Cela dit, la Russie n'est pas seule, et M. Eltsine est conscient que la réforme économique aura d'autant plus de chances de réussir qu'elle sera menée conjointement avec les autres Républiques de ce qu'il appelle lui-même l'« ex-URSS ».

Mais, ajoute-t-il aussitôt, il n'est pas question « de plier sur place » en attendant que les autres se décident. D'une manière générale, son message s'adresse des « républiques » qui sont doubles. Rassemblées d'abord : « Les réformes en Russie, c'est la voie vers la démocratie, pas vers l'empire ». Mais aussi menaçant, au cas où les partenaires de la Russie décideraient de « ne rien faire qu'à leur tête, par exemple en persistant dans leur intention de créer de véritables armées. La Russie, évertit M. Eltsine, « n'est pas pressée » de s'engager dans cette voie, « elle se contentera pour l'instant d'une garde nationale », mais elle le fera à son tour si on lui impose ce choix. Même chose dans le domaine financier : la Russie est disposée à participer à « un véritable système de réserve bancaire interrpublicain en devises convertibles ». Mais à certaines conditions : d'abord, que son rôle dans ces institutions financières communes soit proportionnel à ses engagements financiers, ensuite que ses partenaires renonceraient à créer à brève échéance leur propre monnaie, une position un peu étonnante puisque Boris Eltsine lui-même avait annoncé récemment que, pour se protéger des agissements des autres Républiques, la Russie allait marquer ses roubles d'un signe distinctif avant de créer une monnaie propre.

Intégrité territoriale

M. Eltsine affiche la même fermeté à l'égard des Républiques autonomes qui font partie de la fédération russe et dont un certain nombre sont actuellement en état d'ébullition. Il évoque de faire droit à « leurs revendications légitimes », en particulier à propos du contrôle de leurs ressources économiques, mais « il y a une limite qui ne sera en aucun cas dépassée, celle de l'intégrité territoriale de la Russie ». « Nous ne permettrons en aucun cas le démantèlement de la Russie, son morcellement en dizaines de fiefs dans les uns contre les autres ». Autant pour les revendications d'indépendance des Tatars et autres Tchétchènes, même si tout le monde sait bien que quelques fermes paroles ne régleront pas le problème.

Comme on pouvait s'y attendre, le président russe n'a pas oublié de remettre également à leur place les organismes du pouvoir central, qu'il



a entrepris, depuis son retour de vacances, d'affaiblir au point de les rendre hors d'état de nuire - ou d'agir, selon les points de vue. M. Eltsine a, en particulier, évoqué le cas du ministre soviétique des affaires étrangères qui est passé tout à fait condamné à mort, mais tout à n'être plus que l'ombre de lui-même, un simple « organe de coordination interrpublicain » doté d'un appareil « dix fois moins nombreux » que ses effectifs actuels (d'envoyer trois mille personnes).

Ce discours, débité d'une voix forte et monotone, dans un style en fait très appâtiché, était pourtant celui d'un homme qui croit intensément à la Russie - « La Grande Russie », comme il l'a dit au détour

d'une phrase - et, naturellement, en lui-même. C'est pourquoi, il a, pour reprendre l'expression du quotidien *Komsomolskaya Pravda*, ébréché tous les points derrière lui », réclamé des pouvoirs exceptionnels en même temps que le poste de premier ministre et demandé que se constitue au sein de la multitude de partis actuels un « bloc » de soutien à sa politique de réformes. « Eltsine ne fait rien selon les règles, expliquait peu après l'actuel ministre des finances, M. Edouard Soubourov. Quel que nous lui disions, il fait autre chose et gagne toujours ». On jurait entendre un conseiller du Walesa de la belle époque.

JAN KRAUZE

CHABAN

Une impartialité décisive.
Aucun de mes échecs n'a été oublié mais tout ce que j'ai pu faire d'utile dans ma vie n'a pas été omis non plus.

Jacques Chaban-Delmas

149 F

Patrick et Philippe Chastenot

CHABAN

SEUIL

Editions du Seuil

manquant

EUROPE

YUGOSLAVIE

Les Douze menacent à nouveau la Serbie de sanctions économiques

Les ministres des affaires étrangères des Douze ont lancé, lundi 28 octobre à Bruxelles, un ultimatum à la Serbie pour qu'elle cesse de bloquer, avant le 5 novembre, le processus de paix lancé à La Haye, sous peine de sanctions économiques, a expliqué le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broek, à l'issue de la réunion.

Les six Républiques yougoslaves ont jusqu'à cette date pour dire clairement si elles acceptent de négocier sur la base des propositions de la CEE. Ces idées, approuvées dans leurs grandes lignes, vendredi dernier à La Haye, par cinq des six Républiques, prévoient notamment une protection des droits des minorités et la non-reconnaissance des modifications de frontières obtenues par la force.

Les parties au conflit qui ne veulent pas « coopérer » seront « confrontées à des mesures restrictives », a déclaré M. Van den Broek, dont le pays préside la CEE jusqu'à la fin de l'année. Si la Serbie refuse de « lever son veto », le conseil des ministres de la CEE « poursuivra ses travaux » avec les cinq autres Républiques afin de « trouver une solution politique, dans la perspective d'une reconnaissance de l'indépendance de ces Républiques », indique la déclaration adoptée par les Douze. Face à un refus du président serbe, M. Slobodan Milosevic, la Communauté européenne pourrait décider d'abroger l'accord de commerce et de coopération avec la Yougoslavie, ce qu'elle avait déjà menacé de faire. Ces mesures pourraient également prendre la forme d'un

embargo pétrolier ou encore d'un « gel des avoirs » yougoslaves, selon le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas.

La Commission européenne sera chargée de faire des propositions aux Douze, le 4 novembre, lors d'une nouvelle réunion des ministres à Bruxelles. En cas de refus persistant de la Serbie, les Douze prendront des mesures en marge du sommet de l'Alliance atlantique les 7 et 8 novembre à Rome, a expliqué M. Van den Broek. « On ne peut pas accepter qu'une partie bloque les progrès des autres », a-t-il ajouté.

« Il est important que le groupe serbe soit impressionné par la détermination de la CEE », a dit M. Dumas, mais cela doit être fait « sans préjudice et c'en sera un de se prononcer d'ores et déjà

sur l'indépendance » des Républiques sécessionnistes comme la Slovaquie et la Croatie. Les Douze ont également demandé au Conseil de sécurité des Nations unies d'examiner d'urgence la question des sanctions contre la Yougoslavie. — (AFP)

Granades yougoslaves sur un village hongrois. — Budapest a vivement protesté auprès de Belgrade, lundi 28 octobre, après le lâchage, la veille, de plus d'une centaine de grenades sur un village hongrois par un avion militaire yougoslave. Cet incident n'a pas fait de victimes, mais a causé d'importants dégâts matériels dans le village de Bars, près de la frontière yougoslave. Les autorités militaires de Belgrade ont démenti ces informations. — (AFP)

DIAGONALES

Q U'EST-CE que vous imaginez ? Qu'à une poignée d'intellectuels vous alliez impressionner les armées serbes et sauver vos chères merveilleuses touristes ?

Sur ce thème, j'ai entendu toute les sarscasses, depuis quatre jours. Hilarés, nos fûtes de Parisiens ! Jamais tant n'il l'événement de ce non-événement, c'est sans doute cela : la proposition de ce qui pense en France (il faut le dire vite) à tout trouver mariole !

Nous savions, en partant, que nos faibles chances de succès prêteraient à rire. Cette follesse même faisait au contraire le force du projet, à mes yeux.

L'idée d'empêcher le bombardement de l'ancienne Reguise était venue à mon ami Jean d'Omesson, grand amoureux des splendeurs méditerranéennes. Nous témoignons pacifiquement pour le respect de ce trésor de l'humanité, classé comme tel par l'UNESCO. Un « médécine sans frontières » de chez Kouchner, Michel Bonnot, s'assurait des besoins humanitaires de Dubrovnik et tenterait de rapatrier deux Français retenus contre leur gré sur une île proche. Un autre ami de toujours, l'ancien ministre Jean-François Deniau, mettrait au service de l'expédition son art consommé de la contrebande et du contre-courant. Le député européen Max Gallo, Daniel Rondeau, et Olivier, de TF1-Rome, seraient du voyage.

La suite est connue. Malgré les promesses faites à Deniau par le commandement serbe, notre vedette partie des Pouilles sous pavillon croate et onusien s'est vu interdire l'entrée de Dubrovnik par le pétrolier « fédéral » 174, toutes armes braquées. Après une nuit de pleine lune à l'île de Korcula, que le couvre-feu aux bougies rendait plus sublimine que nature, nouvel échec : et retour, pensait, sur Bari...

« Alors ? Alors ? », ont demandé les télévisions, avant de passer à autre chose.

Eh bien rien, voilà, c'était tout. Nous étions mal tombés — ou trop bien : à l'heure même où les Serbes avaient décidé de pillonner Dubrovnik. Pas vraiment le jour des visites guidées ! Détruite cette mine à devises touristiques, pour la chaparder aux Croates, était-ce bien malin ? Les haines séculaires qui arment cette guerre n'ont que faire des trésors culturels, même

Clair de lune à Korcula

juteux, et de la bonne foi. Felloit-il fréter une vedette pour éprouver ces évidences, au prix du ridicule ?

Ma réponse est : oui. On œuvre dans le symbolique, ou pas. Tandis que notre hydrofoile cahotait sur l'Adriatique, j'ai songé aux origines de notre parti pris pour l'ingénuité aux moins nues. Je parle pour moi seul, mais en témoin d'une génération.

Pour qui e vécu la deuxième guerre mondiale au lycée, la victoire de 1945 e donné le signal d'une fringale et d'un enivrement de voyages dont le tourleme de masse d'aujourd'hui a effacé l'idée. Toutes les merveilles européennes des versions grecques et latines, les cyprès des vieilles grammeles, les vierges et les frontons baroques des manuels, il devenait soudain possible d'aller y voir, en guimbarde ou en rafiot, d'an faire les honneurs à des jeunes amies en jupe de toile et ballerines, entre deux belgades dans un certain bleu foncé qu'on n'avait vu jusque-là qu'aux empoles camouflées de l'Occupation... Ces retrouvailles tendres avec un passé tant rêvé et désiré ont fondé notre conviction que la mare nostrum porte justement son nom, que personne ne saurait se l'approprier : encore moins en saccager les joyaux.

Ce qui me plaît aussi, dans cette escapade apparemment stérile, c'est qu'elle ne se soide pas par des ours magistraux sur le conflit à peine aperçu. Le combat du réel, c'est quand les intellectuels de tous poils et de tous bords croient pouvoir profiter de ce qu'il faut en penser et à quoi s'attendre, après seulement quelques jours d'une visite dument photographiée aux points chauds de la planète. Fabricie, lui, au moins, n'a pas écrit de livre sur Waterloo !

Je ne rapporte aucun message de ce week-end prolongé sous les parapets gracieux de

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

Korcula. Tout au plus, des bribes de sensations et quelques exclamations de merveilles croates, assourdis par les moteurs et le vent.

Qui pouvait croire que la fiction yougoslave survivrait à l'effondrement idéologique de l'Est ? Tout le monde, ou presque. Le Guide bleu qui ne quittait pas nos boîtes à gants des années 50 parle encore, dans son édition de 1979 (page 22) de « durable stabilité ». C'était compter sans l'entraîneur d'origines, d'invasions, d'éthnies, de langues, de religions et de détestations que l'histoire et le géographie ont tissé li-bas comme nulle part ailleurs, poussant au macabre la fameuse « ironie » que leur prêtent les historiens quand ils sont à bout d'explications.

Pour que la sagesse fasse taire les armes, faudra-t-il attendre, comme ce fut le cas pour tant de conflits, que trop de sang et de larmes aient coulé ? Ou bien que l'abondance anesthésie les fureurs nationales autour du Danube, comme elle y e réussi, de part et d'autre du Rhin, entre des ennemis tout aussi héréditaires ? « Dailas » à la télé : serait-ce l'ultime remède aux rages tribales ?

Avant d'aborder Bari et de repartir à vide vers sa Croette piéniée, un marin de notre vedette m'a parlé de la cruauté des orthodoxes envers les catholiques romains dont il est, des églises murées, des clochers changés en bulbes.

Car il croit encore au Dieu chrétien à propos de qui s'exaspèrent les différences et s'installe le chaos.

« J'y crois, dit-il en se signant, pour avoir au moins quelqu'un à qui en vouloir de ce qui se passe ! »

Lui, cela ne le fait pas hurler de rire, que des Français folkloriques aient voulu forcer bonolement le cynisme blocus, il e la confiance des faibles dans les gestes infimes et bafoués.

Les esprits forts de Paris, eux, se tapent le menton et le bedaine. De Lysistrata à Gandhi, l'espoir de désamorcer sans armes e toujours eu contre lui les réalistes au rûe gras.

Tant que le non-violence fera marrer, la guerre aura de beaux jours devant elle.

OCÉANIE

NOUVELLE-ZÉLANDE: la visite en France du premier ministre

Le gouvernement de M. Bolger atteint des records d'impopularité

Le premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. Jim Bolger, est arrivé en France le lundi 28 octobre pour une visite officielle de quarante-huit heures au cours de laquelle il devait rencontrer M^{me} Edith Cresson. Ce déplacement confirme une amélioration très nette des relations entre les deux pays, qu'avait envenimé, en 1985, l'affaire du Rainbow Warrior. Cependant, le gouvernement conservateur de M. Bolger, qui a dû prendre des mesures d'austérité économique, atteint des records d'impopularité, comme il fête sa première année au pouvoir.

SYDNEY

de notre correspondant

Un an après la victoire écrasante du Parti national aux élections du 27 octobre 1990, l'impopularité du gouvernement conservateur de M. Jim Bolger est plus grande encore que celle des travaillistes, qui avaient entrepris, en 1984, des réformes économiques audacieuses. Non seulement cette politique a été poursuivie, mais elle s'est doublée d'une remise en cause des syndicats et de l'Etat-providence. L'Eglise anglicane elle-même a récemment exprimé sa désapprobation par la voix de son chef, lors d'un office célébré en présence du premier ministre. L'archevêque, Mgr Brian Davis, a évoqué « la méfiance et le désenchantement qui menacent la santé du processus démocratique et de la nation ».

Les Néo-Zélandais sont insensibles aux résultats dont se félicitent M. Bolger et son ministre des finances, M^{me} Ruth Richardson. En neuf mois, le taux d'inflation est passé de 5 % à 2,8 % - chiffres sur lesquels s'est appuyé le gouvernement de la Reserve Bank, pour annoncer qu'il pouvait désormais desserrer les écrous monétaires sans crainte de faillir à la loi qui l'oblige à ramener l'inflation à moins de 2 % d'ici à la fin de 1993.

Selon le gouvernement, cet assouplissement de la politique monétaire récompense les strictes mesures d'économie annoncées le 19 décembre 1990.

Même si les Néo-Zélandais savent qu'ils ont longtemps vécu au-dessus de leurs moyens, ils acceptent mal une série de réformes qui remet en cause un système de protection sociale. Elles sont cependant ainsi justifiées par M. Bill Birch, ministre de l'emploi : « Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons dû assumer les tâches d'administrateur judiciaire face à un endettement sérieux. Il a fallu réduire les dépenses du gouvernement. Bien sûr, c'est toujours impopulaire, mais certains économistes estiment que

les prestations sociales ont été amputées de deux milliards de dollars (trois milliards de francs). La baisse de consommation qui en est résultée a plongé quatre pays dans une récession prolongée : le PIB décline pour le sixième trimestre consécutif, tandis que le taux de chômage est passé de 7,9 % à 10,3 % (il devait atteindre 12 % l'année prochaine).

Une réforme contestée

Le sursimot d'insécurité ambiaot amboles chômage a accepté des conditions de travail de moins en moins favorables. Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les contrats de travail, les patrons sont libres, en effet, d'annuler des contrats individuels avec leurs employés (le Monde du 17 mai). Le syndicalisme obligatoire ayant été aboli, les syndicats n'ont plus le monopole des négociations salariales. Les candidats à l'emploi font les frais de cette plus grande « flexibilité » destinée à augmenter la compétitivité.

La réforme des retraites a sans doute été la plus grande source de controverses (le Monde du 5 août).

Elle a suscité de graves dissensions au sein de la majorité. Une indécision à la presse a déclenché un véritable tollé : le gouvernement préparait un questionnaire destiné à évaluer les moyens des retraités. Le 3 octobre, il annonçait son intention de réviser la réforme tout entière.

Une autre affaire a récemment défrayé la chronique. Le 2 octobre, M. Bolger a effectué un remaniement ministériel, aux dépens de M. Winston Peters, chargé des affaires maritimes.

Lui-même d'origine maorie, M. Peters était devenu ministre, en dépit des différends qui l'opposaient à M. Bolger. Il n'a cessé, depuis, de dénoncer l'absence d'une politique de relance économique et la priorité donnée à la lutte contre l'inflation ; il relayait les demandes des nombreux entrepreneurs, banquiers et détaillants qui plaident en ce sens. M. Peters représentait dans un système électoral à la britannique. Un référendum proposant une réforme du système actuel aura lieu en 1993, en même temps que les prochaines élections.

SYLVIE LEPAGE

EN BREF

■ ESPAGNE : le parti de M. Santiago Carrillo rejoint le PSOE. — Le Parti des travailleurs d'Espagne (PTE), fondé par M. Santiago Carrillo, ancien secrétaire général du Parti communiste d'Espagne, s'est dissous, dimanche 27 octobre, pour rejoindre le Parti socialiste (PSOE) au pouvoir. Toutefois, M. Carrillo — qui a indiqué qu'une autre voie aurait été possible, s'il y avait eu un Parti communiste espagnol « sérieux » — a expliqué que, compte tenu de son itinéraire personnel, il ne rejoindra pas personnellement le PSOE.

■ GRANDE-BRETAGNE : le « Daily Mirror » licencie un journaliste soupçonné de liens avec le Mossad. — M. Nicholas Davies, rédacteur en chef pour l'étranger

du Daily Mirror, a été licencié, lundi 28 octobre. La direction du journal de M. Robert Maxwell lui reproche d'avoir menti dans l'affaire d'espionnage à laquelle il est mêlé (le Monde du 25 octobre). La presse britannique a publié des témoignages prouvant que M. Davies, qui est accusé d'être un agent du Mossad (services secrets israéliens), s'est rendu aux Etats-Unis, en 1983, pour y rencontrer des trafiquants d'armes, ce que le journaliste avait formellement démenti. — (Correspondent)

■ RUSSIE : le chef de la rébellion du président de la République de Tchétchéno-Ingouchie. — Le général Djokhar Doudaev, qui dirige la rébellion tchétchénoise contre le pouvoir russe depuis deux mois dans

cette région du nord du Caucase, a été élu président de la République de Tchétchéno-Ingouchie à l'issue du scrutin du 27 octobre, que Moscou e déclaré illégal. Au cours d'une conférence de presse, il a souhaité que la minorité ingouche continue à faire partie de cette République, et que la Fédération de Russie eotretienne avec la République de Tchétchéno-Ingouchie des relations « conformes aux normes civilisées de la communauté internationale ». — (Tass)

■ BANGLADESH : saignants affrontements entre étudiants. — L'agitation universitaire latente depuis mars e pris un tour sanglant dimanche 27 et lundi 28 octobre : des affrontements entre factions étudiantes ont fait

trois morts et une centaine de blessés. L'incident le plus grave a opposé dimanche à Dacca de jeunes membres de l'opposition à des partisans de la formation au pouvoir (BNP). Lundi, des incidents se sont multipliés dans d'autres villes, faisant près de cent blessés. — (AFP, UPI)

■ CHINE : Exécution de trafiquants de drogue. — Trente-cinq trafiquants de drogue ont été exécutés, samedi 26 octobre, à Kunming. La capitale de la province médiane du Yunnan, aux frontières du « Triangle d'or », est considérée comme plaque tournante du trafic d'héroïne, en spectaculaire recrudescence en Chine. Huit cents responsables viennent de tenir dans cette ville une réunion sur la lutte contre la drogue,

considéré comme « une question de vie ou de mort » par le secrétaire du PC chinois, M. Jian Zeming. Au cours des seize derniers mois précédents, quatre-vingt huit trafiquants ont été exécutés à Kunming. — (AFP, UPI)

■ PAKISTAN : visite du président chinois. — En visite à Islamabad, le président chinois Yang Shangkun s'est entretenu, dimanche 27 octobre, avec son homologue pakistanais, M. Ghulam Ishaq Khan, des problèmes de l'Afghanistan et du Cachemire, ainsi que de la coopération entre les deux pays. Pékin a accordé un crédit de 10 millions de dollars à Islamabad et annoncé la prolongation de son aide aux réfugiés afghans. La Chine demeure l'un des plus proches alliés du Pakistan, dont

elle est l'un des principaux fournisseurs d'armes. — (UPI, AFP)

■ TIMOR-ORIENTAL : report d'une mission portugaise. — Le président du Parlement de Lisbonne, M. Vitor Crespo, a annoncé, samedi 26 octobre, l'ajournement de la participation de son pays à la mission mixte hispano-indonésienne qui devait se rendre à Timor-Orientale le 3 novembre, sous l'égide des Nations unies. La raison en est le refus opposé par Djakarta à la présence, parmi les journalistes, de la correspondante australienne Jill Jolliffe, accusée par Djakarta d'être une « croisée de la cause du FRETTILIN » — le mouvement de libération de l'ex-colonie portugaise annexée en 1976 par l'Indonésie, et que l'ONU considère comme dépeçard tout jours de Lisbonne. — (AFP)

Jets de fumier sur la préfecture : pour les agriculteurs c'est la bouse ou la vie.

France inter ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

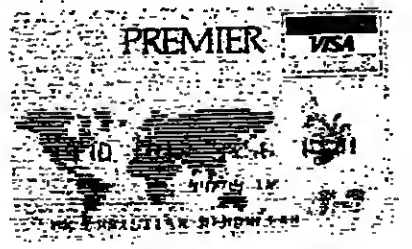
LE VRAI-FAUX JOURNAL
Claude Villers
12h/13h

هكذا من الامم

DANS LA VIE, IL Y A TOUJOURS EU LES PREMIERS ET LES AUTRES.



Partout dans le monde, la Visa Premier,
c'est 320 000 guichets bancaires et 80 000 distributeurs Visa.
Retrait de 10 000 francs par semaine en monnaie locale.



Assurance, assistance médicale pour toute votre famille
et envoi d'une carte de dépannage en 48 heures
en cas de perte ou de vol à l'étranger.
Accueil privilégié dans les plus grands hôtels.
Ne soyez pas le dernier à avoir une Visa Premier.

VISA PREMIER.
SOYEZ PREMIER PARTOUT.

CALLEGARI BERVILLE PHOTOGRAPH

Océanie

gouvernement de M. Bolger
et des records d'impopularité

re :
LE VRAI-FAUX
JOURNAL
Claude Villers
12h/13h

DIR.

L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE

Deux civils et deux militaires israéliens tués dans des embuscades

Au lendemain de l'attaque d'un autobus israélien en Cisjordanie, qui a fait deux morts et cinq blessés, deux soldats israéliens ont été tués, mardi 29 octobre, dans une embuscade à l'intérieur de la « zone de sécurité » créée par Israël dans le sud du Liban. D'autre part, trois combattants palestiniens qui tentaient de s'infiltrer en Israël en deltaplane ont été tués lundi

dans cette même région, a-t-on appris mardi de source proche de la police libanaise.

L'attaque contre l'autobus a été revendiquée, à Damas, par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache et dénoncée, à Madrid, par M^{me} Hanane Achraoui, porte-parole des Palestiniens à la conférence de paix.

Celle-ci a estimé que « l'occupation est également une forme de violence, et la violence amène la violence ». A Washington, la Maison Blanche a aussi condamné « l'acte insensé de violence » contre les occupants de l'autobus, soulignant qu'« il ne faut pas permettre que les groupes extrémistes réussissent à saboter le processus de paix ».

Le communiqué publié à l'issue de la réunion se borne à dénoncer « le double jeu de l'OLP qui, d'une part, siège à la conférence de Madrid, et d'autre part, donne l'ordre à ses militants d'assassiner les habitants juifs des territoires ». Le leader travailliste Shimon Peres, comme toutes les personnalités de gauche, a également condamné « les actes de folie perpétrés par des extrémistes pour torpiller le processus de paix ». Mais, comme l'a fait remarquer un commentateur de la radio, les Israéliens auront sans doute tendance à considérer les coups de feu sur l'autobus comme le discours d'ouverture des Palestiniens à la conférence de Madrid.

HENRI BAINVOLE

JÉRUSALEM

correspondance

L'atmosphère en Israël n'avait déjà rien d'euphorique à la veille de la conférence de Madrid. Elle s'est encore assombrie avec l'attaque d'un autobus de colporteurs, lundi soir 28 octobre, qui a fait deux morts : le chauffeur et une femme de trente-cinq ans, mère de sept enfants, ainsi que cinq blessés – tous des enfants. Cet attentat ne peut remettre en question la participation israélienne à la conférence de paix. Et, au contraire, il devrait rendre encore plus improbable un geste de bonne volonté d'Israël à l'égard des Palestiniens à l'ouverture des négociations. Le premier ministre Itzhak Shamir a déclaré mardi matin, à son départ pour Madrid, en réponse à une question sur un éventuel gel des implantations en échange d'une suspension de l'intifada : « Personne ne nous l'a proposé (le marché), car on sait certainement quelle sera notre réponse, elle sera négative ».

C'est vers 18 heures que l'attaque s'est produite. Un convoi de trois autobus dans lesquels avaient pris place des habitants de l'implantation de Shiloh, dans le nord de la Cisjordanie, se rendait à Tel-Aviv pour participer à une manifestation organisée par les partis de droite à la veille de la conférence de Madrid. Alors qu'il se trouvait sur la route reliant Naplouse à Ramallah, en Cisjordanie, des coups de feu ont été

dirigés sur le deuxième autobus. Le véhicule s'est arrêté de justesse au bord d'un précipice, évitant un bilan qui aurait pu être beaucoup plus lourd. Le secteur a été bouclé, mais les assaillants – sans doute au nombre de deux ou trois – ont pu prendre la fuite. Le chef d'état-major, le général Ezer Weizman, s'est rendu immédiatement sur les lieux. « Ni le moment choisi ni les cibles ne sont fortuites, a-t-il dit, nous avons pris toutes les mesures qui s'imposent. Tous les signes indiquent en effet qu'il s'agit d'une tentative de recrutement des attentats pendant la conférence de Madrid ».

Plusieurs organisations extrémistes en Cisjordanie et à Gaza n'ont pas caché leur opposition à cette conférence. Dimanche, un grave incident s'était déjà déroulé dans la vieille ville de Naplouse : un soldat israélien avait été gravement blessé par un bloc de pierre lancé d'un toit. Après l'attaque de l'autobus, les forces de sécurité ont écheminé des effectifs supplémentaires en Cisjordanie et à Gaza, et la décision a été prise d'interdire aux habitants de ces territoires l'accès à Jérusalem jusqu'à la fin de la semaine.

Les premières informations sur l'attaque de l'autobus sont parvenues alors que les manifestations commencent à se rassembler place des Rois d'Israël, à Tel-Aviv, à l'appel de la plupart des partis de droite et du comité des localités juives des territoires occupés. Cette manifestation avait pour slogan : « La paix

Manifestations et arrestations au Caire

La police égyptienne a arrêté 180 membres présumés des milieux intégristes islamistes et a expulsé un Palestinien vers la Libye, dans le cadre d'une campagne contre les opposants à la conférence de paix, a-t-on appris, lundi 28 octobre, du ministère égyptien de l'Intérieur. D'autre part, l'université du Caire a été le théâtre, dimanche, d'une manifestation contre Israël et les États-Unis au cours de laquelle les pays arabes ont été appelés à boycotter la conférence de Madrid.

Les arrestations se sont étendues à tous les gouvernements du pays

durant les deux dernières semaines. Parmi les 180 personnes arrêtées figurent deux anciens députés, deux avocats, le directeur du journal islamiste *El Liwa* et *El Islami*, un professeur d'histoire islamique à l'université d'El-Azhar et huit étudiants, a-t-on précisé de même source.

A Amman, les Frères musulmans ainsi que des organisations jordaniennes de gauche ont affirmé, lundi soir, leur hostilité à la conférence de paix sur le Proche-Orient lors d'une réunion qui a donné lieu à des heurts avec des partisans de cette conférence. (AFP)

Douze mille policiers et quatre mille journalistes

MADRID

de notre correspondant

En dix jours – seulement dix jours – les autorités espagnoles ont dû mettre sur pied toute l'infrastructure et l'organisation nécessaires pour accueillir onze délégations étrangères et près de quatre mille journalistes. Une véritable gageure, d'autant que cette conférence de paix, plus que toute autre, soulève d'importants problèmes de sécurité : un défi à la mesure de l'événement, que les responsables s'efforcent de relever, en assurant que tout sera fin prêt pour le 30 octobre.

La plus facile a été de trouver le lieu même de la conférence. Une fois fait le choix du palais royal, les aménagements techniques dans la salle des Colonnes, où auront lieu les entretiens, n'avaient rien d'insurmontable. Même si le caractère du bâtiment, qui date du milieu du dix-huitième siècle, ne se prête guère aux installations que requiert ce type de rencontre. Faut-il voir un signe de bon augure dans le fait que le palais royal s'appelle place d'Orion ?

Environ sept mille personnes sont attendues dans la capitale. Les réservations particulières des hôtels ont été annulées. Les Méditerranées se demandent comment ils vont pouvoir circuler dans leur ville déjà passablement embouteillée, et les journalistes s'inquiètent de la manière dont ils vont « couvrir » l'événement, le centre de presse étant situé à 2 kilomètres du palais royal.

Le palais de verre, ou pavillon numéro 10 du palais des expositions du parc de la Casa del Campo, va, en effet, donner asile à tous les journalistes, dont quelques vedettes de la télévision

américaine qui apprennent à vivre en direct la naissance de la paix. « Nous sommes prêts de zéro », a observé le porte-parole du gouvernement, pour créer toute une infrastructure à laquelle une soixantaine d'entreprises ont travaillé sans relâche : elles devaient installer 2.500 lignes de téléphones, 1.000 pupitres, 500 machines à écrire, des studios de télévision et toute l'infrastructure nécessaire à 4.000 personnes. Le palais de verre sera directement relié au palais royal et les journalistes pourront suivre sur écran géant les péripéties des pourparlers, ou au moins les conférences de presse.

La mise en place de ce centre de presse de 23.000 mètres carrés a été, pour les autorités, un véritable tour de force. Lundi après-midi, le pari semblait pratiquement gagné. Il ne restait plus qu'à faire passer les camions et à mettre en branle cette énorme machine qui n'attend plus que les acteurs de ce que les Espagnols appellent la plus importante réunion internationale de tous les temps.

Environ 12.000 policiers sont chargés de veiller au bon déroulement de la conférence, de protéger les personnalités et de dissuader les fauteurs de troubles. Sans parler des risques d'attentats – la plus grande crainte du gouvernement – qui viendraient ruiner les espoirs, pour Madrid, de devenir un lieu de rencontre internationale. « L'opération paix » : c'est ainsi qu'est baptisé le plan de sécurité auquel l'armée va participer. L'aéroport de Barajas a été tout particulièrement placé sous très haute surveillance et ses responsables sont par ailleurs très inquiets d'un possible engorgement.

MICHEL BOLE-RICHARD

Les dossiers de la paix

Suite de la première page

Les accords de Camp David (17 septembre 1978), qui reconnaissent les « droits légitimes » du peuple palestinien, prévoient l'ouverture d'une négociation sur l'autonomie des territoires pendant une phase transitoire de cinq ans. Dans les trois ans au plus tard après le début de cette période, des pourparlers doivent définir le « statut définitif » de la Cisjordanie et de Gaza.

Le premier ministre israélien de l'époque, Menahem Begin, ayant à l'avance donné une interprétation restrictive de ce texte qui revenait à accorder l'autonomie aux personnes mais pas aux territoires, la négociation n'a jamais vraiment débuté. Aujourd'hui, le Likoud s'en tient grosso modo à Camp David. Pas question pour lui d'échanger « les territoires contre la paix ». Il entend maintenir sa souveraineté sur la Cisjordanie et Gaza (sans les annexer), y contrôler une majorité des terres et les ressources en eau, y poursuivre les implantations juives. Tout au plus est-il prêt à débiter d'une autonomie administrative.

La Cisjordanie abrite 850.000 Arabes et 100.000 Juifs répartis en cent cinquante implantations. Gaza compte près de 900.000 Arabes et 2.500 Juifs. C'est l'un des endroits les plus peuplés de la planète.

Invoquant leur droit à l'autodétermination, les Palestiniens réclament, notamment par la voix de l'OLP, un Etat en Cisjordanie et à Gaza, pouvant être intégré à terme dans une confédération jordanienne-palestinoise. En attendant la confédération de leurs droits nationaux, ils sont prêts à discuter d'un régime transitoire.

Une affaire d'honneur national

L'OLP et les Etats arabes soulèvent l'attitude à Madrid la question des implantations, dont ils demandent le « gel ». Faute de quoi, ils n'engageront pas – assurent-ils – de négociation bilatérale avec Israël. Ils demandent ensuite un calendrier de retrait des territoires, condition de leur participation à la troisième phase – multilatérale – des pourparlers. Le Conseil de sécurité n'a cessé de condamner la poursuite des implantations. Les Etats-Unis y voient un « obstacle à la paix ».

L'« Intifada » – le soulèvement palestinien – a débuté le 9 décembre 1987 à Jabalya, le plus grand camp de réfugiés de Gaza. En près de quatre ans, l'intifada a fait 82 morts.

2) Le Golan. – Pour le président Hafez El Assad, c'est une affaire d'honneur national : il lui faut récu-

pérer le plateau du Golan perdu en 1967. Cette « ardente obligation » est la raison majeure pour laquelle la Syrie a finalement consenti à une négociation où elle n'a rien à perdre.

Carrefour des caravanes depuis l'Antiquité, le Golan présente un intérêt stratégique. Ses 1.675 km² – dont 1.150 sous contrôle israélien – surplombent, vers l'ouest, la haute Galilée et le lac de Tibériade. Enfoncé dans les bunkers et les tranchées de sa ligne de crête, l'artillerie syrienne bombarde périodiquement – jusqu'en 1967 – les villages et kibboutzim frontaliers d'Israël, en contrebatterie.

En juin 1967, l'armée juive conquiert le Golan en deux jours. Pendant la guerre d'octobre 1973, elle en occupe 510 km² supplémentaires au cours d'une force bataille de chars. Ces zones ont une petite poche autour de Kuneitra sont restées à la Syrie aux termes de l'accord de désengagement conclu le 31 mai 1974 sous la houlette de Henry Kissinger. Des patrouilles des Nations unies surveillent désormais une zone délimitée entre les lignes de front.

Le 14 décembre 1981, à la demande du premier ministre Menahem Begin, la Knesset vote l'annexion du Golan, où s'appliquent dorénavant la législation israélienne. Une décision décriée « nulle et non avenue » par l'Assemblée générale de l'ONU, à l'unanimité moins deux voix (Israël et les Etats-Unis).

Environ 11.000 colons israéliens – sympathisants en majorité du Parti travailliste – vivent dans trente-trois localités du Golan, dont une station de sports d'hiver – New Atv – sur les flancs du mont Hermon. La principale ville juive est Katzrin (4.000 habitants). Quelques 14.000 Druzes syriens sont regroupés en quatre gros villages. Une poignée d'entre eux seulement ont accepté de devenir citoyens d'Israël.

La Syrie étaye sa revendication en invoquant la résolution 242 du Conseil de sécurité, refuse de participer aux discussions régionales multilatérales tant qu'Israël ne se sera pas engagé à lui restituer le Golan et cherche à rallier à ce refus les autres pays arabes.

Israël tient le Golan pour son « Himalaya » qui le met à l'abri des attaques syriennes et lui assure de précieuses ressources hydrauliques (le Jourdain y prend sa source). A l'exemple de M. Begin, récemment sorti de son silence pour clamer : « Le Golan est à nous », près de six Israéliens sur dix s'opposent à son abandon, même si sa valeur militaire a quelque peu décliné, à l'époque des missiles à longue portée.

Un compromis, forcément transitoire, est-il néanmoins concevable ? Selon le scénario présenté à l'administration américaine, Washington proposerait à Jérusalem de reconnaître le principe d'un échange du Golan contre un traité de paix israélo-syrien, ce qui permettrait de discuter ensuite des arrangements de sécurité, y compris une délimitation mutuelle. Des troupes étrangères seraient stationnées de part et d'autre de la ligne de tout mouvement surprise. Israël disposerait des informations recueillies par les satellites américains.

Assurée de récupérer le Golan, la Syrie initie-elle jusqu'à normaliser ses relations avec Israël, même si les Palestiniens n'obtiennent pas, quant à eux, satisfaction ? C'est assez peu probable. Mais l'OLP n'a pas totalement écarté le risque d'une nouvelle « paix séparée » qui ferait fi de sa cause.

3. Le Liban. – Le « pays du cèdre » est juridiquement en guerre avec Israël depuis 1948, la trêve entre les deux pays étant régie par le convention d'armistice conclue à Rhodes en mars 1949.

La zone de sécurité

Le 14 mars 1978, trois jours après un raid palestinien qui a fait 35 morts entre Tel-Aviv et Haïfa, l'armée israélienne envahit le Liban du Sud jusqu'au fleuve Litani. Elle y restera trois mois. Ayant exigé son départ dans sa résolution 423, le Conseil de sécurité installe dans le Sud une force internationale des Nations unies (FINUL) dont le quartier général est à Nakoura. Quatre ans plus tard, le 6 juin 1982, l'Etat juif lance une nouvelle offensive, de bien plus grande ampleur, baptisée « Paix en Galilée » et destinée à chasser vers le nord les combattants palestiniens qui s'infiltraient en Israël.

Après trois ans d'une déstabilisation, l'Etat hébreu retire son armée du Liban (10 juin 1985), tout en conservant le contrôle d'une « zone de sécurité » d'une profondeur de 8 à 20 kilomètres. C'est une ceinture protectrice longeant la frontière entre la Méditerranée et les conforts du mont Hermon, et où vivent quelque 150.000 personnes, en grande majorité chiites et chrétiennes.

Cette zone est contrôlée par l'Armée du Liban sud (ALS) que commande le général chéfien Antoine Lahad, une milice de près de 3.000 hommes, armée, équipée, financée et entraînée par Israël. L'ALS a un rôle décisif : prévenir les infiltrations, empêcher la reconstitution de camps ou de caches d'armes. La protection frontalière est renforcée : système d'alerte électronique, projecteurs, postes d'observation.

Entre-temps, le 17 mai 1983, le Liban du président Amine Gemayel a signé à Khaldé un accord mettant fin à l'état de guerre avec Israël et

aux termes duquel l'Etat juif reconnaît les frontières de son voisin tout en conservant sa zone de sécurité. L'accord israélo-libanais, jamais ratifié par le Parlement de Beyrouth, restera lettre morte.

Après Madrid, le gouvernement de Beyrouth participera aux négociations bilatérales avec celui de Jérusalem. Il exige l'application pure et simple de la résolution 423 qui n'a rien à voir, souligne-t-il à juste titre, avec les questions soulevées par la résolution 242 sur les territoires occupés. A l'exemple de la Syrie, le Liban refuse de se joindre aux pourparlers multilatéraux.

Un débat passionnel

En réponse, Israël assure ne pas vouloir renoncer à sa zone de sécurité tant que l'armée libanaise ne sera pas en mesure de prévenir les infiltrations et tant que l'armée syrienne n'aura pas quitté le pays du cèdre. Le conflit se règlera sans doute directement, le jour venu, entre Jérusalem et Damas.

4. Jérusalem. – Israéliens et Arabes s'accrochent sur une évidence : le sort de Jérusalem relève d'un débat si complexe et si passionnel qu'il s'en saisis d'emblée, toute négociation ferait naufrage. Mieux vaut donc, disent un grand nombre, ne pas tenter de trancher ce nœud gordien du conflit proche-oriental.

Le plan de partage de la Palestine de 1947 avait réservé à Jérusalem un statut de *corpus separatum* (un corps juridiquement séparé) sous administration internationale. Les pays arabes étaient aussi violemment hostiles à ce régime particulier qu'aux parties juives. Après la guerre de 1948, le Juif Etat juif victorieux annexe Jérusalem-Ouest, d'où quel que 60.000 Palestiniens ont été chassés par les combats.

Le 7 juin 1967, les parachutistes du colonel Mota Gur entrent dans la cité antique, avant d'embosser le mur des Lamentations. Quatorze fois assiégée et détruite depuis l'Antiquité, Jérusalem, réunifiée par la force, est de nouveau une ville ouverte. Les accords de Camp David, Israël et l'Egypte se contentent, à propos de Jérusalem, de constater leur entier désaccord. Le 30 juillet 1980, la Knesset proclame Jérusalem « capitale éternelle » de l'Etat juif. Une vérité présentée depuis comme non négociable.

Après 1967, la ville sainte s'est transformée. Sa masse est l'histoire d'une conquête par Israël, plurielle, triomphante, irrévocable. Jérusalem s'est étirée en tous sens, triplant son territoire. Elle s'est aussi jadisée, abritant aujourd'hui 530.000 habitants, dont 72 % sont Juifs, 26 % Arabes musulmans et 2 % Arabes chrétiens (environ

12.000). A l'est, les Israéliens sont désormais presque aussi nombreux que les Palestiniens.

Avec 17.500 musulmans, 7.200 chrétiens de toutes confessions et 2.600 Juifs, la vieille ville est une mosaïque humaine. Il serait illusoire de vouloir imposer l'intégration à ses communautés ancestrales et étrangères derrière leurs quartiers fermés.

La quasi-totalité des Israéliens s'opposent à une nouvelle division de Jérusalem. Pour le Likoud, le statut de la ville est fixé à jamais. D'où son insistance à exiger tout résident de Jérusalem-Est – en premier lieu M. Fayçal Hussein – de la délégation officielle palestinienne à la conférence de Madrid. Les musulmans ont fait de Jérusalem (Al-Qods) – dont pourtant le Coran ne dit mot – le troisième lieu saint de l'islam. Et l'OLP l'a déclarée en 1988 capitale de l'Etat de Palestine.

A long terme, et à supposer que tous les autres problèmes soient résolus, Jérusalem pourrait devenir une cité à « souveraineté partagée », capitale commune des deux Etats israélien et palestinien. Pour sa part, le Vatican, que le sort de la ville sainte préoccupe, souhaite qu'elle puisse servir de médiation entre les communautés qui y résident. « Le patrimoine sacré commun aux trois religions monothéistes ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le délicat protocole des entretiens

Une table en « T »

MADRID

de nos envoyés spéciaux

A la veille de l'inauguration, mercredi 30 octobre, de la conférence de paix à Madrid, Israël a insisté entendre qu'il ne s'agit pas de l'ouverture, dans la capitale espagnole, des négociations bilatérales avec ses voisins. Contrairement aux pays arabes, l'Etat hébreu soutient que celle-ci se déroulera, à l'exemple des négociations égypto-israéliennes, au Proche-Orient. Mais, à en croire de bonnes sources, Israël a accepté que la première séance de ces négociations se situe à Madrid et ne s'opposera pas fermement à la poursuite de ces pourparlers dans la capitale espagnole.

Ces négociations, qui devaient s'ouvrir quatre jours après la séance inaugurale – soit samedi –, ont été reportées à lundi ou mardi, « pour des raisons techniques ». Elles doivent, pour la première fois, mettre face à face Israël, la Syrie, le Liban et la délégation jordanienne-palestinoise.

Malgré les protestations d'Israël, qui était opposé à ce que les délégués palestiniens aient un temps de parole égal à celui de leurs collègues jordanien, alors qu'ils font partie d'une

délégation commune, les Etats-Unis ont confirmé lundi que Jordaniens et Palestiniens disposeraient chacun de quarante-cinq minutes de parole (c'est le temps qui sera imparti à chaque délégation lors des discussions inaugurales). Cette affaire a donné lieu à une petite polémique entre Washington et Jérusalem. M. Yossi Ben Aharon, directeur de la présidence du conseil ayant affirmé que « cette décision est contraire aux accords israélo-américains », les Etats-Unis ont permis aux Palestiniens de marquer un point, a-t-il dit. Interrogé sur ce point à Madrid, M^{me} Hanane Achraoui, porte-parole des Palestiniens, a souligné que « les Palestiniens étaient un peuple à part entière et avaient donc droit à un temps de parole à part entière ».

La place de chaque délégation lors de la séance inaugurale a également été soigneusement étudiée. C'est de chaque côté d'une table en forme de « T » que prendront place les participants, les deux paratrans américains et soviétiques occupant la barre supérieure. A leur droite s'assièreront, dans l'ordre, le représentant de la CEE, en face de l'Egypte; puis la délégation jordanienne-palestinoise, en face d'Israël; et enfin la Syrie, en face du Liban. Les trois observateurs, c'est-à-

dire le représentant de l'ONU, M. Brunner, délégué du secrétaire général pour le Proche-Orient, les secrétaires généraux du CCG (Conseil de coopération du Golfe – Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Emirats arabes unis, Oman), M. Abdallah Richani, et de l'UMA (Union du Maghreb arabe – Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie), M. Mohammed Amadou ne sont pas autour de la table et ont été relégués « un peu à l'écart » dans la salle.

Le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, assistera, mercredi matin, à l'ouverture de la conférence qui commencera par les discours, de vingt minutes chacun, des présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev. Mercredi après-midi, ce sera le tour de la CEE et de l'Egypte et, jeudi, des autres délégations directement engagées. Vendredi matin, chaque délégation doit reprendre la parole pour quinze minutes avant la clôture de cette session inaugurale de la conférence de paix. L'organisation des travaux laisse ainsi de larges espaces de temps pour les tractations de dernière minute en coulisse.

FRANÇOISE CHIPPAUX et ALAIN FRACHON

كان من المقرر

55 من الامم

A CONFÉRENCE

DE PAIX A MADRID

Washington espère que les négociateurs n'oseront pas prendre le risque de provoquer une rupture

M. George Bush se garde de tout triomphalisme. Pourtant, en inaugurant, mercredi 30 octobre à Madrid, la conférence de paix sur le Proche-Orient, le président américain réussit un « double » : il enregistre un incontestable succès de politique étrangère et rend un signalé service à son « vieux » allié du Kremlin, M. Mikhail Gorbatchev, qui doit coprésider l'ouverture de la réunion avec lui.

WASHINGTON

Sauvegarder de voir le maintien d'un « centre » en URSS, le président américain entend conforter, autant que possible, le pouvoir vacillant de M. Gorbatchev. Il souhaite mettre ce dernier en valeur en abordant avec lui, mardi, les sujets sur lesquels le président soviétique paraît encore avoir son mot à dire : désarmement et aide occidentale à l'URSS. Il devait s'agir d'une conversation générale, d'une entrée en matière, presque sans risque, avant d'aborder, le lendemain, le terrain, autrement dit, le Proche-Orient. Et, à l'avance, M. Bush a prévenu : « L'affaire demandera de la patience et de la détermination », et il ne sera pas dans le pouvoir des Etats-Unis d'imposer une paix que seules les parties concernées peuvent conclure.

Washington n'ignore pas le peu d'enthousiasme des participants. La réunion de Madrid ne ressemble en rien à celle qui mit aux prises, en septembre 1978, l'Egyptien Anwar El Sadate et l'Israélien Menahem Begin à Camp David : c'est parce qu'il y avait alors, de part et d'autre, la volonté de négocier que la médiation active du président Jimmy Carter, bible annotée en main, permit d'esquisser les accords de paix israélo-egyptiens. Cette fois, rien de semblable. A force de pressions politiques et de créativité diplomatique, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a quasiment forcé Arabes et Israéliens à venir à la table de négociations ; rien de plus. Il leur propose un mécanisme de pourparlers dont il n'est pas sûr qu'ils aient très envie de se servir.

M. Jimmy Carter avait directement participé aux conversations de fond entre Israéliens et Egyptiens. Mais, aujourd'hui, les Etats-Unis ne se sentent pas impliqués dans la recherche d'un règlement de fond : ils n'ont pas mis en avant de solution ou de plan, ni offert de médiation sur tel ou tel aspect des conflits israélo-arabes. « Nous n'imposons pas la paix », a averti M. Bush. Le président américain sait bien que, passé les trois jours de discours de la session d'ouverture, les belligérants, qui doivent, en principe, se retrouver dans trois forums bilatéraux - israélo-syrien, israélo-jordanien-palestinien, israélo-libanais - pour- ront bien se séparer après avoir fait état de positions parfaitement inconciliables. C'est un scénario d'échec qui est d'ores et déjà annoncé par certains médias américains.

Blocages prévisibles

Plus que son éventuelle intervention directe dans le débat, M. Bush compte sur le poids de sa présence - et, dans une certaine mesure, sur celle de M. Gorbatchev - pour « intimider » les participants. Celui qui prendra le risque de la rupture devra encourir le courroux des Etats-Unis dans un contexte international qui fait d'eux les vainqueurs de la guerre froide et la seule vraie superpuissance au Proche-Orient, sinon ailleurs. Les Etats-Unis veulent espérer que ce face-à-face israélo-arabe, renvoyé à l'incertitude d'une

« démonstration » de l'adversaire, produira une « réaction chimique » positive, et que les sensibilités du tête-à-tête entameront une des séquences de quarante-trois ans de conflit : la « démonstration » de l'adversaire.

Pour l'heure, c'est plus l'ampleur des différends entre ennemis que leur bonne volonté qui frappe. Les Etats-Unis avaient convoqué une conférence des ministres des affaires étrangères et voulaient rassembler à Madrid des diplomates. Ils auront à traiter avec M. Itzhak Shamir, le chef du gouvernement israélien, entouré de membres de son équipe qui figurent parmi les éléments les plus durs de la droite israélienne - notamment M. Yossi Ben Aharon, directeur de la présidence du conseil, et M. Eliskim Rubinstein, secrétaire général du gouvernement, deux hommes qui ont laissé de mauvais souvenirs dans l'entourage de M. Baker.

Vue de Washington, l'approche syrienne n'est pas moins intransigeante, bien au contraire. Non seulement le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Chareh, a déjà prévenu qu'il refuserait de serrer la main de son intermédiaire israélien, mais la Syrie a aussi fait savoir qu'elle se refusait à signer maintenant un « traité de paix » avec Israël et qu'elle ne participerait pas aux négociations multilatérales israélo-arabes qui, en marge des forums bilatéraux, doivent aborder quelques grands problèmes régionaux : l'eau, et le désarmement au Proche-Orient, par exemple.

Dans un climat aussi peu encourageant, les Etats-Unis se gardent de toute prédiction euphorique. Si le processus des négociations bilatérales se met en place, a averti M. Baker, il y aura, à coup sûr, des blocages et des interruptions. De bonne ou de mauvaise grâce, les Etats-Unis devront alors intervenir dans les pourparlers et, sans doute, proposer des formules de médiation allant dans le sens des positions traditionnelles de la diplomatie américaine dans la



TANAKO

région. L'administration Bush pourrait nommer un délégué spécial chargé, avec une équipe, de suivre les pourparlers et de jouer les médiateurs en cas d'impasse.

Comme les autres puissances occidentales, les Etats-Unis ne reconnaissent pas la souveraineté israélienne sur les territoires occupés par l'Etat hébreu à l'issue de la guerre israélo-arabe de juin 1967 : la partie orientale de Jérusalem, la Cisjordanie, la bande de Gaza et le plateau du Golan (le Sinaï a été rendu à l'Egypte). Pour autant, les Etats-Unis sont opposés à la création d'un Etat palestinien indépendant sur la rive ouest du Jourdain et, sur le Golan, ils persistent en considération des intérêts de sécurité d'Israël. Dans le plan Reagan de 1982, les Etats-Unis suggèrent la création d'une entité palestinienne autonome en Cisjordanie et à Gaza, qui, d'une

manière ou d'une autre, devrait être liée à la Jordanie.

En principe, les participants à la conférence de Madrid doivent travailler selon un canevas particulièrement complexe : discussions israélo-palestino-jordanienne, pendant un an, sur un statut d'autonomie pour la Cisjordanie et Gaza ; l'autonomie devra ensuite être expérimentée durant trois ans avant l'ouverture de pourparlers sur le statut définitif de ces territoires. A la fin des années 70, une première négociation sur l'autonomie en Cisjordanie, prévue par les accords de Camp David, avait échoué sur la question du contrôle de la terre et de l'eau, auquel les Israéliens se refusaient - et se refusent toujours - à renoncer.

La situation sur le Golan n'est pas moins difficile. Hors la récupération pure et simple de ce terri-

toire, la Syrie n'entend rien négocier ; pour des raisons de sécurité, les Israéliens ne veulent pas quitter ce haut plateau d'où leurs kibboutz frontaliers étaient abondamment bombardés avant juin 1967. La formule de compromis la plus souvent évoquée envisage une réaffirmation de la souveraineté syrienne sur le Golan, accompagnée d'une location à long terme du plateau à Israël. Le forum israélo-libanais dépendra beaucoup de la Syrie. Enfin, le cas de figure présenté par Jérusalem est franchement désespérant - les uns et les autres revendiquent la ville sainte, au moins en partie - et laisse muets les diplomates les plus créatifs.

Les Américains souhaitent obtenir assez vite des mesures de confiance réciproques : arrêts des implantations dans les territoires occupés contre suspension du boycott arabe des compagnies commerçant avec Israël. Prudents, ils n'ont toutefois souligné qu'ils ne s'attendaient pas que les mécanismes de négociation prévus par la conférence portent rapidement leurs fruits. Il s'agit d'une affaire de longue haleine qui devrait durer plusieurs années.

S'il faut établir une comparaison, les Américains évoquent une négociation qui ressemblerait à ce qu'ont été les différents pourparlers sur le désarmement : une lente et précautionneuse progression qui, en près de vingt ans, connaît nombre d'interruptions. Cité par *Newsweek*, un officiel américain expliquait récemment que « Shamir ne sera sans doute pas le premier ministre israélien qui conclura ces négociations », pas plus, vraisemblablement, que le Syrien Hafez El Assad. Les deux hommes appartiennent à une génération de dirigeants proche-orientaux profondément marqués par la guerre froide : ils incarnent le Proche-Orient d'hier, celui de la rivalité soviéto-américaine.

ALAIN FRACHON



Venez à EXPO'92. La grande Exposition Universelle. En Espagne. Avec les grandes découvertes de la Science. On y trouve la technologie du demain. Des nouvelles formes du vin. On y a plein de choses à découvrir. Venez à EXPO'92 et découvrez les temps. A EXPO'92, vous pourrez vivre l'année 2000 dès le premier moment. Vous découvrirez les sondes spatiales, les satellites, la télévision à haute définition, l'archéologie du Cosmos, la pluie d'astéroïdes... Vous connaîtrez la Nef Victoria, la machine à vapeur de Watt et vous comprendrez la théorie de Copernic... Ne ratez pas le grand rendez-vous de la Connaissance. De l'Espérance. De la Joie. Au cœur de l'Andalousie. Dans le Sud de l'Espagne. Dans la ville de Séville. Renseignez-vous auprès de votre Agence de Voyages. Choisissez la date qui vous convient le mieux et réservez votre voyage pour jouir de l'Exposition Universelle la plus importante du siècle. EXPO'92. La grande fête Universelle du Futur. Et du spectacle. Et de la culture. Six mois durant, nuit et jour. A Séville. Nous vous attendons.

EXP'92

20 AVRIL - 12 OCTOBRE, 1992.

Séville '92
La grande fête du futur

table en "T"

Espoirs et craintes au Proche-Orient

Dans un premier article (*la Monde* du 29 octobre) ont été analysées les craintes suscitées en Israël par l'ouverture de la conférence de paix au Proche-Orient.

de notre correspondant

Jérusalem, si vous saviez comme les Palestiniens ont besoin de croire à quelque chose... Mais l'espoir affirmé étant considéré comme un cadeau à l'occupant, presque une trahison à « la cause », rares sont encore les gens de la rue qui acceptent d'en parler. Les « professionnels » de la lutte, personnalités reconnues, notables et politiciens engagés, bon gré mal gré, dans le processus de paix, sont évidemment moins timides.

comme 700 ou 750 millions de dollars par an de l'extérieur - aides diverses de provenance arabe et envois de fonds des travailleurs expatriés - Israël est resté près de 20 ans le pays le plus riche du monde arabe. Ce désastre de l'OLP en faveur de Saddam Hussein a jeté l'essentiel de ces deux sources et jeté des milliers de personnes dans le désespoir. Israël est resté près de 20 ans le pays le plus riche du monde arabe. Ce désastre de l'OLP en faveur de Saddam Hussein a jeté l'essentiel de ces deux sources et jeté des milliers de personnes dans le désespoir. Israël est resté près de 20 ans le pays le plus riche du monde arabe. Ce désastre de l'OLP en faveur de Saddam Hussein a jeté l'essentiel de ces deux sources et jeté des milliers de personnes dans le désespoir.

C'est alors que, prétextant de motifs « humanitaires », les autorités ont décidé de supprimer ce qu'elles appellent aujourd'hui « l'esclavage » : tout étaient victimes 80 % des travailleurs palestiniens employés en Israël sans permis, donc sans garantie ni couverture sociale. Désormais, on estime à 20 % seulement le nombre de salariés « légaux ». Les autres, ont été régularisés. Mais leur nombre total a été ramené à moins de quatre-vingt-mille. « Place aux Juifs ! » Depuis l'arrivée en « Terre sainte » de quelques trois cent mille immigrants, le système de travail a été censuré, et un nouveau mot d'ordre de l'économie israélienne. Des dizaines de milliers d'entre eux sont encore au chômage et le général Rothschild, est franc : il ne ne génère

D'où cette politique nouvelle « susceptible de diminuer la violence dans les territoires » et dont « le pilier central est la création d'emplois ». Le brillant militaire, qui applique ainsi à la lettre une stratégie rigoureusement mise au point par le ministre de la défense lui-même, M. Moshe Arens, est également chargé d'étudier les conditions dans lesquelles une partie des quelque trois cent mille Palestiniens expulsés du Koweït pourraient être autorisés à venir, ou revenir s'installer dans les territoires.

Les investisseurs potentiels auraient évidemment la priorité sur quelques-uns ont déjà reçu des visites de trois mois aux fins d'étudier le marché et la situation. *« On ne nous ouvre pas la porte à moins de cent mille dollars »*, nous dirait l'un d'entre eux. Les autorités israéliennes essaient de reconstituer un tissu industriel palestinien et elles ont aussi encouragé, ces derniers mois, la reconstitution d'un certain nombre de chambres de commerces. Avec, grande première, élections libres à la chef.

Daos certains cas, comme à Bethléem, le mystérieux « Commandement unifié de l'Intifada » s'est opposé à ces consultations « collaborationnistes ». Ailleurs, comme à Hébron, le scrutin a eu lieu dans une atmosphère démocratique et

des milliers de notables y ont participé. Le général Rothschild est bien conscient que cette stratégie d'occupation militaire ne peut que nuire aux Palestiniens à préparer l'infrastructure socio-économique de leur futur Etat. «Peu importe. Que nos tentations dans ces territoires sifflent mort ou mille ans, ce que nous faisons c'est de leur offrir la vie. L'un de nos objectifs, officiels mais non peuplé, de l'Intifada n'était-il pas justement d'essayer de réduire ou minimiser la dépendance de l'économie palestinienne par rapport à Israël ? C'est sûr. Et les petits industriels de Cysjardine ou de Gaza se sentent un peu plus libérés, ces temps-ci, de faire du capitalisme, et tout le monde attend, avec une certaine impatience, les quatre milliards de dollars que les Etats-Unis promettent d'investir rapidement dans les territoires.

Les projets se multiplient et la perspective de la conférence de paix contribue à l'amélioration du climat. « A tort ou à raison, explique M. Mohamed Nassef Iddin, patron d'une cotreprise exportatrice de matériel électrique à Hébron, les gens portent sur une paix, relativement certes, mais assez proche. Ils veulent investir, ouvrir un business, se placer pour l'avenir. » « Les Palestiniens sont un peuple d'initiative, ajoute Raja J. Salti, propriétaire d'une entreprise de bâtiment à Ramallah.

et des personnes dans les territoires occupés. Elle est encore loin d'être établie. Il faut toujours des tonnes de paperasse au moindre Palestinien pour se rendre à Jérusalem, à Gaza, ou pour exporter sa marchandise à Amman.

« Mais le vent tourne, il y a un certain mouvement », nous dit M. Mohamed T. Yazji, président des industriels de Gaza. « Oui, confirme-t-il, à Beit-Jallah, le très prospère William Shehadeh, c'est un fait que le changement, sur le plan économique, est considérable. » Même son de cloche à Hébron, chez M. Mahmoud Bieda, fabricant de chaussures : « Les Israéliens sont plus réceptifs à nos problèmes, ils semblent vouloir coopérer avec nous. » Aucta Palestinien ne se fait d'illusion quant aux motifs de cette soudaine évolution. « Nos occupants veulent calmer les gens, donner du travail, arrêter la peur pour avoir la paix », ironise M. Shehadeh. « N'empêche, ajoute M. Salti, à Ramallah, si les choses s'améliorent, si nous obtenons nos propres institutions grâce à l'autonomie — et je peux vous dire que nous allons nous battre pour les avoir — il y a au moins trois cents millions de dollars sous les matelas palestiniens qui ne demandent qu'à s'investir. L'argent, nefc de la paix... »

PATRICE CLAUDE

Prochain article :
Palestiniens de l'extérieur :
attentes inavouées...

Les questions de sécurité devraient être au centre des entretiens entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev à Latche

Sauf objection de dernière heure du côté soviétique, ou difficulté matérielle majeure, M. Mitterrand devrait donc recevoir M. Gorbatchev mercredi 30 octobre, et sans doute jusqu'à jeudi matin, dans sa

mement de la conférence de Madrid et du résultat de ses entretiens avec le président Bush, indiquait lundi à Moscou le ministère des affaires étrangères. La présentation est quelque peu forcée et M. Mitterrand a

On est malgré tout contraint de se souvenir que — même si elle se félicite que les efforts américains au Proche-Orient aaboutissent aujourd'hui à cette conférence, de Madrid — la France a longtemps crié que la

Moscou à la procédure de conférence internationale qu'elle-même proposait et qui eût associé plus étroitement l'Europe au règlement des conflits du Proche-Orient. Il s'agissait pourtant d'être patient, lors de l'avant-dernière rencontre de M. Mitterrand avec M. Gorbatchev le 6 mai à Moscou, que ce dernier n'avait dit plus ni les moyens ni le

désir de résister sur ce sujet,
Washington.

[illegible]

dissemination, la destruction des matériels et des matières fissiles supposent un savoir-faire et d'énormes moyens dont Moscou ne dispose pas et qui justifient largement concertation et coopération à quatre.

Les entretiens devraient orienter aussi sur l'avenir de l'OTAN notamment, sur le projet germano-américain de développer la fonction politique, de l'alliance et ses liens avec les anciens membres du pacte de Varsovie. M. Gorbatchev devrait approuver cette idée. Le président français lui exposera sans doute ses réticences, sa conviction que cette proposition ne répond pas aux attentes de certains des pays et qu'une vaste concertation Est-Ouest aurait dû le précéder (*lire ci-dessous l'article de Jean de La Guérierre*). Enfin, il sera question de la situation de l'URSS et, dans le domaine économique, de la coopération multilatérale à laquelle pourrait contribuer la France dans les mois qui viennent.

CLAIRE TRÉAN

La France accueille avec scepticisme le projet de « Conseil de coopération de l'Atlantique nord »

Le premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall, en visite au siège de l'OTAN à Bruxelles lundi 28 octobre, a estimé que l'alliance atlantique devrait garantir les frontières de son pays, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, et se déclarer prête à «agir» en cas d'agression. Cette revendication va très au-delà de ce que les alliés sont prêts à accorder aux pays d'Europe centrale lors de leur sommet de Rome les 7 et 8 novembre.

lance atlantique. Les relations avec les anciens satellites de Moscou allèrent un peu des débats de son prochain sommet, le 7 et 8 novembre à Rome. Deux documents sont discutés. L'un a trait au nouveau « concept stratégique » de l'OTAN, c'est-à-dire à l'idée qu'elle se fait de sa mission militaire. L'avis général, formulé dans un texte déjà rédigé pour l'essentiel, est que la prudence commande de garder l'organisation existante, mais avec moins de troupes, disposées autrement et avec un instrument plus souple pour faire face aux situations imprévisibles.

La notion de « menace » disparaît

Le deuxième document sera une déclaration politique qui donnera encore lieu à d'actives discussions au stade des délégations permanentes à Bruxelles. Outre les rapports de l'OTAN avec l'entité européenne de défense dont on parle tant sans qu'on en concret n'apprenne encore, il sera justement question de la suite à donner à la proposition germano-américaine d'institutionnaliser la concertation avec l'Europe de l'Est, notamment par la création d'un « Conseil de coopération de l'Atlantique nord ».

La France souhaiterait que le sommet de Rome lance une invitation aux pays de l'Est pour venir discuter à ce conseil de fin d'année. Longtemps, elle s'est montrée réservée quant au développement par l'OTAN de contacts avec les ambassadeurs des pays de l'Est dans le cadre de la nouvelle politique de « liaison ». Ces réserves tomberaient si la France était suivie sur la voie qu'elle désigne.

Mais de nombreuses questions se posent. Si un Conseil de coopération est créé, qui y participera parmi les anciennes composantes de l'URSS ? *« S'agit-il d'organiser des consultations ou de prendre des décisions ? Si des décisions il y a, combien cela coûtera-t-il et qui paiera ? »* Tout en s'étonnant des informations selon lesquelles la France, peu intéressée par une nouvelle jeunesse de l'OTAN, freinerait le mouvement en faveur de la coopération de l'alliance avec l'Est, cette même source diplomatique exprime son scepticisme à l'égard de toute politique *« en trompe-l'œil »*.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

(Publicité)

FACE A LA PRESSE

Radio Communauté juïques FM 94.8
reçoit
Dominique STRAUSS-KAHN
Ministre de l'Industrie
et du Commerce extérieur.

Avec : **Schlomo WALKA**, Radi
communauté ; **Gérard AKOUN**
Judaïques FM ; **Roger ASCOT**
l'Arche ; **Yves DERAÏ**, Actualité
juive ; **Christine DELAVENAT**, l
Point ; **Annette LEVY-WILLARD**
Libération ; **Jean-François HELD**,
l'Evenement du jeudi.

Animé par **Olivier GULAND**
MERCREDI 30 OCTOBRE 1991
à 20 h 30 P.A.F.
Au Centre Rachi, 30, bd de Port-Royal
75005 Paris. Tél. : 43-31-75-47.

Grand «coordinateur des activités gouvernementales israéliennes en Judée, Samarie et Gaza» - c'est son titre officiel - le général Danny Yankelevitch, dans son grand bureau de la capitale, a l'air d'un homme d'Etat. A 57 ans, il est ministre de l'Aviv, rare que «désormais, n'importe quel Palestinien disposé à investir obtient sans difficulté la somme» qui lui est nécessaire. La «sécurité» est en train de changer les «affaires» et il en profite. «Je m'affirmerai» il encores. «Depuis que j'ai pris mes fonctions, en février dernier, nous avons accordé cent soixante millions de dollars de rhythme de dépenses, c'est à dire vingt par an. Le général ne cache pas que ce sont d'abord des raisons de sécurité qui ont motivé l'évolution israélienne, étant donné la «terrible récession économique» qui a affecté les territoires occupés après la guerre du Golfe.

« Avant la guerre, explique notre interlocuteur, les quelque 1,8 million de Palestiniens qui vivent dans les territoires recevaient quelque chose

BRUXELLES

de notre correspondant

Après M. Václav Havel, président de la Tchécoslovaquie, et bien d'autres dirigeants des pays de l'Est, M. Jozsef Antall a été reçu, lundi, au siège de l'OTAN à Bruxelles. Cette succession de visiteurs venus d'anciens pays « ennemis » illustre le problème d'adaptation posé à l'Al-

POLITIQUE

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Le Pen affirme qu'il y aura des alliances avec la droite aux régionales

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, lundi 28 octobre, M. Jean-Marie Le Pen a affirmé qu'il y aura des alliances « c'est évident », a-t-il dit - entre le Front national et la droite parlementaire à l'occasion des prochaines élections régionales, « car c'est le bon sens ».

« La position de M. Chirac et de l'état-major du RPR, et éventuellement de l'UMP (Union pour la France), est intenable », a assuré le chef de file de l'extrême droite.

ajoutant : « Les gens se rendent bien compte qu'il y a un bloc des droites et que le Front national appartient, qu'on le veuille ou non, à ce bloc des droites. » M. Le Pen a rappelé que son organisation participe à la majorité de gestion « dans sept régions » depuis six ans.

Le président du Front national a ironisé sur le congrès du RPR : « Je vois un parti politique qui repète une vieille formule d'une peinture claire en disant : nous

sommes une formule 1. (...) C'est un gag. Personne ne croit à cela. » M. Le Pen a qualifié de « tapage électoral » les « tentatives de M. Jacques Chirac d'essayer désespérément de se trouver une majorité en courtisant les amis de M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts. » « Je ne vois pas comment M. Chirac, en ayant fondé l'industrie nucléaire en France, y compris même un peu en Irak, pourrait se mettre d'accord avec M. Waechter », a-t-il

ajouté. Interrogé sur le professeur Léo Schwartzberg, son adversaire (Majorité présidentielle) lors des prochaines élections régionales dans les Alpes-Maritimes, M. Le Pen a fait un nouveau jeu de mots, l'appelant « le docteur Folamour », en raison de ses positions sur l'euthanasie. « Je considère que la proposition qu'il fait aux gens de mourir est tout à fait opposée à la proposition que je leur fais d'être bien vivants », a-t-il déclaré.

Au Sénat

La droite est opposée au système de contrôle des dépenses de médicaments préconisé par M. Bianco

Les sénateurs ont commencé, lundi 28 octobre, l'examen du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise négociée des dépenses de médicaments remboursables, présenté par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration. Le texte, adopté par l'Assemblée nationale selon la procédure de l'article 49-3, a été vivement critiqué par la majorité sénatoriale.

dépenses de médicaments remboursables proposées par M. Bianco masque, en fait, « un dirigisme inadaptable ». M. Missoffe a donc proposé au Sénat une série d'amendements.

A propos de l'agence du médicament, contre l'avis de M. Bianco, les sénateurs ont adopté plusieurs dispositions qui en précisent « la compétence administrative », et l'indépendance. Les décisions prises par le président-directeur général de l'agence ne seront pas susceptibles d'aucun recours hiérarchique, et les dépenses engagées ne seront pas soumises au contrôle financier a priori de l'Etat. Ils ont également inséré dans le texte une disposition selon laquelle l'Etat doit participer pour moitié aux ressources de l'agence.

A propos du système de contrôle des prix, « la partie la plus contestable du projet », selon M. Missoffe, les sénateurs ont adopté un amendement modifiant les règles d'inscription sur les listes des médicaments remboursables et qui confie la réalité des compétences économiques actuellement détenues par le gouvernement au Haut Comité du médicament.

Les sénateurs ont enfin repoussé un amendement déposé par le groupe socialiste et repris par M. Paul Souffrin (PC, Moselle) visant à inscrire d'office sur les listes de médicaments remboursables « les spécialités pharmaceutiques (...) indispensables à la santé publique ». L'amendement, qui visait tout particulièrement les moyens contraceptifs, a nourri un vif débat entre messieurs, qui a suscité en retour les remarques aigres-douces de M. Missoffe.

G. Pa.

EN BREF

Le garde du corps de M. Le Pen candidat dans le Nord. M. Robert Morsau, garde du corps de M. Jean-Marie Le Pen, ancien caissier connu sous le pseudonyme du « Bourreau de Béthune », sera candidat, « en position éligible », aux prochaines élections régionales dans le département du Nord sur la liste conduite par le secrétaire général du Front national, M. Carl Lang. En revanche, M. Christian Baecroot, trésorier et membre du bureau politique du Front national, secrétaire régional de ce parti pour le Nord-Pas-de-Calais, ancien député, ne figurera pas sur cette liste, n'acceptant pas la place de second que lui proposait M. Lang.

M. Sapin candidat du PS à la présidence du conseil régional d'Île-de-France en 1992. M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, tête de liste socialiste dans les Hauts-de-Seine pour les élections régionales, sera le candidat du PS à la présidence du conseil régional d'Île-de-France, en mars 1992, a officiellement annoncé, lundi 28 octobre, le comité régional des socialistes d'Île-de-France. M. Sapin est proche de M. Michel Rocard. Le comité précise, dans un communiqué, que M. Sapin a également été désigné « à l'unanimité » comme « porte-parole des socialistes pour la campagne des élections régionales ».

Var : controverses à propos de la tête de liste « Majorité présidentielle ». M. Marc Egloff, conseiller général (MRG) des Bouches-du-Rhône et adjoint au maire d'Aix-en-Provence, qui a été désigné par M. Bernard Tapie pour conduire la liste « Majorité présidentielle » aux élections régionales dans le Var, contre la volonté du Parti socialiste, a indiqué qu'il n'accepterait pas de figurer en seconde position derrière le candidat officiel du PS, M. Maurice Janetti. « J'ai dans le Var aux conditions données par Bernard Tapie quand il m'a sollicité, sinon je ne suis pas », a déclaré M. Egloff. Le 25 octobre, la fédération du Var avait manifesté son « détonnement » face à la désignation de M. Egloff alors que la liste socialiste dans ce département avait été arrêtée et entérinée par la convention nationale du PS (le Monde daté 27-28 octobre).

M. Marchand souhaite « un débat public » sur le mode de scrutin. M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a appelé, lundi 28 octobre, à un « débat public » sur la question du mode de scrutin, en soulignant qu'il restait « en tout état de cause dix-huit mois » avant les prochaines élections législatives. M. Marchand, qui défendait le budget de son ministère à l'Assemblée nationale, a observé que le mode de scrutin municipal, « mis en œuvre par un gouvernement socialiste, fait maintenant l'objet d'un large consensus ». A propos des délais dans lesquels pourrait intervenir une réforme du mode de scrutin, le ministre de l'intérieur a rappelé que « depuis le rétablissement définitif de la République en 1875, les lois électorales ont été promulguées dans les mois qui ont précédé les élections ».

Creuse : un conseiller général socialiste quitte le PS. M. André Mavigner, vice-président du conseil général de la Creuse, qui ne figure pas sur la liste socialiste de ce département pour les élections régionales, a démissionné du PS. Selon M. Michel Burtelle, secrétaire de la fédération, M. Mavigner, membre du courant rocardien, conserve toutefois ses responsabilités au sein du conseil général et continue de soutenir la majorité socialiste de cette assemblée.

En Guadeloupe

L'enquête sur l'assassinat du maire de La Désirade s'oriente vers une piste privée

L'enquête ouverte après l'assassinat, dans la nuit du 22 au 23 octobre, de Mathias Mathurin, maire et conseiller général socialiste de l'île de La Désirade (dépendance de la Guadeloupe), a connu un rebondissement inattendu à la suite de la découverte de plusieurs centaines de photographies pornographiques mettant la victime en scène avec ses différentes maîtresses.

LA DÉSIRADE

de notre envoyé spécial

Sous le soleil accablant de cette île luguée par l'océan Atlantique à quelques encablures de la Guadeloupe, la pauvreté ne se cache pas : elle se laisse et se donne à voir, comme quelque chose de naturel. L'endroit est pauvre, ou le devient dès l'approche du petit monastère qui la régit à Pointe-à-Pitre en quinze minutes de survol de cases coquillettes et de villas cosues, de champs verdoyants et de piscines bleutées, enfin d'un bras de mer agité.

Ici, il n'y a ni champs ni piscines, mais de la rocaille. Les désirs sont coulés dans le béton et les cases pauvres. Quelques moutons broutent l'herbe rare de ce plateau abrupt et longiligne où une ordonnance royale destinait à la déportation, en 1763, les « malfaiteurs » et les « jeunes gens tombés dans des cas de débauchement et de conduite capotée d'homme et de la tranquillité des familles ».

Longtemps isolée du monde, cette Désirade - ainsi dénommée parce que très désirée par Christophe Colomb à son second voyage - a fini par découvrir ses dernières années, l'électricité continue et le médecin « sous contrat, faisant aussi pharmacien », la télévision couleur, le téléphone automatique et la navette maritime quotidienne. L'eau potable n'est arrivée à demeure que cette année avec l'installation par le département d'une canalisation sous-marine.

Ils ont « perdu un père »...

Professeur de philosophie - « le premier Désiradien qui a réussi et n'a pas cherché à faire oublier qu'il était d'ici », dit une vieille dame - Mathias Mathurin était fait élire maire en 1977, à l'âge de trente-deux ans. Devenu conseiller général, et socialiste, deux ans plus tard, conseiller régional en 1983 et « sénateur suppléant » en 1986, il était attaché à faire entrer La Désirade dans le siècle. Nombreux sont ses concitoyens qui déclarent, sous le choc, avec des accents d'une sincérité émouvante, qu'ils ont « perdu un père ». Pour la plupart des insulaires, les auteurs de son assassinat « ne sont pas » ou « ne peuvent pas être des Désiradiens ».

Mathias Mathurin a pourtant trouvé la mort « dans une embuscade », qui nécessitait une bonne connaissance des lieux, et de ses habitudes : alors qu'il revenait du domicile de sa maîtresse attitrée, « célibataire, connue de tous, et mère de ses trois enfants », et qu'il regagnait son domicile conjugal, dans la nuit, il a été contraint d'arrêter sa voiture sur un pont bordé par une falaise et barré par des blocs de pierres.

Ses assassins - une « mise en place » organisée par le procureur de la République de Pointe-à-Pitre, M. Jean-Marie Hue, a établi qu'ils n'ont pu agir qu'en groupe - ont alors fait feu, l'atteignant à la tête de deux balles tirées au fusil de chasse à travers

la lucette arrière de sa voiture. Ils en ont entré le corps, qui a été traîné sur quelques mètres, aspergé d'essence et brûlé. Un abarotement inouï, selon M. Hue, qui, après deux jours sur place, se déclare « si déconcerté par la diversité des mobiles possibles » qu'il a choisi de faire explorer toutes les pistes, « sans en privilégier aucune ».

De fait, la trentaine de gendarmes qui, avec M. Hue, ont installé leurs quartiers dans la petite mairie bordée par l'égise en bois et le « place du Maire-Mendiant », ont recensé des mobiles potentiels qui vont de la « vie sentimentale très agitée » de Mathias Mathurin à ses projets ou échecs municipaux, dont la plupart ont suscité quelques oppositions, fortes et autant d'animosités profondes.

Moins de deux mois après avoir prononcé, en août, la déchéance quadriennale des créances des « créanciers » sur le personnel féminin de sa mairie et, dans une « mesure », de la compagnie aérienne régionale Air Guadeloupe, dont il assurait la présidence depuis 1985.

EDDY NEDELJKOVIC

Cherchant à concilier solidarité et aménagement du territoire

Le gouvernement propose trois mesures en faveur des petites villes

M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a rendu public, lundi 28 octobre, un rapport destiné au Parlement, qui propose trois mesures de solidarité financière en faveur des petites villes et des communes rurales. Ce document a été rédigé, en partie, à la demande du président de la République, qui préconisait, récemment, à Chamonix, un meilleur soutien au développement de ces petites collectivités (le Monde daté 22-23 septembre).

Le gouvernement propose de leur allouer de nouvelles recettes, qui proviendront non pas du budget de l'Etat, mais d'une série de transferts de fonds destinés aux collectivités locales, et dont le montant s'élèverait à plus 700 millions de francs par an.

Certaines communes verraient, tout d'abord, leurs charges de voirie mieux compensées. Seront concernées les communes situées dans les

départements bénéficiaires de la dotation de fonctionnement minimale, ou se trouvant dans les zones rurales défavorisées (massifs montagneux, notamment), prises en compte par l'objectif « 5B » de la CEE. Le gouvernement propose que cette dotation, de 150 millions de francs, soit financée par l'Etat, dans la mesure où cette région est la seule à bénéficier d'une dotation globale de fonctionnement.

Il préconise ensuite un réajustement de la dotation globale d'équipement, chargée de financer les investissements. Actuellement, les communes urbaines se partagent 60 % de son montant, et les communes rurales ne bénéficient que des 40 % restants.

Pour renforcer « l'armature du milieu rural », le rapport préconise, en outre, la création d'une dotation de développement rural. Ce fonds concernerait, pour moitié, les « pôles

structurants », (chef-lieux ou villes-centres des cantons), et pour moitié, les communes qui se regroupent afin de mettre en œuvre des projets de développement économique ou d'aménagement du territoire. Le gouvernement entend ainsi encourager la coopération intercommunale, réforme majeure du projet de loi sur l'administration territoriale. Cette dotation serait alimentée par le produit annuel de la dotation de compensation de la taxe professionnelle.

De nombreuses simulations ont conduit le gouvernement à abandonner l'idée d'une dotation de solidarité rurale, analogue à la dotation de solidarité urbaine. Cette solution aurait entraîné une ponction des pôles ruraux les plus dynamiques au profit d'un saupoudrage des toutes petites communes. Le gouvernement a également écarté de tous les villages qui bénéficient par ailleurs de la dotation de solidarité urbaine.

C. de C.

A Angers

M^{me} Cresson annonce l'organisation d'assises nationales de l'espace rural

ANGERS

de notre envoyé spécial

M^{me} Edith Cresson a annoncé, lundi 28 octobre à Angers, que des assises nationales de l'espace rural seraient organisées par le président de la République, à l'initiative de son entourage avec M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA (le Monde du 25 octobre) - seraient donc au premier semestre de 1992.

Le premier ministre s'adressait aux mille cinq cents participants aux Deuxièmes Rencontres des acteurs du développement rural, organisées par le CRIDEL (Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local), créé en 1989 à l'initiative de M. Jacques Chérèque, alors ministre délégué à l'aménagement du territoire. M^{me} Cresson a présenté à cette occasion le développement rural comme le deuxième volet de la politique du gouvernement : « L'avenir de l'espace rural est un nouveau défi français qu'il faut relever », a-t-elle souligné.

Constatant le malaise du monde agricole malgré la réussite de ce secteur à l'exportation (la France est le deuxième exportateur de produits agricoles après les Etats-Unis), le premier ministre a souligné la nécessité de définir un « nouvel équilibre entre les aides aux produits et les aides à la personne ».

Elle a précisé que les coproducts publics à l'agriculture, en y incluant la contribution française au financement des dépenses communautaires, se montent à 153 milliards de francs, soit une augmentation de 6,9 %. Avant de conclure en affirmant qu'elle n'est pas opposée à une loi-cadre sur les problèmes de l'aménagement de l'espace rural, M^{me} Cresson a déclaré : « Il n'y a pas de territoire condamné, il n'y a que des territoires sans projet. » Le premier ministre a rencontré ensuite, la sortie du Centre des congrès, des femmes d'agriculteurs, qui avaient réussi à passer à travers le sévère dispositif policier mis en place dans toute la ville (nos dernières éditions du 29 octobre). Elle leur a assuré que le gouvernement faisait « son maximum » et leur a demandé d'attendre les résultats de la réunion du 30 octobre entre les syndicats agricoles et le ministre de l'agriculture.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 13 juin 1991, la cour d'Appel de PARIS a confirmé un jugement rendu par la 17^e Chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS à la requête de Monsieur Michel MONOD, Préfet Honoraire, conseiller de PARIS, ayant condamné Monsieur Georges RENAUDOU et la revue LE GLOBE pour diffamation au paiement d'une peine de 15.000 F d'amende ainsi qu'à 35.000 F de dommages et intérêts et à trois insertions dans la presse.

Le Tribunal a jugé qu'aucun document n'établissait une participation quelconque de sa part à l'administration du camp de PITHIVIERS et que l'absence totale de prudence dans la formulation d'une accusation particulièrement grave, puisque le journaliste reprochait une participation active à une action criminelle de même que l'emploi du calembour méprisant « FILS DE PETAIN » excluait le bénéfice de la bonne foi.

« Pour extrait, Maître Hervé CREN, Avocat à la Cour. »

532 من الإجمالي

POLITIQUE

Un entretien avec le grand maître de la Grande Loge de France

« Il est urgent de promouvoir une alliance des autorités spirituelles contre la pénétration des idées xénophobes et racistes », nous déclare M. Michel Barat



Ma position est donc dictée par un double devoir : celui qu'exige notre vocation humaniste et celui que réclame la défense de l'ordre face à ceux qui réintroduisent l'antimaçonisme, l'antisémitisme et la xénophobie, voire le racisme. Notre mode d'intervention est celui de l'éveil des consciences et celui de la pédagogie. C'est pourquoi nous recherchons sur ce point la convergence de toutes les institutions spirituelles. Si les alliances et les fronts

politiques sont discrédités dans la conscience populaire, il est urgent de promouvoir une alliance des autorités spirituelles.

— Quelle sont, à vos yeux, les actions prioritaires qui permettraient de régénérer aujourd'hui les valeurs humanistes ?

— Elles m'apparaissent de deux ordres. Les premières sont immédiates, matérielles : il s'agit de rétablir dans les villes des conditions de vie conviviales pour tous de manière que le voisin ne soit plus perçu comme celui qui rétrécit la vie de son propre voisin. Sur ce plan, la vie associative doit être aidée et les municipalités mieux comprises par l'Etat dans leur action quotidienne. Les secondes appellent un travail de longue haleine pour modifier les mentalités.

— Il s'agit de combattre l'ignorance, qui fait oublier, par exemple, que la culture européenne dont nous sommes si fiers n'a été possible que grâce aux Arabes et aux juifs d'Espagne qui ont transmis les philosophes grecs quand la chrétienté avait commencé par les ignorer et à en interdire la lecture. L'échec que nous connaissons n'est pas celui des valeurs humanistes ; il

est celui de notre système éducatif qui a oublié que l'instruction et le savoir étaient les premiers moteurs de la promotion de la dignité et de la liberté de tous les hommes. On ne pourra durablement écarter la menace antihumaniste que par l'instruction. La montée de l'inculture, de l'ignorance, voire de l'illettrisme, est à l'origine de celle des extrémismes démagogiques et xénophobes.

— Vous êtes professeur de philosophie. Que dites-vous à vos étudiants lorsqu'ils paraissent ne plus avoir de raisons d'espérer ?

— Je crois d'abord qu'il ne faut en rien exagérer le manque d'espoir de la jeunesse. Si les étudiants sont inquiets de leur avenir parce que les conditions économiques sont difficiles, parce que le marché du travail ne correspond pas toujours à leurs aspirations ni à leur qualification, ils sont loin d'être dépourvus d'existence éthique et de volonté de progrès. En revanche, il est vrai que la philosophie contemporaine a tendance à ne leur proposer que les leçons d'un pessimisme déabusé : seule la connaissance du mal et de l'horreur serait un antidote contre la barbarie totalitaire, et il faudrait

apprendre d'abord à être antihumaniste pour avoir une chance de se construire un humanisme minimal.

— Mon discours est différent. Certes, le philosophe doit apprendre à se méfier des philosophies et encore plus des idéologies qui prétendent imposer le bonheur aux individus, aux peuples et aux nations. Mais il ne faut pas pour autant désarmer les âmes. S'il est indispensable d'éveiller la jeunesse à la critique des philosophies du bonheur, que ces philosophies soient religieuses ou matérialistes, il ne faut pas pour autant désarmer le nécessaire esprit critique en cynisme. Le pessimisme généralisé conduit inéluctablement à céder face au plus fort car là où tout vaufout, c'est la raison, ou plutôt la déraison, du plus fort qui l'emporte. Aux philosophies trompeuses du bonheur, il faut substituer non pas des philosophies du malheur mais une philosophie de la joie : joie de la vie, joie de la quête, joie de l'engagement éthique. Il faut rompre avec un moralisme triste, voire désespéré, pour construire une éthique joyeuse.

Propos recueillis par GILLES PARIS et ALAIN ROLLAT

Agrégé de philosophie, conseiller municipal sans étiquette d'Harblay (Val-d'Oise), M. Michel Barat assume depuis 1990 la charge de grand maître de la Grande Loge de France, deuxième obédience maçonnique française par ses effectifs après le Grand Orient de France (vingt mille membres répartis en quatre cent cinquante loges en métropole et outre-mer). Il s'y fait l'artisan d'une franc-maçonnerie spirituelle bien décidée à s'ouvrir davantage à l'extérieur, ainsi qu'en témoignent ses réponses à nos questions sur l'état de la société contemporaine et, en particulier, sur l'audience des thèmes véhiculés par le Front national.

— Votre obédience œuvre pour l'épanouissement des valeurs humanistes. Comment réagissez-vous, en tant que grand maître, ou en tant que citoyen, quand vous apprenez, par les sondages, qu'un Français sur trois se déclare d'accord avec les idées d'un parti qui se nourrit de démagogie, et de xénophobie ?

— Le sondage de la SOFRES paru dans votre journal du 25 octobre indique clairement qu'un tiers de la population française approuve les idées d'exclusion et les positions xénophobes, voire racistes, développées par l'extrême droite française. Certains se rassurent en constatant que le soutien apporté par les Français au parti qui développe et diffuse franchement, ou parfois subrepticement, de telles idées est bien plus faible. Je ne suis, pour ma part, pas rassuré par ce constat. Cela signifie, en effet, que ces idées et ces comportements ne sont plus le fait de quelques militants extrémistes mais que cette idéologie perverse a pénétré les consciences.

— Les francs-maçons français sont aujourd'hui obligés de se rappeler un passé qu'ils pensaient révolu, celui de l'Occupation, où ils furent, dans, poursuivis, emprisonnés et parfois déportés et tués. On entend de nouveau parler publiquement de complot judéo-maçonnique ! Il y a donc pour les maçons mais aussi pour tout citoyen qui a gardé mémoire de notre histoire encore récente un devoir de combattre intellectuellement et spirituellement ces positions pour réarmer les âmes et produire des antidotes contre ces intoxications ravissantes.

— L'origine de cette recrudescence des idéologies d'exclusion est à mes yeux l'ignorance et l'indifférence civique. Evitons donc la banalisation des thèmes xénophobes, antisémites ou racistes. Une institution comme la Grande Loge de France, qui affirme sa vocation spirituelle, doit, au oom de sa spiritualité, condamner publiquement et retour à de vieux démons. Il s'agit de repousser la tentation facile de l'incertitude et de l'optimisme béat qui pose que le pire ne peut jamais arriver. Mais il ne faut pas pour autant céder à celle de la diabolisation d'un chef de parti comme M. Le Pen car cela reviendrait à réduire le risque au destin personnel d'un homme politique, alors qu'il s'agit de combattre quotidiennement et sur tous les terrains la pénétration de cette idéologie dans les consciences, voire dans l'inconscient collectif de nos concitoyens et des Européens dans leur ensemble.

— Que révèle cette situation, selon vous, de l'état de la société française ? S'agit-il d'une crise de la démocratie ? N'est-ce pas l'échec du système de valeurs auquel vous participez ?

— Je suis tout d'abord persuadé qu'il ne s'agit pas seulement d'un

problème français mais d'une crise de la conscience européenne, qui doute de ses valeurs d'universalisme et de tolérance après être sortie meurtrie de l'époque colonialiste, où elle a cru exporter ses valeurs mais où elle s'est livrée, sans toujours s'en rendre compte, à l'exploitation du non-Européen tout en le faisant participer aux idées de liberté et de dignité humaines. L'Europe a découvert les effets pervers d'un système de valeurs que je persiste pourtant à penser juste. Ce sont bien ces valeurs que la franc-maçonnerie a promues depuis le dix-huitième siècle.

— Si la lucidité de la raison doit conduire à un pessimisme sain qui montre les insuffisances, et parfois la perversité, de leur mise en œuvre, ce pessimisme doit conduire à une critique de la politique menée pour les faire triompher, celle d'un eurocentrisme qui a ignoré les bouleversements qu'il a lui-même provoqués en contribuant les portes de la liberté et de la dignité pour tous mais en les refermant quand l'Europe s'en est effrayée, quand les pays colonisés l'ont prise au mot et quand elle n'a pas su ou pas pu créer durablement les conditions sociales et économiques de l'épanouissement de ces valeurs humanistes sur le sol où elles sont nées. C'est ainsi qu'un déchirement culturel semble aujourd'hui inhiber non seulement les intellectuels, quand ils osent encore revendiquer cette désignation, mais aussi les politiques.

« Un double devoir »

— Ce déchirement est celui qui oppose l'universalisme des Lumières, qui a promu l'idée d'une humanité digne et éduquée à elle-même à travers la diversité des cultures, et la revendication d'un droit à la différence né des acquis des sciences sociales et humaines. Pour sauver ce qu'on appelle l'humanisme, il faut faire son deuil d'un universalisme qui, s'imposant au mépris de la singularité des cultures, en leur diversité, est devenu totalitaire.

— Mais il ne faut pas pour autant céder à une pure revendication du droit à la différence, sans référence à un horizon universel, qui ne peut que déboucher sur des affrontements et des guerres internes ou externes. Il y a donc une acuité, voire une urgence, pour les Lumières, pour un universalisme concret qui se nourrit de la singularité des cultures. C'est à mes yeux l'idéal maçonnique qui aspire à construire un humanisme à prétention universelle par la conjonction des différences.

— Il n'est pas dans la tradition de la Grande Loge de France d'intervenir dans le débat de l'action politique. Pensez-vous qu'elle doive cependant le faire quand il s'agit de combattre de tels extrémismes ? Si oui, comment estimez-vous pouvoir le faire ?

— Il est vrai que la tradition de la Grande Loge de France est de ne pas intervenir dans le libre débat des forces politiques au sein de la République. Si elle le faisait, elle cesserait alors d'être un des rares lieux de rassemblement des hommes quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses. Mais son engagement spirituel, c'est-à-dire le pari qu'elle fait sur le sens de l'existence de l'homme, sur le sens du monde et sur la possibilité de construire une harmonie entre l'homme et le monde, lui impose une vocation à défendre les valeurs humanistes. C'est pourquoi elle réprovoque publiquement ces extrémismes. Ne revendiquant aucun pouvoir politique, elle se définit comme une autorité spirituelle et morale qui a pour mission, historiquement, de défendre la dignité humaine et donc de s'opposer à ce qui la nie.

« Combattre l'ignorance »

— Notre condamnation de l'extrême droite, tout comme de l'antimaçonisme, est une position éthique et spirituelle, et nullement politique. Dans une époque où les politiques souffrent d'un danger d'isolement ouvrant la porte à des aventures périlleuses pour l'homme et pour les hommes, les institutions spirituelles, dont la franc-maçonnerie, doivent s'élever contre cette pénétration des idées xénophobes et racistes.

— De plus, le grand maître a pour devoir de défendre l'ordre. Or ces idées sont celles qui ont conduit à l'interdiction et à la persécution des francs-maçons il y a cinquante et un ans avec les décrets antimaçonniques du gouvernement de Vichy.

LE BANQUIER QUI A DE TRÈS BONS RÉSULTATS TRAVAILLE POUR LES ÉCOLIERS DE SORGES.



Les performances du Crédit local sont reconnues. De fin 1988 à fin 1990, le total des prêts versés a progressé de 30,4 % et son bénéfice net consolidé de 26,5 %, atteignant près d'un milliard de francs.

Principal banquier des collectivités locales, le Crédit local finance la réalisation de projets urbains, d'équipements sportifs, d'écoles, de crèches, de réseaux de transports, etc.

En devenant actionnaire du Crédit local, votre intérêt est double : vous participez à l'amélioration de votre cadre de vie et vous investissez dans une entreprise solide et dynamique.

Un document de référence (N°COB R91-013 du 18 octobre 1991) est disponible sur simple demande auprès du Crédit local de France au 16 (1) 40.57.70.53.



CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les députés réclament un renforcement de la sécurité publique

M. Philippe Mercheu a demandé, mardi 29 octobre, la réserve du vote sur les crédits de son ministère. Ceux-ci s'élevaient à 69,891 milliards de francs, soit une progression de 2,88 % par rapport à la loi de finances initiale de 1991, et ils représentaient 4,54 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat. La plupart des députés ont demandé une augmentation du nombre de policiers afin de renforcer la sécurité publique.

L'examen du budget du ministère de l'Intérieur a été le prétexte de multiples variations sur les réalités, le sentiment et les fantasmes de l'insécurité. Devant un hémicycle occupé par moins de vingt députés, pour des crédits qui ont trait pourtant à des sujets aussi importants que la sécurité publique, les finances des collectivités locales et la sécurité civile, on a dû ainsi prêter l'oreille à des propos dont seule une bonne connaissance du milieu pouvait parfois permettre d'identifier la provenance.

«Ce qui exaspère nos concitoyens, c'est l'agression dans le métro, c'est le vol sur la voie publique, c'est l'arrachage du sac, c'est le retour dans un appartement cambriolé, c'est le vol répété de la voiture. Cette situation ne peut plus durer. Elle est d'autant plus difficilement vécue qu'elle s'accompagne d'un accroissement de la violence (...) imputable à des jeunes souvent d'origine étrangère».

Rite initiatique

Ce discours était-il celui de M. Marie-France Stirbois (non-inscrite, Euro-Lair, unique député du Front national)? Non, il s'agit là de déclarations de M. Henri Cuq, député des Yvelines et porte-parole, dans le domaine sécuritaire, du RPR.

«Dans ma circonscription, les bagarres, les agressions, les vols sont multipliés. Ils sont souvent le fait de jeunes mineurs, qui restent ingu-

nis du seul fait de leur âge». M. Cuq, encore? Eh bien, non! Cette fois, il s'agit de M. Stirbois, qui se plaint de dénoncer, avant d'être applaudi par les députés du RPR, les «hordes d'origine étrangère», les «bandes ethniques», les «voies magistralles» ou encore ces «soi-disant zoulous» pour lesquels «violenter une jeune fille blanche relève d'un véritable rite initiatique». Et de qui cette autre réclamation: «Au collège Paul-Cézanne, le drapeau français a été brûlé, et le drapeau marocain hissé»? M. Cuq ou M. Stirbois? De M. Cuq, et tout cela sans jamais provoquer la plus petite flamme, dans l'atmosphère générale.

Parkas et jupes-culottes

Le propos de M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis), premier orateur inscrit pour les questions au ministre, apparaît ensuite, du même coup, quelque peu insipide: «Je suis un élu de banlieue atteint par la terreur sécuritaire... Le Bronx est aux portes de Paris. C'est un appel de détresse, qui n'est ni de droite ni de gauche». Les députés ont la peur communicative. Il faut augmenter le nombre des policiers à Evreux, plaide M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), mais aussi à Nice, ajoute M. Rudy Salles (UDF, Alpes-Maritimes). Il faut tout au moins qu'il y en ait autant dans la grande couronne de Paris, demande M. Michel Besson (PS, Essonne), que dans la petite couronne, qui, elle-même, réclame d'en avoir autant qu'à Paris.

Il faut davantage de policiers. Or le projet de budget pour 1992 ne prévoit que six cents postes supplémentaires. «Deux cents créations d'emplois pour le personnel administratif, quatre cents postes pour les auxiliaires de la police (des appels du contingent), pas de création de poste de policiers actifs», précise M. Denise Cacheux (PS, Nord), rapporteur pour avis de la commission des lois pour le budget de la police. Avec le souci du concret qui le caractérise, le rapporteur s'est efforcé de rencontrer le plus grand nombre d'intéressés, du directeur général de la

police à l'Ilôtier des quartiers de banlieue. Aussi M. Cacheux ne comprend-elle plus lorsque «des députés de banlieue les dépenses publiques consacrées au service de la police ne plus se servir du Minut, ou à se servir moins du téléphone, quand elle ne leur interdit pas, purement et simplement, d'honorer leurs factures!». «Sans pour autant céder à un réflexe sécuritaire, la population a des besoins en matière de sécurité», insiste le député du Nord.

Dans une très longue réponse, qui tient lieu davantage d'un fastidieux compte rendu de mandat que d'un message clair, net et concis, adressé à la représentation nationale, M. Marchand précise alors que son projet sur la sécurité intérieure est prêt à être présenté en conseil des ministres.

Le secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, indique, de son côté, que, lors de la dernière lecture du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République, l'Assemblée nationale sera saisie de nouvelles dispositions permettant aux citoyens de connaître l'ensemble des indicateurs financiers de leur commune, afin d'éviter, autant que faire se peut, la réédition de certains sinistres financiers que nous avons eu à déplorer au cours de ces dernières mois. Le modèle pourrait en être les comptes consolidés d'un groupe d'entreprises, constitué par la société mère et ses diverses filiales.

Mais il n'y a rien à faire: l'intérieur, cette année, c'est la police, pour l'essentiel. Dans son souci de pousser jusqu'aux détails sa revue des commissariats, M. Cacheux jette, en batterie, une série de revendications: «Des parkas, des casques, pour les policiers qui travaillent en permanence dans les rues»; des cravates supplémentaires et des vestes appropriées pour les femmes-policiers. «Les jupes-culottes ne sont pas très pratiques», a-t-elle encore noté.

Puis, ultime question pour le ministre, qui promet d'y réfléchir: «Le ceinturon doit-il rester obligatoire pour les femmes enceintes?»

JEAN-LOUIS SAUX

COMMUNICATION

Les conséquences de la fusion d'Eurocom et de RSCG

L'agence Béliet s'oppose aux futurs licenciements

La création du nouveau groupe publicitaire résultant de la fusion Euro-RSCG (le Monde du 3 octobre) rend nécessaire la réorganisation des filiales au sein des deux anciennes entités, Eurocom et RSCG. Mais celle-ci n'a pas lieu sans heurts ni questions. Ainsi, la fusion de deux agences filiales d'Eurocom, HOMA et Béliet, annoncée vendredi 25 octobre au personnel de Béliet, a donné lieu à une motion votée à l'unanimité moins cinq voix par le personnel (290 salariés).

Dans cette motion, le personnel de Béliet - une des rares agences où existe un syndicat, en l'occurrence la CGT - a décidé d'un arrêt de travail de deux heures le jour même.

Le personnel, qui met en doute l'«opportunité» de cette fusion, s'est déclaré «indigné» par les licenciements qui devraient être annoncés au comité d'entreprise du mardi 29 octobre, et prêt «à mettre en œuvre tous les aspects légaux» pour s'y opposer. Déjà touchée par une première vague d'une soixantaine de licenciements avant sa fusion avec Eurocom, il y a un an, Béliet s'attend à une «charrette» d'une ampleur similaire.

Au sommet d'Euro-RSCG, la fusion a incité plusieurs dirigeants à démissionner, comme MM. André Azoulay, président de la branche «médias spécialisés», Jean de Yturbe, président du réseau international - tous deux ex-Eurocom - et Patrick Salomon,

président de RSCG-France. Chez RSCG justement, la seconde phase de la fusion a été bouclée avec l'injection de 500 millions de francs dans le capital du groupe, dont l'avance à hauteur de 300 millions de francs, tandis que la BNP et la banque Indosuez apportent 100 millions chacune.

Cette étape devrait permettre aux banques créancières du groupe publicitaire de Jacques Séguéla de respirer. Mais il faudra attendre le résultat, en novembre, de l'audit mené au sein de RSCG par le cabinet Arthur Andersen pour savoir si la dette présumée n'est pas supérieure à 1 milliard de francs.

Y. M. L.

«Machines à communiquer» à la Cité des sciences

Sponsors, grenouilles et néologisme

L'homme est un roseau pensant, disait Pascal. Le voilà enserré dans des réseaux pressants, si l'on en croit l'exposition qui se consacre jusqu'en juillet 1992 la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette aux «machines à communiquer».

Ces machines à communiquer, qui se jouent de l'espace et du temps, l'exposition les expose en trois moments, qui correspondent à autant d'attitudes possibles face aux technologies de la communication, cette «nouvelle religion» qui tend à se substituer à toutes les autres, comme le qualifie M. Lucien Sfez, commissaire général de l'exposition, professeur à l'université Paris-1 et ancien président du Conseil national de la communication audiovisuelle.

Considérer ces machines à distance comme des instruments utiles; réduire cette distance en nous considérant nous-mêmes comme machines organisées; être à un monde de machines; ou céder au mirage des réalités simulées, qui nous rendent quasiment autistes devant nos écrans: per didactisme, voilà le parcours offert. Mais l'ambition d'ensemble est plus vaste. Il s'agit bien d'inciter à la liberté devant ce déferlement, c'est-à-dire «rester conscient de ces trois attitudes, voire être capable de jouer entre elles», en quelque sorte inventer une «éthique» de la communication face à une idéologie qui prétend tout résoudre par la technique.

On trouve de tout dans le «mégas» du machinisme qui ouvre l'exposition. Téléphone, télévision, Minitel, vidéophone, etc. On peut voir, même toucher, ces produits d'un quotidien ou d'un futur proche. Vendeurs et prix en moins, bornes interac-

tives d'informations en plus, cet espace mérite son nom de mégas. Les sponsors n'ont pas lésiné sur l'étalage des produits et services: Alcatel, Apple, France Télécom, Mitra, Philips, Thomson... sont les gardiens de ce temple électronique un peu froid.

La «thématique de l'organisme», qui occupe le centre de l'exposition, est le corps par métaphore. Corps imité par les robots, exploré par l'imagerie médicale, corps incorporé de la cité dont les réseaux aident à gérer les flux de voitures ou d'informations boursières, plénitude enfin dont l'auscultation est perméable, ne sent-elle que pour la météo, la machine s'insère à un ensemble, rejoint ou remplace l'homme.

Javentaire d'un Ubu roi

Il est alors temps de consulter l'encyclopédie du tautisme, ce néologisme dû à M. Lucien Sfez qui mêle eudisme et tautologie. Neuf tubes d'acier géants surplombant des écrans pour l'ambiance, vingt-sept séquences quasi anthropologiques des dérangements de la communication qui défilent au choix sur ces écrans: des télé-évangélistes à la guerre du Golfe, cette encyclopédie-là recense la confusion, la saturation, l'insignifiance de la surcommunication, qui dégénère en mutisme ou en totalitarisme.

Assortis de citations variées, cet inventaire d'un Ubu roi des ondes n'est pas la seule intrusion de dévotion dans l'univers des machines. Une série d'artistes invités vont se succéder dans six galeries et deux ateliers. Grenouilles communicantes répondent aux stimuli de «modules acoustiques autonomes», robinet déclenché par

un appel téléphonique circulaire, «médiante artistique» qui consacre aussi une large place aux mondes virtuels, créés par ordinateur et dans lesquels l'observateur devient acteur.

Follement, le propos clairement critique est le bienvenu. Le triptyque qui la structure peut se lire à plusieurs niveaux, et donc plaire à plusieurs publics. On regrettera juste une ambiguïté, née précisément de ce triptyque trop contrasté. D'un côté, beaucoup de sponsors et leurs drôles de machines, mais peu d'idées. De l'autre, beaucoup d'idées, mais rassemblées sous le casque d'un seul «sponsoring» intellectuel.

Même large et riche, le concept de tautisme suffit-il à résumer l'ensemble des critiques de la communication? Quand un tiers d'une exposition est consacré à la vision de son commissaire général, quand «le film de cette exposition ou demeurent bien fait - n'intéresse qu'un théoricien, le même Lucien Sfez, on ne peut s'empêcher de penser que tautisme a des ressemblances communes avec autopromotion».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA
Cité des sciences et de l'industrie, porte de La Villette, jusqu'au 12 juillet 1992. Tous les jours de 10 heures à 18 heures sauf lundi. Informations: 40-05-80-00. Parallèlement à l'exposition est publié un livre, La Communication, sous la direction de Lucien Sfez. Une série de colloques et de conférences sont organisées (la première le 13 novembre à 17 heures, porte sur le disque compact interactif). Pour une vision plus historique de la problématique exposée, on se reportera avec profit à l'ouvrage Une histoire de la communication moderne, espace public et vie privée, de Patrick Flichy, que publie La Découverte (280 p., 145 F).

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

PROCHE-ORIENT : DE LA GUERRE A LA PAIX ?

Le Monde publie un numéro hors-série sur les grands dossiers du Proche-Orient: les incertitudes de l'après-guerre dans le Golfe, le sort des Kurdes, la situation au Liban, le conflit israélo-arabe. Outre ces points chauds, le Monde répertorie les situations à risques dans le contexte géopolitique de la région: le pétrole, l'armement, la pénurie d'eau, l'intégrisme islamique. Avec des photos qui ont fait date, de nombreuses cartes en couleur, et les meilleurs dessins parus dans le quotidien. Proche-Orient: de la guerre à la Paix? un numéro spécial de Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.

132 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

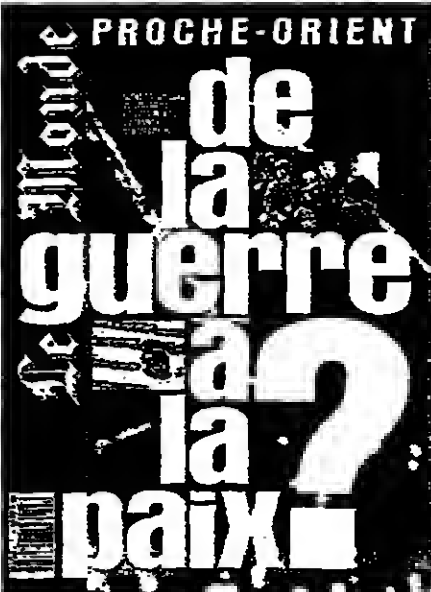
BON DE COMMANDE : PROCHE-ORIENT

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____
PAYS _____
FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : _____ X 50 F (port inclus) = _____ F
DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : _____ X 65 F (port inclus) = _____ F

Bulletin et règlement à retourner à :

Le Monde - Service ventes au numéro - 15, rue Falguère, 75001 PARIS CEDEX 15 - FRANCE.

1/4 LM



o Les soixante-quatre ans d'«El Universal». - Le plus ancien et le plus lu des quotidiens de Mexico. El Universal, vient de fêter son soixante-quatrième anniversaire en faisant l'acquisition d'une nouvelle rotative américaine Harris 1600.

Le Monde

Édité par le SAREL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lecoq, président
directeur de la publication
Bruno Fregat
directeur de la rédaction
Jacques Guif
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Anzibet
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
directeurs de la rédaction

Thomas Faron
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1958)
Jacques Fauvet (1958-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-45-25-25
Télécopieur 40-45-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : 40-50-30-10

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont LÉDOYEN à Paris, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-86

MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Cab. de la SCPA CHEVALIER-CHEVALIER/ANDRIER, BARADEZ du Barreau d'ÉVRY, 48, cours Blaise-Pascal, ÉVRY (91) Tél. : 64-97-11-11. VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'ÉVRY, rue des Mazères, MARDI 6 NOVEMBRE 1991, à 14 h.

PAVILLON D'HABIT. à STE-GENEVIEVE-DES-BOIS (91) 42 bis, boulevard Saint-Michel (avec TERRAIN) M. à P. : 150 000 F MARDI 5 NOV. 1991, de 10 h à 11 h.

هكذا من لامل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les attentats contre les foyers Sonacotra devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes

Les commanditaires occultes de Gilbert Hervochon

La cour d'assises des Alpes-Maritimes, spécialement composée de sept magistrats, siège depuis lundi 28 octobre, pour juger cinq hommes accusés d'avoir commis des actes de terrorisme inspirés par le racisme. Au cours d'un procès qui se poursuivra jusqu'au 7 novembre, Nicolas Gougé, quarante-trois ans, Philippe Lombardo, vingt-quatre ans, Georges Cesser, trente-deux ans, Serge Bayoni, trente-quatre ans, et Gilbert Hervochon, soixante-dix ans, répondront notamment d'assassinats commis en 1987 et 1988 lors de quatre attentats dont l'un, dirigé contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer, a fait un mort et quinze blessés le 19 décembre 1988.

NICE
de notre envoyé spécial

Gilbert Hervochon n'a pas voulu venir. Dans une lettre adressée au président, il explique pourquoi il a refusé d'être extrait de sa cellule. Le 28 octobre est un jour maudit. Selon la numérogie, le chiffre 10 est « très mauvais ». Or, la somme des ombres de la date donne dix, et octobre est le dixième mois. Enfin, « la lune est descendante », ce qui rend ce jour irrémédiablement néfaste. Donc, il ne viendra pas. La cour perd deux heures pour lui faire délivrer la sommation prévue par la loi, mais M. Hervochon est inflexible. Il viendra le lendemain, 29 octobre. Le résultat de l'audition est connu. C'est un bon chiffre.

Des soutiens parcourent la salle. On plaisante. On joue avec les chiffres. Hervochon a mis en avant un trait de sa personnalité : celui du féru de numérogie, adepte de spiritisme, passionné par toutes les formes d'ésotérisme.

On en oublie une autre addition : le 5 mai 1988, une charge explosive devant le local du siège du Parti communiste au Cannet, provoquant des dégâts matériels. Quelques minutes plus tard, un cocktail Molotov est jeté sous la voiture de M. Magagnoli, conseiller municipal communiste de la ville. Le 2 janvier 1987, une explosion détruit l'habitat d'un habitant de la commune de Cagnes-sur-Mer. Le 9 mai 1988, dans la même ville, une bombe explose au foyer Sonacotra, blessant quatre travailleurs immigrés. L'attentat est revendiqué par le « groupe jif Messiaha ». Cette même année, revendication a suivi un autre attentat, commis vers 3 h 30 du matin au foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer. Cette fois, deux bombes explosent successivement. Quinze travailleurs immigrés sont blessés, et M. Georges Cesser, de nationalité roumaine, est tué par des débris de bombes fabriqués avec des bouteilles de gaz.

Il ne s'agit plus là d'ésotérisme, et l'arsenal entassé devant la cour, comportant même un fusil mitrailleur, est bien réel. L'enquête, menée par Hervochon et Gougé, révèle que des membres du Parti nationaliste français et européen (PNFE), un groupuscule qui conteste le qualificatif de néonazi, alors que les uniformes, les rites, les opinions professées au nom de « la race blanche » sont directement inspirés de l'idéologie hitlérienne.

« Choisi pour ranimer la résistance »

Le 19 septembre 1989, M. Claude Cornilleau, président du PNFE, était inculpé d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Le 9 octobre 1989, le secrétaire général du PNFE, M. Francis Alouchery, et l'inspecteur Serge Lécuyer, secrétaire général de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), étaient inculpés de leur tour. Mais la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence décidait, le 23 janvier 1991, qu'ils devaient être écartés des poursuites.

Si, lors du procès du PNFE, tenu les 5 et 6 novembre 1988 au château de Corvière, près d'Orléans, Gougé avait fait un exposé sur les attentats, alors que Lécuyer avait insisté sur les méthodes des procédés destinés à déjouer les méthodes policières, la cour estimait, dans son arrêt, que ces éléments, « aussi circonstanciés soient-ils », ne permettaient pas de retenir une infraction pénale contre les responsables du PNFE et le policier. Enfin, tout en observant que « des propos vio- lents » contre les immigrés ont été tenus au congrès, les magistrats



considéraient que « ces excès verbaux » devaient être répliqués « dans le contexte particulier des réunions politiques ».

Seuls les cinq individus accusés d'avoir participé directement aux attentats sont donc poursuivis, mais l'audition des témoins permettra peut-être de savoir à quelle idéologie ils ont obéi, et quels sont ceux qui ont inspiré des attentats destinés à terroriser des immigrés. Pour l'heure, Hervochon, tout en

étant absent, offre l'image rassurante d'un vieil original. Son épouse, une Vietnamiennne, vient dire qu'il est « très doux ». C'est un « bricoleur », mais « il ne fabrique pas de bombes ». Enfin, « il n'est pas raciste, car il a une femme vietnamiennne ». M. Soler, ome médium », a fait du spiritisme avec Hervochon. Elle raconte comment, un soir, ils ont communiqué avec Moshe Dayan, qui leur aurait dit : « Nous avons choisi Gilbert

pour ranimer la résistance ». La défense insiste avec complaisance sur ces liaisons avec l'au-delà. A tel point que M. Patrick Quentin, conseiller de la Liéra, excédé, demande au médium si elle a communiqué avec le Roumain tué à Cagnes-sur-Mer.

Et l'audience bascule. Un psychologue vient dire que Hervochon a un coefficient intellectuel de 116, « normal fort », et qu'il est « maître de ses choix, maître de ses actes ». Il n'a d'ailleurs exprimé devant l'expert une défense plus structurée en lui confiant ses ressentiments contre Gougé : « Il m'a trahi, il a été dire que je faisais des bombes ».

Le docteur Jacques Leyrie, psychiatre, a reçu d'autres confidences d'Hervochon, qui lui a déclaré, à propos de Gougé : « C'est un cerveau d'ordinateur, aussi froid que je suis chaud. Il me fait porter le chapeau ». Volubile, il a abondamment expliqué ses expériences de spiritisme à l'expert, qui juge ce propos « fumeux ».

Pour le docteur Leyrie, il s'agit d'un « original », ou d'un « illuminé », mais certainement pas d'un malade. Il constate que son discours est étonnamment riche en « racisme pérorant ». Ainsi Hervochon lui a dit : « L'islam est une idéologie incompatible avec le code civil français », sans lui préciser que le propos semble manifestement emprunté à Mgr Lefebvre. Hervochon a ajouté : « Le Coran, c'est un Mein Kampf ». Ou donc a-t-il lu cela ?

MAURICE PEYROT

Un « délit imaginaire » à Grenoble

La chute de Louisa

GRENOBLE

de notre correspondant

M. Louis Zamour, quarante-cinq ans, militant de l'association SOS-Racisme, prétendait avoir été victime le 18 mars 1990, vers 5 h 30 du matin, d'une agression raciale alors qu'elle effectuait un jogging à proximité de son domicile. Elle disait avoir reçu plusieurs coups de matraque donnée par un homme dont le visage était dissimulé par un foulard bleu, blanc et rouge. Elle l'avait entendu ponctuer son action par ces mots : « Le premier de la part de M. Le Pen, le second pour SOS-Racisme, le troisième pour le PS » (le Monde des 28 mars et 8 juin 1990).

Hospitalisée pendant trois jours, M. Zamour porte plainte contre X... une semaine après les faits. Les personnalités locales de tous bords, dont le maire (en congé du RPR) de Grenoble, M. Alain Carignon, lui adressèrent des messages de sympathie. Quant au président de la République, il lui transmit une lettre d'encouragement.

A la suite de l'enquête de police et des investigations du juge d'instruction M. Vogt, ce dernier a prononcé une ordonnance de non-lieu dans laquelle

il décrit une réalité qu'il qualifie de « plus prosaïque » et il explique ainsi les motifs d'un « délit imaginaire ». En rentrant chez elle, après une diatribe avec son mari, Louisa Zamour, qui ne disposait pas des clés de son appartement, avait tenté d'escalader la façade de son immeuble. Elle fit alors une chute d'environ trois mètres et elle se blessa très sérieusement à la tête.

L'ordonnance du juge rappelle également que la plaignante avait, en 1982, déjà dénoncé une agression semblable, au cours d'une même séance matinale, dont le mobile aurait été sexuel. L'enquête avait alors révélé le caractère fantasmatique de sa plainte et mis en évidence sa personnalité mythomane, affirme le magistrat. Celui-ci ne pas souhaité, compte tenu des « troubles évidents de la personnalité de M. Zamour, exacerbés par l'intoxication médiatique » qui aggrave le débat engagé sur le thème du racisme à l'époque des faits », tirer les conséquences juridiques de ce second « délit imaginaire ». Il a donc renoncé à requérir l'inculpation de la partie civile pour outrage à magistrat.

CLAUDE FRANCILLON

MÉDECINE

Après de nouvelles propositions du ministre de la santé

Les infirmières continuent leur mouvement

Le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, a proposé aux neuf organisations syndicales et professionnelles des infirmières un projet de protocole d'accord qu'elles ont jugé insuffisant. Les manifestations de mécontentement se poursuivent, la Fédération santé de la CFDT a décidé de lancer une opération « hôpital bloqué » dans une certaine d'établissements, le 5 novembre. La Coordination nationale infirmière prévoit, pour sa part, une journée de mobilisation, à cette même date. Enfin, la Fédération Coordonnerassembler-construire (CRC), qui n'est pas invitée aux négociations, a appelé à une manifestation nationale le jeudi 7 novembre.

Toutefois pas d'accord, en dépit d'une nouvelle nuit de négociations entre les neuf organisations syndicales et professionnelles représentatives du personnel soignant et le ministre de la santé, M. Bruno Durieux. Après avoir proposé un vain projet de protocole d'accord, M. Durieux a proposé mardi 29 octobre, à 4 heures du matin aux organisations un délai de réflexion « afin que chacun puisse apprécier dans un esprit responsable et constructif, les avancées très importantes que ce protocole contient en faveur des infirmières et des aides-soignantes ».

Les mesures visant à alléger la charge du travail soignant prévoient une réduction de la durée du travail de nuit à 35 heures par semaine avec la création, sur trois ans, de 4000 emplois d'infirmières et d'aides-soignantes pour compenser la diminution du travail de nuit et de 1500 postes pour « satisfaire les besoins les plus urgents ». Les besoins à 36 heures seront réalisés au plus tard dans les 18 mois à compter du 1^{er} janvier 1992 et à 35 heures au plus tard le 31 décembre 1994.

Une deuxième série de mesures visant à mieux prendre en compte les contraintes propres aux infirmières et aides-soignantes prévoit « l'élaboration d'un décret organisant les services à domicile sur la base du volontariat ». La rémunération de l'astreinte serait fixée à 180 francs pour une durée de 12 heures. L'indemnisation des dimanches et jours fériés s'effectuerait sur une base trimestrielle de 200 francs du 1^{er} au 7^{er} dimanche ou jour férié travaillé et à

400 francs à partir du 8^e jour. Les mesures visant à améliorer le recrutement des personnels soignants prévoient un relèvement des quotas d'élèves infirmiers ainsi que l'extension des allocations d'études aux élèves-infirmiers et étudiants des régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. En 1992, le quota d'élèves serait fixé à 17 200 soit 2 200 de plus qu'en 1991. L'accès des aides-soignantes et des agents de services hospitaliers à la profession d'infirmière serait favorisé avec un objectif de 25 % de recrutements ouverts à ces personnels dans un délai maximum de cinq ans. La reprise d'ancienneté des infirmières et aides-soignantes ayant exercé dans un établissement de soins publics ou privés serait fixée à 100 % lors du recrutement dans un établissement public. Le travail à temps partiel serait favorisé par une répartition, non plus uniquement sur la semaine, mais sur toute l'année.

Une quatrième série de mesures portait sur l'amélioration des perspectives de carrière. Une nouvelle fonction serait créée, celle d'infirmière clinicienne. Elle permettrait d'accéder au grade de cadre infirmier réservé jusqu'aux auxiliaires et aux enseignants, et par le biais des concours sur titre, à la catégorie A. « Les infirmières cliniciennes exerceraient des compétences spécifiques par rapport à des pathologies, des populations soignées, et certains secteurs d'activité », précise le ministre. Par ailleurs, les surveillantes bénéficieraient d'une prime d'encadrement de 400 francs par mois, et l'asoc au grade de surveillant-chef (600 francs de prime) serait facilité par l'accroissement du nombre de postes offerts (2 500 postes).

Enfin, une enveloppe de 150 millions de francs serait débiquée afin d'améliorer les conditions d'exercice professionnel en milieu hospitalier sous la forme de contrats décentralisés entre l'Etat et les établissements publics de santé. « On note une avancée importante, notamment sur la réduction du temps de travail de nuit, a estimé M. Marie-Odile Sasso, de la CFDT. Mais ce projet comporte beaucoup d'insuffisances. Il faut une meilleure évaluation des effectifs et une amélioration de la carrière des aides-soignantes ». M. Bernard Desormière, de la CGT-santé, a qualifié ces propositions de « irresponsables ». FO réclame, pour sa part, l'ouverture de négociations sur la rémunération des personnels infirmiers, tout en soulignant l'existence de « points positifs » dans le protocole.

M. L.

Contestant les délais imposés par le tribunal administratif de Paris

Un hémophile atteint du sida poursuit la France devant la Cour européenne des droits de l'homme

Réalisée à la demande de la commission européenne des droits de l'homme (Conseil de l'Europe), la première tentative de règlement à l'amiable entre l'Etat français et un hémophile contaminé par le virus du sida a échoué. La commission ayant estimé par treize voix contre deux qu'en l'espèce la France avait violé la convention de sauvegarde des droits de l'homme, et des libertés fondamentales, l'affaire arrive aujourd'hui devant la Cour européenne des droits de l'homme, qui l'examinera en janvier prochain.

L'affaire « B. contre France » — qui, pour des raisons techniques, deviendra « X... contre France » — concerne un hémophile français âgé de vingt-huit ans, sans activité professionnelle, aujourd'hui atteint du sida. Ce malade avait subi, entre septembre 1984 et janvier 1985, plusieurs transfusions sanguines à l'hôpital Saint-Antoine de Paris. La découverte de sa séropositivité date de juin 1985. En 1989, il formulait une demande d'indemnisation auprès du ministère de la solidarité, de la santé et des affaires sociales, estimant que sa contamination était due à des retards fautifs de l'administration française quant à la réglementation

des produits sanguins. Devant le rejet — formulé par le professeur Jean François Girard, directeur général de la santé — de cette demande, une requête fut déposée le 30 mai 1990 devant le tribunal administratif de Paris. C'est pour protester contre les très longs délais — en l'espèce à son état de santé — imposés par cette juridiction (le ministre devait pour sa part demander une expertise visant notamment à préciser les « circonstances de survenue » du dommage subi) que M. B. avait saisi en février dernier la commission européenne des droits de l'homme.

Cette commission déclarait recevable la requête en juillet dernier (le Monde du 31 juillet) puis tentait d'obtenir un règlement à l'amiable entre l'Etat français et M. B. défendu par M. Evlyne Lasserre, du barreau de Paris (le Monde du 14 septembre). Cette tentative — dont les termes, financiers ou autres, n'ont pas été rendus publics — a donc échoué. La commission européenne par treize voix contre deux (celles des représentants français et espagnols), estimait que la France avait, en l'espèce, violé l'article 6 de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1).

Le dossier des lors devait être rapidement transmis au conseil des ministres. Il arrive aujourd'hui devant la Cour européenne des

droits de l'homme. On précise à Strasbourg que, compte tenu des caractéristiques de ce dossier, les procédures seront accélérées, l'audience publique étant, semble-t-il, déjà programmée pour le 22 janvier prochain. Compte tenu des dernières déclarations de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, sur la nécessité urgente d'indemniser les hémophiles et les polytransfusés contaminés par le virus du sida, compte tenu aussi du très grand nombre de plaintes déposées sur ce thème devant les tribunaux administratifs (2), l'affaire « B. contre France » est suivie avec le plus vif intérêt tant par les milieux politiques et judiciaires que par les associations de malades et les assureurs.

JEAN-YVES NAU

Le Sénat souhaite créer une mission d'information sur la transfusion

M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (RI) des Hauts-de-Seine, a annoncé lundi 28 octobre au palais du Luxembourg que la commission sénatoriale des affaires sociales allait demander incessamment la création d'une mission d'information sur l'affaire de la transfusion sanguine. Selon M. Fourcade, cela devrait permettre au Parlement d'être mieux informé, plutôt que de s'en tenir aux règlements de comptes médiatiques.

Pour sa part, le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé et inculpé dans l'affaire de la contamination des hémophiles par le

virus du sida, a « protesté » lundi 28 octobre sur la Cinq, « contre les paroles qui [lui] ont été prêtées et les titres faussés qu'on a vus dans un quotidien [du matin] ». Le docteur Netter faisait allusion au titre de son livre paru le 28 octobre « Netter : le docteur Garretta a menti » (le Monde du 29 octobre). « Je ne dis pas que le docteur Garretta ment », devait ajouter le docteur Netter, précisant en substance que c'était à la justice de déterminer si oui ou non l'ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine, lui aussi inculpé dans cette affaire,

avait refusé de fournir des produits antihémophiles chauffés à des médecins qui en faisaient la demande. L'avocat du docteur Netter, M. Charles Komar, nous a d'ailleurs précisé que son client avait demandé un droit de réponse au Figaro. Enfin, M. Jean-Marie Le Pen, au Club de la presse d'Europa 1, a estimé le 28 octobre, à propos de cette affaire, que c'est à M. Laurent Fabius de démontrer qu'il a été induit en erreur par les spécialistes ». « C'est possible, cela dégagea peut-être sa responsabilité », a ajouté M. Le Pen qui a également estimé qu'il y a eu « crime contre l'humanité ».

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

En 1992

La France réduira ses investissements nucléaires

L'an prochain, la France va réduire de plus de 3 % par rapport à 1991 la part des crédits qu'elle consacre à ses investissements nucléaires dans le domaine militaire. Cette décision est inscrite dans le projet de budget de la défense pour 1992, qui sera soumis aux députés le 13 novembre. Elle marque, selon le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, « une rupture avec la tendance des années antérieures ».

En 1991, la France a consacré à ses forces nucléaires, toutes catégories confondues, pas moins de 42,9 milliards de francs (crédits de fonctionnement et crédits d'équipement réunis), soit 22,1 % de son budget de la défense pour 5,8 % des effectifs militaires.

C'est dans le secteur des dépenses d'équipement (études, essais et production en série des

matériels) que cette baisse des crédits de paiement apparaît pour 1992 à hauteur de 3,28 %.

Officiellement, cette initiative est présentée par le ministre de la défense comme la conséquence de ce qu'il a appelé « la reconstitution de la situation stratégique en Europe ». Elle concerne autant l'arsenal des armes stratégiques — même si les sous-marins nucléaires lance-missiles semblent moins concernés — que la panoplie des armes préstratégiques.

Pour l'essentiel, cette diminution de l'effort nucléaire de la France est liée à la double décision, cet été, d'arrêter le projet de missile stratégique sol-sol S-45 de longue portée (6 000 kilomètres) et de ne pas déployer les missiles préstratégiques Hades de moyenne portée (480 kilomètres).

A un rythme ralenti

Mais on notera également que le projet de budget pour 1992 inclut une double diminution de la subvention des armées au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et des crédits de la direction des centres d'expérimentations nucléaires (DIRCEN) dans le Pacifique. Ces deux organismes sont chargés de la mise au point, des essais et de la production en série des armes nucléaires. La diminution de leurs crédits peut s'expliquer par l'interruption des deux programmes S-45 et Hades, mais elle préjuge aussi une baisse du nombre des expériences nucléaires, qui passeraient de six à quatre par an.

M. Joxe a tenu récemment à indiquer à des sénateurs que « la composante océanique stratégique (les sous-marins nucléaires lance-

missiles et le programme d'un nouveau missile mer-sol M-5) continuera de bénéficier en 1992 d'un effort soutenu ».

Depuis la retraite du Redoutable, la France océanique stratégique (FOST) aligne actuellement cinq sous-marins lance-missiles, avec à leur bord des missiles M-4 à têtes multiples. Ce n'est qu'au début de 1995 que la France devrait retrouver une flotte de six sous-marins stratégiques, avec l'entrée en service du Triomphant porteur de missiles M-45 rendus plus furtifs que le M-4. Entre 1995 et 1997, cette force restera dans cette composition-là. En juillet 1997 devrait entrer en service le Téméraire, sur le modèle du Triomphant. Mais à cette même date aura disparu l'un des plus anciens parmi les cinq sous-marins qui sont, aujourd'hui, dans le cycle des patrouilles opérationnelles et qui, en tout état de cause, ne seront pas armés des missiles M-45 du Triomphant.

Si la FOST conserve sa priorité dans l'ordre de la dissuasion, le gouvernement a néanmoins admis le principe d'un certain glissement du programme des sous-marins dits de nouvelle génération. A l'origine, le renouvellement de la flotte était conçu pour s'effectuer en rythme d'un bâtiment mis en service tous les vingt-quatre mois. Ce programme, en réalité, serait modifié, à raison d'un tous les trente mois, et il n'est pas prévu de remplacer nombre pour nombre les unités retirées en raison de leur âge. De sorte que le parc de la FOST demeurerait limité, en finale, à cinq sous-marins.

JACQUES ISNARD

POLICE

Tensions entre services dans la lutte antiterroriste au Pays basque

La gendarmerie devrait reprendre les enquêtes sur Iparretarrak

BAYONNE

de notre correspondant

Les récentes déclarations de M. Charles Saenz, ancien commandant de gendarmerie, au quotidien *Sud-Ouest*, dans lesquelles il affirmait que « depuis plus d'un an la gendarmerie est complètement sur la touche » de la lutte antiterroriste en Pays basque, et particulièrement la lutte contre l'organisation clandestine Iparretarrak (IK), ont porté sur la place publique l'existence de tensions entre policiers et gendarmes engagés contre ETA et IK dans le sud-ouest de la France. Les propos de celui qui fut notamment l'auteur de l'arrestation de Philippe Bidart, l'un des principaux fondateurs d'IK, sont considérés par certains policiers « comme une opération médiatique téléguidée des gendarmes ».

La renaissance d'IK — une quarantaine d'attentats ou de tentatives depuis le début de l'année — a été pour les gendarmes et les policiers une source de tensions, avec le fait que « seules » une dizaine de ces affaires ont été confiées à la gendarmerie par la justice pour enquête. Autant dire que cette combinaison de facteurs a fini par accablée aux yeux des gendarmes la thèse d'un certain favoritisme à l'endroit de la police judiciaire de la part des juges instructeurs, mais aussi de la part de M. Roger Bosté, le responsable de la coordination antiterroriste basée à Pau.

Convaincu que les déclarations de M. Saenz « gênent les gen-

darmes qui sont en activité », le commissaire Roger Bosté assure que la gendarmerie « n'est ni frustrée ni démotivée et personne ne met en doute sa capacité à participer activement à la lutte antiterroriste ». M. Bosté, lors de la dernière réunion de coordination des services, a rassuré les gendarmes des Pyrénées Atlantiques en leur exprimant « sa totale confiance ».

Mais le commandant a voulu surtout muscler les rumeurs de prétendu favoritisme envers la PJ, rumeurs d'autant plus tenaces que M. Bosté est un ancien de la police judiciaire. « Tous les services de police et de gendarmerie, en ce qui concerne la coordination antiterroriste, sont égaux : je ne fais aucune différence, je ne pratique aucun privilège et chacun a sa part dans cette lutte contre les organisations terroristes », assure le commissaire.

Quant à la « distribution » des affaires sur lesquelles enquêter, « elle relève de l'autorité des magistrats ». Si la centralisation des dossiers basques au parquet de Paris n'est pas remise en cause, en revanche « les cadres technico-juridiques évoluent et trouveront des formules de nature à satisfaire les souhaits de la gendarmerie : une réflexion est conduite en ce sens par les magistrats ». En clair, la gendarmerie devrait prochainement récupérer la grosse part des dossiers d'attentats commis par IK conformément à une sorte de « partage des eaux » traditionnel en Pays basque : IK à la gendarmerie, ETA aux services de police.

PATRICK BUSQUET

Le président de Matra demande un assouplissement du contrôle des ventes d'armes

Devant les députés de la commission de la défense au Palais-Bourbon, le président du groupe Matra, M. Jean-Luc Lagardère, a demandé, lundi 28 octobre, que les règles de contrôle des exportations d'armes soient assouplies au stade de la prospection de la clientèle. Ces règles sont celles de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), qui réunit les représentants des administrations sous l'autorité du premier ministre.

« Les règles strictes de la CIEEMG », a expliqué le président de Matra qui connaît des systèmes d'armes, notamment des missiles, sont contraignantes pour tous les industriels qui assument leurs responsabilités. Celles concernant la prospection pourraient être assouplies afin que les industriels français soient présents sur les marchés concurrentiels ».

M. Lagardère a évoqué, à ce propos, l'exemple de Taiwan où le gouvernement n'autorise aucune prospection. L'accord récent sur l'acquisition de six frégates françaises par Taïwan en est un autre exemple commercial qui — contrairement à l'usage — n'a été précédé d'aucun protocole intergouvernemental.

En France, un contrat d'armes nécessite, au moins, trois autorisations préalables de l'Etat : la prospection, la négociation et la réalisation finale. La CIEEMG examine chaque mois environ cinq cents dossiers. Un arrêté, à l'étude depuis plusieurs mois (le *Monde* du 18 avril) mais non signé à ce jour, propose que l'autorisation gouvernementale ne soit plus nécessaire pour aller prospecter les clients à l'étranger.

SPORTS

TENNIS : l'Open de Paris

Loin de la magie de Roland-Garros

Avant l'entrée en compétition des têtes de série exemptées du premier tour, les organisateurs du sixième Open de Paris avaient mis en vedette les « vieilles gloires » du tennis pour la soirée d'ouverture. L'Américain Jimmy Connors et le double français Yannick Noah-Henri Leconte se sont ainsi qualifiés, lundi 28 octobre, pour la deuxième tour.

Avec 2 millions de dollars de prix, dont 270 000 (1 565 000 francs) au vainqueur, l'Open de Paris a beau être le tournoi le plus richement doté de l'ATP Tour, le circuit organisé par l'Association des professionnels, l'argent ne lui permettra jamais d'acquiescer la magie de Roland-Garros et des tournois du Grand Chelem.

Ainsi les spectateurs accourus en grand nombre au Palais omnisports de Paris-Bercy dès le lundi d'ouverture gardaient en mémoire les somptueux affrontements entre Jimmy Connors et Ronald Agénor quelques mois plus tôt sur le central de la porte d'Auteuil avec deux premiers sets gagnés par l'Américain, battant et rugissant sur tous les points, puis son effacement à priori inexorable sous le poids des ans et, enfin, son invraisemblable résurrection dans le cinquième set disputé par une lumière crépusculaire.

C'est deux jours plus tard, au soir d'un autre de ces chocs d'anthologie où, épuisé par la fatigue, il avait dû abandonner contre son compatriote Michael Chang à l'attaque du cinquième set, que Jimmy Connors, pur produit du hamburger et du Coca-Cola, avait, sur les conseils de Bill Norris, kinésithérapeute de l'ATP, juré de renouer à ces deux valeurs ontes

de la société américaine et d'opter, au seuil de la quarantaine, pour un régime (eau et boissons régénérantes, poisson, poulet ou pâtes) enfin adapté à son activité sportive.

Ce régime qui lui avait permis de vivre un inoubliable été indien à Flushing Meadows où seul Jim Courier, le jeune champion de Roland-Garros, avait pu le stopper en demi-finale, ne lui fut pas d'un grand secours à Bercy. La revanche attendue entre Jimmy Connors et Ronald Agénor avait la fâcheuse particularité de composer le menu quotidien du circuit professionnel. Les conditions de jeu en salle (pas d'intempéries ni de faux rebonds à redouter), la concentration des meilleurs joueurs dans des tableaux réduits, devaient a priori multiplier les rencontres au sommet, or, ce n'est que trop rarement le cas.

Le court de récréation

Alors que les tournois du Grand Chelem donnent généralement aux vedettes le temps de s'imprégner de leur ambiance spécifique, de trouver leurs marques sur les courts pour une montée en puissance progressive de leur jeu, Jimmy Connors et Ronald Agénor, donnaient lundi l'impression d'être des paladins de dernière heure à Bercy. L'Américain n'a jamais eu à forcer la cadence pour conclure les points avec ces diagonales extrêmes dont il a le secret. A peine entamés, la majorité des échanges étaient interrompus par des fautes directes de l'un ou l'autre des acteurs. Un peu plus d'agressivité chez Connors et deux belles contestations sur des points importants pour Agénor suffiraient pour faire basculer le match à l'avantage de l'Américain (5-7, 6-4, 6-2) qui retrouvera au deuxième tour Jim Courier, son bourreau à

Flushing Meadow. Venu pour vibrer au spectacle des « vieilles gloires », le public n'avait pas été plus gâté en début de soirée par Yannick Noah et Henri Leconte.

En d'autres temps, les deux joueurs auraient sans doute transpiré Barry en court de récréation. Mais la proximité de la finale de la Coupe Davis, fin novembre à Lyon et la perspective inespérée il y a quelques semaines de reconstruire un double déjà aligné huit ans plus tôt à Grenoble dans une autre finale contre les Américains, avaient changé l'état d'esprit des deux Français.

Contractés comme deux débutants après une saison passée le plus souvent loin des courts, les deux vétérans du tennis français se sont montrés plus appliqués que brillants pour venir à bout de la paire australienne composée de Wally Masur et Mark Kratzmann (7-5, 7-6). Or les jours leur sont désormais comptés pour digérer tout le travail de fond accompli ces dernières semaines à l'entraînement et retrouver toutes leurs sensations de champions.

GÉRARD ALBOUY

Résultats du lundi 28 octobre

(Premier tour)

Stoltenberg (Aut) b. Mancini (Arg) 3-6, 7-5, 7-6; Masur (Aut) b. Stubb (All) 7-6, 4-6, 6-4; Charkasov (URSS) b. Rosenberg (EU) 6-4, 7-5; P. McEnroe (EU) b. Jaki (Arg) 6-3, 7-6; Camporese (Ita) b. Champion (Fra) 7-6, 1-6, 6-4; Connors (EU) b. Agénor (Ita) 5-7, 6-4, 6-2; Washington b. Woodbridge (Aus) 7-6, 6-2; Svensson (Sui) b. Krajcek (PB) 6-3, 6-2; Skoff (Aut) b. Siemerink (PB) 6-2, 0-6, 6-4; A. Boesch (Fra) b. A. Chesnokov (URSS) 6-4, 6-2.

FOOTBALL : victime d'une « agression » à Saint-Etienne

Jean-Pierre Papin au centre d'une polémique

Jean-Pierre Papin est un grand joueur de football. Mais serait-il aussi un acteur d'exception ? Deux médecins stéphanois en sont convaincus. Ils accusent l'avant-centre de l'Olympique de Marseille d'avoir simulé un évanouissement après avoir reçu une balle de balle sur la tête, une heure et demie avant le match Saint-Etienne - OM du 19 octobre au stade Geoffroy-Guichard (le *Monde* du 22 octobre).

A l'arrivée de l'équipe marseillaise devant la porte d'accès aux vestiaires, le capitaine de l'OM avait reçu la projection d'une balle de balle sur la tête, d'autant plus que la balle en question l'aurait heurté à l'épaule et non à la tête. Un policier présent ce soir-là au côté du joueur aurait confirmé cette version des faits à ses supérieurs. Seul un examen détaillé des images de télévision permettrait d'en avoir le cœur net.

Mardi 29 octobre, dans les colonnes de l'Équipe, le responsable du SAMU de Saint-Etienne, le docteur Jean-Claude Bartrand s'insurgeait : « Ce soir-là, Papin n'avait rien du tout ». Quant au docteur Guy Demontel, médecin du club stéphanois qui avait pu examiner le joueur le soir du match, il certifiait : « Il ne présentait aucune lésion ». Jean-Pierre Papin, lui, se dit « écorché » par ces accusations. Mais les rumeurs qui cir-

culent dans le football français depuis le soir stéphanois laissent pressager une telle polémique. Plusieurs questions restent en effet en suspens. La première : il ne s'agissait pas d'une balle, comme la balle de l'assureur aujourd'hui, mais d'une balle, autrement dit un objet beaucoup plus léger ; plusieurs témoins assurent qu'elle était ouverte et probablement vide.

L'intérêt de l'OM

Un athlète aussi robuste pouvait-il être ébattu par un tel « choc » ? Les médecins en doutent, d'autant plus que la balle en question l'aurait heurté à l'épaule et non à la tête. Un policier présent ce soir-là au côté du joueur aurait confirmé cette version des faits à ses supérieurs. Seul un examen détaillé des images de télévision permettrait d'en avoir le cœur net.

Des journalistes de TF1 ont filmé la scène, diffusée lors de l'émission « Télé Foot ». Mais les images n'ont pas été analysées dans le détail, avec des ralentis et des gros plans rapprochés sur le point d'impact. Selon nos informations, les images, à condition d'être disséquées, pourraient montrer que la balle a touché l'épaule gauche du joueur. Mais les mêmes images

révéleraient ensuite un Jean-Pierre Papin livide, en état de choc. Dans un sens comme dans l'autre, le doute reste donc permis. Autre question sans réponse : pourquoi le capitaine de l'OM n'a-t-il toujours pas porté plainte ? Le gardien stéphanois Joseph-Antoine Bell, victime, le même soir, d'une autre agression (une pierre sur le pommette droite) a porté plainte, le 22 octobre. Ni Papin, ni son avocat, ni le club marseillais ne se sont encore manifestés.

De même, pourquoi, dans un premier temps, les dirigeants marseillais et leur joueur se sont-ils enfermés dans les vestiaires, refusant que le médecin de permanence, le docteur Demontel, examine le joueur ? Tant de mystère, en cas d'urgence, n'avait pas lieu d'être. Il reste enfin à savoir quel pouvait être l'intérêt de l'OM et de Jean-Pierre Papin à simuler un évanouissement ? Les hypothèses sont multiples et invérifiables : tenter de faire rejouer le match en cas de défaite ; gêner le président stéphanois André Laurent que Bernard Tapie, président de l'OM, n'apprécie guère... La commission sportive de la Ligue nationale de football aura la lourde tâche, jeudi 7 novembre, de faire le tri entre les faits et les rumeurs.

PHILIPPE BROUSSARD

Dangers

LA DANSE C'EST UNE DÉCLARATION D'AMOUR

SEINE SAINT-DENIS • RENCONTRES CHOREGRAPHIQUES INTERNATIONALES DE BAGNOLET • DU 9 AU 19 JUIN 92

ALLEMAGNE ARGENTINE AUTRICHE BELGIQUE BRÉSIL CANADA CONGO CUBA ÉGYPTE ESPAGNE ÉTATS-UNIS FINLANDE

Président du Jury 1992: Ushio Amagatsu (Japon)

FRANCE GRANDE-BRETAGNE GRÈCE HONGRIE INDE ISRAËL ITALIE JAPON LUXEMBOURG

MEXIQUE PAYS-BAS PORTUGAL ROUMANIE SUÈDE SUISSE TAÏWAN TUNISIE YOUGO-SLAVIE

Seine Saint-Denis Conseil Général

هكذا من لامل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Le sang impur

En dépit de nombreux progrès, l'utilisation thérapeutique du sang humain, liquide biologique, ne peut être dénuée de risque. Pourquoi vouloir l'ignorer ou, pis, le cacher ?

Il y a quelques jours, nous avons publié dans ces colonnes (*Le Monde* du 22 octobre) un article mettant en lumière les risques infectieux inhérents aux transfusions sanguines pratiquées ces dix dernières années en France. Sans en contester le « sérieux », M. Jean-Louis Bianco, ministre des Affaires sociales et de l'Intégration, devait, au lendemain de cette publication, critiquer publiquement – à la tribune de l'Assemblée nationale – le titre et la présentation de cet article (1). M. Bianco demandait alors « aux responsables, directeurs de publication, journalistes et hommes politiques, de ne plus diffuser [sur cette question] de nouvelles alarmistes » (*Le Monde* du 24 octobre). Doit-on en conclure que l'exposé détaillé des risques post-transfusionnels et leur traduction chiffrée et rétrospective n'aurait pas aujourd'hui leur place dans les colonnes de la presse d'information générale ? On n'ose l'imaginer (2).

Quoi qu'en pensent certains responsables politiques, le risque infectieux post-transfusionnel existe ; plus qu'à vouloir cacher ce qui se dissimule ou en minimiser la fréquence, on gagnerait à exposer publiquement de quoi il retourne. En dépit des notables efforts entrepris pour réduire ce risque, et la part – sans doute incompressible – du danger inhérent à l'usage thérapeutique de ce liquide biologique, offert chaque année en France par des millions de donneurs bénévoles, le sang est une substance indispensable, très souvent salvatrice, parfois dangereuse, quelquefois mortelle.

De grandes divergences existent aujourd'hui quant aux estimations sur la véritable fréquence des hépatites B survenant après les transfusions sanguines pratiquées durant les années 80. Contrairement aux chiffres fournis aujourd'hui par les spécialistes (voir l'article page 17), le docteur Michel Garretta, alors directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), dans une note datée du 11 août 1989 adressée au ministère de la Santé, estimait ce chiffre à près de neuf mille cas par an. Comment expliquer de tels écarts ? Il est clair que l'on manque ici, vingt ans après la mise en œuvre de ce dépistage, d'études prospectives permettant un véritable suivi à l'échelon national de cette indispensable et coûteuse mesure de prévention.

D'un point de vue quantitatif,

l'important ne concerne plus vraiment l'hépatite B. L'identification de l'hépatite A et le dépistage systématique des marqueurs biologiques de l'hépatite B ont en effet mis en lumière l'existence – beaucoup plus fréquente qu'on ne l'imaginait – d'un autre type d'hépatite post-transfusionnelle dénommée, par exclusion, hépatite virale non-A non-B. Cette pathologie fut reconnue comme une entité en 1973. Faut-il alors pouvoir la rattacher à un virus connu, on décida en 1988 de prendre des mesures indirectes de dépistage chez tous les donneurs de sang en dosant une enzyme (l'ALT ou alanine aminotransférase) et en recherchant la présence d'un autre marqueur de l'hépatite B : les anticorps anti-HBc. On pensait ainsi réduire 60 % du risque infectieux, ces mesures conduisant par ailleurs à une réduction en volume de 7,5 % des dons utilisables.

Un nouveau virus (baptisé C) fut par la suite rapidement identifié grâce aux techniques de biologie moléculaire (*Le Monde* du 21 avril et du 30 novembre 1989). Après un rapide travail d'évaluation, le test de dépistage des anticorps dirigés contre le virus C fut en France instauré chez l'ensemble des donneurs de sang dès le 1^{er} mars 1990 (*Le Monde* du 24 février 1990). Cette année-là, 14 000 donneurs de sang furent trouvés porteurs de ce virus ; leur don ne pouvait, de ce fait, être utilisé.

Opinions divergentes

Plusieurs travaux prospectifs, menés notamment par le docteur Françoise Lunel-Fabiani (hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris), permettent de penser que l'on est passé pour les hépatites C post-transfusionnelles d'un risque de plus de 5 % (avant 1988) à 2 % environ (entre 1988 et 1990) et à moins de 1 % aujourd'hui. Ce progrès, pour remarquable qu'il soit, ne doit toutefois pas masquer les principales questions qui sont aujourd'hui posées. Plusieurs éléments laissent en effet penser que le virus de l'hépatite C n'est pas le seul élément pathogène en cause dans l'ensemble complexe des hépatites non-A non-B.

Qu'en est-il exactement ? Là encore, les opinions divergent, et seules de larges études prospectives



permettraient de répondre sans équivoque. Peut-on d'autre part – point essentiel – chiffrer avec précision le nombre des personnes contaminées par l'un ou l'autre des virus du groupe des hépatites non-A non-B avant la mise en place du premier dépistage, indirect, de 1988 ? Dans sa note de 1989, le docteur Garretta estimait ce chiffre à 90 000 cas par an. Compte tenu des hypothèses qu'il retenait par ailleurs, 360 000 personnes vivantes étaient selon lui victimes d'une contamination post-transfusionnelle. Plus prudent, les derniers travaux menés sur les hépatites non-A non-B se gardent de toute estimation précise sur ce thème. Une réévaluation de quelques études conduites dans les années 80 à travers le monde et cherchant à calculer la fréquence de survenue des hépatites non-A non-B post-transfusionnelles sont malheureusement particulièrement inéquitables.

Ces études situent entre 10,4 et 17,8 le risque relatif (risque d'hépatite non-A non-B après transfusion par rapport au risque d'hépatite non-A non-B sans transfusion) (3). On estime aujourd'hui que la fré-

quence de ces hépatites variait alors chez les malades polytransfusés de 6 % à 10 % en Amérique du Nord et de 10 % à 16 % au Japon. En Europe, selon un récent travail de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale, on pouvait mettre en évidence un gradient Nord-Sud avec des valeurs comprises entre 2,4 et 13,6 %, la France se situant en position médiane, légèrement au-dessus de 6 %.

Ces chiffres et les incertitudes ne permettent sans doute pas de situer à quelques dizaines de milliers près le nombre des contaminations post-transfusionnelles. Ils n'en soulignent pas moins l'ampleur considérable d'un problème de santé publique qui fut trop longtemps ignoré ou sous-estimé. Il est remarquable de noter avec le recul que, si l'on ne disposait pas jusqu'en 1988 de méthodes de dépistage du risque d'hépatites non-A non-B, rien ne fut non plus mis en œuvre pour assurer un réel suivi sur de longues années des malades polytransfusés. Compte tenu des connaissances de l'époque, ce suivi aurait permis de dépister au

plus tôt l'apparition des séquelles infectieuses avec toutes les mesures thérapeutiques et préventives qui pouvaient en découler.

Situation irrationnelle

Si elle avait existé, une telle surveillance aurait permis de prévenir la situation irrationnelle qui voit aujourd'hui des spécialistes demander par voie de presse aux malades transfusés à partir de 1980 de subir un dépistage de l'infection par le virus du sida. Les responsabilités médicales sont ici d'autant plus grandes que la plupart des virus concernés sont transmissibles par voie sexuelle.

Tout le problème posé tient en définitive au fait que l'augmentation du nombre des tests de dépistage chez chaque donneur de sang (4) n'a pas été suivie en aval de la mise en place d'un système d'hémovigilance à fonction rétroactive. On découvre ainsi brutalement, alors que de multiples affaires agitent la transfusion sanguine, que l'on a rien fait – que l'on ne fait rien encore – pour ceux

qui ont été transfusés ces dernières années et qui souffrent – ou pourront souffrir – de séquelles chroniques d'infections aux conséquences parfois graves.

On comprend que certains professionnels, avant tout préoccupés par l'amélioration de l'efficacité et de la sécurité immédiates du geste transfusionnel, contestent telle ou telle estimation chiffrée quant aux risques lointains liés à cette pratique. On comprend moins bien, en revanche, qu'ils ne saisissent pas l'occasion qu'il leur y a aujourd'hui, compte tenu notamment de l'intensité de l'émotion publique face au « scandale du sang contaminé », à jeter enfin les bases d'un système permettant d'encadrer médicalement et sur une longue durée ce geste thérapeutique essentiel qu'est et que demeurera la transfusion sanguine.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

Lire page 17 les points de vue du professeur Jacques Ruffin et des docteurs Benhamon, Opolon, Comroev et Janot.

(1) L'article visé avait pour titre « 400 000 personnes auraient été contaminées par du sang infecté ». Il était fondé sur le contenu d'une note officielle à diffusion restreinte adressée en août 1989 au gouvernement et signée du docteur Michel Garretta, alors directeur général du CNTS.

(2) M. Jean-Louis Bianco, ministre des Affaires sociales et de l'Intégration, a déclaré, samedi 26 octobre, de poursuivre en diffamation M. Jean-François Revel à la suite d'un éditorial diffusé le même jour sur Europe 1, dans lequel M. Revel critiquait l'attitude des responsables politiques consistant à « reculer les journalistes responsables de la réalité qu'ils décrivent, parce qu'ils la décrivent, et alors qu'ils se bornent à la décrire ».

(3) Les personnes intéressées pourront sur ce thème se reporter à l'article fort documenté que vient de publier la revue *Médecine-Sciences* datée de septembre 1991 : « Evaluation de la prévention des hépatites non-A non-B post-transfusionnelles en France », par Françoise Depas, Christian Janati, Frédéric Fleurette et Pierre Durieux, (6, rue Blanche, 92120 Montrouge. Tél : (1) 47-35-85-52).

(4) Outre les marqueurs de la syphilis et du paludisme, on recherche actuellement chez chaque donneur de sang les signaux biologiques de l'hépatite virale B et C, ceux de l'infection par le virus du sida et ceux de l'infection par le virus HTLV-I.

Dangers au microscope

Dernière-née des disciplines scientifiques, la cindynique s'attache à étudier le risque sous tous ses aspects. A l'usine comme à la maison ou sur les stades

Sous le titre *l'Archipel du danger*, Georges-Yves Kervenn et Patrick Rubies (1) viennent de publier un ouvrage qui peut être considéré comme le premier véritable traité de cindynique (du grec *kindynos*, « danger »). Les deux auteurs exposent les principes majeurs de cette nouvelle discipline scientifique.

« Comment la cindynique est-elle née ? »

Survenant le 25 avril 1986, trois mois après l'explosion de la centrale de Tchernobyl, et deux ans après les 2 500 morts de Bhopal, Tchernobyl a créé une secousse psychologique considérable chez les ingénieurs et les responsables des industries où ce genre de catastrophe est susceptible d'arriver. Une prise de conscience telle que quelque 1 500 personnes venues de treize pays se sont pressées à un colloque consacré à la maîtrise des risques technologiques, organisé au siège de l'UNESCO à Paris, le 8 décembre, à l'initiative de l'ACADI (Association française de cadres dirigeants pour le progrès social et économique).

Ce genre de manifestation était, jusqu'alors, très spécialisée. Cette fois, elle rassemblait des spécialistes du risque venus d'hor-

izons différents qui ont pu ainsi prendre conscience de leurs points communs. Ce fut la révélation d'un « continent », d'un « archipel » qui émergeait : celui de l'analyse scientifique du danger. Le plan de notre livre s'inspire beaucoup du programme de ce colloque, à l'issue duquel fut, d'ailleurs, lancée l'idée de l'Institut européen de cindyniques, créé officiellement l'an dernier (*Le Monde* du 6 juin 1990).

« Quels sont ces points communs ? »

Ils pourraient être les différents « îlots » de « l'archipel du danger » dont nous parlons : l'îlot de la communication en temps de crise, celui de la médecine de catastrophe, qui est une médecine tout à fait spécifique, celui du financement du risque, celui du calcul de sa probabilité, de l'évaluation de sa gravité.

« En matière de sûreté, les gens du pétrole, du nucléaire, des usines de chimie, travaillent le plus souvent chacun de leur côté. C'est ainsi que les compagnies pétrolières et EDF (pour le nucléaire) ont mis au point séparément une échelle de gravité et une banque de données pour tirer la leçon des incidents, ce que l'on appelle le « retour d'expérience ». Or il existe des concepts scientifiques communs, par exemple mathématiques ou physico-chi-

ques, utilisés par tous. Ces outils peuvent aussi être appliqués aux dangers de la vie quotidienne, comme les accidents de la route ou domestiques.

« Cela suffit-il à faire des cindyniques une science ? »

Il existe déjà, en tout cas, des laboratoires qui travaillent très scientifiquement depuis une ou deux décennies sur des aspects particuliers du risque, comme la résistance des matériaux, la toxicologie, ou l'étude des incendies et des explosions. Les spécialistes du risque doivent aussi faire appel à des disciplines comme la biochimie cérébrale pour les recherches sur la vigilance ou le stress, la psychologie pour l'étude des réactions des foules et de la perception, souvent déformée, que les gens ont du danger. Les mathématiques et la statistique, enfin, sont indispensables pour évaluer, mesurer et analyser les risques et leurs conséquences.

« A quelles découvertes peut-on s'attendre dans ce domaine ? »

L'analyse fine des grandes catastrophes a déjà permis d'isoler une dizaine de constantes que nous appelons « déficits systémiques cindyniques ». Des facteurs communs qui aggravent ou participent à la catastrophe, et dont l'origine est parfois très globale, liée au système environnant plus qu'à

l'objet lui-même. C'est le cas, par exemple, de la législation maritime internationale qui permet que le capitaine, le mécanicien et les membres de l'équipage de ferries n'aient pas la même langue maternelle, ce qui, on l'imagine, aggrave singulièrement les problèmes de communication en cas de crise.

Il faut aussi affiner les banques de données, les outils de mesure. L'échelle de Richter, par exemple, est précieuse pour évaluer la magnitude des tremblements de terre, mais pas pour évaluer leurs conséquences : elle peut chiffrer de la même manière un séisme qui causerait des milliers de morts en Arménie, mais ne ferait que quelques dizaines de victimes à San-Francisco où les constructions sont prévues pour résister aux secousses.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL DUFOUR
Lire la suite page 17

(1) Georges-Yves Kervenn, polytechnicien, ingénieur des Mines, est président du Conseil supérieur des installations classées, directeur général adjoint de l'UAP et président d'honneur de l'ACADI (Association française de cadres dirigeants pour le progrès social et économique). Patrick Rubies, titulaire d'un troisième cycle de mécanique et licencié en droit international, est délégué à la communication de l'Institut européen de cindyniques.

SCIENCES AVENIR

NOVEMBRE
91

SE SOIGNER A LA BONNE HEURE

Les récentes découvertes de la chronobiologie ouvrent de nouvelles perspectives à la recherche médicale : les médicaments n'ont pas le même effet selon l'heure à laquelle on les prend. En respectant les rythmes qui gouvernent nos sécrétions hormonales et le fonctionnement de nos organes, on accroît, de façon spectaculaire, l'efficacité des traitements.

LA LUNE ET MARS : Les frontières de l'utopie.

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

ARMEMENT : A quoi servent les essais nucléaires ?

INFORMATIQUE ET LIBERTÉ
La recherche médicale mise en cause.

NATURE : Les derniers chevaux sauvages.

25F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le char de Vénus

Un site paléolithique suisse exceptionnel a été l'objet d'un déménagement unique

NEUCHÂTEL (SUISSE)
de notre envoyée spéciale

LA Vénus est minuscule (18 millimètres de haut). Elle est extraordinairement stylisée : elle est réduite à une croupe proéminente qui se prolonge vers le haut par un tronc plat et mince percé d'un trou (1) et vers le bas par deux jambes réunies et pliées. Mais, si simple soit-elle, la petite Vénus est très évocatrice : sa photo agrandie, nous a tout de suite fait penser à la Joséphine Baker de 1925 dansant très cambrée et vêtue du fameux pagne de bananes.

Pourtant, cette toute petite figurine n'a pas été inspirée par la superbe Joséphine de la Revue nègre. Elle a été sculptée dans du lignite, il y a environ treize mille ans, par un artiste magdalénien, et découverte, le 10 septembre dernier, sur le site de Neuchâtel-Monruz dans les charbons d'un des foyers auprès desquels se réchauffaient les chasseurs du paléolithique final qui avaient établi leurs campements de plein air sur la rive nord-ouest du lac suisse de Neuchâtel.

Depuis plus de cent ans, on savait que les rives des lacs suisses avaient été parsemées de villages néolithiques construits sur pilotis (non pas, comme on l'a d'abord cru, parce qu'ils étaient édifiés dans l'eau des lacs, mais, comme on en est sûr maintenant, parce qu'ils étaient bâtis sur les zones inondables des rives). Mais, jusqu'en 1983, on ne connaissait pas, dans toute la Suisse, de campements paléolithiques de plein air et de bord de lac. Cette année-là, les travaux de construction de la route nationale 5 ont permis de découvrir, à côté des vestiges d'un village « lacustre » néolithique, un premier site de ce type à Hauterive-Champ-préveyres (dans les faubourgs nord-est de Neuchâtel) (2).

Les variations de niveau du lac ont fait que le site, à l'époque de bord de lac, est actuellement à 3 mètres au-dessous du niveau du lac. Le chantier de la route aussi. Il a donc fallu l'isoler par une paroi minérale. Ce qui a donné accès aux sites paléolithiques.

Le même scénario s'est reproduit le 19 octobre 1989, un peu plus loin

sur le même tronçon de la N5 à Neuchâtel-Monruz (à 1 kilomètre au sud-ouest de Hauterive-Champ-préveyres) : mise hors d'eau du chantier par une paroi minérale ; découverte fortuite de foyers, de silex taillés et de très nombreux os dans un fossé creusé par des engins de terrassement ; arrêt des travaux. Il s'agissait aussi d'un campement de chasseurs magdaléniens qui, de leurs séjours successifs, ont laissé d'innombrables vestiges, dont une vingtaine de « structures de combustion », réparties sur une surface de 400 mètres carrés.

Six mois de fouilles conduites sous la direction de M^{me} Denise Leesch ne sont pas, bien évidemment, venus à bout de ce grand site. Il était impossible d'arrêter, pendant les deux ans nécessaires à la fouille des 66 mètres carrés intouchés, le chantier et la circulation sur la route actuelle empruntée chaque jour par trente-quatre mille voitures. L'archéologue cantonal, M. Michel Egloff (qui est aussi directeur du Musée cantonal d'archéologie et professeur d'archéologie préhistorique à l'université de Neuchâtel), et le « ministre » cantonal des travaux publics (qui englobent l'archéologie et l'environnement), M. Jean-Claude Jaggi (un passionné d'archéologie), ont conjugué leurs efforts pour mettre sur pied une opération extraordinaire, une véritable « première ».

Un colis de 400 tonnes

Selon les propres termes de M. Jaggi, « on ne pouvait pas laisser détruire un trésor pareil ». La seule solution était donc de déménager en bloc, jusqu'à Hauterive-Champ-préveyres, les 66 mètres carrés restant à fouiller, avec l'accord et les fonds de l'Office fédéral des routes nationales.

Tant qu'on y était, on a décidé de déménager aussi le site d'un autre bloc de « sculpture » 34 mètres carrés et 150 tonnes qui prendra place dans le futur Musée cantonal d'archéologie prévu à Hauterive-Champ-préveyres, selon l'accord passé entre le canton de Neuchâtel et la Confédération.

Après des mois de préparatifs, ce déménagement d'un genre inédit a eu lieu le 28 juin 1990. Le plus

grand bloc, celui de 66 mètres carrés, était haut de 2 mètres à près de 3 mètres et surtout pesait 400 tonnes. Il a été découpé et isolé par des rideaux de palplanches métalliques renforcés par de gros tubes d'acier dans lesquels a été coulé du béton. Puis il a été soulevé par d'énormes vérins et



portiques et posé sur deux plateformes accouplées munies à elles deux de cent quatre-vingt-deux roues orientables quatre par quatre, pesant ensemble 75 tonnes, dotées de systèmes hydrauliques prêts à compenser toute inégalité de la route, tractées par deux camions et poussées par deux engins (d'une puissance totale de 1 600 chevaux).

Certaines portions de la route suivie par ce convoi très exceptionnel avaient été étagées par en dessous. En moins de deux heures, le bloc a foulé et est parvenu à sa destination finale. Il y a été protégé par un baraquement métallique, et les archéologues ont repris leurs fouilles au mois de juin de cette année. Entre-temps, l'équipe des archéologues n'est pas restée inactive. Elle a tamisé les débris du site, qui avaient été soigneusement mis de côté. Le 26 juillet 1990, une

« petite chose » a été repérée, mais elle a plongé les archéologues dans la perplexité. Une des préhistoriennes de Neuchâtel, M^{me} Anne-Marie Kychner, a d'abord songé à un os. Mais le jour même, par téléphones, elle a décrit la « petite chose » à M^{me} Denise Leesch, qui a tout de suite identifié le minuscule objet : c'est une Vénus (même si celle-ci est cassée au niveau du trou de suspension), qui ressemble beaucoup à la douzaine de toutes petites figurines de jais (une variété de lignite) trouvées et identifiées — il y a quelques années dans l'abri sous roche magdalénien de Petersfels (Bade-Wurtemberg). Ce jour-là, la Suisse a « gagné » sa première représentation humaine paléolithique.

Le 16 octobre 1990 était récupérée dans les débris une deuxième minuscule Vénus, cassée elle aussi. Et, le 10 septembre dernier, l'œil exercé des archéologues repéra, dans les charbons d'un des six foyers, du bloc déménagé en cours de fouille, une troisième, toute petite Vénus, intacte celle-là.

La fouille du bloc déménagé se poursuivra jusqu'à la fin de l'été 1992. Mais, dès à présent, on peut dire que les chasseurs magdaléniens des rives du lac de Neuchâtel vivaient essentiellement de chevaux. Ceux-ci représentent, en effet, plus de 80 % des os jonchant le site et celui d'Hauterive-Champ-préveyres, alors que les rennes, les marmottes et les lièvres n'entrent dans ce décompte diététique que pour 5 % chacun, le reste de l'alimentation venant d'oiseaux aquatiques (cygnes, canards, etc.) et de poissons. Le régime alimentaire de ces chasseurs était donc très différent de celui des chasseurs magdaléniens de Pincevent (Seine-et-Marne) vivant à la même époque (de la dernière grande glaciation), dont le gibier favori était le renne.

Le site était judicieusement choisi : les rives du lac à l'époque et à cet endroit ne sont qu'à quelques 200 mètres des premières pentes du Jura, et les troupeaux de chevaux étaient obligés de suivre cet étroit passage où il était plus facile de les chasser.

Bien entendu, tous les foyers du site de Neuchâtel-Monruz ne sont

pas rigoureusement contemporains les uns des autres. Mais certains le sont indubitablement, comme en témoignent des silex trouvés autour de plusieurs des foyers mais qui ont été taillés dans un unique rognon.

La conservation des objets gorgés d'eau

Pour le moment, les trois petites Vénus sont dans des boîtes remplies d'eau au laboratoire de conservation et de restauration du Musée cantonal d'archéologie. Comme nous l'a expliqué le responsable de ce laboratoire, M. Beat Hug, le lignite gorgé d'eau a des réactions imprévisibles : en séchant, il lui arrive de se fendre. Mais, pour le moment, on ne sait trop quel traitement appliquer aux objets de lignite.

En revanche, M. Beat Hug sait parfaitement traiter les bois gorgés d'eau. Avec, entre autres, les milliers d'objets de bois qui ont été trouvés dans les sites néolithiques subaquatiques et qui ont dû leur conservation à leur très longue immersion, le laboratoire a acquis une expérience dont la réputation dépasse largement les frontières de la Suisse. Ainsi a-t-il reçu tant récemment, pour le traiter, l'arc vieux de plus de six mille ans et gorgé d'eau qui vient d'être trouvé à Bercy (en compagnie de trois pirogues un peu moins anciennes et de divers autres objets) et que M. Chirac, maire de Paris, était si heureux de présenter à la presse le 8 octobre dernier (Le Monde du 10 octobre). On peut d'ailleurs se demander pourquoi l'arc a été envoyé à Neuchâtel alors que les laboratoires Nucléaire du Centre d'études nucléaires de Grenoble ont, eux aussi, une grande expérience dans le traitement des bois gorgés d'eau.

Le traitement de l'arc de Bercy durera plusieurs mois. Le bois gorgé d'eau, en effet, ne contient presque plus d'eau. Une fois l'eau partie, le bois peut avoir perdu 80 % de son poids initial. Le laboratoire de Neuchâtel traite les bois gorgés d'eau par hyponitrosation. On commence par plonger l'objet dans un bain de polyéthylène-glycol pendant au moins trois mois.

Ensuite, on congèle l'objet à -25° C. L'eau qu'il contient est donc à l'état solide. L'objet est alors mis dans une enceinte étanche où la pression est amenée aux environs de 1 hectopascal (anciennement appelé millibar) (3).

Sous une pression aussi basse, l'eau « bout », autrement dit s'évapore, sans être chauffée. Mais, soumise à une aussi faible pression, elle se sublime, c'est-à-dire qu'elle évolue de l'état solide à l'état gazeux sans passer par l'état liquide. Ce qui évite à l'objet traité de s'effondrer sur lui-même. La sortie de l'eau (ou hyponitrosation) se fait en suivant les fibres du bois : pour un peigne, elle se fera en une semaine, mais pour l'arc long de 1,52 mètre elle prendra deux ou trois mois. Lorsque la hyponitrosation est terminée, il ne reste plus qu'à appliquer au pièce une résine époxy sur la surface de l'objet, qui est ainsi consolidée.

Le laboratoire de conservation et de restauration du Musée cantonal d'archéologie de Neuchâtel reçoit parfois des objets bizarres. Tel ce crâne de rhinocéros à narines cloisonnées (ou laineux), long de 75 centimètres, encore agrippé de toutes ses dents mais dépourvu de ses cornes, qui a été trouvé au début du mois dans le lac et qui devra être consolidé par des bains dans du polyéthylène-glycol. Rapports que de tels rhinocéros ont vécu communément en Europe lors des périodes glaciaires qui se sont répétées pendant les deux ou trois derniers millions d'années.

YVONNE REBEYROL

(1) Ce tron perlatif sans doute de pèche à la ligne en poutrelle (pour ou simple).

(2) Depuis une loi de 1961, la Confédération helvétique paie les prospectives préliminaires, les fouilles et les études post-fouilles lorsqu'on construit des routes nationales (ce qui en France est appelé autoroutes). La Suisse étant un État fédéral au sein duquel les cantons jouissent d'une large autonomie, les modalités des lois varient donc d'un canton à l'autre.

(3) La pression atmosphérique normale moyenne est de 1 013 hectopascals.

Tableau de bord

Le premier rapport de l'Observatoire des sciences et des techniques sur la recherche doit permettre la définition de la politique française

C'EST cinquante milliards de francs dépensés chaque année. Trois cent mille personnes en quête de connaissance. Bref, une France tournée vers la recherche, pas toujours satisfaite mais, depuis déjà dix ans, prioritaire dans tous les bud-

gets. Qui la finance ? Quel est son poids dans l'Europe, dans le monde ? Quels sont ses points forts, ses points faibles ? Quelle est sa place dans la circulation des échanges et les échanges internationaux ? C'est pour répondre à ces questions que le ministre de la recherche et de la technologie,

M. Hubert Curien, a décidé, en 1988, de créer un Observatoire des sciences et des techniques (OST) capable de dessiner périodiquement un tableau de bord de la recherche française. En mars 1990, l'arrêté de création de ce groupement d'intérêt public a permis à l'Observatoire et à ses onze membres fondateurs (1) de s'installer sous la présidence de M. Pierre Papon, PDG de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER).

C'est seulement en septembre 1990 que M. Rémi Barré, le directeur de l'OST, et son équipe ont pu se mettre au travail. Treize mois plus tard, ils publient une somme de quelque trois cents pages, Science et Technologie, indicateurs 1992 (2), qui se veut un cousin français des fameux Science and Engineering Indicators de la National Science Foundation. « Une synthèse qui, explique M. Barré, se veut sobre, très en mont. Il faut que tout le monde puisse se saisir de nos chiffres sans réticences, sans soupçons, sans qu'on puisse nous suspecter de quelque ingérence que ce soit. Nos indicateurs doivent être incontournables, ne pas apparaître d'emblée comme « cotés », et donc être acceptables par tous. »

Les résultats de cette « géographie politique de la science et de la technologie », comme la qualifie M. Papon, devraient permettre aux instances publiques, aux décideurs, d'affiner leur politique, d'améliorer ou de consolider certaines positions. Tout est désormais écrit, oblige.

Le rapport met l'accent sur le vieillissement de la population des chercheurs français (quarante à cinquante-cinq ans pour 55 % d'entre eux). Autre point noir, la dépense en matière de R-D (Recherche et développement) n'est que de 63 % par rapport à celle de l'Allemagne. Ce pays, en effet, consacre une part relative-ment importante de son système productif aux activités industrielles, notamment dans les secteurs moyennement intensifs en R-D (automobile, biens d'équipement, chimie).

En revanche, les rapporteurs notent avec plaisir que la France, qui produit 4,8 % des publications scientifiques mondiales et 17,7 % de celles de la CEE, maintient sa position dans un contexte de compétition accrue. De même, les parts mondiales des brevets déposés par la France (3,4 % aux États-Unis et 8,8 % en Europe) font que notre pays conserve sa place dans une CEE qui a tendance à céder du terrain.

Le poids de l'Île-de-France

Au chapitre des régions, peu de surprises. La région parisienne concentre 52 % des chercheurs et ingénieurs de la recherche publique, et enregistre 46 % des crédits de la recherche industrielle et générale. 45 % des brevets déposés par la France dans le système européen. Viennent ensuite les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui possèdent respectivement 10 % et 8 % du tout. Des comparaisons avec l'Europe et le reste du monde, il ressort que

la bonne tenue de la recherche de base, tant en France qu'en Allemagne, est confirmée par la capacité plus grande de ces pays à se porter sur les thèmes scientifiques les plus nouveaux. Ainsi, la France fait la preuve de ses avancées dans les domaines de la recherche bio-médicale, de la physique et des mathématiques. L'Allemagne dans ceux de la chimie et de la physique, le Royaume-Uni dans celui de la médecine clinique. En revanche, la France ne peut qu'assister, pour le moment, à la montée en puissance de la technologie allemande, trois fois « plus lourde » qu'elle en matière de brevets déposés aux États-Unis.

A l'échelle mondiale, la triade CEE-Etats-Unis-Japon représente, par rapport à l'ensemble du monde, 70 % des publications scientifiques et 80 % des brevets déposés aux États-Unis. Il convient toutefois de constater que le Japon, depuis 1982, a accru sa part mondiale de 16 % pour les publications scientifiques, et de 44 % pour les brevets déposés en Europe et aux États-Unis.

Selon les rapporteurs, la CEE a une contribution scientifique excédentaire : « Un dollar de R-D de la CEE produit 1,3 fois plus de publications scientifiques qu'un dollar de R-D américaine, et 2,2 fois plus qu'un dollar de R-D japonaise. » Mais en revanche, les Européens ont du mal à rentabiliser ce potentiel scientifique. C'est ainsi que « un dollar de R-D japonaise produit 1,5 fois plus de brevets déposés aux États-Unis qu'un dollar de R-D américaine et 1,7 fois plus qu'un dollar de R-D de la CEE. »

J.-F. A.

(1) Ministères de la recherche et de la technologie, de la défense, de l'économie et des finances, de l'industrie, des postes, des télécommunications et de l'espace, Centre national de la recherche scientifique, Centre national d'études spatiales, Commissariat à l'énergie atomique, Institut national de la santé et de la recherche médicale, Institut national de la recherche agronomique, Association nationale de la recherche technique.

(2) En vente aux Éditions Economica, 4 rue Ménilmontant, 75013 Paris. Prix : 300 F.

Conférences

Dans le cadre de l'exposition
LA TABLE D'ORIENTATION DES COMMUNICATIONS
mercredi 6 novembre à 17 h

« Les communications, enjeux stratégiques et géopolitiques »
par Pascal Griset, historien, chargé de recherches au CNRS, enseignant à Paris IV.

Dans le cadre de l'exposition
MACHINES A COMMUNIQUER
mercredi 13 novembre à 17 h

« CD-I, la télévision interactive de demain »
par Guy de Rohan-Willner, directeur commercial Philips IMS.

(accès libre)
Centre des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Lelieur 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 73 32.

Le Monde ÉDITIONS

Les échos de la mémoire
Tabous et enseignement de la Seconde guerre mondiale
Georges Kantin et Gilles Manceron
Préface de Claude Julien

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ne amicale mon

batir la transfusion sanguine

Lafayette

CULTURE

Le nouveau film de Maurice Pialat

Van Gogh, la vérité

Suite de la première page

Rien de cela chez Maurice Pialat. Son réalisme, tel autrefois celui de Jean Renoir (fils de peintre impressionniste, comme on sait), se soucie de l'ensemble et non du détail, du comportement et non de l'attitude, de l'ambiance et non de l'environnement et non du décoratif, de la nature et non de l'artifice. Il n'a pas besoin d'une foule de figurants en costumes pour l'arrivée du train en gare, les promenades dans les champs et sur les bords de l'Oise, l'illumination de la maison Gachet, du café Ravoux, ou du bistrot parisien. Il refuse l'appui des lettres échangées entre Vincent et son frère Théo, qui auraient pu servir à un beau commentaire en voix off. Il expédie la relation épistolaire en trois répliques. Il ne montre presque jamais Van Gogh en train de peindre et, s'il le montre, c'est d'une façon très ordinaire.

Pourtant, toute la peinture impressionniste est dans les images. Et tous les interprètes choisis par Pialat prennent vie comme on dit prendre feu. D'un Jacques Dutronc, qui est à jamais ce Van Gogh rassemblant toutes ses étincelles de vie pour exister encore, à Lise Lamiré (cette M^{me} Ravoux est la concubine de Pialat) en passant par Alexandra Lamy, Gérard Saly, Bernard Le Coq, Corinne Bourdon, Elsa Zylberstein, Leslie Azzoulai, Chantal Barbra, Jacques Vial, enfin tous, on ne peut pas imaginer autrement ces hommes et ces femmes qui ont appartenu à l'histoire de la peinture de Van Gogh.

Il sont là si vrais, et le bleu que Vincent cherchait à Arles, comme il avait en Provence cherché - et trouvé - sa couleur jaune, est autant dans les yeux de Dutronc que dans le ciel.

Couleurs et lumière, nature et réalité. Voici cette scène admirable, entre autres, où le dimanche, après un déjeuner très gai chez le docteur Gachet, Vincent se promène le long de l'Oise avec Jo, sa belle-sœur. C'est un long plan séquence aller et retour dans le même espace. En contrebas, au bord de l'eau, Gachet et Théo discutent. Jo confie à Vincent ses petits problèmes conjugaux. Il écoute les branches feuillues qui lui effleurent le visage. Il guide ses pas vers la berge penchée. Et, lorsque le plan se termine, il se jette à l'eau. Plaisanterie ou tentative de suicide? On s'interroge sur l'événement après s'être rendu compte que tout cela était filmé dans l'optique même des impressionnistes.

Et si, du docteur Gachet, qui fut le seul à «entendre» l'importance du changement apporté à la peinture par Van Gogh, on passe à sa fille Marguerite, c'est elle, selon une plausible invention de Pialat, qui comprend finalement le comportement et les raisons de cet homme dont elle est devenue la maîtresse et dont elle ne pourra jamais faire un mari. Dans le cabaret louche où elle est venue avec Théo rechercher Vincent, la jeune bourgeoise retrouve les souvenirs brûlants de la Commune (auparavant

évoquée par la gouvernante des Gachet dans un moment bouleversant) et découvre en même temps que l'univers de la bohème et des filles, la fécondité artistique de Van Gogh.

Au milieu d'une agitation folle et sous le choc des couleurs ici différentes, le regard capte plusieurs fois et comme par hasard une femme immobile à une table. Chignon noir, robe noire avec ornements de bâtons métalliques, un verre d'absinthe posé devant elle est ailleurs... Et Marguerite réalise alors ce qu'est le regard d'un peintre.

Admirable Dutronc, admirable Pialat, qui, de la fin de Van Gogh

Vincent, Maurice, lui et les autres

Il ne faut pas compter sur Jacques Dutronc pour se plaindre de Maurice Pialat
il partage sa vision du monde

On ne saura pas grand-chose des convulsions bienfaisantes qui ont abouti à la naissance de ce film splendide, *Van Gogh*. Pas de la bouche de Dutronc, en tout cas. Aux questions directes («Alors, ce grand créateur de Pialat, tout de même, c'est un emmerdeur?», ou sournoises («Comment Pialat s'y prend-il pour obtenir tant de ses

chanteur. Ce qui l'intéressait, lui, c'était la musique. A-t-il jamais vu sa vocation écorchée? Pas du tout. Il raconte: «Un jour, j'avais filmé Serge Gainsbourg et mon père en train de se parler dans un urinal. Serge demandait à mon père: «Votre fils chante, ça vous plaît?», et mon père répondait: «Écoutez, moi, en tant qu'ingé-

neur des mines, je crois que Jacques fait exactement ce que j'aurais aimé faire.»

La première rencontre avec Maurice Pialat s'est déroulée il y a dix-sept ans: «Il m'avait vu dans l'important d'aimer, il voulait me connaître, c'est tout. On s'est revus, il est venu en Corse, c'était déjà extra cinéma. Plus tard, nous avons travaillé ensemble sur le scénario de Loulou. Et puis, Loulou, ce n'est pas moi qui l'ai tourné. Il a été génial, il regrette.

J'aurais aimé le rencontrer, par petites touches, je rencontrais quelqu'un qui me disait: «Maurice a parlé de toi, il veut absolument que tu fasses Bardamu (1).»

Bon, on est arrivés au bout du voyage puisqu'on l'a jamais fait. Puis il y a eu toutes ces auditions pour *Van Gogh* (2), et, finalement, Maurice m'a appelé. On a dit, il m'a dit, tu fais le film, et en parlant de *Van Gogh* il disait aussi, si

on faisait un policier, à la place... Sa conception, donc, était que ce personnage ne savait pas qu'il était *Van Gogh*. Et moi, la seule condition que j'ai posée, c'est que je ne voulais pas qu'on me voie peindre. C'était été mal élevé par rapport à Maurice, qui est un très bon peintre, il y a des choses qu'il faut respecter. On fait remarquer à

belle, au bord de l'Oise, et cette chute dans l'eau de Van Gogh, les bras en croix, comme un adieu. Maurice Pialat indique calmement à Dutronc, tu tombes et, surtout, tu restes au fond une minute quinze, ne t'inquiète pas, j'ai fait poser des guéques de béton, tu n'auras qu'à t'y accrocher. Premier plongeon, tout habillé, dans une eau glauque et glacée. Dutronc enfonce vigilement, compte soixante quinze et remonte, essouffé. Seul commentaire de Pialat: «Tu as fait des bulles.»

L'exigence, parfois, prend d'autres formes, secrètes. Jacques Dutronc révèle un détail - mais est-ce un détail? - émouvant. L'oreille, l'oreille coupée de Van Gogh. On n'en parle pas, juste une réplique: «Ça ne se voit plus du tout». Et pourtant, pendant tout le tournage et bien que cela n'apparaît jamais à l'écran, Maurice Pialat a exigé que la maquette dessinée derrière l'oreille de Dutronc une écharpe rouge. Parfois même, il interrompait une prise: «Remettez du rouge, il n'y en a pas assez.»

Jacques Dutronc se reod-il compte de ce qu'il a donné de beau, d'unique, d'exceptionnel, dans ce rôle? Il étudie: «Avec Maurice, bon, il y a de fo pader des deux côtés: il y a des moments, on n'osait pas se regarder. Mais quelquefois je savais que ça concordait, ce qu'il voulait, ce que je faisais... Il lui arrivait alors de porter pendant la prise, la remède infaillible, il disait: «Jacques est bien là.» De toute façon, on le sait quand on est bien. C'est comme un cocktail que je faisais, à l'époque où je buvais, que j'appelais *Slingers*. Menthe, fraîche, cognac et jus de 31, du blanc: ça vous propulse de la fraîcheur jusqu'au bout des oreilles...»

Demain, si Maurice Pialat le rappelle, quoi fera Jacques Dutronc? Il répond, vite: «Je lui dirai d'abord non pour lui faire plaisir. Et puis oui, pour le satisfaire.»

DANIEL HEYMANN

Jacques Dutronc pendant le tournage de *Van Gogh*, de Maurice Pialat.

donne une vision terrible - le bout du malheur d'un homme qu'on laisse mourir - de puer et de retenue. Et Pialat, qui ne s'accorde aucune facilité, et surtout pas celle du pathétique, a eu cette extraordinaire trouvaille: le matin qui suit cette mort et où, dans le café, on se force à adopter le dogme de circonstance. Ravoux remontrant de la cave laisse retomber trop vite la trappe; elle burle, elle a mal, on s'empresse, on la soigne.

Lorsque, un peu soulagée, elle a cette phrase qui ne s'applique pas à la disparition du peintre: «Il va me falloir des mois pour m'en remettre». L'émotion nous étreint de ce que la vie continue au temps de Van Gogh et au nôtre, au temps de Pialat et de Dutronc. Au temps exactement suspendu que vient de durer un chef-d'œuvre.

JACQUES SICLIER

acteurs?», Jacques Dutronc oppose des silences légèrement goguenards ou un sourire impossible de joueur de poker, puis livrera quelques demi-confidences, d'une voix douce, à contre-cœur. S'il y a eu guerre, Dutronc a aimé se battre; à l'évidence, il sait bien qu'il est vainqueur, que le film aussi a gagné, le reste peut-être, en effet, ne regarde-t-il personne.

Jacques Dutronc n'a pas tourné que dans des films extraordinaires, mais il a été extraordinaire dans tous ses films, donnant toujours cette espèce d'énergie réveuse qui est sa marque, cette présence dououreuse même dans le rire, ce regard d'une limpidité terrible. Depuis bientôt vingt ans, on l'a vu dans plus de vingt films, de *Zulawski* à *Godard*, en passant par *Loulou*, *Mocky* ou *Sautet*.

Il dit qu'il ne sait pas très bien qu'il est acteur, pas plus qu'il ne savait, lorsqu'il chantait, qu'il était

acteur?», Jacques Dutronc oppose des silences légèrement goguenards ou un sourire impossible de joueur de poker, puis livrera quelques demi-confidences, d'une voix douce, à contre-cœur. S'il y a eu guerre, Dutronc a aimé se battre; à l'évidence, il sait bien qu'il est vainqueur, que le film aussi a gagné, le reste peut-être, en effet, ne regarde-t-il personne.

Jacques Dutronc n'a pas tourné que dans des films extraordinaires, mais il a été extraordinaire dans tous ses films, donnant toujours cette espèce d'énergie réveuse qui est sa marque, cette présence dououreuse même dans le rire, ce regard d'une limpidité terrible. Depuis bientôt vingt ans, on l'a vu dans plus de vingt films, de *Zulawski* à *Godard*, en passant par *Loulou*, *Mocky* ou *Sautet*.

Il dit qu'il ne sait pas très bien qu'il est acteur, pas plus qu'il ne savait, lorsqu'il chantait, qu'il était

Dutronc que c'est la première fois qu'il incarne un personnage ayant existé. Il rit: «Maigre comme j'étais, je pouvais rentrer dans sa peau. Mais c'est le contraire, c'est le personnage qui doit rentrer en vous, sinon on est l'interdit? Je vivais le moment présent, je ne faisais pas un film historique. Si un jour je joue un Napoléon, je penserai à Sainte-Anne, où les fous se prennent pour Napoléon, mais là non.»

On veut bien admettre que tout ce soit passé - malgré la légende - de manière idyllique, mais, enfin, n'y a-t-il pas eu au cours du tournage de *Van Gogh*, des hauts et des bas? «Théo et des bas? (rire). Sans doute. Mais quand Maurice est mécontent, c'est d'abord de lui-même, peut-être va-t-il puiser, certaine couleur dans certaine mauvaise humeur? Il va en tout cas puiser son exigence dans un puits sans fond. Il y a cette scène, si

MUSIQUES

Holliger dans les silences de Beckett

Le Festival d'automne propose deux œuvres du compositeur suisse
inspirées par l'auteur de «Murphy»

L'énigme Holliger s'épaissit. Si nécessaire, incontestable avec tous ses mystères, c'était ce *Scardanelli* avec lequel le Festival d'automne lançait l'important «portrait en concert» qu'elle consacre cette année au compositeur suisse (*Le Monde* du 4 octobre). Et nous voici décooertés après le second volet du portrait. On est toujours placé par l'insaisissable musicien dans les marges du théâtre musical, à un point imprécis entre oratorio sur des textes profanes et opéra de chambre abstrait, entre représentation et liturgie.

Le défilé n'a pas cessé d'être provoqué chez lui par l'enchantement de l'écrit: Hölderlin et ses poèmes de la folie pour *Scardanelli*, Beckett et son théâtre tardif cette fois. Et, dans les deux cas, Holliger se met au service d'écrivains dont les mots, en eux-mêmes, ne disent rien. Mots dont le propos - par refuge contre le réel pour Hölderlin, par choix conscient pour Beckett - est le silence du sens, l'insignifiant.

Mais tout cela est chez Beckett autrement plus concentré, plus cérébral et bien sûr plus intellectuel que chez le lyrique Allemand. Ainsi s'explique peut-être que *Who's Where* et *Come and Go* (deux grandes demi-heures de musique exécutées la semaine dernière à l'amphithéâtre de la Basilique par la Jeune Philharmonie de

Stuttgart, et les *Neue Vocalsolisten*, direction Manfred Schreier) n'aient pas l'immédiateté symbolique, ne provoquent pas les mêmes fugues dans l'inconscient, n'atteignent jamais, en un mot, à l'ultime simplicité du cycle de deux heures et demie qui les avait précédés dans le programme du festival. Que souhaiter de plus miraculeux, il est vrai, qu'on mise en sons de la folie qui ne verse pas dans la caricature du fou, *Scardanelli*?

Un triple dispositif

What Where, dont c'était la création française, séduit d'emblée par l'association de quatre voix graves (trois barytons-basses, un baryton) et quatre trombones, leur égal en majesté, leur reflet instrumental, leur ombre portée. Deux percussionnistes ponctuent avec une sorte de cruauté sadienne, à grands renforts de râpes grattées, papiers déchirés, clochettes tintinnabulantes et autres résonances glougloutantes, le rituel obscur des questions que s'échangent ces abstractions androgynes (mi-hommes, mi-instruments). Une cinquième voix, hélas, sort d'un haut-parleur caché. C'est une voix de théâtre, presque d'opéra, incongrue dans ce contexte de souffles libres, de son pour le son. La magie première n'y résiste pas.

ANNE REY

► D'autres œuvres d'Heinz Holliger seront exécutées lors des concerts des 18 et 25 novembre du Festival d'automne, à l'amphithéâtre de l'Opéra Bastille.

PHOTOGRAPHIE

Mort de John Kobal

Le fondateur de la plus grande collection de photos hollywoodiennes au monde est mort à Londres, le 28 octobre.

Né en Autriche en 1940, John Kobal fut immergé dans le monde du cinéma, en 1964 à New-York, et réalisant des interviews pour la BBC de stars hollywoodiennes dont Barbara Stanwyck, Bette Davis, Faye Dunaway, Robert Redford et Shirley MacLaine. Les grands studios universitaires alors une période difficile et se débarrassaient des dossiers de presse, photos, posters, affiches, cartes postales, etc., avec l'appui de Marlene Dietrich, Louise Brooks et Rita Hayworth qui étaient ses amis.

Réputé pour savoir échanger quelques bouteilles de whisky contre des photos, John Kobal créa, à Londres, en 1968, la Kobal Collection qui emploie aujourd'hui une douzaine de personnes et comprend plus d'un million de documents qui touchent au cinéma américain et européen de 1900 à nos jours, dans la plus riche série au monde concernant les stars hollywoodiennes.

Auteur d'une vingtaine de livres dont *Garbo* (1966), *Marlene Dietrich* (1967), *La musique de film américaine* (1970) et *Rita Hayworth* (1976), John Kobal est l'auteur du «come back» de la photo glamour en noir et blanc si présente à Hollywood, des années 20 aux années 50. Il a réhabilité les principaux photographes du genre - George Hurrell, Clarence Sinclair Bull, Ernest Bachrach, Lazlo Williger - en leur consacrant un livre (*Art des photographes du portrait hollywoodien*) et des expositions au Musée d'art moderne de New-York et au Centre culturel du Marais à Paris, en 1983.

M. G.

NOVEMBRE

91

Concerts Radio France

Mercredi 30 octobre - 20h30 - 90 F

Église Notre - Dame

des Blancs-Manteaux

Beck

Odile Baillet, orgue

Ensemble vocal et instrumental

«Cantata Saint-Louis»

Direction Georges Guillard

Jeudi 31 octobre - 20h30

40 à 150 F

Théâtre des Champs-Élysées

Haydn - Hummel - Dvorak

Stephen Hough, piano

Orchestre National de France

Direction Sir Neville Martin

Vendredi 1er novembre - 20h30

Grand Auditorium de Radio France

Jazz - «Fe and Males»

4 à 16 novembre 1991

Châli - 150 à 40 F

Salle - Poulenc - Ravel

C. Alliot-Lugaz - J. Taillon

C. Dubois - D. Henry

B. Uria-Monzon - M. Sénéchal

H. Schen - D. Byrne - P. Casata

E. Godlewski - V. Chevalier J.M.

Salmanson - M. Quillevér

Chœur du Châtelet

Orchestre Philharmonique

de Radio France

Direction Elihu Imbel

Jeudi 7 - 20h30 - 20 F

Salle 106 de Radio France

Musique traditionnelle

Chansons d'Ukraine et de Russie

Vendredi 8 - 20h30 - 75 à 175 F

Salle Poulenc

Bessie de la musique

Prokofiev

Victor Tretakov, violon

Orchestre National de France

Direction Vassili Simeidi

Vendredi 14 - 20h30 - 40 à 190 F

Théâtre des Champs-Élysées

K. Kulmann - V. Cole - D. Byrne

Chœur de Radio France

Orchestre National de France

Direction Gérard Schwarz

15 et 16 - 18h - 75 F

Théâtre de la Ville

Musique traditionnelle Flamenco

Samedi 16 - 18h - 40 à 110 F

Théâtre des Champs-Élysées

Prokofiev - Navel

Pavel Berman, violon

Lazar Berman, piano

Quatuor Via Nova

Samedi 16

Grand Auditorium de Radio France

Orchestre Philharmonique

de Radio France

19h30 - 40 F

Gabrielle Cassone, trompette

Catherine Cournot, piano

Eliot Platt, guitare

Aldo Benicci, alto

Direction - Luciano Berio

21h30 - 60 F

Berio - Brahms/Berio

Michel Portal, clarinette

Direction - Stephen Harper

Dimanche 17 - 11h - 75 et 90 F

Salle Caumont

Schubert/Debussy - Schubert

Reckmaninov

Lydia Zilberstein, piano

Location - 42 38 23 80

Églises - venue sur place

le soir du concert

Radio France

CULTURE

THÉÂTRE

L'histoire la plus folle

Passant d'Avignon à Paris, le spectacle de Jorge Lavelli y gagne

COMÉDIES BARBARES

au Théâtre de la Colline

Chaque année, quand les spectacles présentés à la Colline de Lavelli rejoignent un plateau de dimensions normalement vastes, on se rend compte que rien n'est plus pareil. A Avignon on voit des masses de couleurs, de formes, on entend des bribes de texte — même sans mistral. De la pièce on reçoit des impressions simples, parfois fortes. Ailleurs, à l'intérieur d'un théâtre, ce n'est pas la même chose plus l'intimité, moins le cérémoniel de la nuit. C'est une tout autre sorte de plaisir et d'émotion.

Ainsi, de la Cour d'honneur au Théâtre de la Colline, la mise en scène de Jorge Lavelli sur la pièce de Valle Inclán *Comédies Barbares* se ressente, trouve son rythme — pour les deux parties, on donne son sens au titre. *Barbares* certainement, les personnages habitués de passions primitives, versatiles, passant brusquement de la féroce au sacrifice. Mais *Comédies* l'alternance des scènes burlesques et pathétiques — et ce jeu du sacrifice sans lequel il n'y aurait pas de théâtre espagnol — qui construisent l'histoire la plus folle, la plus foisonnante jamais germée dans un cerveau. On se trouve comme devant un feuillet d'attente on attend avec impatience le dénouement inévitable à l'épisode suivant, et non, il y a encore une aventure qui vient tout retarder.

Le décor de Graciela Galán, comme les costumes, est celui d'Avignon, un plancher roux qui se relève sur les côtés comme une barque — plus dans le fond, un mur. Quelques accessoires montent des trappes indiquant les changements de lieu, des éclairages découvrent des entrées de vitraux, de fenêtres. L'histoire se passe dans la première moitié du vingtième siècle, le thème est finalement linéaire. C'est la description sarcastique d'une société paysanne, encore médiévale, soumise au pouvoir des curés et des seigneurs, qui cherchent de leur côté à s'enrichir à l'industrialisme. Entre l'écroulement spirituel et temporel, les gens se débrouillent pour survivre et pas toujours honnêtement. C'est un monde d'hommes dans lequel les femmes

tiennent une place à la fois essentielle et effacée, elles ont la force des symboles. La mère — Maria Casarès, belle, étonnamment sobre, avec juste l'humour nécessaire — a fui les turpitudes de sa famille et s'en est allée chez elle, où elle vit en accord avec Dieu. Micaela la Rouge — Denise

Gence, merveille de finesse, d'ambiguïté — la servante — qui sait tout, arrange tout, potuseuse de sagesse, de vaine tendresse.

Et Isabel, la filleule, objet des désirs, jeune fille féroce, sûre, amoureuse en même temps que fière. Elle représente la jeunesse rebelle,

lucide et incorruptible, l'avenir non seulement des hommes mais de l'Univers. C'est Isabel Karajan, encore plus magnifique qu'à Avignon. Toujours entendue, elle donne un personnage vulnérable et inquiétant, qui traverse cette histoire comme une lumière brillante (voir encadré).

Les femmes sont les plus intéressantes dans le spectacle de Lavelli, dans ce monde d'hommes donc, dominé par don Juan Manuel Montenegro — Michel Aumont — père familial pieux, pêcheur inventif, follement généreux. Plus ses trois fils, dont l'aîné — Jean-Quentin Chatelet — surnommé Queule d'argent tant il est beau, suit les traces de son père. Les deux autres sont des voyous, auxquels pillage et parricide ne font pas peur. D'aventure en aventure don Juan Manuel suit le sens de la vraie générosité, renoncée à ses pèches, aux biens de ce monde, et dans un dernier combat meurt de la main d'un de ses fils, qui, entraîné par un lépreux chrétien, s'en précipite dans les flammes. Et le lépreux miraculé nomme don Juan Manuel Père des pauvres.

Valle Inclán n'abandonne jamais, même dans les épisodes graves, les flamboyantes outrances de son lyrisme. Et de son ironie. C'est une dimension que Michel Aumont semble ignorer. Il est juste, sensible, mais impitoyablement esclavé de la raison. D'où certaines baisses de tension dans les scènes où il est seul. Pour le reste, il se met en diapason des acteurs. Ils ont trouvé un jeu homogène, tendu et insolent, qui ne force rien, mais arrive à traduire cette pénible glissade de la cruauté à la caricature. Le fameux *esperpento*. Jean-Claude Jay, superbe curé truculent, Claude Auzanne, Maria Laborit, Hélène Thénissen, Marie Verdi, Maurice Chevit... Ils sont prêts de trente qui interprètent plusieurs rôles, et qui donnent au spectacle, dans un mouvement irrépressible, la force d'un comique féroce.

COLETTE GODARD

► Première et seconde parties en alternance, du mardi au vendredi à 20 h 30. Samedi et dimanche, intégrales premières parties à 15 h 30, secondes à 19 h 30. Jusqu'au 18 janvier. Tél. : 43-86-43-60.

Une jeune fille peu commune

Isabel Karajan porte le nom de son père, et a décidé un jour qu'elle évoluerait de ses propres ailes — comme si elle s'appelaient Dupont, car sa mère est française. C'est d'ailleurs pourquoi elle a décidé de venir à Paris, parler sa connaissance de Molière, et de venir pouvoir travailler au théâtre, sinon en trois. Isabel Karajan a du caractère et de l'obstination. C'est à l'école, en jouant avec les élèves de sa classe une pièce de Max Frisch, qu'elle a décidé de devenir comédienne.

Elle arrive à Paris, elle a dix-neuf ans, et y reste trois ans. Elle apprend Molière chez Jean-Laurent Cochet, et passe les six derniers mois à l'école du cirque pour contraindre d'autres gens, à essayer autre chose. « Essayer d'équivaloir au *saumon* du met français *espéranto*, que je n'aime pas, à cause de son côté machinal, passif. » Entre-temps, elle est allée jouer la Marguerite de *Faust* à Zurich. Ensuite, elle passe deux ans et demi à Thaila, la seconde scène de Hambourg, avec une incursion à la Schaubühne de Berlin, où elle est choriste dans la *Prométhée* de *Enfants*, les engagements se sont enchaînés rapidement, c'est le système de la troupe qui veut ça. J'ai beaucoup joué, des rôles très variés, avec des metteurs en scène différents. Mais ma plus belle expérience, je l'ai connue avec Georg Tabori à Vienne. »

Georg Tabori est un monsieur âgé, qui toute sa vie a été un rebelle et le demeure. Pour les

générations suivantes, il est une référence. Il a réuni des comédiens soigneusement choisis, et a fondé à Vienne un théâtre indépendant, non pas contre les méga-institutions, mais à côté. Pour faire autre chose. Ça qui ne paraît pas tellement insolite en France est quasiment déliant dans une ville aussi hiérarchisée. Avec lui, Isabel Karajan travaille sur *Neftra coupable*, notre victime, suite d'interviews d'enfants et de petits-enfants de nazis. Le spectacle fait forte impression, c'est le moins qu'on puisse dire. Tabori envisage de le monter à Paris, en français — avec Isabel Karajan — mais les droits sont déjà pris.

« Il savait que j'avais envie de retourner là. Il m'a parlé de Jorge Lavelli, qui pensait monter une pièce de M. Mein Kampf, et m'a conseillé d'aller le voir. » Mein Kampf est l'étrange histoire d'un malade nommé Hitler et de deux juifs dont l'un se prend pour Dieu et l'autre a écrit Mein Kampf. C'est-à-dire qu'il en a trouvé le titre et la dernière phrase, du genre « il vécut heureux et eurent beaucoup d'enfants. » Isabel Karajan envoie son curriculum vitae à Lavelli qui le convoque. Le parolier de Mein Kampf. Puis elle lui fait parvenir une cassette avec un pot-pourri de ce qu'elle sait faire, en particulier un numéro d'équilibre pour une sorte de Gala de l'Union à Munich. Il la convoque, la félicite pour ses talents d'acquisition et lui parle des *Comédies Barbares*. Il sait qu'il a trouvé son Isabel.

C. G.

EXPOSITIONS

L'île aux bijoux

Pour la première fois à Paris, les bronzes bouddhiques et hindouistes de l'antique Ceylan

L'île aux bijoux, Ratnadvipa : ainsi était parfois désignée l'île de Ceylan, l'actuel Sri Lanka, dans la littérature de l'Inde ancienne. Le surnom était légitime, si l'on en juge d'après la collection de bronzes précieuse au Musée Guimet. Pour l'essentiel, elle se compose de pièces découvertes depuis une dizaine d'années, depuis que des campagnes de fouilles systématiques ont été organisées sur les sites des palais, monastères et sanctuaires où se concentra la civilisation bouddhique ancienne. Connue sous le nom de « Triangle culturel » parce qu'elle a exploré la région comprise entre les villes d'Anuradhapura, Polonnaruwa et Kandy, cette entreprise s'est révélée magnifiquement fructueuse. Cebes découvertes, statues décapées, architectures remises au jour, et pour certaines, restaurées : l'archéologie srilankaise, jadis inconnue par les Britanniques, a accompli en une décennie des progrès remarquables.

Elle a ressuscité une sculpture qui compte parmi les plus abouties de l'Asie par son élégance et la virtuosité de ses fondeurs. Or cet art, qu'on le considère du simple point de vue de la géographie, de l'histoire des formes ou de l'histoire des religions, se place entre la civilisation que le bouddhisme a engendrée en Inde et celle qui s'est développée dans l'Asie du Sud-Est, de l'Indonésie de Borobudur aux monuments khmers du Cambodge. La connaissance de ce chaînon manquant permet ainsi d'ajouter des précisions, des étapes et des dates à la chronologie de la diffusion du bouddhisme. Des parents réapparaissent, des filiations se distinguent, qui n'étaient jusque-là qu'hypothèses et soupçons. Le visiteur de Guimet, s'il se veut méthodique, devra donc, une fois l'exposition parcourue, se promener dans les salles khmères du musée, pour mieux saisir, afin d'achever la démonstration historique.

A moins qu'il ne soit un érudit de premier ordre, il devra auparavant apprendre que le bouddhisme fut introduit dans l'île par des missionnaires indiens durant le troisième siècle avant J.-C. et qu'il précéda de moins à une conversion qu'à une accoutumance très progressive. Les croyances autochtones, cultes des ser-

pens — *nagas* — et de toutes sortes de divinités et démons, furent peu à peu modifiées, les créatures surnaturelles assimilées au panthéon bouddhique, lui-même fort abondant, et les « *nagas* » métamorphosés en protecteurs de la nouvelle doctrine. Ce processus fut sans doute fort lent, à en juger par la datation des œuvres bouddhiques les plus anciennes qui aient été retrouvées : un reliquaire en or du premier ou deuxième siècle après J.-C. figurant un stupa et un bol de cérémonie orné de reliefs de la même époque.

Ces objets de culte, quoique précieux, n'ont pas été rangés à proximité de ce que l'exposition compte de plus surprenant et de plus émouvant : la collection des bronzes et bodhisattvas assis ou debout fondus dans l'île entre le sixième et le dixième siècles de notre ère. Il y a là, soigneusement présentés, des effigies de bronzes harmonieusement modelées, aux visages et aux regards éloquentes, aux anatomies puissamment bâties et revêtues de plissés voluptueusement sinués. Les figures les plus réussies, qui datent pour la plupart de la deuxième période d'Anuradhapura, autographes du neuvième siècle, se distinguent par l'équilibre de l'exécution, l'équilibre entre surcharge décorative à l'indienne et simplicité plus rustique, équilibre entre force et élégance.

On ne sait pas l'effet de quelle résurgence il passe dans ces œuvres comme un souvenir de la Grèce. Sans doute est-ce en raison de l'usage que les bronziers de Ceylan font du pli et du modelé anatomique, procédés savants qu'ils ont reçus des Indes, lesquels les avaient reçus du Gandhara, où survivait l'enseignement des Grecs transmis depuis le passage d'Alexandre. Tel Bouddha debout, la main droite à demi levée, la gauche repliée à hauteur de l'épaule, évoque étrangement l'Aurige de Delphes. Immobiles, le corps droit, le geste arrêté, ils suggèrent cependant mouvement et tension. Leur attitude ne semble pas de pose, mais un instantané saisi au passage, préoccupation qui n'était pas étrangère aux Grecs. Alors même que les artistes doivent respecter un code déterminé, chaque position des mains et des bras ayant

un sens, ils préservent le naturel de la représentation.

Celui qui a modelé il y a plus de mille ans l'Avalokitesvara de bronze doré trouvé à Vavuniya, a respecté les règles déduites des textes sacrés. Il a placé sur la tête du dieu une coiffure très compliquée et plié ses jambes dans l'attitude canonique du déshémenement royal. On dirait pourtant un adolescent qui va sauter du haut du mur sur lequel il est assis, ou un nageur tâtant du pied l'eau où il va plonger. Aussi son œuvre est-elle admirable de vérité. On en dirait autant de la Tara méditant, voluptueuse représentation féminine.

Si remarquables soient-elles par leur état de conservation et leur taille, les pièces d'inspiration hindouiste sur lesquelles fluit l'homme de Ceylan ne sont pas de force à se mesurer avec les chefs-d'œuvre plus anciens. Fondus pour la plupart au onzième siècle, elles témoignent du pouvoir des Cola, envahisseurs venus d'Inde dont

la domination ruina la puissance bouddhique. Baroques, spectaculaires, tantôt burlesques et tantôt érotiques, la leur manque la simplicité et la justesse de ton qui font la sobriété des sculptures bouddhiques. En elles, la mythologie l'emporte sur l'observation, le légendaire sur le naturel. Ce sont des signes et des symboles, plus étranges que beaux.

PHILIPPE DAGEN

► Musée Guimet, 6, place d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : 47-23-61-65. Jusqu'au 24 février.

GAVEAU
GRANDS RENDEZ-VOUS
7 novembre 1991 - 20 h 30
Stephen HOUGH
Bach : Concerto pour piano n° 1
11 novembre 1991 - 20 h 30
Quatuor JUILLIARD
Mozart : Concerto pour piano n° 23
19 novembre 1991 - 20 h 30
Martha ARGERICH
Alexander RABINOVITCH
19 novembre 1991 - 20 h 30
Bach : Concerto pour piano n° 1
21 novembre 1991 - 20 h 30
Bach : Concerto pour piano n° 1
Tél. : 43-86-43-60

FAHUR DU
Le Maître de magie
LE HAUT-DE-FORME
EDUARDO DE RILPO
TEXTE FRANÇAIS
HUGUETTE HATEM
MISE EN SCÈNE
JACQUES NICHT
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

CONNAISSANCE DU MONDE
SALLE CHATELET
14 novembre 1991 - 20 h 30
LES MONTAGNES ROCHEUSES
ETATS-UNIS - CANADA - Film de Jérôme DELCOURT
Des gorges de l'Arkansas au canyon de l'Enfer. Cinq saisons dans les Rocheuses. Berli, Jasper, Glacier-Park, Yellowstone, Marvilles des Cimes du Nord-Ouest américain.
PROCHAIN SUJET : L'AMAZONE, du 17 au 25 NOVEMBRE - Tél. 43-86-43-60

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<p>THÉÂTRE DES BOUFFES-PARISIENS Orchestre symphonique français Dir. : Laurent PETITGIRARD GARY HOFFMAN SONIA PETROVNA Violoncelle BALY KODALY PETITGIRARD</p> <p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Eugène IOSTOMIN Dir. : Laurent PETITGIRARD PIERRE AMOYAL FAURE, RAVEL MENDELSSOHN Cto. SCHUBERT</p> <p>THÉÂTRE CHATELET LES MIDIS MUSICAUX Le 4 : Roman TREKEL HERBERT KALKA Piano MARTIN, WOLF Le 6 : Ensemble Musique Oblique Le 8 : Ensemble CHOJNACKA Sylvio GUALDA XENAKIS & Opéra 11^e Août à Paris Michele & Karver OHANA & Rêve de la Célestine (création française)</p> <p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES MARK MORIS DANCE GROUP Bido and Aeneas H. PURCELL MARK MORIS Dir. : Marc MINKOWSKI Ensemble vocal et instrumental LES MUSICIENS DU LOUVRE</p> <p>AUDITORIUM CHATELET Allen Roger VIGNOLES BONONCINI MONTEVERDI SCHUBERT Le 8 : Alexander PALEY WEBER, DEBUSSY RACHMANINOV PROKOFIEV</p> <p>THÉÂTRE CHATELET Francisco ARAIZA IRWIN GAGE Piano MOZART, SCHUBERT BEETHOVEN SCHUMANN</p> <p>PETIT MONTMARTRE Soyez les Premiers 50% DE RÉDUCTION DU 5 AU 15 NOV. JACQUES AUDIBERTI Les Patients mises en scène GEORGES VITALY LOC. 43 22 77 74</p>	<p>THÉÂTRE OPÉRA BASTILLE Les Musiciens de l'Orchestre National de l'Opéra de Paris et la musique de chambre MOZART, RAVEL</p> <p>THÉÂTRE CHATELET Schoenberg Gurrelieder OPÉRA DE LYON et de MONTPELLIER Dir. : Kent NAGANO M. PRICE, R. RUNKEL G. LAKES, H. HOTTER F. STRUCKMANN Chœur d'Hommes de Prague Chœur de la RADIO DE PRAGUE</p> <p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES LES MUSICIENS DU LOUVRE Marc Minkowski Direction JENNIFER SMITH J.-P. FOUCHECOURT PH. HUTTENLOCHER Cath. NAPOLI LULLY : ACIS et GALATÉE Version de concert</p> <p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Orchestre Philharmonique SAINT-PETERSBOURG Dir. : Youri TEMIRKANOV Mikhail Rudy piano MOUSSORGSKI RACHMANINOV DVORAK</p> <p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Orchestre Philharmonique SAINT-PETERSBOURG Dir. : Youri TEMIRKANOV Tchaïkovski</p> <p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES La Grande Écurie et la Chambre du Roy Dir. : Jean-Claude MALGOIRE CLAIRE PRIMROSE FRANÇOIS LE ROUX DONALD UTTAKER Gluck : ALCESTE (version de concert)</p>
--	---

ÉCONOMIE

BILLET

Transplants Ford Mazda

Beau sujet pour les experts de Bruxelles. Les voitures fabriquées en Europe par un constructeur automobile américain pour le compte et sous la marque de son partenaire japonais doivent-elles ou non être assujetties à l'accord CEE-Japon? En clair, doivent-elles être comptabilisées dans la production des transplants nippons, qui, pour une durée de sept ans, a été plafonnée, officiellement, à 1 200 000 véhicules? La question ne manquera pas d'être soulevée si Ford et Mazda mènent à bien l'accord de commercialisation qu'ils sont en train d'élaborer. Les dirigeants du numéro deux américain de l'automobile ont en effet confirmé, lundi 28 octobre à Detroit, une rumeur qui s'était répandue de façon insistante, dès la fin de la semaine dernière, dans les couloirs du Salon automobile de Tokyo. Ford, qui possède 25 % du capital de Mazda et coopère déjà sur deux modèles avec son partenaire japonais aux États-Unis (la Ford Probe est fabriquée par Mazda et la Mazda-Navajo est produite par Ford), s'apprête en effet à mettre en place une association identique en Europe. Le géant de Detroit envisage désormais d'y produire des véhicules Mazda. Pour l'industriel nippon, l'intérêt d'un tel accord est évident. Moins internationalisé que ses grands rivaux Toyota, Honda et autres Mitsubishi, Mazda pèche d'un retard certain dans la conquête du marché européen. Ford, lui, y est implanté de longue date et a plutôt bien réussi son intégration. Le constructeur américain s'est à ce point européanisé, souligneront les mauvaises langues, qu'il n'était pas le moins virulent dans la dénonciation d'un accord CEE-Japon jugé destructeur pour l'industrie automobile du Vieux Continent. Reste que l'accord avec Mazda peut lui permettre de faire tourner certaines de ses usines, principalement les britanniques, durement frappées par la déprime du marché automobile outre-Manche. Ce légitime échange de bons procédés a-t-on tout le mérite de souligner à l'heure où l'industrie automobile tout entière s'est engagée dans une course aux alliances transcontinentales, aux réseaux mondiaux, ce qu'a inévitablement d'imparfaite la protection temporaire assurée par un accord type CEE-Japon. Daimler-Benz s'est associé avec Mitsubishi, Renault s'est tourné vers Volvo. Dans le grand jeu des associations, le groupe PSA est l'un des absents de marque. Son président M. Jacques Calvet en est conscient. N'expliquait-il pas, dans le Monde du 29 octobre, qu'il n'était pas opposé à des échanges technologiques de son groupe avec un constructeur nippon?

CAROLINE MONNOT

Meteor plus court et plus tardif

Le premier tronçon du métro rapide Meteor, qui doit soulager la ligne A du RER, surchargée, sera plus court que prévu, a décidé le Syndicat des transports parisiens (STP) mercredi 23 octobre. De Maison-Blanche, dans le 13^e arrondissement, il n'ira que jusqu'à Madeleine au lieu de Saint-Lazare - soit 7,2 kilomètres au lieu de 9,6 - et comportera sept stations au lieu de dix. A l'origine de cette décision, un surcoût de 30 % (de 4,4 milliards de francs à 5,9 milliards), dû notamment à des améliorations demandées par le STP.

Ce premier tronçon, engagé avec six mois de retard, ne sera prêt que vers la mi-1996 au lieu de la fin 1995. Il est financé par l'Etat (37 %), la région (37 %), la RATP (18 %), avec un prêt spécial de la région et la Ville de Paris (pour 450 millions de francs).

L'activité du constructeur automobile paralysée

La direction de Renault lance une sévère mise en garde aux grévistes de Cléon

La direction de Renault s'est prise très vivement, lundi 28 octobre, aux grévistes de l'usine de Cléon (Seine-Maritime), dont l'action bloque l'approvisionnement de la quasi-totalité des établissements du groupe. Lors d'une conférence de presse, M. Miellet Praderie, secrétaire général de Renault, a affirmé qu'il ne s'agit pas d'une grève mais d'une forme illégale d'action. La CGT « mène une guerre qui relève du terrorisme », a-t-il souligné avant de rappeler que la justice a autorisé l'usage de la force pour dégrader les accès de l'usine. M. Praderie s'est cependant étouffé de n'avoir « toujours pas reçu de réponse des autorités » et a relevé les « déclarations discordantes » des responsables cégétistes. Selon lui, l'entreprise a déjà perdu « plusieurs centaines de millions de francs » et, si les perturbations se prolongent, « les clients ne pourront plus être servis ».

M. Praderie a refusé de revenir sur l'accord salarial 1991 (+ 2,5 % d'augmentations générales), mais a évoqué la possibilité de discuter plus tôt que prévu de l'évolution des rémunérations pour 1992 et n'exclut pas des mesures spécifiques à Cléon, à condition que la situation redevienne normale.

Dans une lettre adressée aux salariés de l'entreprise, M. Raymond Lévy, PDG de Renault, dénonce par ailleurs les agissements d'un groupe d'extrémistes qui se réclame d'une organisation syndicale pour « prendre Renault en otage ». M. Lévy, qui rappelle que « plus de 95 % du personnel touche, hors intéressement, un salaire brut de plus de 100 000 francs par an », demande aux salariés de s'engager « personnellement dans les actions qui seront peut-être nécessaires, dans le strict respect du droit de grève et avec la ferme volonté de maintenir un dialogue social constructif (...) pour revenir à la légalité ».

De son côté, le CNPF s'est inquiété lundi des « graves conséquences du conflit de Cléon sur l'activité de Renault » et a souligné que « toutes mesures soient prises afin d'assurer le respect des décisions de justice ». Enfin, la CGT se dit prête à réagir en fonction des « événements qui peuvent se produire à Cléon ».

« Ils ne viendront pas ! »

ROUEN

de notre correspondant

Depuis plus de dix jours, les abords de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) sont dominés par les pancartes de couleur noire de pneus enflammés, signe caractéristique que la tension a monté d'un cran à l'industrialisation de l'établissement. Lundi 28 octobre au matin, le directeur, M. André Guérin, accompagné de quelque deux cents cadres et d'un huissier de justice, a vainement tenté de rejoindre ses bureaux. Refusé sous une pluie d'œufs et de projectiles divers, il a dû reculer.

« Tout le monde l'a constaté, malgré son coup de force, la direction a été battue. Maintenant, il lui reste à réfléchir », déclarait M. Jacky Touzain, secrétaire du syndicat CGT, à l'issue de l'échauffourée.

convaincu que la grève est soutenue par une large majorité des salariés. Ils ne viendront pas ! Selon certains, la fait que ce conflit se situe dans la circonscription de M. Laurent Fabius constitue la meilleure garantie contre une intervention des forces de l'ordre, autorisée par une ordonnance du juge des référés de Rouen le 22 octobre. Dans l'entourage local du président de l'Assemblée nationale, on ne cache pas qu'une opération policière aurait un effet désastreux dans la contexte actuel. Néanmoins, la guerre psychologique est alimentée par de multiples rumeurs, comme celle d'une « procédure de licenciement engagée contre deux membres du commando » de quinze hommes cagoulés qui avaient envahi la bureau du directeur de l'usine le 18 octobre.

ÉTIENNE BANZET

EN BREF

o SAUR obtient la collecte des ordures de Toulon. - La ville de Toulon a confié pour six ans à COVED, filiale de SAUR (groupe Bouygues), la collecte des ordures ménagères et la conteneurisation progressive de cette collecte dans la commune. Ce contrat représente un montant annuel de 143 millions de francs. Avec ce nouveau contrat, COVED va collecter les déchets pour 2 millions d'habitants (notamment à La Rochelle, Montélimar, Sévres...) et gérer près de 60 sites de traitement.

o Le Crédit Lyonnais Bank Nederland va supprimer 665 emplois. - Le Crédit Lyonnais Bank Nederland (CLBN), filiale du Crédit lyonnais, a annoncé, lundi 28 octobre à Rotterdam, une restructuration entraînant dans les cinq prochaines années la suppression de 665 des 3 475 emplois sans que des licenciements aient lieu. Un plan quinquennal (1992-1996) devra faire du CLBN la banque la plus rentable des Pays-Bas, en portant dans ces cinq ans le rendement sur son pro-

pre patrimoine à 12 % (contre seulement 7,2 % en 1990). Ce plan prévoit en outre la disparition de neuf des 19 postes de directeur actuels. Selon le président du conseil d'administration, M. Willem Van Oriel, ce plan a été rendu nécessaire notamment par la vague recrudescence de concentrations de grandes banques néerlandaises et la disparition des revenus en provenance du financement cinématographique, qui a été repris par la société mère à Paris.

o JAL commande 20 Boeing-777. - Japan Airlines (JAL) a décidé, lundi 28 octobre, de commander 20 appareils Boeing-777 (bi-moteurs à large fuselage pour 280 à 380 passagers) pour ses lignes court et moyen-courrier. Ce contrat - dix commandes firmées et dix options - représente un montant de 2 milliards de dollars (environ 11,6 milliards de francs). Les livraisons doivent s'échelonner sur dix ans à partir de mai 1995. JAL est la sixième compagnie à commander des Boeing-777.

La négociation sur le financement de l'UNEDIC

Les propositions patronales sur l'assurance-chômage divisent les syndicats

Avant que ne s'ouvre la troisième séance de négociation sur le financement de l'UNEDIC, le 28 octobre, l'hypothèse d'un accord partiel circulait. Les partenaires sociaux, disait-on, y compris dans les cabinets ministériels, pourraient déjà s'entendre sur 3 milliards de francs d'économies. Cela aurait pu constituer un premier pas dans la voie du redressement pour le régime d'assurance-chômage qui, selon les estimations, devrait connaître un déficit de 7,3 milliards d'ici à la fin de l'année, et de plus de 16 milliards à la fin de 1992. Paine perdu. En fin de soirée, les négociateurs se sont quittés sur un constat d'échec, et ont annoncé qu'ils reprendront le sujet lors de leur prochaine rencontre, le 14 novembre.

Pour répondre à une demande de FO, formulée dans une lettre du 23 octobre, le CNPF avait proposé de rétablir, à compter du 1^{er} novembre, 0,12 point de cotisation, supporté à parité par les salariés et les employeurs, qui avait

été supprimé au 1^{er} janvier 1991, en application de l'accord de décembre 1989. Cette mesure, à effet immédiat, aurait dégagé 400 millions de francs supplémentaires en 1991 et 2 milliards en année pleine. Mais, en contrepartie, la délégation patronale souhaitait un effort parallèle des chômeurs indemnisés, pour un montant estimé à environ 1 milliard de francs.

Selon cette logique, un « différé d'indemnisation » de cinq jours aurait été appliqué à tout nouvel allocataire. Il apparaît cependant que si les intérimaires et les salariés, en fin de contrat à durée déterminée n'étaient pas concernés par cette disposition, le rendement espéré chutait à 300 ou 400 millions. Après une interruption, FO fit une contre-proposition. Le délai de carence pourrait être de trois jours pour tous.

Plusieurs thèses s'opposèrent, sans compter avec la CGT, qui refuse toute forme d'ajustement du niveau ou des règles d'indemnisation.

ALAIN LEBEAUE

Le réseau de l'Écureuil a achevé sa restructuration

Les caisses d'épargne veulent devenir un groupe financier moderne et puissant

En 1983, le réseau de l'Écureuil comptait 467 caisses d'épargne locales; à la fin de 1990, 200, et, à l'heure actuelle, 31. C'est l'étape terminale d'un processus de concentration et de restructuration amorcé il y a huit ans, dont l'objet était de rassembler un retard de quinze ans sur les puissants réseaux de caisses d'épargne de la Communauté économique européenne. Spar-kasse allemandes et Caisse di Risparmio italiennes, par exemple, qui pouvaient et peuvent toujours exercer l'ensemble des activités bancaires. Figés depuis cent trente ans dans un régime juridique très imprécis (des fondations de droit privé à but non lucratif et exonérées d'impôts), avec un mode de gouvernement très sclérosé (cooptation d'administrateurs bénévoles, indéfiniment rééligibles), les caisses d'épargne de l'Écureuil s'engagent, sous l'impulsion initiale de M. Dominique Taddei, alors député PS du Vaucluse et président du conseil de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, dans une mutation qui vient de s'achever.

Une loi de juillet 1983, confirmée par la loi bancaire de 1984, fit des caisses d'épargne des établissements de crédit à part entière et habilités à développer une activité financière « généraliste » (octroi de crédits et opération de banque auprès de leurs déposants), en parallèle avec leur fonction de collecte, notamment sur le fameux livret A, exonéré d'impôt, dont le produit, on le

sait, est utilisé par la Caisse des dépôts pour financer le logement social.

Pour les structures, la réorganisation de notables locaux, restée inchangée depuis 1854, était substituée à l'élection de conseils consultatifs élus par un vote des déposants et de conseils d'orientation et de surveillance (COS), désignés au scrutin proportionnel par les maires, les salariés et les déposants, qui nomment le directeur général et les directions des caisses. Enfin, une structure centrale, le Centre national (CENT-CEP), dont le capital était détenu par les caisses d'épargne (50 %), la Caisse des dépôts (35 %) et des organismes à créer, les SOREFI (15 %), devenait et reste le chef du réseau, chargé de représenter collectivement les caisses, de négocier et de conclure des accords nationaux et internationaux, de prendre toutes mesures nécessaires à l'organisation, au bon fonctionnement et au développement du réseau, et d'exercer un contrôle administratif, financier et technique sur sa gestion.

Nécessaire concentration

En 1985, en application de la loi de 1982, 21 sociétés régionales (SOREFI) étaient créées pour faire fonctionner un circuit court de financement à l'échelle de la région. Mais, avec l'ouverture des frontières financières européennes, le réseau de l'Écureuil conservait encore un important retard sur ses homologues européens. Une étude était demandée, fin 1989, au cabinet d'organisation McKinsey pour déterminer l'évolution future du réseau et, notamment, la concentration nécessaire pour financer et développer les moyens techniques indispensables face à la concurrence des autres réseaux (banques commerciales et mutualistes). L'étude recommanda de ramener à 50 le nombre de

caisses, déjà revenu de 467 à 187, de renforcer le CENCEP et de créer une ou plusieurs caisses centrales chargées de gérer les liquidités.

Aujourd'hui, au terme des fusions, il n'existe plus que 31 caisses, avec, en moyenne unitaire : 1 000 salariés, 1 milliard de francs de fonds propres, 180 points de vente et 27 milliards de francs de total de bilan. L'écart entre la plus petite et la plus grande a été radicalement réduit : 1 à 6 contre 1 à 300, soit 500 à 3 000 salariés et 80 à 300 points de vente. En outre, après une discussion difficile avec une Caisse des dépôts et consignations (CDC) soucieuse de ne pas perdre la gestion de 120 milliards de francs de liquidités, un compromis était trouvé, avec la création d'une société centrale de trésorerie, détenue à 65 % par la CDC et à 35 % par la Caisse d'épargne, pourcentage inversé pour une société centrale d'émission pour le refinancement des caisses régionales, les SOREFI disparaissant. Enfin, le CENCEP voyait ses pouvoirs accrus en matière de regroupement de caisses et d'agrément de leurs dirigeants, le tout concrétisé par la loi du 10 juillet 1991.

Aujourd'hui, MM. Jean-Pierre Thiolon et Alain Le Ray, respectivement président du directoire et président du conseil de surveillance du CENCEP, mettent en avant la puissance d'un groupe d'établissements en pleine modernisation avec ses 35 600 personnes, ses 5 800 points de vente et ses 2 300 guichets automatiques, avec aussi ses 48,8 milliards de francs de fonds propres, ou troisième rang français pour le bénéfice net (2,83 milliards de francs après 900 millions de francs d'impôts), au cinquième rang pour le total du bilan et au sixième rang pour les dépôts (hors livret A).

L'Écureuil distribue 10,5 % de crédits immobiliers aux ménages, 20 % des PEP, 8 % des OPCVM (SICAV et FCP) et annonce, pour le premier semestre 1991, une progression de 13,2 % pour le bénéfice brut comptable (+3,2 %). Il va profiter de sa restructuration pour modifier son nouveau « système d'identité visuelle », l'image d'un écureuil, imaginée en 1942, redessinée en 1950, 1965 et, s'orientant vers un graphisme éruditeusement stylisé, qui demande un peu d'imagination pour retrouver la forme de l'animal de nosseaux.

C'est sous ce nouveau logo que les caisses d'épargne de l'Écureuil, fortes de leurs 28 millions de clients, vont tenter de conquérir leur place de banque à part entière, dans un pays qui compte neuf réseaux (record d'Europe) de collecte de dépôts à vocation nationale (Crédit agricole, BNP, Crédit lyonnais, Société générale, caisses d'épargne, CIC, Banque populaire, Crédit mutuel et Poste).

FRANÇOIS RENARD

LES FRANÇAIS FACE À L'ARGENT

SONDAGE EXCLUSIF

Épargne, placements, crédit, solidarité...

Que faites-vous de votre argent en 20 questions.

• **Allemagne :**
un an après.

• **Retraite :**
ce qu'on vous cache.

SCIENCE & VIE
ECONOMIE
LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ÉCONOMIE

ÉCONOMIE

Un statut particulier pour la Grande-Bretagne

Suite de la première page

Cette étape, les Pays-Bas souhaitent que les Douze la franchissent de concert, pour que l'UEM prenne un élan véritablement enlèvement. C'est-à-dire sans que la Grande-Bretagne reste sur la ligne de départ. C'est pourquoi ils proposent que le traité réserve « un statut d'exception » aux pays dont le Parlement national résisterait, le moment venu, l'intégration monétaire intégrale. Traduisant ainsi le principe déjà acquis selon lequel aucun État membre ne devrait être contraint d'adhérer à la phase finale de l'union, les Pays-Bas tendent ostensiblement la main aux conservateurs britanniques.

Cette disposition signifie en effet que le Parlement de Westminster pourrait, à terme, refuser de franchir le Rubicon des taux de change fixes et de la monnaie commune. L'espérance est que Londres, fort de cette garantie, signe dès maintenant le traité sur l'UEM, et que les parlementaires de Sa Gracieuse Majesté le ratifient, puisqu'il n'entraîne pas une abdication anticipée de leur souveraineté. Espoir vain ou bon calcul ?

La manœuvre, qualifiée d'« ingénieuse » par la presse britannique du week-end qui en avait eu vent, comporte un risque : celui d'affaiblir l'objectif intégrationniste

de l'union en ouvrant à l'ensemble des Parlements des États membres la possibilité de s'engouffrer, le cas échéant, dans l'échappatoire taillée sur mesure pour la Grande-Bretagne. Pour contourner cet écueil, M. Kok va proposer aux chefs d'État et de gouvernement de signer à Maastricht une déclaration annexée au traité, mais dans la valeur est purement politique, dans laquelle ils affirmeront notamment leur « ferme détermination à participer à la troisième phase de l'union ». Cette idée n'est pas du goût de toutes les capitales. Paris et Bonn, dit-on, appréhenderaient que les pays réticents n'en profitent pour se exempter, jetant alors une ombre hypothétique sur toute la construction. Mais M. Wim Kok pense le contraire, qui accorde une portée générale sinon symbolique à ce texte, dont il espère qu'il « sera approuvé par les Douze : il permet à tous les pays de se rallier au traité, qui laisse à chacun le droit d'adopter une position d'exception ».

Cette dernière formule, au demeurant ambiguë, ne vaut pas pour la deuxième de l'union, qui commencera le 1^{er} janvier 1994, comme prévu, et dont le contenu est précisé par le projet néerlandais. Il s'agit d'accélérer « la présidence économique et monétaire des États membres », en confiant à la Commission et au conseil des ministres

des finances un pouvoir de « surveillance multilatérale » dans le cadre des grandes orientations de la politique économique communautaire définie chaque année par le conseil des chefs d'État et de gouvernement. Ainsi, une procédure d'étude des déficits budgétaires au des endossements publics excessifs sera automatiquement mise en œuvre par la Commission lorsque le déficit d'un État membre sera supérieur à 3 % du produit intérieur brut (PIB) ou lorsque sa dette excédera 60 % du PIB. Cette procédure donnera lieu à des recommandations pour enrayer la situation et, dans un stade ultérieur, à des sanctions.

La situation budgétaire des États membres n'est que l'un des quatre critères d'évaluation du degré de « convergence durable » que les Douze doivent s'efforcer d'atteindre avant d'adopter les mêmes taux de change et la même monnaie. Les trois autres critères concernent l'inflation (qui, pour un pays donné, ne devra pas être de plus de 1,5 % supérieure au taux moyen des trois pays les plus performants), la stabilité monétaire (respect des marges de fluctuation du système monétaire européen, le SME, et pas de dévaluation) ainsi que les taux d'intérêt à long terme (plafonnés à 2 % de plus que les taux en vigueur dans les trois pays les plus performants).

La deuxième phase de l'UEM devrait être aussi marquée, dans l'esprit de la présidence néerlandaise, par « le gel de l'écu », en stabilisant, à partir de 1994, la composition de l'unité de compte européenne. Les Pays-Bas espèrent toutefois favoriser son usage dans les milieux financiers. Cette transition sera préparée par la Commission européenne (CE), dont la mission consistera aussi à coordonner les politiques monétaires des

États membres et à préparer la mise en place de la Banque centrale européenne qui est appelée à lui succéder. Mais la composition de l'IME est encore sujette à discussion : les gouvernements des banques centrales nationales y siègeront bien, mais ces derniers, réunis le 28 octobre à Bâle, n'ont pas encore tranché la question de savoir s'il fallait faire une vraie nouvelle institution en dotant l'IME d'un président et d'un vice-président. Qui les nommera et quelle sera leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques ? Question adjacente aussi en suspens : les éventuelles compétences supranationales de l'institution lors des préparatifs techniques de la troisième phase de l'union économique et monétaire. Le passage à celle-ci est encore entouré de trois incertitudes.

En premier lieu, la date : le projet néerlandais précise que la Commission européenne et l'IME feront un rapport « d'ici à la fin 1994 » sur le niveau de convergence économique et monétaire atteint alors par les Douze, à charge pour le conseil européen de fixer une date de principe pour le lancement de la troisième phase, au plus tôt, donc, le 1^{er} janvier 1997. Mais M. Kok n'a pas caché que ce calendrier était quelque peu optimiste. D'autant que sa réalisation dépend d'une autre condition qui reste à préciser : l'UEM n'entrera en vigueur à la date choisie par le conseil européen que si un nombre minimum d'États membres remplissent les critères de convergence définis plus haut ; le texte néerlandais propose ainsi trois variantes : six États membres, ou sept, ou huit. Dernière incertitude : le texte de M. Kok ne dit pas explicitement si la décision des chefs d'État et de gouvernement sera prise à l'unanimité ou à la majorité qualifiée ; mais cette deuxième

A six semaines de la signature

hypothèse est la plus probable puisqu'il est prévu qu'aucun pays ne pourra mettre son veto au lancement de la troisième phase.

D'autre part, aucun pays ne pourra être longtemps tenu à l'écart de l'Union. Les États membres désireux d'y participer mais ne remplissant pas les conditions de convergence se verront attribuer un « statut dérogatoire » qui sera soumis à révision « au moins tous les deux ans ». Une UEM à trois vitesses est, de fait, possible avec, d'une part, des pays voulant y participer mais ne le pouvant pas (cas des pays à statut dérogatoire), d'autre part, des pays pouvant y participer mais dont le Parlement ne le voudrait pas (statut d'exception prévu pour la Grande-Bretagne), et enfin des pays voulant et pouvant y participer pleinement.

Pour éviter qu'un fossé ne se creuse entre cette dernière catégorie de pays et ceux n'ayant pas pu ou pas voulu transmettre leur souveraineté monétaire, les Pays-Bas proposent de doter la future Banque centrale européenne (BCE) d'une « Chambre des gouvernements ». Constituée des gouvernements des banques centrales nationales, cette instance aurait pour fonction de coordonner les différentes politiques monétaires continuant d'exister au sein de la Communauté et pour avantage d'associer tous les États membres à la BCE. Mais certains pays s'opposent à ce montage.

De façon plus générale, les ministres des finances des Douze et, le cas échéant, les chefs d'État et de gouvernement doivent encore rendre une série d'arbitrages sur les aspects institutionnels de l'UEM. La présidence néerlandaise propose ainsi que la Commission européenne « partage son droit d'initiative » avec la Banque centrale, dans

des domaines bien spécifiques, ce qui revient à étendre les compétences des organes supranationaux au détriment des instances intergouvernementales. Si le conseil européen des chefs d'État et de gouvernement a un rôle politique important à jouer pour définir les lignes directrices de la politique économique de la Communauté et pour fixer la date de passage à la troisième phase de l'union, c'est le conseil des ministres des finances qui prend, dans les deux cas, les décisions formelles à la majorité qualifiée, c'est-à-dire selon un mode véritablement communautaire.

CHRISTIAN CHARTIER

Londres ne signera pas la déclaration annexée

Dans une première réaction, le gouvernement britannique s'est félicité, mardi 29 octobre en fin de matinée, selon une déclaration des services du premier ministre, M. John Major, du projet de traité de la présidence néerlandaise de la CEE sur l'union économique et monétaire (UEM). Selon le 10 Downing Street, la déclaration annexée au projet de traité lui-même, qui prévoit une « transition rapide » vers la troisième phase de l'UEM (monnaie unique et banque centrale unique), n'a « aucune importance » parce qu'elle n'est pas « légalement contraignante ». Le gouvernement britannique ne la signera pas dans sa forme actuelle. — (AFP, Rouen).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE GROUPE GAN EN 1991 : RESULTATS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE

Forte hausse de l'activité assurance : + 18,5 %
Augmentation sensible du résultat brut d'exploitation bancaire : + 15,7 %

Le Conseil d'Administration de la Société Centrale du GAN, réuni le 23 octobre 1991 sous la présidence de Monsieur François HEILBRONNER, a examiné les comptes consolidés du premier semestre 1991.

L'ACTIVITE ASSURANCE

Primes émises : 19,5 milliards de francs.

Les primes d'assurance consolidées au 30 juin 1991 s'élevaient à 19,5 milliards de francs, en augmentation de + 18,5 % sur le premier semestre 1990, et de + 17,9 % à périmètre constant. Cette forte croissance est liée à un développement très favorable des opérations vie et capitalisation, ainsi qu'à une reprise de l'activité commerciale en assurances dommages.

Le chiffre d'affaires des sociétés françaises d'assurance vie et capitalisation est en progression de 28 %, grâce au rapide développement des assurances individuelles, notamment à prime unique.

Les sociétés françaises d'assurances dommages enregistrent une croissance de leur chiffre d'affaires de plus de 6 % : celle-ci résulte, en particulier, de l'évolution favorable de la branche automobile, qui traduit le succès des Tarifs Bleus. La charge technique en assurances dommages est en léger retrait par rapport au 1^{er} semestre 1990, qui avait enregistré les conséquences des tempêtes de début d'année. Cependant, les tendances actuelles du marché laissent présager un alourdissement de la sinistralité, notamment en risques industriels.

En assurance vie, le développement des contrats d'épargne se traduit par un fort provisionnement en faveur des assurés. A l'étranger, les opérations d'assainissement en cours, notamment en Grande-Bretagne, se traduisent par une croissance limitée du chiffre d'affaires.

Les résultats des filiales étrangères restent déficitaires au 30 juin, en raison des coûts de restructuration comptabilisés pour l'essentiel au 1^{er} semestre ; les mesures prises permettent d'envisager une amélioration des résultats du second semestre.

La contribution de l'activité assurance au résultat net consolidé du 1^{er} semestre 1991 s'établit à 712 millions de francs, contre 386 millions de francs à fin juin 1990.

L'ACTIVITE BANCAIRE ET FINANCIERE

Produit net bancaire : 8,2 milliards de francs.

Les banques du CIC, intégrées globalement depuis les comptes annuels de l'exercice 1989, apportent la plus grande partie de l'activité bancaire du Groupe.

Dans un contexte général de ralentissement de l'activité qui a été ressenti tant en matière de dépôts que de crédits, le Groupe CIC est parvenu à améliorer sensiblement son résultat d'exploitation.

Le produit net bancaire a progressé de plus de 6 % à méthode de consolidation identique, par rapport au 1^{er} semestre 1990, alors que les frais généraux n'ont augmenté que de 3 % avec des frais de personnel en légère baisse. Le résultat brut d'exploitation s'élevait ainsi à 2,6 milliards de francs il a cru, à méthode de consolidation identique, de 15,7 % par rapport au 1^{er} semestre 1990.

Après l'effort important de provisionnement consenti en 1990, le Groupe CIC a pu ramener ses dotations nettes aux provisions de 2,0 milliards de francs au 1^{er} semestre 1990 à 1,4 milliard de francs au 1^{er} semestre 1991.

L'amélioration de la productivité et la maîtrise des risques ont permis de dégager un résultat d'exploitation après provisions et amortissements de 646 millions de francs (610 millions de francs à méthode de consolidation identique) au 30 juin 1991, reflétant un assainissement de la situation globale du Groupe.

Les produits exceptionnels s'établissent à 0,3 milliard de francs contre 1,7 milliard au 1^{er} semestre 1990. Le résultat net du Groupe CIC s'élevait ainsi à 553 millions de francs au 30 juin 1991. Compte tenu du taux de participation du GAN dans le capital de la Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne et des retraitements de consolidation, la contribution du CIC au résultat net consolidé du Groupe est de 186 millions de francs ; celle des autres filiales bancaires et financières s'établit à 64 millions de francs.

La contribution totale des activités bancaires et financières au résultat net consolidé ressort à 250 millions de francs au 30 juin 1991.

RESULTAT NET CONSOLIDE : 961,9 MILLIONS DE FRANCS

Le résultat net consolidé, part du Groupe, s'élevait au 30 juin 1991 à 961,9 millions de francs contre 946,9 millions de francs pour le 1^{er} semestre 1990.

En l'absence d'événement exceptionnel au cours du second semestre, le résultat de l'exercice 1991 pourrait être voisin de celui enregistré en 1990.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration du GAN a arrêté le projet de traité d'apport par l'État à la Société Centrale du GAN de 6.089.463 actions de la Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne, qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Centrale au mois de décembre.

L'apport sera rémunéré par l'attribution à l'État de 871.104 actions de 37 francs de nominal de la Société Centrale à titre d'augmentation de capital, assortie d'une prime d'apport de 2.308.008.851 francs, sous réserve d'ajustements au vu des conclusions définitives des Commissaires aux Apports.

A l'issue de cette opération, la participation directe et indirecte de la Société Centrale du GAN dans le capital de la Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne sera de 80,06 %.

Enfin, le Conseil d'Administration a arrêté le projet d'apport par la Société Centrale à GAN SA de 100 % des titres du GAN Capitalisation et 25,36 % des titres du GAN Incendie. Accidents qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire de GAN SA le 2 décembre 1991.

Cette opération qui constitue un simple reclassement interne, permettra de regrouper sous GAN SA l'ensemble des participations dans les sociétés d'assurance du Groupe.

GROUPE gan

SERVICES

Accor compte réaliser une augmentation de capital sur l'hôtellerie des Wagons-Lits.

Le groupe hôtelier français Accor entend prendre le contrôle direct de la majeure partie de l'hôtellerie de la Compagnie internationale des Wagons-Lits (CIWL). Cela apparaît dans le projet de « prospectus » précisant les conditions de l'offre publique d'achat qu'il a lancée sur la CIWL, OPA qui doit être approuvée cette semaine par la Commission bancaire et boursière belge.

Accor veut en effet - il l'a précisé à la Commission bancaire - réaliser une augmentation de capital de PLM SA, holding qui cotifie les hôtels Pullman, Atlas et PLM-Azur, les remontées mécaniques du Mont-Blanc et les 21 % que la CIWL possède dans les résidences hôtelières Locarev Maeva. Le groupe français va faire appel à ce holding des hôtels Mercure, Sofitel et de ses hôtels de loisir, évalués à 4 milliards de francs, contre 2 milliards pour les Pullman, Atlas et PLM-Azur. A l'issue de cette opération, il détendra 72 % de PLM SA ; la CIWL n'en aura plus que 22 % au lieu de 77 % aujourd'hui et le public 6 % (au lieu de 23 %).

Accor va ainsi assurer directement son contrôle sur la majeure partie de l'hôtellerie des Wagons-Lits (seuls restent en dehors les hôtels deux étoiles Arande), comme M. Pierre Bellan, président de la Sodexho, avait tenté de le faire en 1990 pour la restauration. Les directions ont été fusionnées en mars, mais le contrat de gestion conclu à cette date était provisoire. D'autre part, le groupe rationalise sa structure juridique et financière, en constituant plusieurs « pôles » pour l'hôtellerie : les 360 hôtels de l'ensemble Accor-Wagons-Lits, les 230 Novotel, les 260 Ibis et les 170 Formule 1 (résultats dans Sphère), enfin les Motel 6 qu'il possède aux États-Unis.

GUY HERZLICH

ETRANGER

Les douze Républiques souveraines d'URSS reconnaissent leur responsabilité conjointe sur la dette soviétique.

Les douze Républiques souveraines ont signé, lundi 28 octobre au soir à Moscou, un mémorandum reconnaissant leur « responsabilité conjointe et solidaire » sur les emprunts contractés à l'étranger par l'Union soviétique. Ce mémorandum, en trois points, qualifié d'« historique » par des représentants du Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7), a été obtenu après deux jours de discussions serrées.

Le premier point souligne la responsabilité des signataires envers les créanciers de l'Union soviétique ; le deuxième prévoit que les douze Républiques mandatent la Vnesheconbank (Banque des relations économiques extérieures de l'URSS) comme gestionnaire de la dette soviétique. Enfin, les signataires s'engagent à assurer le service de la dette et à fournir toute information concernant les avoirs et les passifs de l'Union soviétique. A la demande de cinq Républiques (Ukraine, Biélorussie, Russie, Moldavie, Géorgie), une mention a été ajoutée concernant une éventuelle participation des pays baltes, devenus indépendants, à la charge de la dette soviétique.

A l'issue de deux journées de réunion, le Groupe des sept a donc obtenu ce qu'il était venu chercher : un engagement écrit de toutes les emplacements de l'Union soviétique des crédits qui lui ont été accordés par les pays occidentaux. La dette de l'URSS est estimée à 65 milliards de dollars environ (400 milliards de francs). — (AFP).

AVIS D'APPEL D'OFFRES

« La Société Togolaise du Coton (SOTOCO) lance un appel d'offres international sur financement conjoint de l'IDA (Banque mondiale), de la CCB et du FAC, pour la fourniture de trois lots insecticides :

- Lot n° 1 : Pyréthrinolide + Organo-phosphoré Acaricide 30 000 litres
- Lot n° 2 : Pyréthrinolide + Organo-phosphoré Aphicide 120 000 litres
- Lot n° 3 : Pyréthrinolide + Organo-phosphoré Aphicide 530 000 litres

Les produits doivent obligatoirement provenir des pays membres de la Banque mondiale, de la Suisse ou de Taïwan (Chine).

Le cahier des charges peut être retiré auprès de la CFIOT - 13, rue de Monceau 75008 Paris - Tél. 644 839 F - Télécopie 43-59-50-13 (Attention M. Beroud), ou à la délégation SOTOCO - BP 3553 à Lomé (Togo) - Tél. : (228) 21-05-39 ou 21-68-00.

Prix total : 9 000 F (lot n° 1 : 1 000 F - Lot n° 2 2 000 F - Lot n° 3 : 6 000 F).

Date limite de dépôt des offres : le 18-12-91 à Lomé (Commission Consultative des Marchés). »

ÉCONOMIE

du Traité d'union économique et monétaire

Un entretien avec le professeur Michel Aglietta

« Il faudra que la diplomatie vienne épauler la monnaie »

Pour M. Michel Aglietta, professeur d'économie à l'université Paris X-Nanterre, le traité d'union économique et monétaire qui devrait être signé par les Douze à la fin de l'année apparaît « raisonnable ». Mais il écarte sans la signature parallèle d'un traité d'union politique.

« L'union économique et monétaire (UEM) semble désormais en bonne voie. Il paraît probable que les douze pays signeront un traité à la fin de cette année. Mais il ne rejoint pas tous en même temps l'union. Chacun entretient son rythme. Cela vous paraît-il une bonne façon de bâtir l'Europe ? »

« Le compromis paraît raisonnable. Il faut prendre en compte la diversité des Douze et leurs différentes facultés d'ajustement au régime de changes fixes que constitue l'union. Pour un gouvernement, s'engager dans un système qui restreint sa liberté de politique macro-économique est une décision irréversible. Il faut que le pays soit prêt à l'accepter. Compte tenu des déséquilibres hérités du passé, il n'y avait aucune raison pour que les Douze soient tous prêts exactement en même temps. »

« L'Europe aura donc plusieurs vitesses ? »

« Oui, et c'est le plus raisonnable. L'important est que tous les pays participent à l'élaboration de l'union et à ses règles, puis signent le traité. On allie ainsi une unité des Douze sur le principe et un maximum de souplesse dans son application. L'existence de plusieurs vitesses apparaît comme une concession faite par les Français aux Allemands. Mais l'autre solution, qui consistait à attendre que tout le monde soit prêt, serait revenue à repousser l'édifice sine die. C'était ce que souhaitaient les Britanniques. »

« Je crois que l'annonce de l'union et la constitution d'un noyau de départ de pays y participant vont agir comme des forces d'attraction. Les autres pays vont vouloir rejoindre l'union au plus vite et vont donc accélérer leurs politiques d'ajustement. On le constate aujourd'hui avec le système monétaire européen (SME) qui est un embryon de l'union : le SME a deux vitesses puisque la

monnaie d'un pays peut fluctuer autour d'un pivot avec une marge soit de 6 %, dans une bande dite « large », soit de 2,25 %, dans une bande dite « étroite ». Cette flexibilité a été à l'origine du succès du SME, que les pays ont rejoint au moment de leur choix et avec la bande de fluctuation qui leur convenait. »

Récapituler la philosophie anglaise

« Il y a eu une autre concession faite à l'Allemagne. La création de la banque centrale européenne a été repoussée de la phase 2 à la phase 3, de 1994 à l'après-1996. Faut-il s'en inquiéter ? »

« Le jugement doit ici être nuancé. Comment réaliser au mieux la phase 2 pour que tout puisse aller très vite dans la phase 3 ? Pour les Allemands, il s'agit de coordonner les politiques monétaires des Douze. Car selon leur conception, ce qui compte pour maîtriser la convergence des économies est la surveillance des éléments nominaux : hausse des prix, taux d'intérêt, masse monétaire, etc. Pour les Français, mais aussi pour les Britanniques, cela ne suffit pas. Un même taux d'inflation peut cacher, en effet, des niveaux de compétitivité très différents. Avec le même rythme de hausse des prix, des pays peuvent utiliser pleinement ou non leur potentiel de croissance. C'est le problème de la convergence « réelle » des économies, non pas seulement nominale, que le fonctionnement actuel du SME met en lumière mais ne permet pas de résoudre convenablement. »

« Contrairement à ce qui a été décidé, la présence d'un embryon de banque centrale dès la phase 2 aurait probablement accéléré la perception du besoin d'un « gouvernement économique » de la Communauté, évoqué par les négociateurs français. Pour obtenir une convergence réelle, pour que les pays membres soient tous convaincus que les avantages de l'union l'emportent sur ses coûts, il faut une convergence des politiques économiques et pas seulement des politiques monétaires. »

« En outre, un embryon de banque centrale, s'il avait pu disposer d'une partie des réserves de changes des pays membres, aurait pu mener une politique de change commune, vis-à-vis du dollar ou du

yen, plus efficacement que la seule coopération tactique des banques centrales nationales. Une telle politique serait parfaitement compatible avec la volonté, explicite ou implicite, des gouvernements de poursuivre l'approfondissement du SME en évitant les réalignements. »

« Enfin, le sort fait à l'écu est un autre terrain de divergence entre les Allemands et nous. Pour eux, l'écu n'a aucun rôle monétaire à jouer avant que la monnaie unique ne soit instituée sous l'égide de la banque centrale européenne. Mais la monnaie n'a pas qu'une dimension institutionnelle ; l'action privée est essentielle. Or en matière d'habitudes de paiements, de systèmes comptables, de comparaison des prix, les comportements privés ont une grande inertie. C'est pourquoi le développement de l'écu comme monnaie commune dès 1994, avec la certitude que cet écu sera la monnaie unique de l'union à l'horizon de six ou sept ans, pourrait élargir progressivement le champ des intérêts privés pour l'UEM. C'est la meilleure manière de récupérer la philosophie de la proposition anglaise. »

« La création d'un institut monétaire européen (IME) en phase 2 vous paraît donc insaisissable ? »

« Encore une fois, si l'on souhaite un véritable renforcement des politiques communes, il faut que les pays acceptent de déterminer

mutuellement leurs objectifs monétaires et économiques et non plus chacun de leur côté. L'IME doit être un lieu de décision et non pas un simple lieu d'information réciproque. Mais les Allemands veulent le limiter à n'être qu'un super-comité des gouverneurs. »

La monnaie et la politique

« Dana l'Europe à plusieurs vitesses, la France a-t-elle intérêt à monter dans le premier wagon s'il n'est constitué que de six pays avec l'Allemagne, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ? »

« A six ce serait, en gros, un bloc mark plus la France. L'intérêt ne serait alors pas évident pour notre pays. Ce que nous cherchions dans l'UEM, en effet, est de peser sur les décisions monétaires qui s'imposent aujourd'hui à nous sans que nous ayons notre mot à dire. Les taux d'intérêt en France sont fixés en fonction de ceux de la Bundesbank, dont la politique dépend de considérations internes à l'Allemagne. Demain, au sein d'une UEM, la France pourrait participer à la fixation des taux européens et à la fixation des taux européens et non plus se les voir imposer. Encore faut-il pour cela avoir une influence suffisante. »

« Et à sept avec l'Angleterre ? »

« Le jeu serait alors triangulaire. Des coalitions à géométrie variable façonneraient la politique moné-

taire de la zone. On peut espérer que la politique monétaire commune exprimerait un compromis mieux balancé entre les tensions conjoncturelles subies par les pays membres. Le temps du monétarisme dogmatique est terminé : on sait aujourd'hui que l'élaboration d'une politique monétaire implique une appréciation discrétionnaire par une connaissance approfondie de la conjoncture. »

« Que se passera-t-il si l'union économique prend forme mais si l'union politique capote ? »

« Toute l'histoire monétaire montre le lien très étroit qui noue la monnaie et la politique. L'union latine vers 1860 entre la France, l'Italie, la Suisse et la Grèce s'est dissoute progressivement à cause de la qualité différente des monnaies, la France ayant refusé d'accepter dans sa circulation monétaire les pièces frappées en Italie. L'union scandinave, au tournant du siècle, est restée soudée grâce aux politiques et aux cultures très ressemblantes de ces pays. Puis, leurs positions différentes lors du premier conflit mondial ont fait éclater leur union. »

« En cas de persistance de différentes politiques en Europe, on risque de voir surgir trois écueils. D'abord l'incompatibilité. Il faut une instance élue démocratiquement pour évaluer les choix de la future banque centrale, comme le Congrès aux Etats-Unis. En

Europe, si ce n'est pas l'Assemblée munie de pouvoirs spécifiques, ce ne peut être que le conseil des ministres. Mais, dans ce cas, on verra renaître les critiques permanentes sur le danger d'une perte d'indépendance de la banque. »

« Ensuite la divergence. Il y a fait à parier que les pays conserveront encore longtemps des déphasages conjoncturels. Certains seront en surchauffe tandis que d'autres seront en récession : on vient de le voir en Allemagne et en Grande-Bretagne ces derniers mois. A l'heure actuelle, ce peut être le cas entre des régions de différents pays. Le budget joue alors le rôle d'un puissant mécanisme de convergence. Mais rien de tel n'existe au niveau de l'Europe. Le fédéralisme fiscal manque. Afin de limiter les frictions inévitables entre les pays, il faudra tout de même qu'elles soient arbitrées par une sorte de « gouvernement économique ». Il faudra donc bien un accord politique. »

« Enfin l'incohérence. Si la CEE devient une réelle puissance économique et financière, comme c'est le but, on voit mal cette Europe rester diplomatiquement muette. Il lui faudra une politique externe. Il lui faudra que la diplomatie vienne épauler la monnaie. »

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER

► Michel Aglietta est professeur d'économie à l'université Paris X-Nanterre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

« LES RÉSULTATS DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PROGRESSENT FORTEMENT AU 1^{ER} SEMESTRE 1991 »



ENTRETIEN AVEC M. MARC VIÉNOT, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Le bénéfice net part du groupe de la Société Générale a augmenté de 29,4 % au premier semestre 1991. Est-ce le signe d'un retour à un bon niveau de rentabilité après un résultat 1990 en retrait ?

Après une année 1990 particulièrement difficile pour l'ensemble du secteur bancaire, les perspectives 1991 sont certainement meilleures. Les performances du premier semestre témoignent de l'aptitude de notre groupe à résister dans une conjoncture économique maussade.

L'activité du groupe au troisième trimestre 1991 confirme les tendances positives observées au premier semestre.

Les résultats 1991 devraient ainsi justifier la confiance dans l'avenir que nous avons manifestée lors de notre dernière Assemblée Générale en maintenant le montant du dividende par action.

Quels sont les principaux facteurs de cette croissance ?

C'est d'abord l'activité de notre réseau d'agences françaises, notamment les crédits aux entreprises. L'activité bancaire internationale a été, elle aussi, très soutenue et concourt largement à l'amélioration des résultats. Sur les marchés financiers, nos équipes spécialisées, françaises et étrangères, ont réalisé de bonnes performances. Signalons enfin que notre effort de diversification des sources de revenus a porté : la part des commissions dans l'ensemble de nos recettes a, pour la première fois, dépassé le tiers du total.

Comment la Société Générale marque-t-elle sa différence dans un contexte de concurrence qui demeure très exigeant ?

Je qualifierais notre différence par deux mots : innovation et productivité. Je pense que nos efforts d'innovation, aussi bien dans le domaine des produits de gestion mobilière que dans les produits de marché ont été bien perçus.

Dans le domaine des activités classiques, nous confirmons notre rang parmi les tout premiers - dans les classements de productivité bancaire.

Innovation et productivité ont renforcé notre position de groupe bancaire privé de premier plan, capable simultanément d'améliorer sa situation concurrentielle dans les différents métiers de la banque et de la finance, et d'exporter le savoir-faire de ses équipes à la faveur des opportunités offertes par les différents marchés internationaux.

Le cours actuel de l'action Société Générale donne-t-il la mesure des qualités intrinsèques de votre groupe ?

Non. Les éléments fondamentaux qui devraient contribuer à déterminer la valeur de notre titre - développement de nos activités, progression des résultats, actifs patrimoniaux, politique de dividende, perspectives - ne sont que très partiellement pris en compte dans l'appréciation boursière de l'action Société Générale.

Le titre reste bon marché. Le seul écart entre le cours de bourse (463,10 F au 18 octobre 1991) et la valeur d'actif net réévalué (696 F au 30 juin 1991) laisse place à un fort potentiel de valorisation.

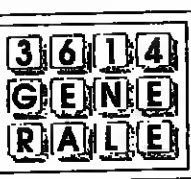
Les porteurs de bons de souscription d'action de la Société Générale ont jusqu'à la date limite du 15 novembre pour exercer leurs droits. Pouvez-vous préciser la signification et les modalités de cette opération ?

Cette opération vise à un renforcement des fonds propres - déjà accrus de 6 milliards de francs de juin 90 à juin 91 - contribuant à favoriser la poursuite de notre expansion.

Ces bons de souscription avaient été attribués lors de l'émission d'obligations convertibles réalisée en octobre 1988.

Chaque bon permet la souscription, au prix de 450 F d'une action nouvelle Société Générale, donnant droit au dividende de l'exercice 1991. Il s'agit là, sur la base d'un cours coté égal ou supérieur à 450 F, d'une opportunité intéressante pour enrichir dans notre capital ou renforcer sa position sur le titre Société Générale.

INFORMATION DES ACTIONNAIRES PAR MINITEL : 3614 GÉNÉRALE PAR TÉLÉPHONE : (1) 40.98.32.36



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration réuni le 23 octobre 1991 sous la présidence de M. Gérard BILLAUD a examiné les comptes arrêtés au 30 juin 1991 et l'activité de la Société depuis le début de l'exercice.

Les recettes locatives du 1^{er} semestre 1991 s'élèvent à 297,3 millions de francs contre 260,7 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent, marquant ainsi une progression de 14 %.

Le résultat net comptable au 30 juin 1991 s'établit à 55,9 millions de francs mais ne peut être comparé au résultat dégagé au 30 juin 1990 (106 millions de francs) dans la mesure où ce dernier enregistrait notamment des plus-values de cession de patrimoine à hauteur de 44 millions de francs.

En ce qui concerne l'activité depuis le 1^{er} janvier 1991, le montant de la production en crédit-bail reflète la morosité du marché de l'immobilier d'entreprise. C'est ainsi que le montant des contrats signés et à signer s'élève à ce jour à 242 millions de francs, marquant un fléchissement par rapport à la même période de l'année passée.

Toutefois, dans le cadre de la gestion active de son patrimoine, IMMOBANQUE a d'ores et déjà réalisé une vente d'immeuble dégageant une plus-value de 46 millions de francs. Des négociations sont actuellement en cours en vue de la cession d'autres immeubles qui devraient intervenir avant la fin de l'exercice.

Parallèlement, les recherches se poursuivent en vue de réinvestir les sommes qui seront ainsi dégagées.

L'ensemble de ces éléments devrait permettre de servir, pour 1991, un dividende en augmentation par rapport à celui versé au titre de l'exercice 1990 (F 56,50).

L'HERMÈS Editeur Td. (1) 46 34 07 70
Outils de
ANGLAIS COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE
annoncés - fiches techniques - corrigés sélectionnés
par Gérard FERROUD et Michèle GRENIER
Diffusion MEDIAS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

CONJUGUONS NOS TALENTS.

PARIS, 29 octobre

Attentisme

Vive progression

Suoz, qui, en revanche ne devait publier ses résultats qu'après la clôture du marché, gagnait, à la mi-journée, 0,7 % pour 56 000 titres. A l'occasion de cette communication, la Compagnie financière devrait annoncer les modalités de la réorganisation de son pôle capital-développement. A Paris, comme sur les autres places, les investisseurs attendaient avec intérêt la publication des dernières statistiques sur la santé de l'économie américaine.

Au-dessus

VALEURS	Cours du 28 octobre	Cours du 29 octobre
Alcan	1 100	1 100
Bridgeway	1 150	1 170
Cineco	1 440	1 480
Cyrus	2 800	2 800
Fuji Bank	1 500	1 510
Heide Motors	1 500	1 530
Macmillan Electric	530	530
Macmillan Henry	721	728
Sony Corp.	5 180	5 300
Toyota Motors	1 560	1 670

l'Échec de l'augmentation du capital de Sae... le plus grand... de l'histoire récente des sociétés... : c'est ainsi que le Financial Times commentait, mardi 29 octobre, l'échec de l'opération massive de capital de British Aerospace (332 millions de livres, soit 4,3 milliards de francs) qui avait été soustraite qu'à 4,9 %.

« CFFP : résultat net divisé par deux... La firme chimiste CFFP enregistre pour l'exercice clos le 30 juin une baisse de 50 % de son chiffre d'affaires. Ce chiffre de 2001 revient ainsi à 23,5 millions de francs. Son chiffre d'affaires est néanmoins resté stable à 12 (millions de francs, contre 1,9) pour l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires des premiers chimistes français indépendants, a subi le contrecoup du marasme de la construction automobile et d'une baisse de ses ventes de 20 %. Le chiffre d'affaires s'est donc sensiblement pris de la moitié de son chiffre d'affaires. Au cours de l'année écoulée, le groupe a pris pied outre-Rhin en rachetant l'entreprise allemande au début de la société Gerhart Riedl (85 millions de francs de chiffre d'affaires) implantée en Allemagne et en

TAUX DES EUROMONNAIES

5 EAU	5	9/106	5	9/106	5	1/48	5	3/108	5	5/116	5	3/108	5	5/116	5	5/116	5	5/116	5	5/116
5 B	6	1/106	6	3/4	6	3/4	6	1/2	6	5/116	6	3/108	6	6/116	6	6/116	6	6/116	6	6/116
5 D	8	3/4	8	3/4	8	3/4	8	1/4	8	1/18	8	9/14	8	9/14	8	9/14	8	9/14	8	9/14
5 F	9	3/16	9	3/16	9	1/8	9	1/4	9	1/18	9	1/4	9	1/18	9	1/18	9	1/18	9	1/18
5 G (100)	10	3/4	10	3/4	10	3/4	10	3/4	10	3/4	10	3/4	10	3/4	10	3/4	10	3/4	10	3/4
5 I	7	1/2	7	3/4	7	3/4	7	3/4	7	3/4	7	3/4	7	3/4	7	3/4	7	3/4	7	3/4
5 J (100)	10	1/8	10	3/8	10	3/4	11	1/8	10	3/4	11	1/8	10	3/4	11	1/8	11	1/2	11	1/2
5 K	10	3/8	10	5/8	10	7/16	10	7/16	10	7/16	10	7/16	10	7/16	10	7/16	10	7/16	10	7/16
5 L	8	3/4	8	7/8	8	7/8	9	9/16	8	15/16	9	9/16	9	1/16	9	1/16	9	1/16	9	1/16

Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Go Home PT

LE MONDE-REL

ENTREPRENEURS

ENTREPRISES
à 22615 par BTL

a 22h15 sur RTL

Mardi 29 octobre :
Mardi 30 octobre :

docteur Gérard Vachonfrance,
alcoologue.

« Le Monde Initiatives » publie une enquête

sur la santé zéro défaut.

• • • • •

1990

... ..

[illegible]

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 50[illegible]**COMPTANT** (sélection)

(sélection)

SICAV (sélection)

(selection)

28/10

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net						
Obligations										Etrangers										VALEURS									
Emp. Ext. 8,5% 77...	123 40	3 82	CLIM	1139	1139	Magnat	750	750	A.A.A.	1032 20	1011 80	Fraction	867 85	845 40	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
Emp. Ext. 8,5% 77...	100 40	2 81	CITRAM BR	1390	Midway	550	Acifin	22 50	27 61	Acifin	27 61	27 61	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
10,80% 79/94	102 10	1 82	Cofin	236	90	Alor	210	210	Agropar	801 80	757 30	France Colonies	11025 18	10872 10	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
CLIM 13,5% 83	116 15	11 45	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
Emp. Ext. 12,2% 84	102 63	0 70	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
Emp. Ext. 11% 85	110 45	7 53	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
10,20% max 86	104 40	6 47	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 9,5% 82/88	104 90	6 23	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 9,5% 12/88	104 90	6 23	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 10,20% 1985	102 63	0 70	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
FT 11,25% 85	105 9	9 33	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
CLIM 13,5% 83	116 15	11 45	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
Emp. Ext. 12,2% 84	102 63	0 70	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
Emp. Ext. 11% 85	110 45	7 53	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
10,20% max 86	104 40	6 47	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 9,5% 82/88	104 90	6 23	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 9,5% 12/88	104 90	6 23	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 10,20% 1985	102 63	0 70	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
FT 11,25% 85	105 9	9 33	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
CLIM 13,5% 83	116 15	11 45	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
Emp. Ext. 12,2% 84	102 63	0 70	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
Emp. Ext. 11% 85	110 45	7 53	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
10,20% max 86	104 40	6 47	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 9,5% 82/88	104 90	6 23	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 9,5% 12/88	104 90	6 23	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 10,20% 1985	102 63	0 70	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
FT 11,25% 85	105 9	9 33	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
CLIM 13,5% 83	116 15	11 45	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
Emp. Ext. 12,2% 84	102 63	0 70	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
Emp. Ext. 11% 85	110 45	7 53	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
10,20% max 86	104 40	6 47	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 9,5% 82/88	104 90	6 23	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 9,5% 12/88	104 90	6 23	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
QAT 10,20% 1985	102 63	0 70	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
FT 11,25% 85	105 9	9 33	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50
CLIM 13,5% 83	116 15	11 45	Cofin	236	90	Alor	210	210	Amisg	7973 10	7694 44	France Colonies	9111 35	9098 80	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	France Colonies	20895 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50	20828 50

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

صحة الإنسان

Le Monde

ALGERIE : la réforme électorale

Le vote d'un conjoint pour l'autre a été déclaré inconstitutionnel

Le Conseil constitutionnel a, lundi 28 octobre, déclaré inconstitutionnel l'article 2 de l'article 54 de la loi électorale algérienne qui autorisait le vote d'un conjoint pour l'autre - en réalité du mari pour l'épouse - sur simple présentation du livret de famille. La décision du Conseil étant immédiatement exécutoire, les épouses devront déposer elles-mêmes leur bulletin de vote dans l'une des prochaines élections législatives, dont le premier tour est prévu le 26 décembre.

ALGER

de notre correspondant

Le Conseil constitutionnel avait été saisi le 16 octobre par le président Chadli Bendjedid, agissant à la demande du gouvernement, après le vote d'une loi électorale étonnamment discutée par les députés. Ces der-

niers, quasiment tous membres du Front de libération nationale (FLN), avaient, à une écrasante majorité, censuré le gouvernement sur plusieurs articles de la nouvelle loi électorale, dont celui concernant le vote des épouses (le Monde du 15 octobre).

Une disposition d'un autre âge

La décision du Conseil n'est, à proprement parler, pas une surprise, tant la disposition soumise à son examen était contraire au texte comme à l'esprit de la loi fondamentale algérienne. Nombre de députés qui l'avaient défendue étaient sans doute sans illusions sur la légalité de leur vote, mais il s'en était quand même trouvé 229 (sur 252 votants), au nom du respect des « traditions » et des « mentalités de l'Algérie profonde », pour maintenir avec acharnement l'article discuté. Sans crainte de bafouer la loi, l'un de ces parlementaires avait

même déclaré en séance que si sa femme allait voter, « il divorcerait ».

Contraire à la loi islamique, la décision du Conseil constitutionnel soulève vraisemblablement les protestations des partis intégristes, même si leur score électoral - sous réserve qu'ils se présentent - ne devrait guère être affecté par le nouveau texte. Convaincablement motivés, les militants islamistes n'ont en effet nul besoin de contraintes législatives pour que leurs épouses, toutes acquiescentes à la cause, fassent d'elles-mêmes le « bon choix ». Il n'en va pas de même pour le FLN dont l'initiative militante, et donc la capacité à mobiliser les épouses de ses électeurs, a beaucoup souffert de l'évolution politique de ces dernières années. C'était là toute sa raison de défendre une disposition d'un autre âge tout en donnant une bien piètre image du Parlement algérien.

GEORGES MARION

Deux milliards de dollars pour la station spatiale américaine Freedom

Les ingénieurs de la NASA vont enfin pouvoir démarrer les travaux de construction de la station spatiale américaine Freedom. Le président George Bush a signé lundi 28 octobre une loi budgétaire contenant un crédit de 2 milliards de dollars consacré à ce projet pour l'année fiscale en cours.

Cette signature intervient après une chaude bataille entre les parlementaires et M. George Bush à qui ce programme tient particulièrement à cœur. La Chambre des représentants s'était finalement inclinée, et avait voté en juin dernier une enveloppe de 1,9 milliard de dollars pour la station (le Monde du 8 juin). Montant porté, à y a quelques semaines, par une commission mixte, aux 2 milliards de dollars souhaités par la NASA et la présidence.

Une victoire que l'exécutif américain n'a pu obtenir qu'au prix d'une âpre négociation sur le budget, des sursis et des anciens combattants. Ces deux questions « chaudes » de la politique intérieure américaine dépendent de la même commission que l'espèce à la Chambre des représentants, pour qui le sort de la station Freedom constitue donc un moyen de pression particulièrement efficace.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Racket

J'ai sauté en l'air en entendant parler hier, sur RTL, du suicide, grâce à Dieu, d'un gamin de 13 ans racketté à la sortie du collège, à Royan, et obligé de voler par un grand qui lui écrivait sa décharge sur le ventre pour lui apprendre à la boucler. La suite à qui, cette fois ? A la société ? Alors donc ! A moi. Ces exactions, ces brutalités, ça fait des années qu'on s'en plaignait. Non, pas ici, au journal. A la maison, en famille.

Normal : mes petits-enfants, ils fréquentent un lycée du XVII^e arrondissement, se font régulièrement tracter. Pas pour leur piquer des blousons griffés, des montres ou des calculatrices, mais des baskets dégueu spigneusement saisis histoire de pas exciter la convoitise. J'aurais pu, j'aurais dû vous en parler. J'osais pas. Il aurait fallu dénoncer des zozzards venus d'une proche banlieue déshéritée, des fils d'immigrés bien souvent, des exilés, enfin, voyez le topo. Et puis, j'avais peur des représailles.

La-dessus, devant cette conspiration du silence, les lycéens, excédés, descendant dans la rue,

par dizaines de milliers, avec une seule exigence : des surveillants, des gardiens de l'ordre, capables d'assurer leur sécurité. Stupeur teintée de réprobation dans les ministères, la presse et les médias : Vous, les enfants des enfants de 68, vous n'allez tout de même appeler les flics ! Vous avez sûrement d'autres raisons de vous mettre en colère, non ?

Ca, oui, en effet, ils sont crados, nos bahuts, les portes des châteaux arrachées ne sont jamais remplacées ; nos délégués, on les écoute pas assez, etc... Et vous craignez pour votre avenir, vous êtes bons pour le chômage, hein, c'est ça ? Qu'on vous pique votre argent de poche, c'est pas le problème, le problème, c'est votre future feuille de paie. La voilà, la vraie violence, d'accord ? Bon, OK, d'accord !

Résultat des courses, nous, les parents, on se saigne aux quatre veines encore un coup, on débourse 4 milliards de francs lourds, et dans la jungle des villes, c'est toujours au couteau et à la batte de base-ball que des gosses attaquent d'autres gosses pour un paquet de bonbons.

La mort de l'homme d'affaires saoudien Akkram Ojeh

Un champion des ventes d'armes

Avec le décès d'Akkram Ojeh, le milliardaire saoudien, à l'âge de soixante-sept ans, le lundi 28 octobre à son domicile parisien, les intermédiaires en ventes d'armes ont perdu l'un de leurs maîtres. Les industriels français un partenaire longtemps incontournable sur les marchés du Proche-Orient. Les rubriques mondiales et autres nightclubs d'un vieil habitué de Gstaad, des Riviera et autres Croisette, Paul-Loup Sulitzer un sujet d'inspiration.

Akkram Ojeh avait beau s'être fait plus discret, il restait, à l'image de son compatriote et mentor Adnan Khashoggi, l'incarnation d'une génération de « princes du kachich », flibustiers new-look, commissionnaires de haute volée, flambeurs investis, qui, tout au long des années 70, se bâtirent des fortunes colossales en s'installant opportunément au cœur de la guerre du Golfe, de la diplomatie et du monde du renseignement, points de passage obligés entre les capitales occidentales et Ryad.

Pour Akkram Ojeh, tout commença au début des années 50. Ce jeune homme fin, plein d'allure, né à Damas et issu d'une des plus célèbres tribus de bédouins - celle de Bani Ajjal - dominait cette partie du désert chevauchant la Syrie et le nord de l'Arabie saoudite, vient

d'achever ses études supérieures à la Sorbonne. De retour à Ryad, il se voit confier par le gouvernement saoudien une mission d'achat de matériels français pour équiper le pays. Un bon démarrage mais des contraintes qui découragent peu. Ces multiples transactions lui permettent tout de suite de parier en France ses réseaux d'influence et de s'affirmer comme un intermédiaire indispensable.

La Légion d'honneur

Les chocs pétroliers, la volatilité d'équipement en infrastructures et en armes des monarchies du Golfe, vers lesquelles affluent les dollars, vont donner une autre ampleur aux affaires d'Akkram Ojeh, nommé conseiller du ministre saoudien de la défense. Associé à M. Adnan Khashoggi d'abord, puis seul ensuite, l'homme d'affaires saoudien va prélever sa dîme sur tous les gros contrats militaires passés entre Ryad et Paris. Thomson-CSF, Matra et Dassault ont eu recours à ses services. La République française lui montrera sa reconnaissance à trois reprises : promu chevalier de la Légion d'honneur en 1950 sous Vincent Auriol, Akkram Ojeh sera fait

officier en 1974 durant le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing puis, en 1983, se verra de commandeur des mains du ministre de la défense de l'époque, Charles Hernu. Ce négociateur habile, qui a épousé en secondes noces la fille du général Moustapha Tlass, ministre syrien de la défense, n'a pas toujours eu le nez très fin. Deux coups « médiatiques » en diable, les rachats successifs en 1977 de la collection d'art Wladimir et du paquebot France, payé « cash » 80 millions de francs, font long feu. Akkram Ojeh se dévot, sans plus-values surfiniques, de ces coûteuses acquisitions quelques mois plus tard.

Akkram Ojeh disposait avec le groupe TAG (Techniques d'Avant-Garde), dont le siège est au Luxembourg, d'un holding d'investissements opérant surtout dans les capitales européennes. Sa fortune, estimée dernièrement à 2 milliards de dollars, comprend plusieurs propriétés en France, des dévotions en Amérique latine, des biens immobiliers et des intérêts dans le sport automobile (écurie Mac Laren). Akkram Ojeh figurait parmi les principaux donateurs assumant le financement de la future mosquée d'Evry.

C. M.

SOMMAIRE

DÉBATS

- « Pourquoi les Verts », par Isabelle Morin Cabut... 2
- « Le chaton manquant », par Noël Marnière... 2

ÉTRANGER

- Diagonales : « Clair de lune à Kordou », par B. Polrot-Delpech... 4
- La visite en France du premier ministre de Nouvelle-Zélande... 4
- Les relations entre l'OTAN et l'Europe de l'Est... 8
- Les élections partielles en Argentine... 9
- L'ouverture de la conférence de paix à Madrid... 6 à 8

POLITIQUE

- M. Le Pen affirme qu'il y aura des alliances avec la droite aux régionales... 10
- Guadeloupe : l'enquête sur l'assassinat du maire de La Désirade s'oriente vers une piste privée... 10
- Un entretien avec le grand maître de la Grande Loge de France... 11
- Les députés réclament un renforcement de la sécurité publique... 12

SOCIÉTÉ

- Les eueurs des attentats contre les foyers Sonacotra devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes... 13
- Les infirmières poursuivent leur mouvement... 13
- Tennis : l'Open de Paris, loin de la magie de Roland-Garros... 14
- La France réduira en 1992 ses investissements nucléaires... 14

SCIENCES • MÉDECINE

- Le sang impur : l'utilisation thérapeutique du sang humain ne peut être dénuée de risque • Dangereux microscopie • Le char de Vénus : le démantèlement excep-

tionnel d'un site paléolithique suisse • Tableau de bord : le premier rapport de l'Observatoire des sciences et des techniques sur la recherche • Une amicale mondiale des surgenérateurs... 15 à 17

CULTURE

- « Van Gogh », le nouveau film de Maurice Pialat... 18
- Musiques : Holliger dans les silences de Beethoven... 18
- Théâtre : « Comédies barbares » mis en scène par Jorge Lavelli... 19
- Les bronzes bouddhiques et hindouistes de l'antique Ceylan au Musée Guimet... 19

ÉCONOMIE

- Le réseau de l'Eureuil a achevé sa restructuration... 21
- La direction de Renault lance une mise en garde aux grévistes de Cléon... 21
- Les propositions personnelles sur l'assurance-chômage divisent les syndicats... 21

Services

- Abonnements... 17
- Annuaire classé... VI à XVI
- Marchés financiers... 24-25
- Météorologie... 27
- Carnet... 28
- Mote croisé... 26
- Radio-télévision... 27
- Spectacles... 20

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de I à XVI

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3616 LEM

Le numéro du « Monde » daté 29 octobre 1991 a été tiré à 510 127 exemplaires.

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit.

Téléphone 111, rue La Fayette (10^e) - M^{rs} Gère-du-Nord. Tél. 48-97-15-18.

CASSER LA CRISE C'EST CASSER LES PRIX

- COSTUME SUPER 100 1790F
- VESTES PUR CACHEMIRE 2990F

Du samedi 26 Oct. au dimanche 3 Nov. ouvert le 1^{er} Novembre (Tousseins)

DAVID SHIFF

PARIS 8^e 13 RUE ROYALE de 10h à 18h 40 BIS RUE DE PARIS 75008 SAINT-GERMAIN EN LAYE - 5 RUE DES ARCHES LYON 2

Le Monde ARTS et SPECTACLES

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 890 F PANTALONS 895 VESTONS 1 790 F 3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS

UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur 27, rue de la République, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-81 Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Nul n'est censé ignorer la dernière édition des codes

DALLOZ

CODE DE COMMERCE

DALLOZ 1991-92

Dalloz - Les indispensables

IL Y A DAVANTAGE DE CHOIX, DE LUXE, D'AFFAIRES, DE CRÉATION, DE MODE, DE PRIX... (CHEZ RODIN) QUE DANS 29 A 30 BOUTIQUES ET SHOWROOMS REUNIS!

Que la Mode et la Décoration nous emportent, si nous enlevons... Venez, venez, venez de visu!

Tout un "Empire" de la Mode depuis 30 F le mètre.

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

هكذا من لا يهمل

11 pages d'offres d'emploi

Le Monde

INITIATIVES

Des salariés zéro défaut

L'ALCOOL a longtemps fait partie des tabous, au sein des entreprises. On fermait les yeux, on n'en parlait pas. Tout cela est en train de changer et pour des raisons qui ne tiennent ni à la morale, pas plus présente qu'autrefois, ni à une aggravation subite de la consommation, que l'on ne constate pas. Simplement, les modes de production ou de fonctionnement d'aujourd'hui, et dans la plupart des secteurs d'activité, ne sont plus compatibles avec des défaillances ou tout bêtement des aptitudes amoindries, temporairement par une alcoolémie, même légère. Les techniques modernes ne le permettent plus.

Foin des clichés, donc. L'ivresse sur le lieu de travail, l'imprégnation alcoolique cesse d'être l'image de tel ou tel milieu professionnel, ou de certaines situations, n'est pas le sujet. Il s'agit plutôt de constater que, en tendance longue, la modernisation des procédures et l'évolution des métiers coïncident inéluctablement à l'objectif de « santé, zéro défaut ». Un slogan ajouté à une kyrielle d'autres, et qui s'applique à tous les salariés.

Pour en mesurer l'importance, il suffit de se référer à la dernière et sans doute unique enquête menée par le Haut Comité d'études et d'information sur l'alcoolisme. En 1982-1983, sur la base des arrivées aux urgences, il avait été établi que 10 % des accidents survenus sur le lieu de travail étaient dus à l'alcool. Le docteur Jean-Claude Archambault, chef de service au Centre régional d'alcoologie de Picardie, à Préfontaine (Aisne), y voit des incidences de plusieurs ordres. L'absentéisme plus fréquent, à la suite d'une soirée trop arrosée, la plus grande sensibilité aux maladies et, par suite, les arrêts de travail plus nombreux, et

la baisse de la performance, bien sûr.

Mais heureusement, comme le note aussi ce spécialiste, le milieu de travail est le dernier à être touché par les troubles de comportement, d'abord visibles dans le milieu familial. Situation qu'il faut préserver et utiliser. L'entreprise devient alors un lieu de prévention où les médecins du travail, de plus en plus avertis du problème et préoccupés des conséquences sur la production, ont un rôle à jouer. L'employeur, les syndicats avec les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) s'en soucient désormais.

À condition d'en faire un moyen de responsabilisation, et non de répression supplémentaire, la sensibilisation à ces questions peut

être efficace, qui amène à dépister les causes pour, finalement, sauver l'emploi.

Les temps ont changé. Bien qu'opposés à l'alcoolisme, les syndicats avaient parfois envie de camoufler ces mauvaises habitudes, pour des raisons humaines. Ils ne le font plus parce que l'erreur d'un individu a maintenant des conséquences collectives qu'on ne peut pas « couvrir ». « L'hyper-tolérance de l'entreprise qui arrangeait tout le monde, mais qui se retournait contre le fainéant en cas de difficulté », comme le rappelle le docteur Archambault, a elle aussi disparu. Dans les organisations modernes, chacun est plus sollicité sur le plan de la compétitivité, doit tenir son poste, et il n'est pas question, comme autrefois, de le remplacer. La production assistée

par ordinateur (PAO), mais aussi toute l'informatique et les robots, décuplent ces possibilités de chaque personne. Elles mettent aussi en relief la moindre défaillance : dans les milieux industriels, on a l'habitude de dire que la panne détectée sur le composant coûte 1 franc, sur la plaque 10 francs, sur l'appareil en bout de chaîne 100 francs et chez le client 1 000 francs.

DANS ces conditions, le taux d'alcoolémie compte moins que l'accoutumance ou la consommation, même faible, qui prive des capacités, on fait prendre des risques. Pour dramatiser, le docteur Archambault et Jean-Michel Fourgous ont mis au point, dans le cadre de la méthode « Sig-mund », un test d'évaluation du

risque alcool. On constate en effet que l'habitude de boire, y compris modérément, peut entraîner des dérapages en période d'angoisse ou en situation dépressive. L'introduction de nouvelles techniques, des responsabilités nouvelles peuvent provoquer un décalage. Tout comme une modification de l'environnement ou du climat social, à l'occasion d'une OPA, d'une fusion ou d'un plan de réduction d'effectifs, par exemple. D'ailleurs, le processus s'observe souvent chez les chômeurs, qui peuvent ensuite se ressaisir.

Puisque l'évolution va dans ce sens, il vaut mieux anticiper et éviter que l'irréparable ne se produise. Socialement et médicalement, c'est moins coûteux. Et il faut savoir que les entreprises voudront de plus en plus prendre le minimum de paris dans ces domaines, pour des raisons d'efficacité, et qu'elles chercheront à limiter les menaces dues aux faibles humaines. Dont celles provoquées par l'alcool.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III.

« Cadres à douze »

A quelques mois du marché unique, « le Monde Initiatives » va passer en revue la situation des cadres en Europe, pays par pays, et évoquer leurs problèmes communs, les salaires comme la formation. Comment les recrute-t-on, quelles sont les spécificités nationales de chaque marché ? Régulièrement, de mois en mois, vous aurez rendez-vous avec cette nouvelle rubrique, « Cadres à douze ». Pour commencer, aujourd'hui, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie... page IV

STAGES... page V

11 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

- Premier emploi..... p. VI
- Gestion et finances..... p. VI
- Ressources humaines..... p. IX
- Juristes..... p. IX
- Cadres..... p. X
- Fonction commerciale..... p. XI
- Métiers de l'informatique..... p. XII
- Secteurs de pointe..... p. XIII

EMPLOI

Le mardi c'est tout un monde 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES



Le savoir faire informatique et télécom

ECOLE D'INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES

De formation scientifique ou de gestion, vous souhaitez compléter votre diplôme par un savoir faire informatique et télécom.

CITCOM, filiale de Telesystèmes, se situe à l'avant-garde des nouvelles technologies au sein du Groupe FRANCE TELECOM.

Son programme EUROMASTER vous prépare à l'exercice de réelles responsabilités dans les métiers de l'ingénierie informatique et télécom.

Pendant 7 mois, vous suivrez un enseignement intensif qui alterne théorie et pratique et vous réali-

serez un projet professionnel dans un contexte d'entreprise.

Pour vous donner les moyens d'acquies les bases d'un nouveau savoir, l'art de l'appliquer, rejoignez l'un des Centres CITCOM en France ou en Europe.

Merci d'adresser votre candidature à : Isabelle Védriel, CITCOM 83, Bd Vincent Auriol - 75013 Paris.

CITCOM

Filiale de Telesystèmes

POUR LES CENTRES CITCOM DE : NANCY - LISBURN - MARR - SOPHA ANVEROLIS - LYON - NANTES - DUNESQUE - MONTPELLIER - TOULOUSE - KARLSRUHE - PARIS.

Dans les entreprises, la bataille contre l'alcoolisme n'est pas sans ambiguïtés

**Propos recueillis par
Marie-Béatrice Baudet**

Cn
coi
des
été
à n
M.
élé
le .
ret-
pai
fra
poi
ire
lle
enl
plu

petits

La

[illegible][illegible]

Thomas Schry
HONGI

Les patrons offrent une aide individualisée à leurs employés

Depuis quinze ans la situation a beaucoup évolué. « Les entreprises ont réalisé que des soucis de type

Des problèmes d'ordre émotionnel .

Selon PPC, l'abus d'alcool ou de drogues ne représente plus que 20 % des problèmes pour lesquels des employés viennent consulter. 30 % des problèmes les plus fréquents sont liés à la famille, au couple (problèmes relationnels avec l'époux ou les enfants, cas de divorce, etc.). Quelque 30 % également sont des problèmes d'ordre émotionnel, du « stress », qu'ils soient liés au travail, à la vie quotidienne ou à l'actualité. Se sentant brimé par un supérieur hiérarchique, perturbé par la guerre d'

En général, on estime que 5 % à 10 % des personnes d'une entreprise ont adhéré au programme d'aide; il s'agit, en fait, de la moitié des personnes cotées à l'entreprise, selon PFC, qui cotise à 20 dollars à 40 dollars par employé chaque année, en fonction du service fourni. Qui consulte ?

Aussi bien le vice-président que l'employé de la cafétéria. On observe cependant que les jeunes utilisent un EAP plus facilement que les plus de quarante ans. Un constat qui a tendance à évoluer avec la crise car les quadragénaires voient s'accumuler les problèmes avec leurs enfants adultes, leurs parents âgés, des liés à leur carrière et à leurs finances. Selon PFC, on observe également beaucoup de problèmes relationnels et de réactions à la drogue chez les jeunes employés des « high tech » ; la dépression et l'alcoolisme sont plus souvent le lot de personnes plus âgées. In Middle West.

Fait préoccupant : on commence à voir des employés ou leur famille poursuivre l'entreprise qui les a licenciés après avoir eu, selon eux, connaissance de leurs problèmes du fait du non-respect de la confidentialité - confidentialité censée être garantie par tout programme d'aide aux employés.

Martine Leventer

La prévention se renforce

Sur les quelque 4 000 déclarations officiellement reconnues en 1988 (+12,5 % par rapport à 1987), les affections liées au bruit ainsi que les traumatismes articulaires des membres supérieurs et inférieurs représentent à eux seuls plus de 45 % du total des indemnités. Le BTP et la métallurgie demeurent parallèlement les deux secteurs d'activité les plus dangereux : plus de la moitié des victimes de maladies professionnelles en sont issues.

Principales causes de maladies liées au travail, les usances anditives sont toutefois progressivement rattrapées par les traumatismes dits « péri-articulaires » qui ont progressé de près de 300 entre 1980 et 1988. Ces nouvelles pathologies, qui affectent essentiellement les tendons des articulations des membres, seraient, selon J.-L. Malieu, de l'ANACT, « étroitement liées à la nouvelle organisation du travail qui dynamise dans les entreprises.

forcer la prévention avant qu'elles ne se développent : ainsi en est-il, par exemple, des tumeurs au cerveau causées par l'exposition des travailleurs à certains produits utilisés dans les laboratoires de génie génétique; des pathologies liées au contact avec les animaux; des affections provoquées par certains gaz anesthésiants (hépatites des infirmières).

Le facteur personnel

Au bout de soixante-quinze ans d'étude sur les risques professionnels, et compte tenu des efforts réalisés en matière d'amélioration des conditions de travail, en sont toutefois pratiquement finis par faire le tour des pathologies avec présumption d'origine», estime Robert Andran, responsable du service étude et assistance médicale de l'INRS. Ce qui n'empêche pas certaines maladies d'échapper à toute prise en charge officielle. Surtout essentiellement en cause les pathologies diffuses dont les causes sont multiples et difficilement imputables aux seules conditions de travail. Il s'agit, par exemple des troubles psychosomatiques, des cancers, de certains types de maladies, de «si l'un ne peut pas entièrement dédouaner les entreprises de leurs responsabilités dans ces pathologies, comment mesurer leur part occupée par le facteur personnel?», s'interroge-t-on à la direction des relations du travail.

C'est la raison pour laquelle, inspecteur général des affaires sociales, Georges Dorinu, a été chargé, en juin 1980, de rédiger un rapport sur le système d'indemnisation des maladies professionnelles. Au terme de sa réflexion, cet inspecteur a préconisé la création d'un système complètement de prise en charge fondé sur la responsabilité individuelle. « Il revient au travailleur d'estimer vicié d'un *travailleur professionnel* de porter la preuve de l'origine de la *maladie* », précise-t-il. La division des redevants du travail à cette évolution permettrait, en cas de mieux mesurer, au cas cas, l'effet des surcharges mentales imposées aux travailleurs et dans la nouvelle organisation du travail, un de plus en plus vent pris le pas sur les surcharges obscures.

Valérie Devillechabrolle

(1) Dernières statistiques définitives diffusées par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

(2) Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.

Chez les cadres, l'excellence peut devenir pathologique

Nicolas Aubert, professeur de sciences humaines à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP), chercheur et consultant, a très juste en publiant ce mois d'octobre, avec le sociologue Vincent de Gaulle, *le Cost of Excellence* (1). Un livre-enquête au cœur de l'enfer transpire, où la recherche de l'excellence, si elle s'avère nécessaire dans une économie de compétition, est aussi pourvoyeuse de mal-être, d'anxiété, voire d'angoisse, comme le disent bien souvent ces mal-contents que sont les médecins du travail.

« Nous avons enquêté en France auprès de cinq grandes entreprises américaines : IBM, Hewlett Packard, Procter & Gamble, American Express, Xerox — qui ont en commun l'égo du Excellence comme figure au premier plan des principes organisateurs et fondateurs de l'organisation, y compris au niveau du personnel managé, explique M. Aubert. Nous avons par ailleurs choisi le groupe français BSN, s'il figure parmi les plus performants, pratique un mode de gestion qui utilise toutes les ressources humaines tout fait élaboré, ne se rattache aucunement au courant éthique au

saxon de l'excellence. Il s'agit - chez BSN - d'un mode de management latin.»

Qu'ont constaté Nicole Aubert et Vincent de Gaullejac après avoir interviewé un échantillon de cadres «jeunes, possédant une dynamique ascensionnelle», de cadres supérieurs «bien insérés dans l'entreprise, et à même d'en exprimer les différents aspects», et de cadres en situation «de retrait par rapport à l'entreprise, et que soit leur âge, soit l'évolution de leur carrière, avait conduits à ce qu'ils vivaient comme

haitent pas le mettre en avant. Et celle des individus qui, dans cette situation, s'isolent; se replient sur eux-mêmes voire se cachent.»

Bien réel, donc, ce qu'on appelle communément le stress, et que les auteurs étudient dans un chapitre intitulé «Les maladies de l'excellence». Un stress professionnel longtemps considéré comme honnête en France. Il commence timidement à être évoqué à travers séminaires et colloques auxquels participent de concert, seulement depuis deux ou trois ans, directeurs des ressources humaines, psychologues et psychiatres.

Le docteur Eric Albert, psychiatre, s'est, quant à lui, spécialisé dans les maladies du stress et de l'anxiété. «Au cours d'un audit que j'effectue, je gère en quelque sorte le jeu relationnel, explique-t-il, tout en donnant à mon interlocuteur une image soignée du psychiatre, un métier et une discipline encore jugés péjoratifs dans le monde de l'entreprise.»

Le docteur Albert ne procède pas par soudages. Il s'appuie sur des grilles d'évaluation du stress et de l'anxiété afin de mieux distinguer les « stressseurs ». « J'ai pu constater, affirme-t-il, que l'idée que le personnel se fait du stress ne correspond pas à la réalité. Ce n'est pas la charge du travail qui est le plus mal supportée, mais les conflits internes ayant trait aux relations humaines dans l'entreprise. »

Jean Menanteau

Regain de silicose

« Avec l'automatisation et la robotisation, l'augmentation des cadences, la complexification des produits, de nouvelles manutentions et de nouvelles postures sont apparues », affirme ce spécialiste. Les postes de travail les plus exposés à ces troubles seraient, en aval de la chaîne de production, ceux liés au conditionnement et à l'emballage des produits, et en amont, ceux liés au montage et à l'assemblage.

Une autre maladie connaît nettement un regain assez inquiétant : la silicose. Cette pathologie, qui affectait à l'origine les mineurs, semble en effet renaître dans les industries spécialisées dans la transformation de la silice. C'est notamment le cas dans les fabriques de poudre à récurer qui utilisent, de surcroît, un matériau encore plus corrosif et irritant qu'à l'état naturel.

Certaines maladies, encore marginales, ont fait l'objet d'une reconnaissance officielle par la Sécurité sociale dans le but de ren-

Le droit au mensonge ?

EXAMEN de santé détaillé, fréquence des rapports sexuels, étude du groupe sanguin, le recrutement est vraisemblablement un des moments de la vie professionnelle où les attentes à la vie privée sont les plus flagrantes. On ne compte plus les questions injustifiables que certains recruteurs osent poser ni le nombre de méthodes irrationnelles qu'a d'ailleurs employées par mieux masquer sans doute leur incom-

Les hérauts du recrutement ont beau clamer que seule une infime minorité d'entre eux recourt à de tels expédients, les abus sont suffisamment nombreux pour que, à la fin de l'année dernière, Jean-Pierre Soisson, alors ministre du travail, ait confié une mission d'étude sur le respect de la vie privée à Gérard Lyon-Caen, un des meilleurs spécialistes du droit du

Celui-ci vient de remettre son rapport à Martine Aubry. Si ses conclusions ne sont pas encore rendues publiques, la lettre « gestion sociale » en e d'ores et déjà révélé les grandes lignes. Principale mesure préconisée : afin de corriger les abus au moment du recrutement, le rapport estime qu'un « droit au mensonge » devra

l'embauche pour toutes les questions qui ne sont pas strictement en rapport avec les aspects professionnels.

Dane la même logique, tous les moyens d'investigation pour tester les candidats à l'embauche dunt la valeur scientifique n'est pas établie devraient être interdits, estime le professeur Lyun-Caen, qui, en bon juriste, n'écœure visiblement qu'une valeur toute relative au code de déontologie dunt a'honore la profession.

Moralisation du recrutement

Dernière recommandation explosive : toutes les investigations qui porteraient sur des questions personnelles sans lien direct avec des aspects purement professionnels devraient être prohibées. Les raconteurs ne pourraient donc plus pratiquer une démarche qui leur est, semble-t-il, de plus en plus chère : obtenir des « informations privées » sur un candidat en se renseignant auprès de ses amis.

Nul doute que si Martina Aubry suivait les recommandations préconisées, le Landers-nau du recrutement s'en trouverait profondément affecté. Le

refuser toute négociation entre partenaires sociaux, et *a fortiori* toute intervention de l'Etat dans un domaine qui, selon lui, ne relève que de la compétence de l'employeur ou du salarié. En revanche, les syndicats devraient éprouver les grandes lignes du rapport. Malgré quelques ennées, les organisations de cadres CFE-CGC, UCC-CFDT et UIC-Purce ouvrirent réclament une moralisation du recrutement, voire l'ouverture d'une négociation interprofessionnelle sur le sujet. Hubert Bauchet, directeur général de l'UFO-RO et membre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés) soutint non seulement que le droit au mensonge soit reconnu, mais que certaines questions aient carrément interdites.

De leur côté, si certains professeurs du recrutement pouvaient des cris d'urfaie, d'autres se souviennent que la loi sur l'intérim, vilipendée par les principaux intéressés avant son adoption, s'est finalement révélée extrêmement bénéfique pour la profession. En sera-t-il de même pour les cabinets de recrutement?

Frédéric Lemaître

Le Monde
EDITIONS

Thomas Schreiber
HONGRIE
la transition pacifique

EN VENTE EN LIBRAIRIE



Définition

En 1978, l'Organisation internationale du travail a donné de la définition suivante :

« Toute personne :

a) qui a terminé un enseignement et une formation professionnelle de niveau supérieur ou qui possède une expérience reconnue équivalente dans un domaine scientifique, technique ou administratif, et

b) qui exerce en qualité de salarié des fonctions à caractère intellectuel prédominant comportant l'application à un haut degré de facultés de jugement et d'initiative et impliquant un niveau relativement élevé de responsabilité.

Cette notion englobe également toute personne répondant aux caractéristiques a et b ci-dessus qui détient par délégation de l'employeur ou sous son autorité la responsabilité de prévoir, diriger, contrôler et coordonner les activités d'un parti, d'une entreprise ou d'une organisation avec le pouvoir de commandement correspondant, à l'exclusion des cadres dirigeants ayant une large délégation de l'employeur. »

CADRES et non cadres. La différence paraît tellement aller de soi que nombre de Français la considèrent comme naturelle. Pourtant, rien n'est moins évident que cette notion qui pendant longtemps fut une spécificité hexagonale. Lorsqu'un employé rêve de « passer cadre », que vise-t-il ? Une fonction ? Peu probable. Dans les faits, les agents de maîtrise encadrent généralement plus que les cadres.

En fait, comme chacun le pressent, en France, pays de la « logique de l'honneur », devenir cadre permet surtout d'accéder à un statut social enviable. Comme les bourgeois de Flaubert, les cadres se reconnaissent aujourd'hui à mille petits signes distinctifs qu'ils n'ont, la plupart du temps, plus aucun lien avec ce qui les caractérise au lendemain de la seconde guerre mondiale : l'inscription à un régime de retraite complémentaire spécifique, l'AGIRC. Combien y a-t-il de cadres aujourd'hui en France ? Si l'AGIRC en décembre 1990 en comptait 1,1 million, l'INSEE, beaucoup plus restrictive, en recensait que 1 130 000 en 1988.

Certains points communs

Déjà floue en France, la définition d'un cadre au niveau européen est encore plus basardeuse. « La notion de cadre n'existe pas dans le reste de l'Europe », reconnaît récemment Bernard Ibaï, président de l'UGICA-CFTC (Union générale des ingénieurs, cadres et assimilés) lors du dernier congrès de cette organisation. Pourtant, petit à petit, le terme commence à se déli-

ner dans quelques langues : les *cuadros* espagnols désignent désormais les *quadros* portugais et les *kader* suisses et allemands. En Italie, les *cadri* ont fait leur apparition dans le code du travail en 1985 entre les ouvriers, les employés et les dirigeants. Particularité transalpine, les *dirigenti* ont leur propre convention collective.

En revanche, en Belgique et en Allemagne, la principale caractéristique des cadres est, en principe, d'être hors convention collective. C'est pourquoi les Belges définissent à la fois leurs cadres comme des salariés diplômés de l'enseignement supérieur et comme des « non-tarifés », c'est-à-dire exclus des conventions de branche définissant les rémunérations. Bien entendu, comme rien n'est jamais simple outre-Quadrant, certaines branches comme les banques et les assurances ont conclu des conventions collectives pour leurs cadres. Signe que la spécificité de cette population commence à être reconnue, pour la première fois, en 1987 : un collège lui a été réservé lors des élections sociales.

En Allemagne aussi, les cadres sont des *ouster-Tarif*. A eux de négocier directement avec leurs employeurs leur rémunération et bien souvent leur couverture sociale complémentaire. Comme les Belges, ils ont d'ailleurs tendance à se regrouper en associations (ou en compte une cinquantaine) qu'au sein des syndicats. Certaines de ces associations, en particulier dans la chimie, parviennent néanmoins à se faire reconnaître par le patronat et à négocier de véritables conventions collectives spécifiques aux *Angestellten*.

Une fois de plus, la Grande-Bretagne est

inclassable : on ne compte plus les conventions collectives qui régissent les rapports sociaux à l'intérieur d'une même entreprise et les *managers* se répartissent en six catégories différentes.

Si les Français s'interrogent de plus en plus sur le bien-fondé de la distinction cadre/non-cadre, plusieurs pays européens ont récemment reconnu la pertinence d'une telle dualité en inscrivant la notion de cadre, voire de dirigeant, dans les textes législatifs ou conventionnels régissant les rapports sociaux.

C'est que derrière la diversité des situations se cachent certains points communs qui apparaissent clairement dans la définition des cadres donnée par l'Organisation internationale du travail en 1978 (*lire l'encadré ci-contre*). Selon des statistiques établies à partir de cette définition, il y aurait près de 15 millions de cadres en Europe : 12,2 millions de techniciens, cadres et assimilés, et 2,6 millions de personnels de direction. D'autres estimations sont pourtant beaucoup plus restrictives : selon l'Association pour l'emploi des cadres, il n'y aurait que 7,13 millions de cadres européens.

Une vision homogène

Une différence moins statistique que conceptuelle que l'on retrouve au sein des organisations syndicales. L'UIT, italienne, n'a-t-elle pas éprouvé le besoin de fonder une Union confédérale des cadres (UCO) en 1984, alors que deux ans plus tard l'UGT

espagnole constituait une Union des techniciens et cadres ? Ce débat d'onomastique pas les Français. Si l'UCC-CFDT (Union confédérale des cadres), et l'UCCI-FO (Union des cadres et des ingénieurs) ne sont reconnues que parmi les ingénieurs et cadres *stricto sensu*, l'UGICT-CGT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens) et la CFCOC Confédération française de l'encadrement puisent dans un vivier beaucoup plus large.

Quoi qu'il en soit, à l'aube du grand marché de 1993 les cadres européens semblent avoir une vision relativement homogène de leurs entreprises. Selon un sondage réalisé en printemps dernier par l'Institut CSA auprès de 1 539 cadres français, britanniques, allemands, italiens et espagnols pour le compte de l'UCC-CFDT, la responsabilité au travail et le développement de la formation permanente sont les deux thèmes qui leur paraissent les plus intéressants à développer dans leurs entreprises.

Autre point commun qui se pourra que réjouir les employeurs : au des thèmes les moins populaires parmi les dix-huit proposés est la réduction du temps de travail, jugée encore moins intéressante que l'idée de faire du sport dans l'entreprise.

En revanche, la mobilité est loin d'être vécue partout de la même manière. Si les Français et les Italiens envisagent volontiers de travailler dans un autre pays de la CEE, les Britanniques et, plus encore, les Allemands se montrent particulièrement réticents. Le marché unique de l'emploi des cadres n'est pas pour demain.

F. Le.

Cadres à douze

A l'aube de 1993, ils sont 1,5 millions à exercer des fonctions analogues dans les entreprises de la CEE

Recruter en Grande-Bretagne

Le « différentiel culturel » avec la France semble aussi important que des législations sociales distinctes

« D'ABORD, faites attention aux susceptibilités régionales. Anglais, Gallois, Écossais et Irlandais se considèrent différents. Pour éviter de les froisser, parlez des Britanniques. » Jean Brilman est directeur international de la Cegos, groupe qui emploie trente Britanniques dans sa filiale Fielden House Cegos. Quitte à rappeler des truismes, il se montre persuadé que toute société française qui souhaite s'implanter en Grande-Bretagne et y recruter du personnel court le risque de commettre des erreurs de comportement. Aussi a-t-il publié un véritable *vade-mecum* (1) des erreurs psychologiques à ne pas commettre.

« Je ne me hasarderai jamais à recruter moi-même un directeur britannique. Le premier tri doit toujours être effectué par un *recruiter local* », conseille d'emblée le directeur de la Cegos, s'adressant ainsi à l'ensemble des directeurs de ressources humaines français.

Au-delà de la législation sociale, qui diffère – il faut parfois rappeler aux esprits hexagonaux que la « common law » est un droit coutumier – Jean Brilman se plait à énumérer un certain nombre de règles d'or. Il faut savoir notamment que les tribunaux anglais accordent de la valeur au contrat verbal et au témoignage. Il peut donc y avoir « *concord of fait* » et engagement sans écrit. Le juridique confère en conséquence des aspects souvent plus étendus. « Au cours d'une négociation, ajoute Jean Brilman, il est important, aux yeux d'un interlocuteur britannique, de bien distinguer à quel stade de l'acte on se trouve et préciser s'il s'agit d'intentions « *subject to contract* », si les clauses définitives n'ont pas été approuvées. Savoir s'il y a accord ou pas est donc délicat. Les Français interprètent souvent cette difficulté comme de l'hypocrisie.

Absence d'état d'âme

Il est intéressant de savoir, par ailleurs, pour un recruteur français, que les salaires des cadres britanniques sont en moyenne inférieurs de 20 % aux salaires français, compte tenu de la différence des charges sociales. Une comparaison qui est faite et actualisée par le cabinet américain Wyatt, spécialisé dans le recrutement des cadres dirigeants.

Réalistes pour réalistes, les groupes hexagonaux recrutent en Grande-Bretagne savent encore – attractivité supplémentaire – que les indemnités de licenciement sont plus basses que sur le continent pour ce qui concerne, par exemple, les activités de service. Et que, de

surcroît, un cadre britannique considérerait son départ « *sans état d'âme* » s'il s'avère clair que ses objectifs n'ont pas été atteints.

Last, but not least dans ce type d'activité, les honoraires des cadres indépendants (*free-lance*) sont inférieurs de moitié aux prétentions de leurs homologues français. Ce qui permettrait aux sociétés de services informatiques (SSI) de se montrer plus compétitives des lors qu'elles franchissent la Manche. Autre « avantage » à l'embauche de sujets de Sa Gracieuse Majesté : leur aptitude à l'expatriation. « Dans le domaine qui est le nôtre, conseil, recrutement, formation, dit encore Jean Brilman, vous pouvez demander aux Britanniques de se rendre dans des pays « *exotiques* », quasiment en état de guerre. Ils le feront sans rechigner. » Et de citer, admiratif, le cas d'un cadre anglais, qui, balafé au visage par un coup de

machette reçue au Nigeria, refaisait ses valises pour ce pays.

Des favoris, donc, les Britanniques travaillant pour des sociétés françaises ? « Tout le monde réjouit », dit le DRH d'une société tri-colore, sous forme de complément, notamment en matière de mutuelles de retraites, ou de compensations en nature. « Il n'est pas anecdotique de savoir qu'une voiture d'une marque et d'une cylindrée en rapport avec la responsabilité et la fonction est tout normalement dévolue au cadre britannique. Cela a été établi lorsque les travailleurs étaient ou pouvaient, afin de compenser le blocage des salaires. » dit de son côté à Londres Bertrand Moinat, administrateur délégué de Renault Industries Ltd, qui emploie 1 000 personnes en Grande-Bretagne.

« Les avantages en nature s'appliquent plus facilement en Grande-Bretagne qu'en France, mais nous ne les prenons pas en considération,

dit, pour sa part, Pierre Troust, directeur des ressources humaines exploration-exploitation du groupe Total, qui emploie environ un millier de Britanniques de par le monde, dont une trentaine dans son secteur. Nous faisons jouer la mixité des équipes, ce qui est enrichissant, mais suppose des montages administratifs extrêmement complexes. »

Cela est à ce point vrai qu'il est fait appel à des actuaires, tel le cabinet américain Baccot & Woodrow, récemment installé à Paris. Pour les régimes de retraite, par exemple, « il s'est avéré qu'il était avantageux pour nos personnels britanniques de cotiser un temps dans un des régimes, un temps dans l'autre. Répartition et capitalisation sont des univers totalement différents. Nous avons à ce sujet connu des disputes quasi théologiques avec l'ARCO », ajoute, visiblement passionné par la technicité de ses

dossiers, le DRH de Total, qui évoque tout à l'heure les subtilités comparées des indemnités journalières – elles n'existent pas, en Grande-Bretagne – la distinction entre accident du travail et maladie professionnelle, qui ne sont pas de même nature, etc.

Ingénieurs ou managers

Une observation, cependant, née de l'expérience sur le terrain : « Je tiens compte, dit Pierre Troust, du fait que le personnel britannique est davantage rompu que le nôtre à des objectifs et systèmes organisationnels explicites, davantage critique à l'égard du flow, toutes choses que nous jugeons très productives. Nous avons du mal à systématiser les job-descriptions tant il est vrai que nous sommes accoutumés à des postes plus évolutifs. »

Le poids des « chasseurs de têtes »

LONDRES

de notre correspondant

DANS le quartier de Victoria, plus de cinquante agences privées couvrent leurs vitrines d'offres d'emploi. La concurrence étant rude, certaines ne reculent pas devant les slogans accrocheurs : « Tournez une nouvelle page cet automne », « Améliorez tout simplement vos revenus avant Noël ! » La clientèle est multiple mais, dans l'ensemble, elle appartiendrait aux couches moyennes et postule pour des emplois dont les salaires s'échelonnent de 8 000 à 18 000 livres par an (1). L'essentiel des offres n'adressent aux secrétaires, techniciens, comptables et employés de toutes sortes, avec une forte spécialisation de chaque agence par secteur d'activité professionnelle. Aucune commission n'est demandée au client, les frais, qui représentent de 8 % à 20 % du salaire et font l'objet d'une négociation, étant acquittés par la société qui embauche.

Plus de 13 000 agences privées exercent aujourd'hui leur activité dans une grande liberté, profitant d'un certain vide juridique. Si on trouve des propositions plus ou moins sérieuses dans les nombreux prospectus d'offres d'emploi distribués à la sortie du métro, en revanche, les

petites annonces de la presse nationale et spécialisée, provenant de grandes agences, dont la réputation est établie.

Voitures de fonction

Les cadres (*le middle management*) – bien que cette notion n'ait qu'un lointain rapport avec la réalité française – constituent la « cible » privilégiée des offres d'emploi publiées dans la presse, les annonceurs mettant en avant le « *social package* », c'est-à-dire les avantages en nature qui complètent le salaire et dont la valeur représentative de 15 % à 40 % de celui-ci. La Grande-Bretagne devance largement tous ses voisins européens s'agissant de la généralisation de cette pratique. La liste des avantages proposés est pratiquement illimitée : voiture de fonction, assurances diverses (retraite, santé, vie), prise en charge des factures de téléphone au domicile, scolarité des enfants, etc.

Bien qu'une certaine tendance se dessine en faveur de la diminution des frais généraux des entreprises, plus des trois quarts des cadres supérieurs bénéficient d'une voiture de fonction : 80 % des cadres gagnant au moins 40 000 livres par mois, 68 % de ceux dont le salaire mensuel

dépasse 25 000 livres. Le phénomène est si répandu que sur dix voitures neuves qui circulent en ville, quatre sont des véhicules de fonction. Les cadres supérieurs constituent une caste peu sensible aux aléas de la conjoncture économique : alors que le chômage ne cesse d'augmenter, atteignant 2,460 millions de personnes en septembre, soit 8,7 % de la population active, les salaires des cadres supérieurs ont augmenté en moyenne de 10 % depuis le début de l'année, soit plus du double du taux d'inflation.

Démarchage à domicile

Laur recrutement est assuré par les quelque 500 cabinets de chasseurs de têtes qui existent en Grande-Bretagne. Cette activité, dont le chiffre d'affaires est de l'ordre de 5 à 6 milliards de livres, est incomparablement plus développée qu'en France et dans les autres pays européens. Les Exécutives des grandes sociétés sont démarchées à domicile par un *mailing* personnalisé, souvent mis au point par d'anciens chefs du personnel de grandes sociétés. Les honoraires des cabinets sont normalement plus élevés que ceux des agences pour l'emploi traditionnelles, puisqu'ils peuvent

représenter de 25 % à 35 % du salaire annuel.

Le secteur privé n'a cependant pas l'exclusivité de l'offre et de la demande d'emploi en Grande-Bretagne, bien que son rôle soit beaucoup plus développé que sur le continent. Le service gouvernemental de l'emploi dispose d'un réseau d'agences locales et celles-ci gèrent environ un tiers des postes vacants dans l'économie. Ses prestations sont diverses : outre le placement direct, l'inscription à un programme de formation, à un cours de réinsertion professionnelle ou à un club d'emploi (où l'on apprend comment rechercher une situation), enfin l'attribution d'une aide pour monter soi-même une entreprise. Les pouvoirs publics mettent également à la disposition des demandeurs d'emploi plusieurs services, comme les *Job-Clubs* et le programme *Restart Course*, destinés aux chômeurs de plus de six mois. Les prestations de chômage varient selon les cotisations payées au cours d'une période d'au moins deux années d'emploi.

Laurent Zocchini

(1) Une livre sterling vaut environ 10,60 francs français.

Jean-Luc Figeat, directeur du recrutement-fonction de la Compagnie générale d'Informatique (CGI), implantée outre-Manche depuis 1988, souligne au problème d'une autre nature dans l'art et la manière de recruter et de travailler avec des Britanniques : « Les meilleurs esprits, les brillants diplomates sont, en Grande-Bretagne, davantage attirés par le droit, la finance de haut niveau, le *business*, qu'ils ne le sont par les équations du quatrième degré. » En clair, Jean-Luc Figeat a du mal à recruter des ingénieurs qui ont dans le même temps, comme cela se pratique sur le continent, des profils de cadres dirigeants. « Nous recrutons d'excellents techniciens supérieurs, mais qui n'ont pas des profils de managers », constate-t-il, avec une extrême prudence, afin de ne pas « froisser nos amis britanniques ».

« C'est un problème que nous n'avons pas avec les ingénieurs allemands », insiste-t-il, à titre de comparaison et en donnant pour explication ce qu'il nomme le « *différentiel culturel* », emprunté de « *fort pragmatisme* » qui différencie les Continentaux des Britanniques. « Il y a belle hure que nous avons évoqué les problèmes de nationalité », dit, quant à lui, Dominique de Caussans, directeur de la communication du groupe Alstom, qui, aujourd'hui, plante les banderoles du TGV français en Amérique du Nord. « Dans un groupe fonctionnant comme le nôtre, le recrutement est totalement cloisonné. Et ce sont des Britanniques qui recrutent des Britanniques. Alors... » Reste que le ressort culturel joue toujours dans les rapports continent-Grande-Bretagne. « Ne dites jamais « *I disagree* » dans une réunion, dit cet ancien directeur d'Enertunnel. Non seulement cela apparaît comme grossier à votre interlocuteur, mais vous seriez disqualifié. Et votre négociation risquerait de tourner court. »

J. M.

(1) « Gagner la compétition mondiale », Editions d'Organisation.

Pochain rendez-vous l'Italie

Entrepreneur

Qualification du personnel non cadre de la fonction sociale

« Le guide des compétences des personnels non cadres de la fonction sociale » est un ouvrage de référence pour les responsables du personnel. Il présente les compétences requises pour les différents métiers de la fonction sociale et propose des méthodes pour les évaluer et les développer.

Laurent Zocchini

Pochain rendez-vous l'Italie

« L'Italie, un pays à découvrir » est un ouvrage de référence pour les responsables du personnel. Il présente les compétences requises pour les différents métiers de la fonction sociale et propose des méthodes pour les évaluer et les développer.

50 من لامل

Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 3

Le Monde • Mercredi 30 octobre 1991 V

INITIATIVES

ECHOS

Rencontres des acteurs du développement local

■ La CRIDEL, Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local, créé en 1988 pour tenter de donner une cohérence à la multitude d'interventions dans ce domaine, vient d'annoncer qu'il organise, les 28 et 29 octobre, à Angers, les 2^{es} Rencontres des acteurs du développement local. Pour la communication, l'information du réseau a donc été privilégiée, et avec un indubitable succès, puisque participeront à ces journées, le ban et l'arrière-ban de tous ceux qui ont à voir avec ce thème. La manifestation sera inaugurée par Edith Cresson, et de nombreux ministres et secrétaires d'Etat y assisteront, parmi lesquels Michel Delebarre et André Laignel. De multiples ateliers sont prévus, ainsi que des débats, entre spécialistes.

► CRIDEL, 48, rue Albert, 75013 Paris. Tél.: 44-24-06-06. Lieu: Centre de congrès d'Angers, 33, boulevard Carnot, 49100 Angers. Tél.: 41-60-32-32.

L'entreprise flexible

■ La FNEGE, Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion, des entreprises, que préside Yves Chotard, organise, le 26 novembre à Paris, un colloque sur le thème de « l'entreprise flexible, le pilotage en temps réel ». A l'occasion de cette journée, Martine Aubry, ministre du travail, et Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué, chargé de l'industrie et du commerce extérieur, prononceront des allocutions. La séance sera ouverte par François Perrot, président du CNPF. De nombreux intervenants sont prévus au cours des quatre tables rondes pour aborder les aspects de gestion, de stratégie, de formation et de cohésion sociale.

► Secrétariat général du colloque: L'Esprit, 116, avenue Gabriel-Péri, 93400 Saint-Ouen. Tél.: 40-11-87-02. Lieu: Palais des congrès de la porte Maillot, Paris.

Qualification du personnel non cadre de la fonction sociale

■ Le groupe Thomson, pour ses besoins propres, et l'organisme de formation CIEFOP ont développé une procédure de qualification du personnel non cadre de la fonction sociale en utilisant, notamment, un logiciel pour réaliser un bilan de compétences et de positionnement individuel. L'un et l'autre se sont ensuite aperçus que leur préoccupation correspondait à celle de nombreuses entreprises et qu'elle pouvait donc être étendue. En effet, les salariés des services du personnel ou de gestion des ressources humaines doivent, eux aussi, s'adapter aux évolutions. Deux types de formation sont proposés: Le premier, organisé en filière à deux niveaux de complexité, constitue une filière de progression professionnelle. Il permet de fournir un ensemble de modules thématiques, d'une durée de un à quatre jours. Le second, d'une durée de stage de 1 300 heures, étalé sur dix-huit mois, permet d'obtenir un DUT en gestion des entreprises, option gestion des ressources humaines, selon la principe de l'alternance. Il est destiné à des salariés expérimentés de la fonction sociale qui pourraient accéder au statut de cadre et s'orienter vers des postes de généralistes ou de spécialistes.

► CIEFOP, 80, rue de Wattignies, 75012 Paris. Christophe Robin, tél.: 49-07-87-32.

TRIBUNE

L'avenir de l'ingénierie publique

par Georges Regnaud

EN réclamant l'approbation de leur réforme statutaire, les 4 000 ingénieurs des travaux publics de l'Etat (ITPE) posent la question de leur avenir dans la fonction publique. L'existence d'une ingénierie publique, dont la qualité d'est pas contestée, n'en doute pas, de la capacité du gouvernement à les y retenir. Au-delà c'est aussi des limites du discours sur la modernisation du service public qu'il s'agit.

La pertinence de l'action du ministère de l'équipement repose en effet sur la compétence technique de son encadrement constitué pour l'essentiel d'ingénieurs des TPE. Ses services d'études techniques nationaux et régionaux contribuent grandement à la recherche, à l'innovation et à l'exportation dans les domaines du bâtiment et des travaux publics. Ses services locaux (les directions départementales de l'équipement avec leurs subdivisions, lignes de front d'une présence territoriale efficace) s'appuient sur ce réseau technique pour offrir les prestations de services adaptées aux besoins de l'Etat, des départements et des communes. Il en va ainsi de l'aménagement rural et urbain, des politiques de la ville et de l'environnement, et de la construction des grands équipements structurants.

Or on constate que par manque d'attractivité des carrières qui leur sont proposées, les ingénieurs quittent en nombre les services de l'équipement. Les subdivisions territoriales ne trouvent souvent plus de titulaires, les vacances de postes se multiplient alors que le nombre de départs vers le privé ne cesse de croître. En 1990, quand 75 ingénieurs étaient formés, 121 sont partis dans le privé, et 13 ont démissionné. Et ce sont bientôt 400 postes qui seront vacants.

Le ministère de l'équipement passe depuis 1982 pour le meilleur desve de la modernisation du service public. Projets de services, plans de formation, plans informatiques, s'y sont rapidement développés. Un investissement énorme a été consenti à cette occasion par les personnels, et l'encadrement technique y a pris une part déterminante.

Or chacun observe que la démarche batte depuis au moins deux ans sur deux obstacles majeurs. Le premier est constitué par la difficile adaptation des moyens de fonctionnement aux besoins d'un service public moderne et efficace. Le second obstacle réside dans

le blocage des réformes statutaires rendues nécessaires par les évolutions des qualifications et des fonctions des corps techniques. Si le ministère essaie de minimiser le premier obstacle par la mise en place de centres de responsabilités par service, le franchissement du second se heurte toujours à l'intransigeance du ministère de la fonction publique, gardien intransigent du protocole de renouvellement de la grille de la fonction publique, que seuls cinq syndicats (dont ne faisait pas partie FO) avaient signé en 1990.

L'évolution du corps des ingénieurs des TPE représente un exemple remarquable d'une telle promotion de groupe restée à ce jour sans reconnaissance statutaire. Patiemment recherchée depuis plus de vingt ans par le SNITPE-FO, organisation syndicale majoritaire, cette promotion s'est concrétisée par une progression continue des responsabilités que ceux-ci exercent. Elle s'explique par la réévaluation du niveau de la formation qu'ils reçoivent dans leur école et par l'observation des règles d'une gestion exigeante mais dynamique des individus. Créée à Lyon en 1973, l'école nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE) peut aujourd'hui revendiquer une place de tout premier plan parmi les grandes écoles françaises d'ingénieurs. Outre un enseignement scientifique de haut niveau, elle dispense un solide enseignement en management, dont le cycle supérieur du management de l'équipement (CSME), ouvert maintenant au corps préfectoral et aux cadres supérieurs d'autres administrations, constitue le fleuron.

Les cursus des ITPE résultent d'une gestio personnalisée fondée sur l'évaluation des potentiels démontrés dans l'exercice de leurs fonctions et qui favorise la mobilité de leurs individus. C'est ainsi qu'après avoir servi un département, ils peuvent être affectés à la direction (directeur départemental de l'équipement). Cela était considéré comme impensable il y a à peine dix ans, époque où les ingénieurs des Ponts et chaussées accaparaient ces emplois.

Malgré cela, leur statut datant de plus de vingt ans n'a pas évolué, 60 % d'entre eux, qui restent ingénieurs subdivisionnaires, sans perspective de carrière au-delà de quarante-deux ans, n'ont pas vu leur indice terminal de rémunération revalorisé depuis 1971.

Seuls les autres devraient connaître une amélioration de fin de carrière... à partir de 1994... et cela dans des conditions qui restent à définir: ceux enfin qui occupent des fonctions de direction ne peuvent pas accéder au grade d'ingénieur en chef des TPE; il n'existe toujours pas!

C'EST ainsi, par un réflexe de survie, que les ingénieurs des TPE se remobilisent aujourd'hui. En 1985, un premier projet de réforme statutaire s'était heurté au mur de la pause contractuelle ayant entraîné des propositions de démission collective. Ils s'étaient alors lancés dans une administration. Le principe d'une réforme statutaire avait alors été décidé par Michel Delebarre à cette époque ministre de l'équipement. Cette réforme mise au point en 1990 est depuis bloquée par le ministère de la fonction publique.

Ils ont été 80 % à suivre la grève du 12 septembre dernier. Faute de résultats, ils poursuivent depuis leur mouvement selon des modalités qui affectent l'évolution des services de l'équipement; et la radicalisation du conflit pourrait compromettre les actions économiques de ce ministère. Face à cette revendication d'indépendance, le ministère de la fonction publique s'enferme dans la citadelle qu'il constitue, croit-il, le protocole Durafour. Il prend ainsi le risque de ne faire que des mécontentements.

Bien que les ITPE et leur syndicat ne soient pas engagés par ce protocole, pragmatiques, ils savent qu'il existe. Mais ils savent aussi que le gouvernement dispose par rapport à celui-ci de marges de manœuvre dans lesquelles peut s'inscrire leur réforme statutaire. Ils ont fait le pari de l'intelligence politique du gouvernement; ils sont prêts à discuter de tout protocole d'accord qui leur serait proposé. Ce pari sera-t-il relevé? Si le gouvernement s'obstinait à attendre 1994 pour commencer à répondre par une mesure ponctuelle et partielle à leur attente, qui ne concernerait ainsi qu'une minorité d'entre eux, il se serait plus temps de se préoccuper de la situation des ingénieurs des TPE à l'équipement. La plupart d'entre eux s'y seraient plus!

► Georges Regnaud est secrétaire général du SNITPE.

ECHOS

Technologies de santé

■ L'Institut national des technologies et du management (ICTM), centre de formation continue de l'école centrale, organise, le 7 novembre à la Maison de la chimie, une journée de réflexion sur le thème: « Santé technologique, technologies de santé: 2010, quelles orientations? »

Des industriels, des ingénieurs, des praticiens et des spécialistes de la prospective réfléchiront ensemble aux évolutions technologiques et à leur impact sur l'organisation des structures de soins et des institutions de santé. Dans le domaine de la santé, l'évolution et la diffusion des technologies entraînent l'émergence de nouvelles qualifications et l'intervention de nouveaux acteurs, dont les ingénieurs et les ingénieurs-médecins.

► Informations: M^{me} Gallot. Tél.: 41-13-14-04.

Planification d'entreprise

■ L'APLANE, Association des planificateurs et stratèges d'entreprise, a été créée en 1972 et regroupe 500 professionnels de cette spécialité, dirigeants d'entreprise, cadres, consultants ou enseignants. Pour son septième colloque annuel, le 14 novembre à l'hôtel Hilton, à Paris, elle a choisi pour thème « la stratégie d'entreprise et la communication ». Les membres de l'association confronteront leur approche avec des journalistes et des représentants des médias. Par exemple, comment et jusqu'où une entreprise doit-elle communiquer sur ses sujets avec son environnement ou ses salariés, quel type de discours doit-elle adopter et selon quel dosage?

► APLANE, 9-11 avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél.: 42-25-87-74.

LIBRAIRIE

Le client retrouvé

par Philippe Dérié

Éditions Eyrolles, 271 p.

■ Sous-titré « guide pratique de la qualité totale », cet ouvrage présente la mise en œuvre d'une politique de qualité totale en redonnant « le sens du client » à toute l'entreprise. Les différentes étapes à suivre sont indiquées ainsi que les écueils à éviter. L'auteur est un consultant qui est intervenu dans plusieurs grandes entreprises et qui achève son livre par une chanson à la gloire de la « Qualité totale, qualité magique ».

Jeunes professions, professions de jeunes?

Sous la direction de Denys Cuche

Éditions L'Harmattan, 201 p.

■ Cet ouvrage est paru dans la collection « Dossiers sciences humaines et sociales », qui permet de donner la parole aux étudiants qui ont peu d'occasions de publier. Cette dernière livraison publie les enquêtes menées par des jeunes professionnels - hôtesse de l'air, moniteurs d'auto-école, G.O. du Club Méditerranée et employés des restaurants Mac Donald's - et montrent que sans être semblables, ces métiers présentent des analogies: ils ont en commun d'être nés après la guerre, d'être encore en pleine évolution et relativement peu structurés. Une fois passée la séduction qu'exercent ces professions - voler, conduire, animer dans des ambiances décontractées ou de vacances - on constate qu'elles ne dénichent plus l'enthousiasme. Ces voyages à l'intérieur des métiers ont pour le moins un rôle démythificateur.

Forces productives et qualité totale

par Bruno Spitz

Éditions ESF, 250 p., 195 F.

■ Ancien ingénieur reconverti dans le conseil, l'auteur commence par planter le décor dans lequel évolue l'industrie d'aujourd'hui. Fini le temps des « trente glorieuses ». Après la crise de l'énergie et la mondialisation de l'économie notamment, un choc culturel s'impose qui est le passage du concept de produire plus à celui de produire mieux. Cela suppose de redéfinir la place et le rôle de la production qui doit être de « respecter le désir client ». L'auteur insiste sur « l'importance de la gestion des données techniques » et liste les questions qu'il convient de se poser à toutes les étapes. En solution, il propose quatre mobilisations: optimiser l'utilisation des moyens, changer les structures d'actions, apprendre le travail en groupe, évoluer vers la qualité totale. Un chapitre où se mêlent la théorie et la pratique est consacré à chacun de ces points. A la fin du livre, un index thématique permet de se débarrasser du jargon.

STAGES

Le service JOBSTAGE est accessible en tapant directement: 3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter Jobstage en téléphonant au 46-65-11-11 ou en s'inscrivant sur Minitel 3615 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149F. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de contacter directement cette association au (1) 46-65-11-11.

COMPTABILITÉ

Région: Paris. Période: toute l'année. Durée: 2 mois à un an. Ind.: à définir. Profil: bac + 2. Objectif: comptabilité et gestion. Réf.: 12905.

Région: Noisy-le-Grand. Période: janvier. Durée: 3 mois minimum. Ind.: à définir. Profil: bac professionnel, bac + 1 comptabilité. Objectif: opérations comptables. Réf.: 12904.

Région: Versailles. Période: selon disponibilité. Durée: à déterminer. Ind.: à définir. Profil: bac + 2. Objectif: comptabilité. Réf.: 12903.

PERSONNEL

Région: RP. Période: octobre. Durée: à déterminer. Ind.: environ 5 800 FF. Profil: bac + 2. Objectif: assister consultant. Réf.: 13904.

Région: Paris. Période: octobre. Durée: à déterminer. Ind.: 1 625 FF + frais. Profil: bac + 2. Objectif: gestion RH. Réf.: 13903.

MARKETING

Région: Paris. Période: immédiat. Durée: 3 mois minimum. Ind.: 5 800 FF. Profil: bac + 4 ou 5. Objectif: études dans le domaine agro-alimentaire. Réf.: 14916.

Région: Paris. Période: novembre. Durée: à déterminer. Ind.: selon niveau d'études. Profil: bac + 4 ESC. Objectif: développer plan marketing pour promotion et vente service. Réf.: 14917.

Région: Essonne. Période: immédiat. Durée: 3 à 6 mois minimum. Ind.: à débattre. Profil: BTS action commerciale ou vente. Objectif: commercial télémarketing. Réf.: 14918.

VENTE

Région: Lyon. Période: immédiat. Durée: à définir. Ind.: à négocier. Profil: compétences marketing et informatique. Objectif: mise en place d'une structure de prospection. Réf.: 18005.

Région: France. Période: immédiat. Durée: 3 mois. Ind.: 900 sur ventes. Profil: bac + 2. Objectif: chargé de la vente d'espaces publicitaires. Réf.: 18007.

Région: France. Période: immédiat. Durée: 3 mois. Ind.: 900 sur ventes. Profil: bac + 2. Objectif: chargé de la vente d'espaces publicitaires. Réf.: 18008.

Région: Paris. Période: novembre. Durée: à définir. Ind.: fixe + primes. Profil: connaissances micro-informatique. Objectif: vente micro-informatique. Réf.: 18009.

Région: Paris. Période: novembre. Durée: à définir. Ind.: fixe + primes. Profil: connaissances PC et Macintosh. Objectif: vente micro-informatique. Réf.: 18010.

Région: Viroflay. Période: novembre. Durée: à définir. Ind.: 5 500 F. Profil: bac + 1. Objectif: gestion des ventes. Réf.: 18011.

Région: Paris. Période: novembre. Durée: 3 mois. Ind.: à définir. Profil: bac + 1. Objectif: prospection clientèle. Réf.: 18012.

Région: Paris. Période: immédiat. Durée: à définir. Ind.: à négocier. Profil: bac + 2. Objectif: promotion du produit. Réf.: 24001.

INFORMATIQUE

Région: Les Ulis. Durée: 9 mois. Ind.: à négocier. Profil: bonne connaissance en informatique, programmation et systèmes + anglais. Objectif: développement d'outils diagnostiques. Réf.: 17507.

Région: Les Ulis. Période: janvier. Durée: 9 mois. Ind.: à négocier. Profil: connaître MS DOS et Unix. Objectif: langage C/Pascal. Réf.: 17508.

Région: Les Ulis. Période: janvier 1992. Durée: 9 mois. Ind.: à négocier. Profil: connaissances MS DOS et Unix. Langage C/Pascal. Objectif: développement d'outils informatiques. Réf.: 17509.

COMMUNICATION

Région: Paris et RP. Période: octobre. Durée: à négocier. Ind.: voir fin de stage. Profil: bac + 3 lettres éco AES. Objectif: assistant responsable communication. Réf.: 18505.

Région: Paris et RP. Période: octobre. Durée: à négocier. Ind.: voir fin de stage. Profil: bac + 3 lettres éco AES. Objectif: assistant responsable communication. Réf.: 18505.

Immédiate. Durée: 2 mois. Ind.: 35 FF par heure. Profil: bac + 2. Objectif: relations publiques, informatique et anglais. Objectif: action RP et ciale secteur presse et finances. Réf.: 18504.

TECHNOLOGIE

Région: Allemagne. Période: toute l'année. Durée: 3 à 12 mois. Ind.: selon profil + bourse. Profil: bac + 3 minimum. Objectif: ingénierie électronique, électrique et informatique. Objectif: stage dans sociétés et instituts de recherche. Réf.: 22908.

DROIT

Région: Province. Période: novembre. Durée: à déterminer. Ind.: 2 500 FF nets. Profil: bac + 5 économie. Objectif: développement économique secteur Aix-en-Provence. Réf.: 23002.

SECRÉTARIAT

Région: Paris. Période: toute l'année. Durée: 2 à 12 mois. Ind.: à négocier. Profil: bac + 2 minimum. Objectif: secrétaire de direction trilingue, dactylographie et anglais. Objectif: secrétaire commercial bilingue. Réf.: 24007.

Région: Paris. Période: toute l'année. Durée: 2 à 12 mois. Ind.: à négocier. Profil: bac + 2 minimum. Objectif: secrétaire bilingue anglais. Objectif: assistante direction bilingue. Réf.: 24006.

Région: Paris et RP. Période: immédiat. Durée: à négocier. Ind.: bac + 1 anglais et informatique RP communication. Objectif: documentation. Réf.: 24005.

Région: Paris. Période: octobre. Durée: à déterminer. Ind.: mi-temps. Objectif: SMIC. Profil: bac + 2. Objectif: SMIC. Profil: assister gérant. Réf.: 24004.

AUTRES

Région: Paris et RP. Période: immédiat. Durée: à déterminer. Ind.: à négocier. Profil: bac + 2. Objectif: bonne présentation, bonne expression. Objectif: assister suivi budgets. Réf.: 25503.

Région: Paris. Période: immédiat. Durée: 3 mois minimum. Ind.: 5 800 FF. Profil: bac + 2. Objectif: études dans domaine agro-alimentaire. Réf.: 25504.

Région: Chambly. Période: immédiat. Durée: à définir. Ind.: à définir. Profil: connaissances photo. Objectif: photographie. Réf.: 25505.

هكذا من النصح

Premier Emploi

3^e SESSION 1991

DESTINÉE AUX NON-INFORMATIENS

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recrutons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 5 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • dépourvus des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, NOUS VOUS FORMERONS INTÉGRALEMENT à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître UNE VÉRITABLE ÉVOLUTION AU SEIN DE NOS SOCIÉTÉS.



Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M29101DS, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

Jeune Organisateur H/F

ARJO WIGGINS - 1^{er} Groupe Papeterie de la CEE - CA : 25 milliards de francs - recherche pour sa Direction des Relations Humaines France, un Organisateur débutant. Secrétaire l'Organisateur de la DRH, il participera activement à la définition et la mise en place du nouveau système d'information sociale. Il sera plus spécifiquement chargé de :

- la gestion opérationnelle de ce projet (collecte des informations sur 17 sites en France, analyse de l'existant, propositions de solutions d'organisation pour optimiser la gestion des ressources humaines).
- la mise à jour des bases documentaires et la rédaction d'une lettre d'information mensuelle relatant l'état d'avancement du projet.

- la gestion des statistiques et des informations sociales.

Ce poste - basé à Paris - implique disponibilité et goût du contact. Il s'adresse à un jeune **DIPLOMÉ (Bac + 5), en GESTION, ÉCONOMIE, ORGANISATION** - créatif et rigoureux - souhaitant débiter sa carrière dans un groupe de taille mondiale. La volonté du Groupe de développer ses moyens en matière de gestion des Ressources Humaines est de nature à motiver une personnalité de valeur.

Les dossiers de candidature - sous référence 4014 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par **DEVELOPPEMENT**, 2, rue Dufrenoy, 75116 PARIS.

Arjo Wiggins

Gestion et des Finances

La consolidation, l'international en plus.

THOMSON CONSUMER ELECTRONICS, un des leaders mondiaux de l'électronique grand public, 34 milliards de CA (90% à l'étranger), 55000 personnes, 60 sociétés consolidées localisées en Europe, Amérique, Extrême-Orient et Afrique, recherche :

RESPONSABLE DE LA CONSOLIDATION

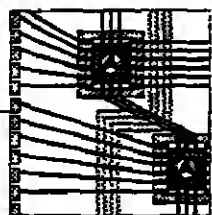
Rattaché(e) à la Direction du Contrôle de Gestion, assisté(e) d'un collaborateur, votre mission consiste à :

- Participer à la consolidation fiscale dans le cadre de l'intégration mondiale du groupe.
- Faciliter la collecte et le suivi des données comptables auprès des filiales, et procéder à leur mise en forme dans le cadre du système de consolidation.
- Organiser l'animation, l'information et la formation des équipes de nos filiales pour tout ce qui concerne les problèmes comptables.
- Améliorer le fonctionnement des procédures existantes auprès des filiales.

A 30-35 ans, diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, vous possédez un très bon niveau de formation comptable (DECS). Votre expérience en cabinet d'audit international serait un atout supplémentaire. Homme ou femme de dialogue, de communication autant que de technique, vous avez une autorité de compétence doublée d'un goût pour le travail en équipe et pour le terrain.

La dimension internationale de ce poste requiert une parfaite maîtrise de l'anglais. Vous possédez d'autre part des connaissances en micro-informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91129 à notre Conseil : Serge BONNAFE - PROFIL PARTNERS - 62, Rue Legendre - 75017 Paris.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS
RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

GRUPE FINANCIER SPÉCIALISÉ POUR LES INSTITUTIONNELS

Chef de marché junior

Notre département Marketing, récemment créé, intervient auprès de toutes nos équipes spécialisées (services internes et filiales) qui commercialisent l'ensemble des produits de la Banassurance.

Aux côtés du secteur "Etudes de Marché", vous rejoignez le secteur des chefs de marché en cours de constitution.

En charge d'un (ou de plusieurs) segment(s) de clientèle, vous participez aux études, analysez l'offre actuelle, proposez une

gamme cohérente et des plans de développement dont vous assurez le suivi et la coordination.

Pour ce poste, qui exige autant de rigueur que de "relationnel", nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel du Marketing bancaire (ou de l'assurance), diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'un DESS Marketing, riche de 3 ans d'expérience de la fonction auprès d'une clientèle institutionnelle si possible.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo en précisant la réf. 512 à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILL. Cedex, qui transmettra.

36 15
LM

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

سكزا من لامل

Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 3

Le Monde • Mercredi 30 octobre 1991 VII

Le Monde
de la

Gestion et des Finances

CONTROLEUR DE GESTION

Pour notre Groupe pharmaceutique et chimique français d'implantation internationale (+1200 p, 1 milliard de chiffre d'affaires) basé à la Défense, le contrôle de gestion occupe une place déterminante et assure un rôle de conseil et d'assistance auprès des acteurs opérationnels et de la Direction Générale.

Rattaché à la Direction de la Gestion, vous prendrez en charge l'ensemble des missions liées à votre fonction (élaboration et suivi des budgets, étude des projets d'investissement, comptabilité analytique et analyse des écarts, consolidation des reporting, mise en place et suivi des procédures de gestion etc...).

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC) vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit ou en entreprise.

Vous êtes rigoureux, réactif, curieux et avez un sens relationnel développé. Maîtrise de l'anglais, dynamisme, autonomie et une grande implication professionnelle vous sont nécessaires pour réussir dans ce poste, susceptible d'évoluer vers de plus larges responsabilités au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous la réf. : K/CG/LM à notre conseil :

Raymond Poulain Consultants - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Raymond Poulain Consultants

Banque spécialisée recherche pour sa salle des marchés

Opérateur Obligataire

± 350 KF

Rattaché au Directeur de notre salle, vous avez une expérience de 3 à 5 ans en tant qu'opérateur sur le marché obligataire français. Votre fonction vous conduira à intervenir pour le compte propre de l'établissement, tout particulièrement dans le cadre de stratégies d'arbitrages ainsi qu'à participer aux opérations d'ingénierie proposées à sa clientèle, directement ou par l'intermédiaire d'OPCVM.

Vos fonctions actuelles vous ont conduit à entretenir des contacts avec des gestionnaires obligataires, des investisseurs institutionnels dans le cadre de la fonction «sales» d'un grand établissement

ou de la participation à la gestion d'OPCVM au sein d'une petite structure. Agé d'environ 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez fait preuve dans des fonctions similaires antérieures, de rigueur, de créativité. Vous êtes dynamique et volontaire, nous saurons vous offrir des perspectives d'évolution motivantes.

Contactez Catherine le Ninivon au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + a° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. CLN7538MO.



Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement Bancaire

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il s'agit d'un prestigieux groupe français, nous jouissons d'une notoriété enviable, d'assises solides et sommes résolument engagés sur des marchés porteurs. L'implication de nos 500 collaborateurs ne saurait être étrangère à ces succès. Nous réalisons tous ensemble un CA de 400 MF en 91. Pour bien maîtriser notre expansion, nous recherchons un Directeur Administratif et Financier.

Il s'agit d'apporter le même talent dans 4 des grands domaines de la fonction :

- comptabilité,
- organisation (mise en place des procédures),
- contrôle de gestion,
- gestion de la trésorerie, instituant une véritable relation partenariale avec les banquiers.

L'impact du poste, ce que nous attendons, justifient certaines exigences quant à votre profil : une formation supérieure comptabilité/gestion, une bonne sensibilité à l'informatique, une dizaine d'années d'expérience significative.

Membre du Comité de Direction, vous offrez toutes les garanties du financier top level, susceptible, par votre créativité, d'améliorer constamment les procédures de la société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1148/6 M à notre Conseil SODERHU - 36 rue de Lisbonne, 75008 PARIS, qui étudiera en toute confidentialité.

SODERHU

MEMBRE DE SYNTIC

Accompagnez le développement des PME de votre région en devenant

Responsables Produit Crédit-bail mobilier

Nous recherchons pour nos Délégations Régionales Ile-de-France (Noisy-le-Grand et Puteaux), des spécialistes du financement des équipements industriels.

Votre mission s'articule autour de 3 axes :

- la création et le développement d'un portefeuille de prescripteurs dont vous aurez l'entière maîtrise,
- la formation et l'animation des équipes de technico-commerciaux
- le développement des opérations de crédit-bail sur leur fonds de commerce traditionnel.

Votre profil est celui d'un diplômé de l'enseignement supérieur (ESCAE ou

équivalent, BAC + 5 en économie, gestion/finances), doté d'une solide expérience de la commercialisation du crédit-bail, de préférence en région parisienne.

Ambitieux et autonome, vous possédez de grandes capacités d'adaptation, et d'animation d'une équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en mentionnant vos prétentions sous réf. NL10M au Service Recrutement - DRH - 14 rue du 4 Septembre, 75002 PARIS.

CONSEILLER POUR MIEUX FINANCER.



1er Producteur Européen de Volailles, CA de 6,8 milliards de francs, 8 400 salariés, notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : accoupage, nutrition animale, élevage de volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime, commercialisation. Nous sommes présents industriellement et commercialement dans toute l'Europe (47 Etablissements : France, Allemagne, Hollande, Suisse, Angleterre, Espagne). Nous recherchons des :

CONTROLEURS DE GESTION

FRANCE

Pour faire face à la spectaculaire croissance du groupe tant en interne qu'en externe, notre branche Geline-Père Dodu recherche un Contrôleur de Gestion. Celui-ci sera chargé du suivi de certains des produits frais du groupe (prix de revient, rendements, investissements, reporting, etc.).

A 24/28 ans, vous êtes HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, ou Ingénieur + 3ème cycle de Gestion.

Ce poste est basé à Vannes (Morbihan) et comprend des déplacements en France.

ALLEMAGNE

Notre développement sur le marché allemand, tant à l'Ouest que dans les "nouveaux Länder", se réalise au travers de plusieurs filiales totalisant plus de 900 salariés. Leur activité est coordonnée et dirigée par une maison-mère, GUTS-GOLD.

Le Directeur Financier recherche pour le secondier un Contrôleur de Gestion. Sa mission sera aussi large et diversifiée que possible, comme l'implique le titre (prix de revient, supervision de la comptabilité analytique, rendements, investissements, reporting groupe etc.).

A 24/28 ans, HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, Ingénieur + 3ème cycle de gestion, vous êtes parfaitement bilingue Allemand-Français pour avoir vécu ou travaillé en Allemagne.

Ce poste est basé à Bad-Bentheim (Basse-Saxe) et comprend de nombreux déplacements sur toute l'Allemagne.

Le Groupe DOUX est en mesure de vous proposer un avenir à la mesure de vos ambitions eu égard à ses projets de développement et à ses résultats.

Envoyez CV + lettre + photo sous référence 91/46 à : GROUPE DOUX
Direction du personnel - BP 22 - 29150 CHATEAULIN.



GUTS-GOLD

SCORE

Arjomari Diffusion

ARIOMARI DIFFUSION, numéro 1 français de la Distribution Papetière, Département d'ARJO WIGGINS, Premier Groupe Papeter de la CEE (CA : 25 Milliards de FF), recherche

JEUNE D.A.F./CONTROLLER

Vous prendrez en charge l'ensemble de la fonction administrative et financière de cette filiale de distribution (comptabilité, reporting, budget, contrôle de gestion, crédit clients, gestion des stocks, personnel) et serez l'interface avec les services informatiques, logistique et trésorerie du groupe (mise en place de nouveaux logiciels).

Vous animerez une équipe de 25 personnes grâce à vos qualités prouvées de patron d'équipe.

Rattaché au Directeur Général, vous travaillerez en étroite collaboration avec les Directions fonctionnelles du groupe.

Vous vous investirez totalement au sein d'une équipe jeune et dynamique et serez reconnu, grâce à vos propositions et à vos actions constructives, comme le garant d'une gestion de qualité.

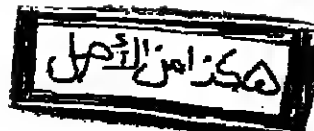
Vous êtes diplômé d'une GRANDE ECOLE DE GESTION (HEC, ESSEC, ESCP, IEP...), et âgé d'environ 35 ans. Une expérience de quelques années d'audit en cabinet anglo-saxon, suivie de quelques années opérationnelles dans une entreprise de qualité en tant que contrôleur de gestion serait un profil idéal. Le titulaire de ce poste, membre du comité de direction, pourra évaluer, après avoir démontré compétences et détermination, vers les nombreuses opportunités offertes par un groupe international comme le nôtre, attaché à valoriser et faire progresser ses collaborateurs.

Anglais courant indispensable. Poste basé à Paris.

Les dossiers de candidature - sous réf. 4013M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
2 rue Dufrenoy 75116 PARIS.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 1 5 L M



Gestion et des Finances

EXPLOITANTS IMMOBILIER

Banque
Paris-Marseille

Cette importante banque renforce son équipe immobilier. Elle recherche deux exploitants, l'un sur Paris, l'autre sur Marseille. Assistés par une équipe back office efficace et des outils de gestion performants, leur mission sera de prendre en charge et de développer un portefeuille clients, promoteurs, aménageurs fonciers et marchands de biens sur leur région respective. Ils réaliseront le montage financier des opérations et en assureront le suivi. Ces postes évolutifs s'adressent à des

candidats âgés d'au moins 30 ans, de formation supérieure. Ils disposent d'une expérience réussie dans l'exploitation d'une clientèle de professionnels de l'immobilier sur leur région. Ce sont à la fois des hommes de contact et des bons professionnels dans l'appréciation de la qualité d'une opération et des risques. Ecrire en précisant la référence A/X5224M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

ADJOINT DIRECTEUR FINANCIER

FORTECH

Au sein du Groupe nous exerçons une activité originale, dont la technicité est reconnue dans le monde entier. Nos clients : la sidérurgie mais aussi l'aéronautique, l'espace, TGV...

Nos dix établissements se sont regroupés en une même branche pour accroître leur puissance industrielle et commerciale (effectif : 2.800 personnes - CA : 2,3 Mds).

Simultanément, nous élaborons une stratégie de cohérence interne financière et comptable. Pour piloter cette action d'envergure, nous recherchons le jeune responsable de nos services financiers centraux (20 personnes).

Vous coordonnez les Comptabilités Générales et Auxiliaires, la Trésorerie et la Fiscalité. Vous participez dès votre arrivée au choix du système et des logiciels qui équiperont les sites industriels.

Vous avez une formation Grande Ecole de Gestion, une première expérience de 5 à 10 ans dans une Direction Financière et des talents de communication.

Pour vous, c'est une rare occasion de vous perfectionner au contact des grands professionnels de la Holding et de progresser dans un Groupe de surface internationale. Notre poste est basé près de St-Etienne (40 mn de Lyon).



Adressez votre dossier à notre
Conseil : CPA, 3 rue de Liège
75009 Paris, sous réf. 41.435 M.

USINOR SAILOR

MEMBRE DE SYNTIC

GRANDE BANQUE PARIS
RECHERCHE

DIRECTEUR DU CONTRÔLE INTERNE

Rattaché au Directeur Financier, vous serez chargé de définir les normes et les procédures comptables du Groupe, de rédiger et de mettre à jour les manuels de procédure, vous organiserez les contrôles et garantirez la fiabilité des informations financières et comptables.

Passionné, vous avez un sens aigu de l'organisation et du concret. Larges possibilités d'évolution pour un candidat à fort potentiel.

Adressez lettre manus., CV, photo et prêt., sous réf. 105, à MEDIA PA 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.



Contrôleur de Gestion

En liaison directe avec le Directeur Administratif de notre division Mode, vous assurerez le contrôle de gestion de l'activité Gros et Haute Couture : opérations de clôture (préparation et validation), budgets, plans et animation d'une équipe de trois gestionnaires.

Vous participerez également au sein de la division à la mise en place de nouveaux systèmes informatiques et à la formation des opérationnels pour une utilisation optimale des nouveaux outils de gestion.

Diplômé d'une école de commerce, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans du contrôle de gestion acquise dans un environnement informatisé. Vous pratiquez couramment l'anglais.

Votre ouverture d'esprit, votre sens du contact alliés à une forte puissance de travail seront les gages de votre intégration au sein d'un environnement en évolution.

Merci de nous faire part de votre intérêt en adressant votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 1M/CGM à : CHANEL - DORH - 135 av. Charles de Gaulle 92521 NEUILLY / SEINE CEDEX

CHANEL



DISTRIBUTEUR DES PRODUITS BANDAI ET NINTENDO

Leader des produits de loisirs sur le marché européen

RESPONSABLE AUDIT/ORGANISATION

Soyez opérationnel et international

Filiale française du groupe japonais BANDAI, N°1 du jouet en Asie, BANDAI S.A. gère l'activité et la croissance exceptionnelle de ses entités européennes.

Rattaché au Directeur Général France, en charge de la stratégie financière européenne, votre rôle est d'assurer l'évolution et l'homogénéité de nos structures en constante expansion par la mise en place de procédures comptables, de projets liés à la gestion des stocks et aux systèmes d'information, et autres missions variées (formation...). Vous travaillez en étroite

relation avec la direction informatique et les directions financières des 5 filiales européennes. De nombreux déplacements sont bien sûr à prévoir.

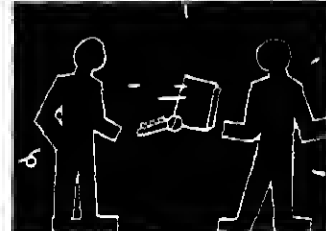
Agé(e) d'une trentaine d'années, avec une solide formation supérieure finance et gestion (Grande Ecole, ESC + DECS, MSTCF...), vous avez une expérience de 5 ans environ d'audit et/ou d'organisation dans l'un des big six, et parlez plusieurs langues dont l'anglais couramment.

Ce poste est situé dans la zone d'activité de Cergy-Pontoise.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier sous référence 61.02 à notre conseil Véronique COGNÉE-DUPAS - KPMG Cofror - 20, place de l'Iris - La Défense 2 92400 COURBEVOIE.

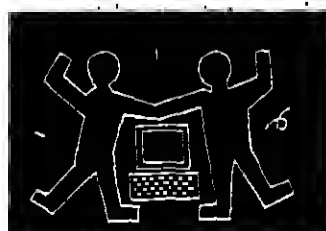
KPMG Cofror

36 15
IM



LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement au profil que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langue...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couplage avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

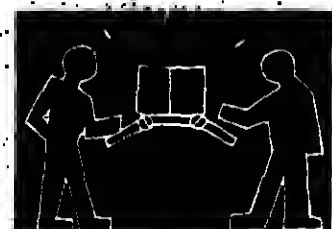
L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 IM soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs compétences.

36 17
IM CV

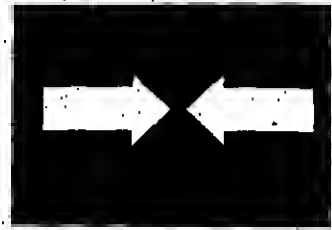
L'INTERACTIVITÉ

Offrez leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 IMCV.



LA CONVIVIALITÉ

Pour compléter les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffira d'une simple pression sur la bonne touche.



Accounting manager

Livrer 1,5 million de colis/jour dans près de 200 pays en temps et en heure, c'est le challenge relevé quotidiennement par nos 95 000 collaborateurs (1 000 en France) qui nous positionne au 1er rang mondial du fret aérien.

Responsable d'une équipe de 20 personnes, vous avez en charge la comptabilité sous tous ses aspects ainsi que le reporting auprès de notre Direction Europe. Véritable professionnel, homme de décision, vous saurez être source de propositions. De niveau DECS, 5 à 10 ans d'expérience dans des fonctions similaires et dans un environnement international ont confirmé votre potentiel. Aujourd'hui, vous souhaitez exprimer vos compétences dans un contexte de plus large responsabilité, au sein d'un groupe qui favorise la réussite et l'épanouissement de ses collaborateurs par une communication interne permanente.

Ce poste très complet tant sur le plan technique que sur celui du management répondra à vos ambitions. La maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. AM/2910, à Federal Express, Service Recrutement, 125 avenue Louis-Roché, 92238 Gennevilliers Cedex.



VOUS N'IMAGINEZ PAS TOUT CE QUE FEDERAL EXPRESS PEUT VOUS APPORTER

5521000000

• Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 3

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

Ressources Humaines

Paris

Lyon

Management des Ressources Humaines

Consultants Seniors et Juniors

ALGOE MANAGEMENT, 140 personnes dont 95 Consultants, conduit des missions de conseil en management auprès des entreprises, administrations, collectivités locales en France et à l'étranger et se situe parmi les premières sociétés de conseil françaises.

Avec une approche globale, ALGOE est présent sur toutes les dimensions-clés de la compétitivité des entreprises et des organisations, qu'elles soient stratégiques, industrielles, humaines, commerciales ou technologiques.

La Division Ressources Humaines (15 Consultants) intervient pour de grandes entreprises publiques et privées dans trois principaux domaines de compétences : développement social (projets d'entreprise, projets de service), politiques ressources humaines et gestion de l'emploi (gestion prévisionnelle et accompagnement social des restructurations).

Vous avez à 30/35 ans, une formation supérieure, une expérience réussie du Conseil et/ou de la fonction Ressources Humaines au sein d'une grande entreprise.

Rigueur, professionnalisme, autonomie, capacités de développement commercial et méthodologique sont les qualités auxquelles nous sommes attachés. Nous vous offrons un environnement professionnel de qualité au sein d'équipes réellement pluridisciplinaires.

Dans le cadre de notre développement, nous examinerons également, pour participer à ces missions des candidatures de jeunes diplômés, dotés d'une excellente formation générale et Ressources Humaines (type DESS).

Merci d'adresser s/réf. 491 M, en précisant votre mobilité géographique et votre rémunération actuelle à ALGOE MANAGEMENT, 9 bis route de Champagne, 69134 Ecully Cedex.

ALGOE
MANAGEMENT

MEMBRE DE SYNTIC

Entreprise de BTP implantée en Normandie et en Picardie, leader sur son territoire (1.800 personnes dont 400 cadres, 1,7 MF de CA), nous sommes la première filiale régionale du Groupe Bouygues et attachons une importance toute particulière aux hommes et à leur épanouissement professionnel. Cet état d'esprit qualifie notre réussite et nous souhaitons le renforcer en intégrant dans notre équipe de la DRH un

Responsable des Ressources Humaines
Spécialiste des affaires sociales - ROUEN

De formation supérieure, votre expérience minimum de 5 ans en Ressources Humaines dans l'industrie ou le BTP ainsi que vos connaissances juridiques sont autant d'atouts que vous souhaitez valoriser en élargissant vos responsabilités au sein d'une entreprise souple et innovante.

En étroite collaboration avec la DRH (20 pers.), vous prendrez en charge les affaires sociales de l'entreprise et serez responsable de la gestion des Ressources Humaines de notre entité Génie Civil (400 pers.) dont vous assurerez la recrutement du personnel, la gestion des carrières, la communication interne et la coordination de la formation.

QUILLE

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 31835/LM à Marion PERRIER
QUILLE - 18, rue Henri Rivière - 76000 ROUEN.

La Cité des Sciences et de l'Industrie,
établissement public de 1 000 personnes
recherche.

Chef du Service Gestion du Personnel

Placé sous la responsabilité du Chef de Département du Personnel et des Relations Humaines, vous organisez les procédures de gestion, contrôlez le suivi du logiciel de paie et assurez le suivi des effectifs.

En outre, vous gérez les dépenses de personnel et animez une équipe de 7 personnes.

De formation BAC + 3 en gestion, avec 5 ans d'expérience dans un poste similaire, vous souhaitez dynamiser la fonction personnel dans un EPIC de 1 000 personnes.

Lettre manuscrite + CV + prétentions + photo sous réf.
1581M au responsable du personnel, cité des Sciences
et de l'Industrie, 75930 Paris cedex 19.

Le Monde
des

Juristes

REJOIGNEZ LES ARCHITECTES DE L'INFORMATIQUE

AGENA, 1ère société de services et de distribution informatique française
2 Mds de CA - 1300 personnes - 50 points de vente - renforce son équipe
juridique et recherche pour son siège à Paris un

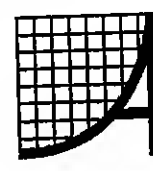
JURISTE DROIT DES AFFAIRES

Vous intervenez sur toutes les questions juridiques relatives à notre
activité (droit des contrats, droit des sociétés,...) et jouez un rôle
de conseil et d'assistance auprès des différentes directions
opérationnelles.

Agé de 28-30 ans, de niveau DEA, DESS ou DJCE, vous êtes
un généraliste en droit des affaires et pouvez justifier d'une
expérience d'environ 3 ans en cabinet d'avocat ou de
conseil juridique.

Anglais indispensable, autre langue CEE souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature à :
Gérard Hochapfel - Directeur
des Ressources Humaines
AGENA S.A - 23 rue Royale
75008 PARIS



AGENA
FILIALE DE LOCAFRANCE - GROUPE SUEZ

L'AIR LIQUIDE, 30 milliards de chiffre d'affaires, 2 milliards de
bénéfice net, recherche pour sa Direction Juridique deux juristes

Un Juriste Généraliste (Réf. DJ 810)

Affecté au Service Juridique France, votre mission consistera à traiter les
dossiers pré-contentieux, contentieux et immobilier. Ouvert, vous apprécierez
les contacts et possédez en plus d'une solide formation en Droit Privé
(maîtrise minimum), une expérience professionnelle indispensable de 3 à 5 ans,
acquise de préférence en cabinet (avocat, conseil juridique...).

Un Juriste d'Affaires Internationales (Réf. PH 112)

Affecté au Service contrats Internationaux, votre mission consistera à assister les
départements ou filiales du groupe dans la rédaction et la négociation de contrats à
caractère international concernant notamment la vente des produits et d'équipements, les
acquisitions, les projets de coopération...

De formation supérieure en droit des affaires, vous avez une bonne connaissance en droit
communautaire que vous avez mise en pratique pendant 5 ans minimum dans un cabinet
ou en entreprise.

Pour ces deux postes basés à Paris, vous devez maîtriser l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) en précisant la
référence choisie à L'AIR LIQUIDE, Direction des Ressources Humaines France - 75 quai
d'Orsay 75007 PARIS.

L'AIR LIQUIDE

N° 1 mondial pour la production et la distribution des
gaz industriels, nous la sommes aussi pour l'ingénierie
des gaz de l'air.

Présent dans 56 pays à travers 120 filiales, notre
développement international s'accroît sur les marchés les plus porteurs : Europe, USA,
Japon... et dans des secteurs d'avenir : santé, électronique, agro-alimentaire, spatial...

Allianz

VIA Assurances

recherche pour son département construction
Paris 9ème

Un Juriste Amiable

Rattaché directement au responsable du secteur, vous serez
chargé :

- d'animer et de former une équipe de rédacteurs;
- de participer à l'organisation du service;
- d'instruire plus particulièrement les dossiers complexes et
financièrement importants (amiable et contentieux).

Titulaire d'un diplôme de 3ème cycle en droit privé ou équivalent,
vous avez acquis une expérience minimum de 4 ans de la gestion
des sinistres construction (dommage et responsabilité civile).

Un Juriste Contentieux

Vous assurerez la gestion et l'instruction des sinistres amiables et
contentieux.

Titulaire d'une maîtrise de droit privé, vous avez acquis une
expérience de 2 à 3 ans de la gestion des sinistres construction.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à M. ROUGE -
DRH Emploi - ALLIANZ VIA - 94672 Charenton le Pont Cedex.

Accounting
manager

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36015 LM

Le Monde des Juristes

SOFIPOST,
SOCIÉTÉ HOLDING
DES FILIALES DE LA POSTE
(GROUPE DES FILIALES,
3 600 PERSONNES)
RECHERCHE SON :

Responsable Juridique

Expert en droit des sociétés, en droit commercial, vous aurez pour mission d'effectuer les actes juridiques liés au développement de SOFIPOST : création de société, prise de participation, préparation juridique des conseils et des assemblées générales, pacte d'actionnaires...

Vous assurerez le suivi des litiges, des affaires contentieuses et contribuerez également au renforcement de la fonction juridique dans les filiales (échange d'expériences, informations...).

Titulaire d'une maîtrise de droit, avec une expérience similaire de 3/4 ans, vous avez une bonne connaissance du droit européen des affaires, du rôle stratégique de SOFIPOST dans le domaine postal. Une habitude des contrats internationaux ainsi qu'une maîtrise de l'anglais sont souhaitées.

Au delà de ce rôle fonctionnel, vous êtes un animateur reconnu, doté d'un excellent sens relationnel.

Poste basé à PARIS.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV + photo et prétentions) à SOFIPOST - D.R.H. - 13, rue de Vaugirard 75015 PARIS.

*Société de très haute technologie,
leader européen dans
son domaine d'activité,
recherche un*

JURISTE SPECIALISE DROIT PRIVE ET INTERNATIONAL

Au sein de la Direction Juridique, vous contribuerez au traitement de tout problème juridique, relevant aussi bien du Droit des Affaires, que du Droit des Sociétés ou du Droit Social.

De formation supérieure (DESS minimum), vous possédez une expérience de 3 ans en cabinet ou en entreprise industrielle. Une pratique du Droit des Sociétés serait vivement appréciée. L'anglais est impératif, et l'allemand souhaité.

Le poste proposé est basé en proche banlieue parisienne (92).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 5070 à SOURCES, 108 rue Saint Honoré 75001 PARIS, qui transmettra.

EMPLOI

Le mardi,
c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde
INITIATIVES

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15 LM

Le Monde des Cadres

Structure professionnelle (PARIS 17e),
partenaire des entreprises dans le domaine
de la formation cherche un

RESPONSABLE DE COMMUNICATION

L'expérience professionnelle est un atout
indispensable mais doit se conjuguer à une
personnalité prospective, créative,
analytique et responsable.

La capacité à conduire un dossier dans sa
totalité n'est plus à démontrer.

La rémunération sera fonction des
références et du potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prétentions à Catherine PELETIER
79, rue du Faubourg Saint Martin
75010 PARIS.

AGENCE DÉPARTEMENTALE
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA DROME
(STATUT COMITÉ D'EXPANSION)
recrute

SON DIRECTEUR

SES MISSIONS

- Animer et coordonner une structure de mission chargée du suivi des entreprises (stratégie d'implantation, promotion, conseils),
- Impulser des actions collectives de développement notamment entre les collectivités locales (zones d'activités, etc.),
- Assurer une liaison étroite avec le service économique du Conseil général,
- Mettre en œuvre un partenariat dynamique avec les acteurs économiques (chambres consulaires, collectivités locales, secteur bancaire, ministères, CEE).

SON PROFIL

- BAC + 4 (au minimum),
- Connaissance et pratique du monde des entreprises, des stratégies industrielles, des politiques économiques publiques et des collectivités locales,
- Expérience professionnelle actuelle (ou récente) de direction d'un organisme à vocation de développement économique,
- Forte capacité de management d'une équipe et de coordination.

CANDIDATURE (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle) à adresser à l'attention de Monsieur le Président de l'AIDE
5, faubourg Saint Jacques
26000 VALENCE
avant le 30 novembre 1991.

MALESHERBES PUBLICATIONS
(LA VIE, CROISSANCE, PRIER, ARM),

recherche pour une de ses publications :

UN(E) CHEF DE SERVICE MARKETING DIRECT

Rattaché(e) au Directeur Commercial, vous jouerez un rôle moteur dans l'élaboration et la mise en œuvre de notre politique en ce domaine.

Votre mission consistera à :

- Concevoir et suivre les campagnes de publipostage,
- Assurer la maîtrise des budgets correspondants,
- Assurer les relations avec tous les partenaires extérieurs et intérieurs concernés par les opérations.

De formation supérieure (E.S.C.), vous êtes communicatif et enthousiaste. Vous êtes motivé(e) par le développement d'un hebdomadaire chrétien. Vous disposez d'une première expérience de Marketing Direct et vous souhaitez mettre à profit cet acquis dans un poste où la connaissance du métier et l'innovation sont nécessaires.

Envoyez votre dossier de candidature au Service du Personnel
Malesherbes Publications - 163, bd Malesherbes,
75659 Paris Cedex 17

Premier organisme européen de Formation dans les domaines du Transport et de la Logistique nous recherchons, pour diriger notre département Enseignement Supérieur, (rattaché à la direction des études) un

UNIVERSITAIRE

Vous êtes diplômé dans un des domaines suivants : Transports, Logistique, Economie, Marketing, Commerce...

Enseignant actuellement au sein de l'Université, vous êtes parfaitement inséré dans le milieu professionnel et possédez de plus l'expérience de la création d'entités de formation.

Vous vous voulez confier :

- La charge du développement des formations supérieures : soit initiales et diplômantes, en liaison avec l'Université
- soit dans le cadre de la formation continue.
- La mise en place de l'Université d'États des Transports et la gestion des formateurs de haut niveau de notre Groupe dont vous assurerez le recrutement.

Ce poste, à temps partagé, est situé à Paris ou en proche banlieue.

Les dossiers de candidature sont à adresser au :
Groupe AFT IFTIM - Direction des Ressources Humaines
48, avenue de Villiers - 75017 PARIS.

AFT-IFTIM
La formation transport logistique

Urbat, Promoteur-Constructeur en forte croissance - 450 millions CA - 100 personnes - 36 programmes en cours - recherche afin de renforcer son agence Ile de France Est basée à Noisy le Grand et son agence de Toulouse

2 CHARGES D'OPERATIONS

Entièrement autonome, vous serez chargé de conduire chacune des opérations immobilières qui vous sera confiée sur la plan budgétaire, technique, commercial, juridique et fiscal.

De formation Ecole Supérieure de Commerce, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans d'une fonction similaire dans le domaine de l'immobilier.

L'expérience d'un Promoteur-Constructeur multirégional de 15 ans, une structure et une organisation performantes vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à
URBAT - 47, quai du Verdenson - BP 1263
34000 MONTPELLIER Cédex.

urbat
L'ENERGIE D'UN GRAND BATISSEUR

DELEGUE GENERAL

ORGANISATION PROFESSIONNELLE
AMENAGEMENT

Paris

Créé en 1980, notre syndicat regroupe 160 sociétés de lotissement et d'aménagement foncier, réparties sur l'ensemble du territoire et groupées en chambres régionales. Nous représentons plus du quart de la production annuelle de terrain à bâtir en France. Notre déontologie, la qualité et la diversité de nos adhérents (les plus grands groupes nationaux, jusqu'aux plus petites sociétés régionales) font de notre organisation une instance très représentative auprès des pouvoirs publics.

Nous recherchons notre Délégué Général, le titulaire actuel du poste prenant d'autres fonctions.

Vous êtes chargé des relations avec les pouvoirs publics, de la politique de communication, des liaisons avec les implantations régionales, du recrutement de nouveaux adhérents, enfin, du budget et de la recherche de financements.

Autonome de tempérament, vous êtes très relationnel et très communicant. Excellent négociateur, vous vous intéressez aussi bien aux préoccupations concrètes des adhérents régionaux, qu'aux propositions à faire passer au Ministère de l'Équipement et du Logement.

Ce poste représente un tremplin exceptionnel pour un jeune professionnel désireux d'expérimenter ses qualités humaines et d'élargir son relationnel.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 93/423 M à notre conseil - KEY MEN - Tour Winterthur - 102 Terrasse Boieldieu Cedex 18 - 92085 PARIS LA DEFENSE.

KEY MEN

Responsable
communication

550 من لامل

• Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 3

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

LE CONSEIL RÉGIONAL DE PICARDIE

Si vous
aimez le
challenge,
venez nous
rejoindre...
en Picardie

Le Conseil Régional de Picardie vient de mettre en place un Centre Régional d'Etudes Stratégiques et Economiques. Sa mission est d'assister, sur le plan de l'information stratégique, l'ensemble des décideurs tant privés que publics.

L'équipe se constitue, nous recherchons :

DIRECTEUR

Vous créez un système d'information prospective à caractère opérationnel, animez des groupes de travail, coordonnez les projets en cours et managez une équipe de chercheurs.

La réussite dans cette fonction, outre une excellente formation en sciences économiques (démo-graphie, sociologie, statistiques...), exige une sérieuse expérience acquise dans un organisme de recherche et de prospective économique et idéalement une bonne connaissance du monde des collectivités locales.

Réf. D 5019

2 CHARGES D'ETUDES

Débutant ou justifiant d'une courte expérience, vous êtes diplômé d'une grande école ou issu de l'université (3ème cycle en économie...).

Votre mission sera de conduire et suivre des études en relation avec les différents services du Conseil Régional.

Réf. CE 5019

Si ce projet novateur vous intéresse, merci d'adresser à notre conseil Else - 33, rue de la Baume - 75008 PARIS, qui transmettra confidentiellement votre candidature.

LA MACRO-ECONOMIE COMME TERRAIN D'INVESTIGATION

Naturellement passionné par l'économie, vous avez acquis, lors de vos études Sciences Po, Ensa ou Sciences économiques, une excellente formation économique.

A 28-30 ans, vous l'avez complétée par quelques années d'expérience en tant qu'économiste dans un secteur proche des domaines financiers.

Notre Direction des Etudes Economiques vous propose d'intégrer une équipe de spécialistes et de participer à son développement.

Grâce à vos différentes analyses sur l'évolution économique des pays européens

Economiste

et statistiques, à vos prévisions sur les taux de change et taux d'intérêt, vous êtes à même de fournir les conseils les plus pointus à vos différents interlocuteurs internes et externes.

Vous avez le goût des contacts et êtes à l'aise dans la rédaction d'études spécifiques et de documentations.

L'anglais est indispensable, l'allemand est un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence LM/10, à Françoise Domange - Direction des Carrières du CCF - 103, Champs-Élysées 75419 Paris Cedex 08.



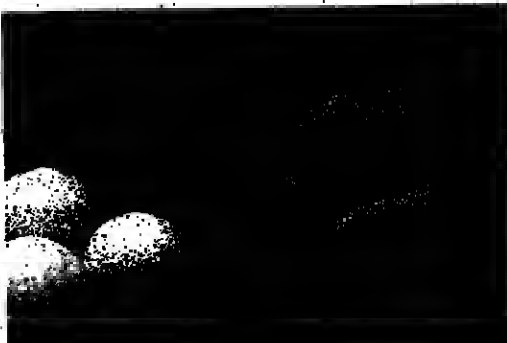
PENSER L'ARGENT AVEC INTELLIGENCE

Responsable communication

Rattaché au Directeur du Centre de Recherches, vous élaborerez la politique de communication interne et externe de l'établissement dans le cadre de la stratégie de communication du Groupe. Vos objectifs : valoriser les réalisations du Centre de Recherches tant en interne qu'en externe ; participer au développement de sa notoriété afin d'entretenir un climat d'ouverture et d'échanges auprès des milieux scientifiques et techniques, de son environnement local et des médias.

Pour atteindre ces objectifs, vous concevez et conduisez les opérations de communication en mettant en place les moyens techniques appropriés. De formation supérieure (Bac + 4, + 5), âgé de trente ans environ, vous possédez une expérience (4 ans minima) dans une fonction similaire, si possible en milieu industriel, qui vous a permis d'acquérir une parfaite connaissance de l'ensemble des techniques de communication. Une personnalité forte, une véritable capacité d'écoute vous permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer dans le groupe SNPE.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, photo, CV, prétentions), à SNPE, DRH/RC, 12, quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.



Groupe industriel de dimension internationale, SNPE (6 900 personnes, 4 milliards de francs de CA) appuie son dynamisme sur une politique affirmée de recherche et de développement. Nous recrutons pour notre Centre de Recherches du Bouchet (Essonne), qui emploie 600 personnes dont 200 ingénieurs, un Responsable communication.

SNPE
EXPERTS EN LA MATIERE

• Le Monde • Mercredi 30 octobre 1991 XI

Le Monde de la

Fonction Commerciale



Responsables Gestion Contractuelle

BT - BRITISH TELECOM - est l'un des plus grands opérateurs de Télécommunications dans le monde. Notre filiale française propose aux grandes entreprises françaises et internationales des solutions globales de Télécommunications. Notre développement commercial dans un contexte de déréglementation suppose de renforcer le Département Gestion des Contrats en recrutant deux Responsables de contrats.

Leur vocation est triple : maximiser le profit, minimiser les risques commerciaux et assurer la satisfaction complète des clients. Ceci implique des interventions à haut niveau, tant dans les grands groupes internationaux que dans des entreprises moins importantes ou auprès de l'Administration. Vous

serez donc amené à faire de l'analyse du risque commercial, à répondre à des appels d'offres et à préparer et négocier nos contrats. Vous possédez nécessairement 2 à 7 années d'expérience de la gestion contractuelle, acquise dans les Télécommunications ou dans une industrie de Haute Technologie. Vous avez également reçu une formation supérieure juridique ou commerciale et êtes muni d'une réelle capacité à communiquer et d'une aptitude à négocier au plus haut niveau à la fois en français et en anglais.

Orbus, notre conseil vous remercie de bien vouloir lui adresser votre dossier de candidature, sous référence ID 1610 165, Bd de la République 92210 SAINT-CLOUD.

Paris
La Défense



Area Sales Manager



De formation ingénieur agro-alimentaire complétée d'un 3e cycle de gestion (GIA, ISA, INSEAD...), vos 5 à 8 ans d'expérience de vente ou de développement en industrie alimentaire vous ont permis d'évoluer dans un environnement international. Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais.

A l'aise dans la négociation commerciale, votre ambition aujourd'hui est de vous investir dans un poste stratégique ouvert sur toutes les grandes fonctions de l'entreprise.

Notre société, NUTRASWEET, leader mondial des édulcorants de synthèse, développe depuis peu sur le marché européen une de ses récentes découvertes.

SIMPLESE®, substitut des matières grasses fabriquée à partir d'ingrédients naturels.

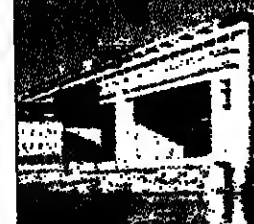
Nous vous confions la responsabilité de l'activité commerciale en France. Vous instaurerez et maintenez une relation suivie avec les clients actuels et potentiels, prenez en charge leurs besoins, développez avec eux les applications produits, les contrats d'approvisionnement et les assistez dans la mise en œuvre de leurs plans de lancement.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne et implique des déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature.

sous réf. 112 M2, à
Hervé & Millet Conseil,
56 rue de Passy,
75016 Paris.

HMM Hervé
& Millet
Conseil
Hommes & Managers



SYSECA, Société de Service et d'Ingénierie en Informatique (2100 personnes, 1 milliard de francs de CA) est partenaire d'un grand groupe international. Notre Division Systèmes Industriels réalise et conçoit des systèmes informatiques clés en main dans les domaines de l'énergie, du transport et du tertiaire. Dans le cadre de cette dernière activité, nous développons des systèmes de gestion et de supervision de grands ensembles administratifs ou industriels.

INGENIEUR COMMERCIAL GRANDS COMPTES

Nous vous confions la prospection commerciale des grands comptes du secteur public et para-public sur l'ensemble de la France. Vous avez également à élaborer les offres de services, à en assurer le suivi et la négociation commerciale. Vous apportez votre concours à la stratégie de développement de l'activité.

Ingénieur commercial confirmé, ce poste vous permettra de mettre en valeur votre connaissance générale des systèmes d'information des bâtiments intelligents ainsi que des outils informatiques d'aide à la maintenance (Maintenance Assistée par Ordinateur), de Gestion Technique Centralisée, d'Archivage Electronique et de contrôle d'accès...

Poste basé à Buc (Versailles).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1357 à : SYSECA - 315 Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cedex.

SYSECA

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

مركز العمل

Le Monde de l'Informatique

REPRODUCTION INTERDITE

de la
la
co
UI
Dr
mi
na
en
tia
Fr
vo

l'a
mc
fra
par
der
affi
ma
per
lor
M.
34
prc
d'E
ful
coc
for
ma
du
cui
rev
de
avi
tai
Pa
ca.
me
no
de
br.
été

Dans un monde où chaque jour de plus en plus d'informations sont véhiculées, Alcatel CIT, filiale du Groupe Alcatel, N°1 mondial dans le domaine des systèmes de communication, recherche pour son établissement industriel situé en Haute Normandie, un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE FUTUR CHEF DE PROJET

Ingénieur diplômé, votre toute première expérience de 1 à 2 ans a été acquise sur les systèmes IBM (environnement MVSXA, DB2, DATACOM CICS, UFO, COBOL) et dans cette continuité. Vous souhaitez aujourd'hui élargir vos compétences.

Nous vous offrons un poste évolutif dans un environnement des plus

performants, d'ores et déjà tourné vers l'Europe et à ce titre la pratique de l'anglais est une nécessité.

Vous serez responsable d'une équipe et autonome dans la réalisation d'applications informatiques de gestion (étude, mise en place et suivi).



Merci d'adresser CV détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à
ALCATEL CIT - Françoise SAUZEREAU - BP 89 - 76260 EU.



RESPONSABLE INFORMATIQUE

Responsable de votre équipe et de ses résultats, vis-à-vis de notre société, vous êtes également une force de proposition au niveau du Groupe.
« Votre mission a deux grands axes : Homme de terrain, à l'écoute des utilisateurs, vous animez votre équipe et orientez son travail. Homme de réflexion, vous proposez les améliorations d'application au sein de notre société et vous participez à l'évolution de l'informatique du Groupe en étudiant les projets lancés dans le cadre d'un schéma directeur.
« Vous accélérez l'optimisation de notre informatique, en particulier dans le domaine de la gestion commerciale.

A 30 ans, de formation INGENIEUR ou MIAGE, vous avez déjà une expérience confirmée de chef de projet qui vous incite à rechercher des résultats concrets pour des projets de grande ampleur. Vous souhaitez maintenant ajouter une expérience d'encadrement et d'animation à votre parcours.

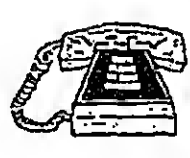
Nous vous offrons des moyens informatiques puissants, des conditions de travail attrayantes au sein d'une équipe qui privilégie le développement de ses collaborateurs, et des possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Intéressé ? Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURY URVAL
95, avenue Victor Hugo 92563 RUEIL MALMAISON s/réf. 58.5168.

Mercury Urval



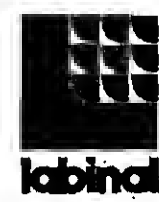
Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Ingénieur logiciel



La Division Systèmes Aéronautiques (2 100 personnes) conçoit et fabrique des équipements électriques et électromécaniques pour les industries de l'aéronautique, l'espace et l'armement. Rejoignez son Département Systèmes de Sécurité qui adresse, en leader incontesté, le marché mondial des avions commerciaux (AIRBUS, BOEING, DOUGLAS) avec des produits couvrant des fonctions de surveillance de paramètres et de sécurité des vols.

Vous prenez en charge le développement de logiciels temps réel, de la définition des spécifications à la réalisation. Responsable de sous-ensembles de projets, vous veillez au respect des coûts et des délais.

Ingénieur informaticien et/ou électronicien, votre expérience de 3 ans en développement logiciel dans un environnement aéronautique vous permet de maîtriser les techniques d'analyse structurée, les langages évolués (C, Pascal, Ada) et de penser avionique.

Rigoureux et méthodique, vos aptitudes à animer une équipe vous permettront d'évoluer vers des responsabilités plus larges. En appui technique des ingénieurs commerciaux, les relations avec les ingénieurs français et américains nécessitent une bonne maîtrise de l'anglais parlé et écrit.

Ce poste est basé à Saint-Ouen (93).

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, prétentions) sous réf. Log/10/91 à Labinal, Christian LeFrançois, Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales, BP 218, 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Le Monde de la Fonction Commerciale



Responsable commercial

BANQUE PRIVEE
MONEGASQUE.
Filiale d'un puissant
groupe financier
européen, nous
poursuivons notre
développement et
recherchons notre

CLIENTELE PRIVEE

Rattaché au Directeur des Services Banque, vous élaborez un plan d'action commerciale visant à développer le portefeuille existant et satisfaire les besoins d'une clientèle exigeante : qualité du service, disponibilité.

Vos qualités d'animateur vous permettent de prendre la responsabilité d'une petite équipe de professionnels que vous renforcez et motivez. A 35 ans environ, de formation supérieure type ESC ou équivalent, vous êtes avant tout un homme de terrain. Par ailleurs, vous justifiez d'une expérience significative acquise dans une banque privée.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à CaixaBank Monaco, M. MARTINI, 1, rue d'Azalea, MC 98000 MONTE-CARLO.

LABORATOIRE DE RECHERCHE SPATIALE DU CNRS

recrute

2 INGENIEURS EN INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE POUR TRAITEMENT DES DONNEES SATELLITAIRES

NATURE DU TRAVAIL :

- Architecture du traitement ;
- Ecriture des codes ;
- Réalisation des graphiques.

LANGAGES : Fortran, C,

SYSTEME D'EXPLOITATION : Unix.

DUREE DE L'EMPLOI : 1 an.

LIEU DE TRAVAIL : Toulouse.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à M. le Directeur du CESR :
9, av. du Colonel-Roche, B.P. 4346, 31029 Toulouse Cedex.

LA REGION D'ILE-DE-FRANCE RECRUTE UN



CHARGE DE MISSIONS INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Il aura pour mission, au sein de la direction des systèmes d'information, d'assister le chef du département des études d'organisation et d'informatique dans les domaines suivants :

- spécification de projets nouveaux
- suivi de projets sectoriels développés sous le SGBD/R ORACLE
- encadrement de la sous-traitance
- définition de la politique de maintenance

Profil du candidat :

- bonne connaissance ORACLE
- expérience de la gestion de projet
- expérience de la sous-traitance

Envoyer candidature manuscrite + C.V. + photo à :
Monsieur le Président du conseil régional d'Ile-de-France
direction de l'administration générale
service du personnel
251, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 1 M

550 من ريال

Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 • 3

Le Monde • Mercredi 30 octobre 1991 • XIII

Le Monde
des

Secteurs de Pointe

RESPONSABLE
INFORMATIQUE



La mairie de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), ville nouvelle de 38 000 habitants, 900 salariés, située entre AIX et MARSEILLE, au bord de l'étang de Berre, crée sa Direction de l'environnement et recrute :

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE DIRECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT

La direction de l'environnement aura pour missions principales dans une nouvelle direction au sein des services techniques :

- de formuler des propositions visant à harmoniser développement économique et environnement ;
- de mettre en œuvre une politique de valorisation des sites naturels ;
- de développer une politique de valorisation des déchets ;
- de formaliser une réelle politique de l'eau sur la ville ;
- de proposer un programme d'actions visant la propreté urbaine et l'embellissement de la ville ;
- de développer au sein des services municipaux une politique d'économies d'énergie ;
- d'assurer le suivi des relations avec les différentes administrations et industriels concernés par la protection de l'environnement.

PROFIL :

- Ingénieur d'une école comportant une filière spécialisée dans les problèmes d'environnement, de génie climatique ou de chimie, le candidat devra être une force de proposition et développer de très bonnes capacités relationnelles.

STATUT : Conditions statutaires ou contractuel.

CLOTURE :

Les candidatures + curriculum vitae pour tous ces postes sont à adresser à Monsieur le Maire - B.P. 102 - 13743 VITROLLES CEDEX

A l'attention de Nicole MASSU-DUGARD (Direction des relations humaines).

CLOTURE DES CANDIDATURES : (cachet de la poste faisant foi) 15 NOVEMBRE 1991

Mercuri Urva

génieur logiciel



Pôle "Propreté/environnement" du Groupe LYONNAISE DES EAUX DUMEZ, le Groupe SITA exerce des activités de Collecte et de Traitement de Déchets, Propreté Urbaine et Gestion de l'Environnement (3,2 milliards de francs de CA, 60 filiales, 13 000 personnes). Il recherche pour son siège parisien son

CHEF DU SERVICE "ETUDES & DEVELOPPEMENT"

Vous avez environ 40 ans et une solide formation de base de type Ingénieur Généraliste (Arts & Métiers ou équivalent) assortie d'une expérience réussie d'environ 10 ans, si possible dans le secteur du transport et/ou du process industriel.

Référence technique reconnue par les filiales, vous constituez le trait d'union entre le Marketing et le pôle "Recherche" du Groupe et supervisez l'assistance technique à l'ensemble des filiales autour de 2 axes :

- la définition et le développement de nouveaux matériels destinés à assurer les nouveaux services
- l'optimisation et la rentabilité des matériels déjà existants, en proposant les améliorations techniques adéquates.

Rattaché au Directeur du Marketing & de la Communication du Groupe, vous assurez également la "veille technologique" sur les métiers de SITA en France et à l'étranger.

Vous vous imposez rapidement par votre professionnalisme et vos qualités de meneur d'hommes. Vous voulez rejoindre un groupe leader dans son domaine d'activité et présent à l'échelle internationale.

Merci d'adresser votre CV et vos prétentions à Geoffrey Vieljeux - Responsable du Recrutement des Cadres - Groupe SITA - 7 rue de Logelbach 75017 PARIS (Fax : 42.65.42.75)



L'ÉCOLOGIE ACTIVE

INGÉNIEURS ELECTRICIENS

INGENIERIE

Intégrés à nos services RÉSEAUX ELECTRIQUES et ELECTRICITE INDUSTRIELLE, vous participez à des projets de grande envergure. Vous êtes chef de projet sur les affaires spécifiquement électriques et savez apporter une technicité pointue dans les affaires pluridisciplinaires.

Ingénieurs diplômés, vous avez déjà une expérience des COURANTS FORTS, des courants faibles et automatismes, acquise dans une entreprise industrielle, dans une grande entreprise électrique ou chez un constructeur... Votre aisance en théorie de l'électricité vous permet d'être véritablement créatif. Une ouverture à l'ingénierie des réseaux électriques sera appréciée. La maîtrise de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence SI/IE à SERETE - Elisabeth Normandin - 86 rue Régnault - 75013 PARIS.



DE LA CONCEPTION A LA REALISATION

Filiale du 1er groupe privé d'ingénierie en France (CA de 1,2 milliard, 1300 personnes). SERETE INDUSTRIES : 270 personnes; conçoit et réalise des installations industrielles. Leader national au niveau électrique dans la spécialité "réseaux", elle doit son savoir-faire et sa haute technicité à la multiplicité de ses missions dans des secteurs très diversifiés : pétrole, chimie, industries papeteries, électronique...



Roland Moreno Technology,
l'Unité de Recherche et Développement
du Groupe Innovation présidé par

Roland Moreno
l'inventeur de la carte à puce,

recherche des

ingénieurs électroniciens débutants ou confirmés

En fonction de votre expérience, vous prendrez en charge ou vous participerez à la conception de produits dans les secteurs de pointe suivants :

Carte à mémoire, sécurité informatique,
Télécommunications et Monétique.

Les postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. G/200 à RMT - Smart Card Center - 137, boulevard de Sébastopol - 75002 Paris

Cegelec.

est libèrent

CGA (1700 p., 1,2 milliards de CA) est un des leaders mondiaux de l'automatisation postale, secteur qui fait appel aux technologies de pointe en automatisation et traitement d'image (temps réel). Les produits (machines de tri, lecteurs optiques, vidéo-codage), sont conçus et développés au sein d'une direction technique comprenant une cellule logicielle de 50 ingénieurs que l'on souhaite encore renforcer par :

UN CHEF DE GROUPE LOGICIEL

Rattaché au chef de service, il pilotera un ou plusieurs projets de la phase réponse à l'appel d'offre jusqu'à la recette chez le client. Garant des engagements techniques et financiers, il sera l'animateur des ingénieurs de développement et le coordinateur vis à vis des autres intervenants sur les projets. Il devra être rapidement opérationnel pour gérer ses projets et ses équipes de manière autonome.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de grande école (ESE, ECP...) ayant une expérience de développement de logiciels temps réel d'au moins 6 ans et qui possède un potentiel et une motivation d'encadrement d'équipes. (réf. 106bi)

UN INGÉNIEUR LOGICIEL CONFIRMÉ

Il prendra en charge une partie des développements logiciels au sein d'un groupe et accompagnera toutes les étapes du projet (de l'analyse aux essais chez le client). Ingénieur de formation, il aura acquis une première expérience professionnelle en étude de logiciels temps réel d'au moins 2 ans. (réf. 106bk)

Postes basés à Gentilly (Paris Sud). Anglais apprécié pour ces deux postes.

Cegelec. L'ingénierie électrique.

CEGELEC

CGA

Merci d'adresser un dossier complet sous la référence choisie à Pynergie - 1, square de Luyne - 75007 Paris.



INFORMATION ENGINEERING

950 personnes - 100 millions de Dollars de CA en 1990 - N° 1 mondial dans le domaine du Génie Logiciel avec IEF comme produit phare.

350 grands comptes DB2 sont utilisateurs de IEF.

Dans le cadre du développement de JMA FRANCE basé à Paris La Défense, nous recherchons des

CONSULTANTS SUPPORT PRODUIT

Vous avez 4/5 ans d'expérience dans les métiers respectifs. Diplômés de l'enseignement supérieur (BAC + 4/5), vous êtes familiers des environnements IBM gros systèmes (DIGITAL, UNIX... est un plus), vous connaissez les méthodes, les AGL, les bases de données relationnelles...

Vos conseils, votre assistance, contribueront au succès des grands comptes dans la mise en place de la méthode IEM et de l'AGL IEF.

Merci de nous adresser CV + photo + prétentions sous réf. DN 10.



LD CARRIERES (SA)
31, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

GROUPE SOLIC



Filiale française (150 p. - 155 MF de CA) d'un groupe multinational, nous fabriquons et distribuons des pompes destinées aux industries chimiques agro-alimentaires, pétrolières...

jeune ingénieur H/F

Venez conjuguer projets et CAO-DAO comme assistant(e) de notre directeur technique.

Vos missions : vous pilotez des projets variés portant sur l'amélioration de la productivité, de la qualité, de la fiabilité de nos moyens de production et d'essais. Parallèlement, vous mettez en place le CAO-DAO pour notre B.E. et créez une documentation technique moderne. Toutes ces attributions font de vous un de nos hommes clé.

Ingénieur, vous avez à travers votre formation et peut-être une première expérience mécanique en B.E. un goût marqué pour les études. La pratique de la CAO-DAO est bien sûr indispensable.

Poste basé à Trappes.

Ecrivez à notre consultant, L. NEUMAN (réf. 5789 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LILLE - NANTES - STRASBOURG
LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

هكذا من العمل

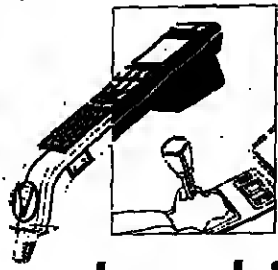
Le Monde des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE

da
la
te
co
UI
De
na
en
de
Fr
vo

l'a
mc
fra
pa
der
aff
ma
por
ML
3,4
pr
d'E
ful
coc
foi
ma
du
en
re
de
av
tal
Pa
ca
no
de
br
die

C
cor
der
e
M
dié
le
re
pai
fra
pai
tre
lle
en
pli



Ligne de conduite

ALCATEL Radiotéléphone - 1500 personnes, 1,3 milliard de F de CA - est le leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite.

Ingénieur logiciel

Bâtissez votre avenir et venez partager notre passion des télécoms

Votre mission : Concevoir et développer des logiciels Temps réel/Télécoms destinés aux réseaux de radiocommunications publics et privés diversifiés que nous commercialisons. Dans un environnement **Hard/Soft** (VAX, UNIX, HP, 68000), vous utilisez la méthodologie rigoureuse propre à nos projets.

Votre profil : Ingénieur Grande Ecole, Informaticien et/ou Electronicien, votre première expérience du développement de logiciels vous a permis d'acquiescer la pratique des langages évolués (C, C++, ...). Vous avez le goût du travail en équipe et souhaitez vous impliquer dans de grands projets. Vous pratiquez l'anglais.

Notre expansion rapide est le gage de votre évolution au sein de notre groupe.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE
La passion de communiquer

Ecrivez à notre conseil : **INFORAMA CARRIERES**
sous réf. **M/230/3** - 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE.

Spécialistes de l'injection des pièces plastiques ou des moules, votre expérience nous intéresse.

Vous souhaitez évoluer vers un métier d'avenir, nous vous en donnons les moyens.

INGENIEUR RESPONSABLE DU PROCEDE

Nous sommes un très grand groupe qui investissons dans la création d'une nouvelle branche d'activité, dans une technologie nouvelle. Nous souhaitons vous confier la responsabilité complète du lancement et du développement d'un nouveau procédé pour assurer la croissance de ses fabrications.

De formation Ingénieur Arts et Métiers ou similaire, votre expérience des moules et de la fabrication des pièces injectées en grande série vous donnera la possibilité de vous adapter à notre nouveau métier.

Merci d'adresser CV + Lettre manuscrite sous la référence 936 à notre Conseil :

Claudine GALLET Ressources Humaines - 3 rue Corneille - 75006 PARIS



Offrez-vous STRASBOURG, nous vous offrons l'EUROPE

Bayer Polysar France

filiale française du groupe Bayer, un des leaders mondiaux de l'Industrie Chimique et premier producteur de caoutchouc synthétique en France, recherche pour son site industriel près de Strasbourg (650 personnes) un

INGENIEUR MECANICIEN

Débutant ou première expérience

Le département Maintenance Engineering regroupe près de 110 personnes dans les disciplines telles que l'électricité, la mécanique, l'informatique...

Ingénieur (AM, ENSI, INSA, ENSEM...) débutant ou possédant une première expérience, vous renforcerez l'équipe chargée de la maintenance et du développement de l'équipement mécanique de notre usine.

La taille et le dynamisme de notre groupe nous permettent de vous proposer un environnement international et de larges possibilités d'évolution. La connaissance de l'allemand constitue un atout sérieux.

Les entretiens auront lieu soit à Strasbourg soit à Paris

Merci d'adresser lettre, CV et photo, sous la référence 10346 M, au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE, 1-3 place Gutenberg, 67000 STRASBOURG.

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES ALSACE

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Directeur des Ventes Indirectes

Les solutions logicielles d'un leader mondial

Nos produits logiciels sont reconnus parmi les meilleurs de leur catégorie et notre part du marché mondial est en progression rapide. Nous souhaitons engager un directeur expérimenté et compétent pour poursuivre le développement des ventes en direction des utilisateurs finaux des grandes entreprises à travers notre réseau de distributeurs et de concessionnaires implantés en France et en Belgique.

Ce poste exige au minimum cinq ans d'expérience de ce type de vente en environnement PC, matériel ou logiciel et un talent confirmé pour la direction et le soutien des réseaux de distributeurs et de concessionnaires. Sens des relations interpersonnelles, qualités d'expression et pratique courante de l'anglais sont indispensables.

Des avantages nombreux, notamment sous forme d'intéressement et d'attribution d'un véhicule de fonction, témoignent de l'importance que nous attachons à ce poste. Si vous possédez l'expérience et l'enthousiasme nécessaires pour relever ce défi, nous vous remercions d'adresser votre CV et vos prétentions à PKI, c/o Coréad Conseils, 222, bd Péreire, 75017 Paris.

DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE LEADER DANS LE MONDE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES RECHERCHE :

RESPONSABLE

Responsable études stratégiques et planification (réf. VP1)

7 à 15 ans d'expérience acquise dans un secteur de haute technologie, dans un environnement international. Une expérience en Conseil d'Entreprise serait appréciée.

- Participer à la définition des objectifs stratégiques et à leur mise en forme dans le Plan d'Entreprise Annuel.
- Conduire les études stratégiques spécifiques dans le cadre de la stratégie du Groupe.
- Assurer l'organisation et la coordination de la mise en œuvre des orientations stratégiques au sein du Groupe.

Ingénieurs planification (réf. VP2)

3 à 7 ans d'expérience, motivés par la planification économique et commerciale d'Entreprise.

- Conduire et coordonner l'élaboration du Plan d'Entreprise Annuel.
- Promouvoir la synergie entre les unités du Groupe.
- Assurer l'analyse comparative des résultats et prévisions.

Ingénieurs nouveaux produits / services de télécommunications (réf. VP3)

3 à 7 ans d'expérience dans des domaines liés à l'innovation technologique et ses applications au développement de nouveaux produits.

- Identifier les opportunités de création de nouveaux produits/services.
- Étudier leur lancement sur le marché.
- Participer à la stratégie d'innovation du Groupe.

■ Homme ou femme d'imagination et de contact, vous aimez le dialogue et l'action. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Pour ces postes basés à Paris, des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à : **MEDIA PA** - 50/54 rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

Groupe International Matériaux Avancés

recherche pour soutenir son développement en France

Ingénieur de développement

Poste basé à Paris (réf. 9085)

Votre challenge : Développer notre implantation en France de nos polypropylènes dans le secteur automobile.

Vos clients dans ce secteur :

- les laboratoires d'études avancées pour les nouveaux concepts,
- les Directeurs industriels pour les applications tests,
- les acheteurs pour le business quotidien

Votre formation : Ingénieur ou technicien supérieur (chimie ou mécanique) avec une formation complémentaire marketing.

Votre expérience : 3 à 5 ans dans un laboratoire d'études avancées ou dans les études industrielles. Anglais indispensable.

Votre évolution de carrière est garantie par la taille de ce groupe mondial.

Merci d'adresser votre dossier de candidature CV + lettre manuscrite + photo à :

ETATS MAJORS CONSULTANTS 27, villa Wagram St Honoré, 75008 PARIS

Ressources Humaines High Tech

مركز الامن والامن

Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 3

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

Le Monde • Mercredi 30 octobre 1991 XV

Secteurs de Pointe



A VALENCE, en 9 ans, IMAJE est devenue l'un des leaders mondiaux de l'impression industrielle par projection de liquide (jet d'encre) pour la codification, le marquage, l'adressage, le graphisme sur tous supports et toutes surfaces.

Notre projet social, notre avance technologique et la part très importante consacrée à la Recherche/Développement (15 % de notre CA) nous permettent de créer des marchés. Nous sommes 1000 dans le monde présents sur tous les continents au travers de notre réseau de distribution (65 filiales et distributeurs) et nous continuons.

INGENIEURS

RESPONSABLE METHODES MECANIKES

Vous animez chez nous 5 jeunes techniciens supérieurs expérimentés pour participer, dès la conception, au développement des nouveaux produits avec les moyens associés (ergonomie des postes de travail, montage, tests, outillages, documents et gammes, conditionnement et manutention des composants) dans une démarche industrielle de production en flux tendus (SMED...). Vous avez une expérience de 3 à 5 ans de l'industrie mécanique de moyennes séries. Vous employez couramment la micro-informatique, vous êtes familiarisé à la CAO.

RESPONSABLE METHODES CONTROLE

Responsable de l'élaboration du plan des produits en concordance avec le G.E.T., vous spécifiez les besoins des moyens de contrôle pour l'ensemble du processus et animez la réalisation et la mise en place des outils nécessaires. En amont, vous participez à la qualification des fournisseurs. Votre expérience de la production des machines pluritechniques et votre pratique des outils statistiques de la maîtrise de la qualité vous permettront de secondariser directement le Responsable Méthodes au travers de liens horizontaux avec tous les secteurs de la Direction de Production. (Réf. DI 2420/03)

Merci d'envoyer votre candidature sous référence correspondant à notre conseil Michel PERROT Cabinet AROPA - 7, avenue de la République - 69160 TASSIN - Fax : 78.34.83.17.

MAITRISE D'OUVRAGE

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Une société d'économie mixte, chargée d'une opération de très grande envergure, étaye ses équipes et recrute plusieurs ingénieurs.

Ils auront 3 à 5 ans d'expérience (chantiers ou BE) en génie civil, VRD, route ou aménagement, acquise en entreprise ou chez un maître d'œuvre.

Ils auront le dynamisme, les capacités de contact, le sens de l'organisation, leur permettant d'apporter leur concours dans toutes les étapes des opérations et d'être les interlocuteurs de nombreux intervenants.

Ces postes conviendront à des candidats de fort potentiel, désireux et capables de s'intégrer dans des équipes motivées et performantes.

Postes à Paris.

Ecrire sous réf. 44 A 2295 1M
Discretion absolue.

Membre du Syntec

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



Nous sommes une PMI de 250 personnes, occupant une position significative sur ses marchés.

Soucieux d'améliorer notre compétitivité par l'optimisation de notre démarche qualité, nous créons le poste d'

MISE EN PLACE DE NOTRE SERVICE QUALITE RELEVONS LE DEFII

INGENIEUR QUALITE

Dépendant de la direction générale, vous participez à la définition des paramètres produits et processus et harmonisez les méthodes et procédures. Vous vous assurez, au moment des essais, ensuite en cours de fabrication, du respect des normes par la mise en place d'indicateurs. Vous êtes l'élément moteur de notre démarche certification. Vous vous appuyerez sur le laboratoire dont vous aurez la responsabilité.

A 27-35 ans, ingénieur de formation (A et M, HEI, INSA...) vous avez occupé des postes en production dans des industries de process : agro-alimentaire, acierie, papeterie, verrerie... Votre expérience dans un service qualité est d'au moins trois ans. A la fois homme de terrain et pédagogue, vous aimez convaincre et faire adhérer ainsi les opérateurs au projet dont vous êtes le maître d'œuvre. Votre besoin d'autonomie trouvera, dans notre société, les moyens de se réaliser.

Poste basé en Champagne-Ardenne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous la référence 10 005 à notre Conseil RESOUDRE, 50 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

RESOUDRE
LES PROFILS D'AVENIR

INGENIEUR CHIMISTE SPÉCIALISTE DES POLYMERES

GROUPE FOURNIER

2 000 personnes, 1,6 milliard de CA.

De la pharmacie à la chimie fine et aux adhésifs industriels et grand public : la diversification réussie d'un groupe à vocation internationale.

LABORATOIRES
FOURNIER

Laboratoires Fournier, Service Recrutement, 42 rue de Longvic, 21300 Chenove.

Notre département de 40 collaborateurs est chargé de développer des adhésifs médicaux à visée thérapeutique (systèmes transdermiques). Vous animerez le Laboratoire de formulation/conception de systèmes adhésifs et participerez aux études de caractérisation de polymères.

Vous êtes chimiste spécialisé polymère et avez une expérience industrielle, même non pharmaceutique, d'environ 3 ans en Recherche et Développement.

Les candidatures (CV, lettre manuscrite et prétentions) sont à adresser, sous la référence ING/NH.

jeune ingénieur construisez l'unité de production que vous allez diriger

Depuis deux ou trois ans, vous avez appris le métier des travaux neufs, de la maintenance ou de la fabrication dans une industrie lourde, de préférence à feu continu.

vous n'avez pas envie d'attendre plus longtemps pour exercer de vraies responsabilités

Notre groupe, très connu, dont la taille (400 personnes) et les performances (CA 1990/600 MF - Résultat 110 MF) lui permettent de poursuivre une croissance soutenue, est prêt à vous faire confiance.

Votre mission : piloter un investissement important (50 MF) destiné à parachever l'intégration aval de notre unité de production, avant d'en prendre dans un second temps, la direction opérationnelle.

La disponibilité, le rigueur et le goût de l'animation, sont les qualités naturelles que vous allez à votre savoir-faire.

Poste basé en proche banlieue Nord.

Ecrivez dès maintenant à L. NEUMAN (réf. 5773 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75006 PARIS
LILLE - NANTES - STRASBOURG
LYON - GENÈVE - TOULOUSE

Ingénieurs en Hydrodynamique ou Mécanique des structures

Simulog informatique et Services construit sa réputation et son expertise dans les activités de services en informatique scientifique. Pour répondre à cette demande, nous proposons de nombreux postes (Paris, province) à des ingénieurs débutants ou confirmés dans les spécialités suivantes :

- **Hydrodynamique** avec, si possible, des connaissances complémentaires en automatique ou en structure ou en traitement du signal.
- **Calcul de structures** avec une expérience de la méthode des éléments finis.

Pour certains de ces postes une bonne connaissance des techniques numériques et informatiques sera appréciée. Associées à la conception de grands projets, les missions proposées présentent un caractère innovant et vous permettent de réaliser les études ou le développement de logiciels dans ces domaines.

Ecrire, sous référence 106637, à Bernard Krief Recrutement, le Parc de Haute Technologie, bât. n° 6, Sophia Antipolis, 06250 Mougins.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON NANTES ANTIPOLES
Un département de Bernard Krief Consulting Group

GROUPE MOULINEX

15 000 collaborateurs dans le monde, 8 milliards de chiffre d'affaires dont 50% à l'export, le Groupe MOULINEX (MOULINEX et KRUPS) connaît un fort développement international et se situe aujourd'hui parmi les leaders mondiaux de l'industrie et de l'électroménager.

Le Département Brevets du Groupe est constitué d'une équipe très soudée, au sein de laquelle chaque ingénieur traite de façon polyvalente brevets, marques et modèles, en liaison directe avec les interlocuteurs internes : Bureaux d'Etudes, Marketing et les organismes extérieurs tels que l'INPI. Notre croissance nous conduit aujourd'hui à renforcer l'équipe en place par un :

INGENIEUR BREVETS

Débutant ou après une première expérience réussie de 2 à 3 ans, vous êtes ingénieur (spécialités : électronique - électromécanique) et diplômé CEIP.

Vous pratiquez couramment l'anglais en milieu professionnel. La connaissance de la langue allemande sera un atout supplémentaires.

Le poste est basé à Bagnolet (93).

Merci d'adresser votre candidature (CV détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions) à l'attention de Christine BOUTIN - Direction des Ressources Humaines du Groupe BP 45 - 93171 BAGNOLET CEDEX.

CONSULTANTS

OPTIMISATION de SYSTEMES INDUSTRIELS

Notre équipe de consultants mène des études de conception et d'organisation d'activités industrielles : stratégie industrielle et logistique, schémas directeurs d'investissements, optimisation de la production et de ses moyens (juste à temps : gestion et pilotage des flux de production...).

Elle s'appuie sur une démarche originale, traduisant une vision globale des problèmes industriels et formalisée par des méthodes et des outils de conception opérationnels (simulation, R.O.).

Ingénieurs grandes écoles, vous avez une première expérience de 2 ans minimum dans ce domaine (conseil ou industrie). Votre rigueur intellectuelle, votre esprit de synthèse et votre aptitude à communiquer vous permettront d'évoluer dans notre métier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence SP/COSI à SERETE - Elisabeth Normandin - 86 rue Régnault - 75013 PARIS.

serete
productique

Filiale du groupe SERETE (1,2 milliard de CA, 1700 personnes en Europe), nos champs d'intervention recouvrent la logistique de production et de distribution auprès d'une clientèle diversifiée : automobile, équipementiers, métallurgie, agro-alimentaire, chimie fine...

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15 LM

Secteurs de Pointe

Jeunes Diplômés

Mettre au point un générateur de vapeur, un nouveau connecteur, un tunnelier, une extrudeuse, c'est forcément au meilleur niveau de la compétition internationale de la part du 1er concepteur constructeur mondial de réacteurs nucléaires.

Des connecteurs pour des applications océanographiques aux nouveaux outillages pour l'optimisation des 400 centrales nucléaires en service dans le monde, des process de fabrication de la pâte à papier à la réalisation de la grande soufflerie cryogénique européenne, les grandes réalisations industrielles du Groupe Framatome constituent des champs d'action pour tous les métiers.

Conception, Production, Intervention-Réalisation, Informatique, Vente, Finances, c'est avec les meilleures compétences que Framatome envisage l'avenir en France (Région parisienne, Rhône-Alpes, Bourgogne, Pays de Loire) et dans le monde entier.

Groupe Framatome, Service Ressources Humaines, 1 place de la coupole, 92084 Paris-La Défense, Cedex 16.

GROUPE FRAMATOME - 14 800 PERSONNES - CA : 13,5 MILLIARDS DE FRANCS - 4 PÔLES D'ACTIVITÉ : NUCLÉAIRE, CONNECTIQUE, MÉCANIQUE, INFORMATIQUE AU SERVICE DES INDUSTRIES NUCLÉAIRE, SPATIALE, AUTOMOBILE, PÉTROLIÈRE, AGRO-ALIMENTAIRE...

**Quand Framatome met au point
un nouveau connecteur,
c'est l'aéronautique qui fait un bond en avant.**



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

INGÉNIEURS AGRO

Quand on est le n°1 mondial du contrôle qualité, ca ouvre des horizons.

**Da l'agro-alimentaire
au nucléaire,
SGS - N°1 mondial
de l'inspection et
du contrôle qualité
(25 000 personnes) -
intervient dans tous
les secteurs
d'activités, à tous
les niveaux de la vie
économique et
de la qualité
de l'environnement.
Aujourd'hui, dans
le cadre
du développement
de nos activités dans
le secteur
agro-alimentaire,
nous recherchons**

■ INGENIEUR D'AFFAIRES CONFIRME

A 30-35 ans environ, vous avez acquis une très bonne connaissance de l'agro-alimentaire au travers d'une expérience à dominante commerciale.

Aujourd'hui nous vous proposons de prendre en charge la prospection et le développement d'une clientèle de PME et de grandes entreprises. Vous commercialiserez des prestations de service en audit et contrôle qualité. Vous assurerez la mise en place de contrôles qualité/produit en vue de l'obtention d'une certification. (Réf. I.A.)

■ INGENIEURS ASSURANCE QUALITE CONFIRMES

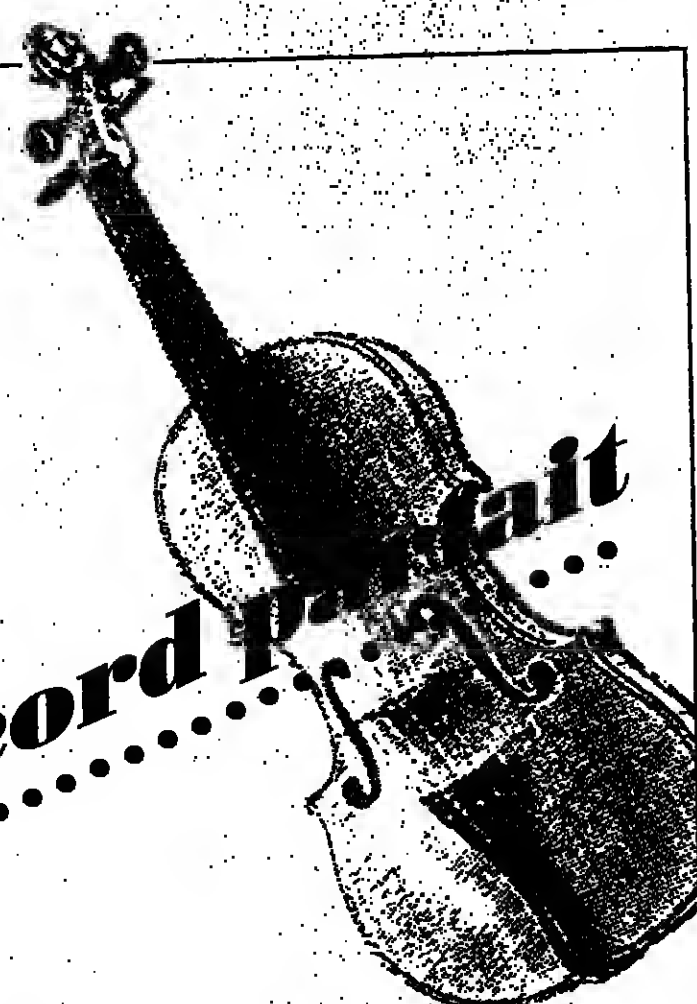
A 30-35 ans environ, vous avez au moins 5 ans d'expérience comprenant obligatoirement un poste en assurance qualité. Aujourd'hui, vous souhaitez manager votre mission avec une large autonomie. Bien sûr, vous maîtrisez l'utilisation de la micro-informatique. (Réf. I.A.Q.)

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre lettre, CV, photo et prétentions, sous le référence du poste choisi à Francis BERGERON
SGS QUALITEST - 16, rue du Louvre - 75001 PARIS.



36 15
IM

**3615 LM vous permet de consulter
un mois d'offres d'emploi
parues dans *Le Monde*.
Les annonces
présentes sur 3615 LM
sont mises à jour quotidiennement.**



**Ingénieurs
et clients
VERIDATAS :**

**Ingénieurs
et clients
VERIDATAS :**

L'accord parfait




QUALITE/SECURITE INFORMATIQUE

Parce que nos ingénieurs sont des consultants de haut niveau, que notre organisation favorise l'échange d'information, nous sommes un pôle de compétences unique, en parfaite harmonie avec les attentes de nos clients : les plus grands noms de l'industrie.

Nous menons des missions en qualité et sécurité informatique, génie logiciel.

Filiale du Bureau Veritas, notre implantation et notre culture sont résolument européennes.



INGENIEUR, vous avez, au cours de vos dix ans d'expérience, pluriel d'importants projets faisant appel à une excellente connaissance de la qualité-sécurité en informatique. Vous présentez, par ailleurs, une forte prédilection pour le relationnel.

Si vous voulez exercer votre métier avec passion, adressez votre dossier de candidature à VERIDATAS - Tour Neptune - 20, place de Seine - Cedex 20 - 92086 Paris La Défense.

Veridatas

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

M. Bush affirms

Face à face

VOILA donc que
mis face à face
que sur un champ de
terre espagnole
ancêtres vécurent
cles en réalité
Arabes et juifs
à négocier
haine mutuelle
Proche-Orient
quante ans

[illegible]

DANS un monde où les frontières entre l'Est et l'Ouest sont devenues de plus en plus floues, les hommes de l'Est ont besoin d'espérer. Les communistes palestiniens, qui ont résolu à plusieurs reprises de négocier la paix, ont dû apprendre à faire avec la violence. Pour ces adeptes de la lutte armée, ce mouvement est le début d'une ère de réconciliation avec Israël, mais aussi d'une réconciliation avec le monde arabe, mortellement touché par le terrorisme. Le colonel Shammouh a déclaré qu'il ne se refusait pas à reconnaître que le monde arabe, d'une part, et Israël, d'autre part, ont

Et pourtant...
membre du...
espérer...
bord aucun...
à Bess...
Méthode...
action AM...
Baker form...
d'après au...
ations israë...
sur les ver...
séque Tabl...
qui propre...
is espèrent...
aujourd'hui...
un peu d'un...
des et de leu...
Rue...

...tache en...
 veille de l'4...
 comme que l'ant...
 est en vogue...
 à suggérer...
 "sans sans ent...
 ...ne se sert...
 ...de négocier...
 Je prends le m...
 ...de l'autre...
 ...décidé...
 ...ce négoc...
 ...Pour m...
 ...de catal...
 ...pourront...
 ...sacre que...
 ...le G...
 ...soutien...
 ...dans l'os...
 ...sagement...

[illegible]